

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT ANNUEL
2024



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Croissance de l’activité économique mondiale (en %).....3

Graphique 2 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points).....6

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers africains (en nombre de points).....7

Graphique 4 : Évolution des cours du pétrole sur le NYMEX (\$/baril).....8

Graphique 5 : Évolution des cours du cacao (centimes de \$/livre).....8

Graphique 6 : Évolution des cours du café (centimes de \$/livre).....9

Graphique 7 : Évolution des cours du coton (centimes de \$/livre).....9

Graphique 8 : Évolution des cours du caoutchouc (centimes d'euros/kg).....10

Graphique 9 : Évolution des cours du phosphate (\$/tonne).....10

Graphique 10 : Évolution des cours de l’uranium (\$/kg).....11

Graphique 11 : Évolution du taux d’inflation (moyenne annuelle en %).....12

Graphique 12 : Évolution des taux directeurs de la BCEAO (en %).....33

Graphique 13 : Croissance annuelle du crédit bancaire (en points de pourcentage).....39

Graphique 14 : Croissance annuelle de la masse monétaire (en %).....40

Graphique 15 : Évolution des taux débiteurs dans l’Union (en %).....41

Graphique 16 : Niveaux de concentration des risques bancaires par secteur d’activité (en %).....46

Graphique 17 : Évolution de l’indice BRVM Composite (en nombre de points).....54

Graphique 18 : Évolution de l’indice BRVM 30 (en nombre de points).....55

Graphique 19 : Évolution de la circulation fiduciaire de 2015 à 2024 (milliards de FCFA).....76

Graphique 20 : Évolution en nombre des participants à STAR-UEMOA et SICA-UEMOA de 2019 à 2024.....78

Graphique 21 : Évolution en volume des échanges inter-pays de 2019 à 2024.....79

Graphique 22 : Évolution en valeur des échanges inter-pays de 2019 à 2024.....80

Graphique 23 : Évolution des effectifs de la BCEAO de 2020 à 2024.....92

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Évolution des taux de change moyens annuels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA).....15

Tableau 2 : Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA).....16

Tableau 3 : Évolution des contributions sectorielles à la croissance du produit intérieur brut de l’UEMOA (en %).....18

Tableau 4 : Variation des prix à la consommation en 2023 et 2024 (en %).....23

Tableau 5 : Situation des finances publiques en 2023 et 2024 (en milliards de FCFA, sauf indications contraires).....26

Tableau 6 : Évolution de la balance des paiements sur la période 2022-2024
(en milliards de FCFA, sauf indications contraires).....28

Tableau 7 : Coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques (en %).....34

Tableau 8 : Évolution des taux interbancaires en 2024 (moyenne pondérée en pourcentage).....36

Tableau 9 : Évolution des prêts interbancaires dans l’UMOA en 2024 (en millions de FCFA).....37

Tableau 10 : Créances nettes des institutions de dépôt sur l’APUC (en milliards de FCFA).....39

Tableau 11 : Émissions brutes par adjudication et syndication sur le marché régional
des titres publics (en milliards de FCFA).....52

Tableau 12 : Taux d’intérêt et rendements moyens des bons et obligations du Trésor (en %).....53

Tableau 13 : Encours des titres publics à fin décembre 2024 sur le marché financier régional (en milliards de FCFA).....53

Tableau 14 : Retraits de billets et pièces de monnaie en 2024 (en milliards de FCFA).....75

Tableau 15 : Versements de billets et pièces de monnaie en 2024 (en milliards de FCFA).....75

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Présentation de l'Agence Auxiliaire de Saint-Louis (Sénégal) :
une architecture moderne et contemporaine.....XLI

Encadré 2 : Principales conclusions de la Conférence internationale sur le rôle des Banques Centrales
face aux défis du changement climatique.....70

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

LISTE DE SIGLES ET ABBREVIATIONS

ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
AEN	: Actifs Extérieurs Nets
AERC	: <i>African Economic Research Consortium</i> / Consortium pour la recherche économique en Afrique
AES	: Alliance des États du Sahel
AFI	: <i>Alliance for Financial Inclusion</i> / Alliance pour l’Inclusion Financière
AFIS	: <i>Africa Financial Industry Summit</i> / Plateforme de l’Industrie Financière Africaine
AFPI	: <i>African Financial Inclusion Policy Initiative</i> / Initiative Africaine sur les Politiques d’Inclusion Financière
AFES	: <i>Africa Meeting of the Econometric Society</i> / Conférence Africaine de la Société d’Économétrie
AMAO	: Agence Monétaire de l’Afrique de l’Ouest
AMF-UMOA	: Autorité des Marchés Financiers de l’Union Monétaire Ouest Africaine
APBEF	: Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers
APUC	: Administration Publique Centrale
ASE	: <i>African School of Economics</i> / Ecole Africaine d’Économie
ASS	: Afrique Subsaharienne
ATTF	: Agence de Transfert de Technologie Financière
BAD	: Banque Africaine de Développement
BCE	: Banque Centrale Européenne
BCEAO	: Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest
BCSF-UMOA	: Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech de l’UMOA
BEAC	: Banque des États de l’Afrique Centrale
BEI	: Banque Européenne d’Investissement
BIC	: Bureau d’Information sur le Crédit
BNB	: Banque Nationale de Belgique
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BoE	: <i>Bank of England</i> / Banque d’Angleterre
BoG	: <i>Bank of Ghana</i> / Banque du Ghana
BoJ	: <i>Bank of Japan</i> / Banque du Japon
BRI	: Banque des Règlements Internationaux
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CAMES	: Conseil Africain et Malgache pour l’Enseignement Supérieur
CBN	: <i>Central Bank of Nigeria</i> / Banque Centrale du Nigeria
CCBS	: <i>Centre for Central Banking Studies</i> / Centre d’Études des Banques Centrales
CD	: Comité de Développement

CEA	: Commission Economique des Nations Unies pour l’Afrique
CEDEAO	: Communauté Economique des États de l’Afrique de l’Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CEMSTRAT	: Certificat Exécutive Management Stratégique Bancaire
CIAQ	: Cellule Interne d’Assurance Qualité
CILSS	: Comité Inter-État de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CIP	: Centrale des Incidents de Paiement
CIWA	: Creditinfo West Africa
CMFI	: Comité Monétaire et Financier International
COCOTIER	: Collecte, Consolidation, Traitement Informatique et Élaboration de Rapport (Dispositif de surveillance des systèmes et moyens de paiement dans l’UEMOA des acteurs de l’écosystème des moyens et services de paiement)
COFEB	: Centre Ouest Africain de Formation et d’Études Bancaires
CPC	: Comité de Politique Climat
CPM	: Comité de Politique Monétaire
CRIA	: Comité de Réflexion sur l’Intelligence Artificielle
CSF-UMOA	: Comité de Stabilité Financière dans l’UMOA
CTI	: Centre de Traitement Informatique
DC/BR	: Dépositaire Central / Banque de Règlement
DER	: Document d’Études et de Recherche
DSF	: Direction de la Stabilité Financière
DTS	: Droit de Tirage Spécial
EME	: Établissement de Monnaie Electronique
ENSEA	: École Nationale Supérieure de Statistique et d’Économie Appliquée d’Abidjan
ESG	: Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance
ETL	: <i>Extract Transform and Load</i> / Extraction, Transformation et Chargement
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FCR	: Facilité de Crédit Rapide
FEC	: Facilité Élargie de Crédit
FED	: <i>Federal Reserve</i> / Réserve Fédérale des États-Unis
FERDI	: Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International
FGDR-UMOA	: Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l’UMOA
FINTECH	: <i>Financial Technology</i> / Technologie Financière
FMI	: Fonds Monétaire International
FRD	: Facilité pour la Résilience et la Durabilité
FSB	: <i>Financial Stability Board</i> / Conseil de Stabilité Financière

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

GCR-ASS	: Groupe Consultatif Régional pour l’Afrique Subsaharienne
GIM-UEMOA	: Groupement Interbancaire Monétique de l’UEMOA
GPE	: Gestion de la Politique Economique
HEC	: École des Hautes Études Commerciales
IA	: Intelligence Artificielle
IBFI	: Institut Bancaire et Financier International
IDE	: Investissements Directs Étrangers
IDM	: <i>Instant Decision Module</i> / Module de Décision Instantanée
IFI	: Institution de Finance Islamique
IFR	: Instrument de Financement Rapide
IFRS	: <i>International Financial Reporting Standards</i> / Normes Internationales d’Information Financière
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IMA	: Institut Monétaire Africain
IMF	: Infrastructures de Marchés Financiers
IMF	: Institutions de Microfinance
IORWG	: <i>International Operational Risk Working Group</i> / Groupe de travail international sur le risque opérationnel
ISBLSM	: Institutions sans but lucratif au service des ménages
ISO	: <i>International Organization for Standardization</i> / Organisation Internationale de Normalisation
JICA	: <i>Japan International Cooperation Agency</i> / Agence Japonaise de Coopération Internationale
LBC/FT	: Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
LBC/FT/FP	: Lutte contre le Blanchiment de Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des armes de destruction massive
LIF	: Laboratoire d’Innovation Financière
LPR	: <i>Loans Prime Rate</i> /Taux préférentiel des prêts
MCC	: Mécanisme de Change de la CEDEAO
MDBC	: Monnaie Digitale de Banque Centrale
MEDC	: Mécanisme Elargi de Crédit
MIGA	: Agence Multilatérale de Garantie des Investissements
MPME	: Micro, Petites et Moyennes Entreprises
NET	: Notes et Études Thématiques
NGFS	: <i>Network for Greening the Financial System</i> / Réseau pour le verdissement du système financier
NPTCIE	: Nouveau Programme de Troisième Cycle Inter universitaire en Économie
NYMEX	: New York Mercantile Exchange
OAPI	: <i>Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle</i>
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OAPI	: Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
Odr	: Obligations de Relance

PAAQ	: Programme d'Assurance et d'Amélioration Qualité
PBoC	: <i>People’s Bank of China</i> / Banque Populaire de Chine
PCA	: Plan de Continuité d’Activité
PCI/DSS	: <i>Payment Card Industry</i> / <i>Data Security Standard</i> / Norme de sécurité des données de l’industrie des cartes de paiement
	: Prélèvement Communautaire de Solidarité
PCS	
Pdb	: Point de base
Pdp	: Point de pourcentage
PEF	: Programme Economique et Financier
PESF	: Programme d’Évaluation du Secteur Financier
PIB	: Produit Intérieur Brut
PI-RAC	: Plateforme d'Interopérabilité - Répertoire des Alias Centralisé
PI-SPI	: Plateforme d’Interopérabilité - Système de Paiement Instantané
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PMI	: Petite et Moyenne Industrie
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PoC	: <i>Proof of Concept</i> / Preuve de concept
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
RBI	: <i>Reserve Bank of India</i> / Banque Centrale d’Inde
REM	: Revue Economique et Monétaire
RMP	: Rendement Moyen Pondéré
SAE	: Structure d’Appui et d’Encadrement
SAHFI	: Société Sahélienne de Financement
SGI	: Société de Gestion et d’Intermédiation
SI	: Système d'Information
SICA-UEMOA	: Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA
SIE-UEMOA	: Système d’Information Énergétique dans l’espace UEMOA
SIRH	: Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines
SPAME	: Services de Paiement Adossés à la Monnaie Electronique
SPI	: Système de Paiement Instantané
SRIF	: Stratégie Régionale d’Inclusion Financière
SSEC	: Système de Suivi des Établissements de Crédit
STAR-UEMOA	: Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA
SWIFT	: <i>Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication</i> / Société pour les télécommunications financières interbancaires mondiales
	: Taux Moyen Pondéré
TMP	
TP	: Trésors Publics
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMC	: Union Monétaire de la CEDEAO
UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine
VPN	: <i>Virtual Private Network</i> / Réseau Privé Virtuel
VSAT	: <i>Very Small Aperture Terminal</i> / Terminal à très petite ouverture

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR.....XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO..... XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA..... 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

MOT DU GOUVERNEUR



L'année 2024 a été marquée par la consolidation de l'activité économique au niveau mondial, nonobstant le contexte international peu favorable, en raison de la persistance des tensions géopolitiques. L'assouplissement des politiques monétaires des banques centrales, notamment dans les économies avancées, a contribué à l'amélioration des conditions financières et soutenu le niveau de la demande. La croissance économique mondiale est ressortie à 3,2 % en 2024, après 3,3 % en 2023. Le taux d'inflation mondial a quant à lui baissé, se situant à 5,8 % en moyenne annuelle en 2024, contre 6,7 % en 2023.

Au sein de l'UEMOA, l'activité économique est demeurée robuste en 2024, avec un taux de croissance de 6,2 % portée notamment par l'entrée en production de nouveaux champs pétroliers et gaziers et une campagne agricole meilleure que la précédente. L'offre satisfaisante de produits agricoles alimentaires locaux, combinée à la détente des cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers importés, a maintenu la tendance baissière des prix enregistrée depuis 2022. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, s'est établi à 3,5 % en 2024 contre 3,7 % l'année précédente. Malgré cette baisse de l'inflation, des risques haussiers importants ont persisté tout au long de l'année 2024, en raison des tensions géopolitiques et de la crise sécuritaire dans le Sahel.

Dans ce contexte, il était opportun d'adopter une politique appropriée visant la reconstitution des marges de manœuvre de la politique monétaire, érodée par les chocs subis au cours des cinq dernières années. Ainsi, durant toute l'année écoulée, la BCEAO a maintenu inchangés ses taux directeurs pour assurer un financement approprié des activités économiques. Le principal taux directeur auquel elle prête ses ressources aux banques est demeuré à 3,5 %, et celui du guichet de prêt marginal à 5,5 %, leurs niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

Le financement des économies dans l'Union est ressorti approprié, et les crédits accordés aux entreprises privées ont progressé de 6,5 %, tandis que ceux accordés aux ménages et aux

institutions à but non lucratif ont augmenté de 6,0 %. Les concours accordés par les banques aux Etats se sont accrus de 9,0 %.

L'activité d'intermédiation financière des institutions de microfinance s'est, par ailleurs, diversifiée et approfondie, facilitant davantage l'accès des populations aux services financiers. Les dépôts collectés par ces institutions se sont établis à 2.476,0 milliards à fin décembre 2024, contre 2.274,2 milliards de FCFA à fin décembre 2023, soit une progression de 8,9 %.

Pour renforcer davantage l'inclusion de nos populations dans le système financier, la Banque Centrale a lancé, en 2024, la phase pilote du système de paiement instantané interopérable de l'UEMOA. Cette initiative vise à faciliter l'accès des usagers, y compris les populations non bancarisées, à des services de paiement rapides, sécurisés et à moindre coût, en assurant l'interconnexion entre les différents prestataires de services financiers de la zone. Elle constitue une avancée majeure vers la mise en place d'une infrastructure de paiement moderne, inclusive et résiliente, au service de l'intégration économique et du développement de la région.

Sur le plan réglementaire, des étapes importantes ont été franchies dans le renforcement de la résilience du système financier avec l'adoption de plusieurs textes, notamment le nouveau Règlement portant sur les relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, et l'Instruction régissant les services de paiement. Ces nouveaux textes

marquent ainsi une avancée significative dans la modernisation du cadre juridique en vigueur dans l'Union.

Au plan institutionnel, la BCEAO a poursuivi l'extension et la modernisation de son réseau d'Agences, en procédant, en 2024, à l'inauguration d'une nouvelle Agence Auxiliaire à Saint-Louis, au Sénégal, consolidant sa présence territoriale. Plusieurs autres chantiers de construction d'infrastructures sont en cours au sein des pays de l'Union.

Enfin, la Banque Centrale a adopté en 2024 une nouvelle vision stratégique décennale qui la positionne comme « *une Banque Centrale innovante et résiliente au service des populations et du développement durable des économies de l'Union* ». Cette nouvelle vision répond à la nécessité de prendre en compte les nouveaux enjeux liés aux mutations technologiques, au changement climatique et aux défis sécuritaires sur la stabilité financière et macroéconomique de l'Union.

Conformément à ses missions, l'Institut d'émission continuera d'œuvrer pour le maintien de la stabilité des prix, la création de conditions propices au développement d'un environnement financier sain et innovant, tout en contribuant à la réalisation d'une croissance robuste et soutenable.

Jean-Claude Kassi BROU
*Gouverneur de la Banque Centrale
des États de l'Afrique de l'Ouest*

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA
ET DE LA BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

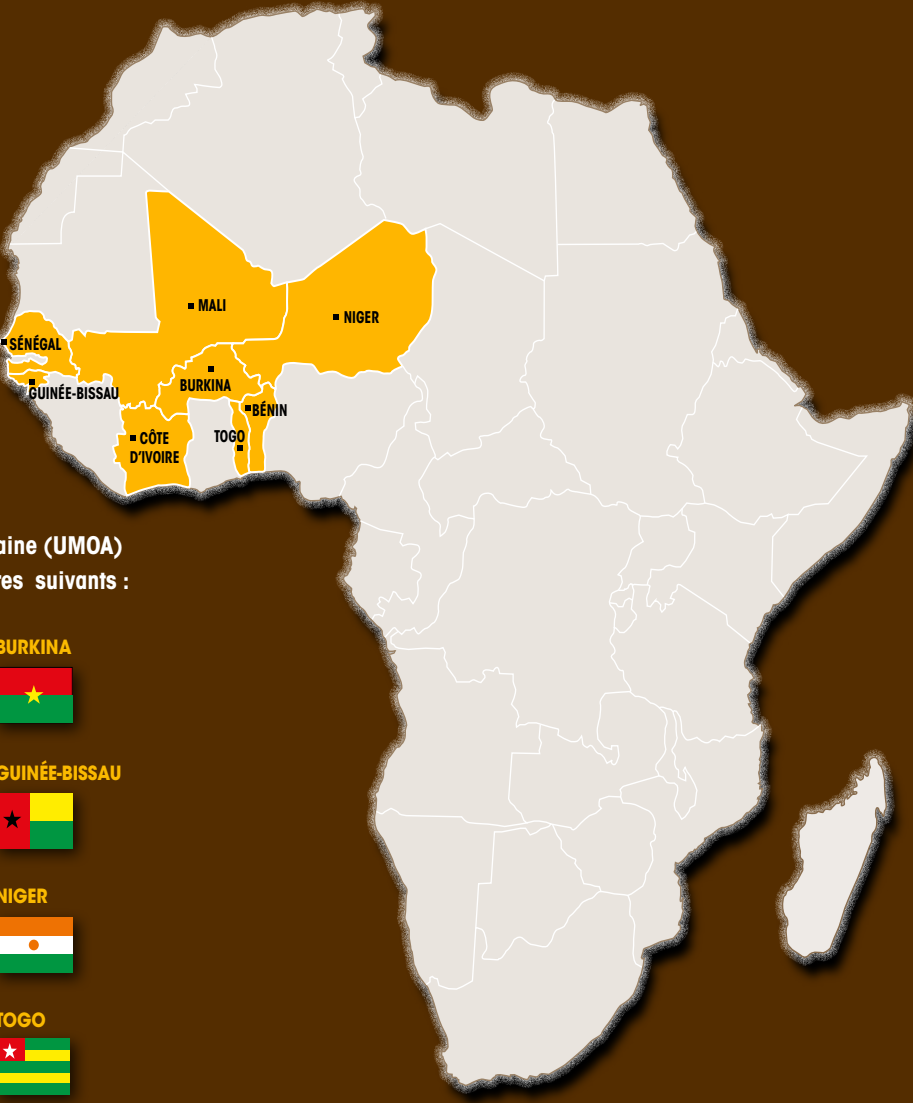
VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

L'UNION MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE (UMOA)



L'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA)
regroupe les huit États membres suivants :

BÉNIN



BURKINA



CÔTE D'IVOIRE



GUINÉE-BISSAU



MALI



NIGER



SÉNÉGAL



TOGO



L'Union Monétaire constituée entre les États susmentionnés se caractérise par la reconnaissance d'une même unité monétaire dont l'émission est confiée à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Institut d'émission commun des États membres de l'UMOA, la BCEAO est chargée notamment d'assurer la gestion de leur monnaie, le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA), ainsi que de leurs réserves de change et de mettre en œuvre la politique monétaire commune.

N.B. : - En l'absence de toute autre précision, les valeurs indiquées dans ce rapport sont exprimées en FCFA.

CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT
ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA
au 31 décembre 2024

Président : Son Excellence Monsieur **Alassane OUATTARA**,
Président de la République de Côte d'Ivoire

Son Excellence Monsieur **Patrice Athanase Guillaume TALON**,
Président de la République du Bénin

Son Excellence le Capitaine **Ibrahim TRAORE**,
Président du Faso, Chef de l'État

Son Excellence Monsieur **Umaro Sissoco EMBALO**,
Président de la République de Guinée-Bissau

Son Excellence le Général d'Armée **Assimi GOÏTA**,
Président de la Transition de la République du Mali, Chef de l'État

Son Excellence le Général d'Armée **Abdourahamane TIANI**,
Président de la République du Niger, Chef de l'État

Son Excellence Monsieur **Bassirou Diomaye Diakhar FAYE**,
Président de la République du Sénégal

Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**,
Président de la République Togolaise

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO

CONSEIL DES MINISTRES DE L’UMOA
au 31 décembre 2024

Président : M. Adama COULIBALY,
Ministre des Finances et du Budget de la République de Côte d’Ivoire

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

- M. Romuald WADAGNI,
Ministre d’État, Ministre de l’Économie et des
Finances, chargé de la Coopération
- M. Olushegun ADJADI BAKARI
Ministre des Affaires Étrangères

BURKINA FASO

- M. Aboubakar NACANABO,
Ministre de l’Économie et des Finances
- M^{me} B. Stella Eldine KABRE/KABORE,
Ministre délégué auprès du Ministre
des Affaires Étrangères, de la Coopération
Régionale et des Burkinabè de l’Extérieur,
chargé de la Coopération Régionale

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D’IVOIRE

- M. Adama COULIBALY,
Ministre des Finances et du Budget
- M^{me} Nialé KABA,
Ministre de l’Économie, du Plan
et du Développement

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

- M. Ilidio VIERA TE,
Ministre des Finances
- M. Soares SAMBU
Ministre de l’Économie, du Plan
et de l’Intégration Régionale

RÉPUBLIQUE DU MALI

- M. Alousséni SANOU,
Ministre de l’Économie et des Finances
- M. Moussa Alassane DIALLO
Ministre de l’Industrie et du Commerce

RÉPUBLIQUE DU NIGER

- M. Ali Mahaman Lamine ZEINE,
Premier Ministre, Ministre de l’Économie
et des Finances
- M. Moumouni Boubacar SAIDOU,
Ministre Délégué auprès du Premier Ministre,
chargé des Finances

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

- M. Cheikh DIBA,
Ministre des Finances et du Budget
- M. Abdourahmane SARR,
Ministre de l’Économie, du Plan
et de la Coopération

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

- M. Essowè Georges BARCOLA,
Ministre de l’Économie et des Finances

COMITÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA BCEAO
au 31 décembre 2024

Président : M. Jean-Claude Kassi BROU,
Gouverneur de la BCEAO

M. Mamadou DIOP, Vice-Gouverneur

M. Der Rogatien PODA, Vice-Gouverneur

MEMBRES REPRÉSENTANT LES ÉTATS

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

- M. Yaovi Clément AZIAGNIKOUDA,
Directeur des Affaires Monétaires
et Financières

BURKINA FASO

- M. Tertius ZONGO,
Directeur de la Chaire Sahel de la
Fondation pour les Études et Recherches sur
le Développement International (FERDI)

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D’IVOIRE

- M. Mama OUATTARA,
Professeur à l’Université Félix Houphouët-
Boigny de Cocody,
Directeur du Groupe de Formation en
Gestion de la Politique Économique (GPE)

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

- M. Quizy Anderson Martins GOMES,
Conseiller Principal du Ministre des Finances

MEMBRES NOMMES INTUITU PERSONAE

- M. Lansina BAKARY,
Président du Conseil de Surveillance
de la Caisse des Dépôts et Consignations
de Côte d’Ivoire
- M. Abdoulaye SOUMANA,
Président du Conseil d’Administration de
l’Université des Sciences et Technologies du
Niger (République du Niger)

RÉPUBLIQUE DU MALI

- M. Sidiki TRAORE,
Inspecteur du Trésor

RÉPUBLIQUE DU NIGER

- M. Ibrahim MAHAMANE DAN SOUNSOU,
Consultant à la Maison de l’Entreprise
(Coach Lauréat CPA),
Administrateur à SAHFI Tanyo, établissement
financier de garantie

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

- M. Cheikh Tidiane DIOP,
Directeur Général de la Comptabilité
Publique et du Trésor

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

- M. Mohamed TAKPARA-KHOURA,
Enseignant-Chercheur à la retraite

- M. Adama DIAW,
Professeur Titulaire de Sciences économiques,
Directeur de l’école Doctorale des Sciences
de l’Homme et de la Société à l’Université
Gaston Berger, Saint-Louis (République du
Sénégal)

- M. Kodzo Mawuena DOSSA,
Économiste, Lomé (République Togolaise)

- M. Michel LAZARE,
Économiste, Chevy Chase (USA)

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO

CONSEIL D’ADMINISTRATION DE LA BCEAO
au 31 décembre 2024

Président : M. Jean-Claude Kassi BROU,
Gouverneur de la BCEAO

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

- M. Oumara KARIMOU ASSOUMA,
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique

BURKINA FASO

- M. Bruno Raymond BAMOUNI,
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D’IVOIRE

- M. Arthur AHOUSI,
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

- M. Justino RAMOS VIEIRA
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique

RÉPUBLIQUE DU MALI

- M. Abdoulaye TRAORE
Secrétaire Général du Ministère
de l’Économie et des Finances

RÉPUBLIQUE DU NIGER

- M. Alio DAOUDA,
Secrétaire Général du Ministère
de l’Économie et des Finances

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

- M. Abdoulaye FALL,
Trésorier Général de la Direction Générale
de la Comptabilité Publique et du Trésor

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

- M. Ekpao ADJABO,
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique

COMITÉ D’AUDIT DE LA BCEAO

Président : M. Arthur AHOUSI,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique
de la République de Côte d’Ivoire

BURKINA FASO

- M. Bruno Raymond BAMOUNI,
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique

RÉPUBLIQUE DU MALI

- M. Abdoulaye TRAORE,
Secrétaire Général du Ministère
de l’Économie et des Finances

RÉPUBLIQUE DU NIGER

- M. Alio DAOUDA,
Secrétaire Général du Ministère
de l’Économie et des Finances

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA..... 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



ACTIVITÉS DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES

Au cours de l'exercice 2024, les Organes de la BCEAO et de l'Union ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du Traité de

l'Union Monétaire Ouest Africaine du 20 janvier 2007 et des Statuts de la Banque Centrale.

CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L’UMOA

La Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union a tenu, au cours de l'année 2024, une session extraordinaire à Abuja, en République Fédérale du Nigéria, le 24 février, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d’Ivoire, Doyen des Chefs d’Etat et de Gouvernement.

Au cours de cette session, la Conférence s'est notamment penchée sur la situation socio-économique dans l'Union. Elle a, en outre, échangé sur le bilan et l'avenir de l'intégration.

Au titre de la situation socio-économique dans l'Union, les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont félicités de la résilience remarquable dont ont fait preuve les économies des États membres durant l'année 2023, malgré le ralentissement économique à l'échelle mondiale et la fragilité du climat sociopolitique et sécuritaire dans la sous-région. Le taux de croissance de l'Union s'est, en effet, établi à 5,7 % comme en 2022. S'agissant du taux d'inflation, il est ressorti à 3,7 % en 2023 contre 7,4 % en 2022, en raison de la hausse de l'offre de produits céréaliers et du maintien des mesures prises contre la vie chère.

La Conférence s'est réjouie de la poursuite de la marche résolue de l'Union vers le renforcement de son processus d'intégration, notamment dans les domaines de la gestion macroéconomique, du marché commun et des politiques sectorielles.

S'agissant du financement des Organes de l'Union, la Conférence a exhorté les États ayant accumulé des arriérés du Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS), ces dernières années, à se mettre à jour dans le reversement de cette principale source de financement.

Au titre du bilan et de l'avenir de l'intégration, la Conférence s'est félicitée de la célébration du 30^e anniversaire de l'UEMOA, le 10 janvier 2024, qui a été l'occasion de mettre en évidence les performances et défis de l'Union.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont, par ailleurs, félicités de la finalisation, par la Commission de l'UEMOA d'un document relatif à la Vision prospective de l'UEMOA à l'horizon 2040, en vue de faire face plus efficacement aux défis actuels et futurs.

S'agissant de l'Alliance des États du Sahel (AES) entre le Burkina, le Mali et le Niger, la Conférence a échangé sur ses implications sur le processus d'intégration régionale.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont rendu un vibrant hommage à Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal, pour son engagement sans faille au service de l'intégration régionale, en particulier la conduite, sous son leadership, du chantier Paix et Sécurité au sein de l'espace UEMOA pendant plus d'une décennie.



CONSEIL DES MINISTRES DE L’UNION

Au cours de l'exercice 2024, la composition du Conseil des Ministres de l'Union a connu les changements ci-après :

Au titre du Burkina Faso, Madame Stella Eldine KABRE/KABORE, Ministre Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l’Extérieur, chargée de la Coopération Régionale, a été désignée comme second représentant, pour compter du 28 février 2024, en remplacement de Monsieur Karamoko Jean-Marie TRAORE ;

Au titre de la République du Niger, Monsieur Ali Mahaman LAMINE ZEINE, Premier Ministre, est nommé Ministre de l’Économie et des Finances en remplacement de Monsieur Ahmat JIDOU et Monsieur Boubacar MOUMOUNI SAIDOU, Ministre Délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Finances, est désigné comme second représentant, en remplacement de Monsieur Rabiou ABDOU, pour compter du 24 février 2024 ;

Au titre de la République du Sénégal, Monsieur Cheikh DIBA est nommé Ministre des Finances et du Budget, en remplacement de Monsieur Mamadou Moustapha BA, pour compter du 2 avril 2024 ;

Monsieur Abdourahmane SARR, Ministre de l’Économie, du Plan et de la Coopération, est désigné comme second représentant, en remplacement de Monsieur Doudou KA, pour compter du 28 avril 2024 ;

Au titre de la République Togolaise, Monsieur Essowè Georges BARCOLA est nommé Ministre de l’Économie et des Finances, en remplacement de Monsieur Sani YAYA pour compter du 20 août 2024.

Au 31 décembre 2024, le Conseil des Ministres a tenu quatre sessions ordinaires, le 28 mars au Siège de la Banque Centrale à Dakar, le 11 juillet à l’Agence Principale de la BCEAO à Ouagadougou, le 26 septembre à l’Agence Principale de Bissau et le 20 décembre 2024

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

à l’Agence Principale de Bamako, sous la présidence de Monsieur Adama COULIBALY, Ministre des Finances et du Budget de la République de Côte d’Ivoire, son Président en exercice.

Au cours de sa session ordinaire du 28 mars 2024, tenue dans les locaux du Siège de la Banque Centrale à Dakar, examinant l’évolution récente des économies de l’Union, le Conseil des Ministres s'est félicité de la poursuite du dynamisme de l’activité économique au cours de l’année 2023, malgré la conjoncture internationale peu favorable. L’activité économique a, en effet, progressé, au quatrième trimestre 2023, de 5,7 % du PIB réel en rythme annuel, niveau identique à celui enregistré le trimestre précédent.

Les Ministres ont relevé une baisse du taux d’inflation qui est ressorti à 3,7 % en 2023 contre 7,4 % en 2022. Ce recul a été favorisé par l’atténuation des pressions inflationnistes sur les produits alimentaires et les efforts des États pour lutter contre la vie chère ainsi que les effets des mesures de politique monétaire prises par la BCEAO.

Concernant la situation budgétaire, le Conseil des Ministres a noté une contraction du déficit budgétaire global, base engagements, dons compris, qui s’est situé à 5,4 % du PIB en 2023, comparativement à 6,7 % du PIB enregistré en 2022.

Le Conseil a noté que les perspectives économiques de l’Union restent favorables, mais demeurent tributaires de l’évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire dans l’Union ainsi que des effets du changement climatique. Selon les dernières prévisions de la BCEAO, la

croissance du PIB de l'Union, en termes réels, ressortirait à 6,5 % en 2024. Cette accélération serait notamment impulsée par la bonne tenue des productions extractives et manufacturières.

En conséquence, les Ministres ont approuvé le Rapport sur la situation économique et monétaire de l’UEMOA au 31 décembre 2023.

Au titre de la BCEAO

Le Conseil a adopté le Projet de Décision fixant les montants seuils complémentaires pour la mise en œuvre de la Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive dans les États membres de l’UMOA. Après les seuils adoptés par le Conseil des Ministres de l’Union en décembre 2023, ceux-ci viennent compléter le dispositif de mise en œuvre de la Loi uniforme précitée.

Les Ministres ont également procédé à l’application des articles 67 et suivants des Statuts de la BCEAO, en nommant le Représentant de la Guinée-Bissau au sein du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO.

Enfin, les Ministres ont approuvé les comptes de la BCEAO pour l’exercice 2023 et procédé à l’affectation du résultat financier.

Au titre de la Commission Bancaire de l’UMOA

Le Conseil a procédé à l’application des dispositions des articles 5 et 8 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA, relatives au renouvellement du mandat d’un membre du Collège de Résolution de la Commission Bancaire.

Au titre de la BOAD

Le Conseil a approuvé les comptes annuels de la BOAD pour l’exercice clos le 31 décembre 2023 et le rapport annuel 2023 de l’Institution.

Au titre de la Commission de l'UEMOA

Les Ministres ont échangé sur la situation du Prélèvement Communautaire de Solidarité.

Au titre de l’AMF-UMOA

Le Conseil des Ministres de l’UMOA a donné mandat à son Président à l’effet de désigner les représentants des États de l’Union respectivement au sein des Conseils d’Administration de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et du Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) pour la période 2024 - 2027.

Le Conseil a également mandaté son Président pour approuver, en son nom, la réforme institutionnelle et organisationnelle de l’Organe dès que les consultations sur les points résiduels auront trouvé une réponse satisfaisante.

S'agissant de la présidence de l’AMF-UMOA, le Conseil des Ministres a renouvelé le mandat de Monsieur Badanam PATOKI à compter du 1^{er} mai 2024.

Enfin, le Conseil a approuvé le budget de l’AMF-UMOA au titre de l’exercice 2024.

Au cours de sa session ordinaire du 11 juillet 2024, tenue dans les locaux de l’Agence Principale de la Banque Centrale à Ouagadougou, les conclusions et

recommandations ci-après ont été approuvées par le Conseil des Ministres, au terme des échanges :

Au titre de la Commission de l’UEMOA

Le Conseil a examiné et adopté le Rapport semestriel d’exécution de la surveillance multilatérale de juin 2024 qui procède à l’évaluation des performances économiques et financières des États membres de l’Union en 2023. Il fournit également des indications sur les prévisions pour l’année 2024 où l’activité économique au sein de l’UEMOA demeurerait robuste. Le taux de croissance de l'Union est ressorti à 5,3 % en 2023 contre 5,5 % en 2022. Les tensions inflationnistes se sont atténuées avec un taux d'inflation annuel moyen qui a décéléré à 3,7 %, après 7,4 % en 2022. Pour l’année 2024, le taux de croissance de l’Union se situerait à 7,0 %. Le Conseil a adopté la Recommandation relative aux orientations de politique économique aux États membres pour l’année 2025.

Le Conseil a adopté la Décision portant adoption d’un Plan d’actions révisé pour la mobilisation optimale des recettes fiscales dans les États membres. La révision de ce plan d’actions, adopté en 2019, a pour objectif d’optimiser la mobilisation des recettes fiscales et de favoriser l’amélioration du taux de pression fiscale dans l’Union.

Le Conseil a également approuvé la Décision portant adoption des guides à l’usage des juridictions financières de l’UEMOA. Cette Décision a pour objectif global l’harmonisation des méthodes et des procédures de contrôle juridictionnel, d’audit de conformité, d’audit financier et d’audit de performance des juridictions financières de l’espace UEMOA.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

Le Conseil a examiné et adopté le rapport annuel de contrôle des comptes et de gestion des Organes de l'Union, au titre de l'exercice 2022. Il a pris le Règlement portant approbation des comptes financiers des Organes de l'Union ainsi que les décisions donnant décharge de gestion, pour l'exercice 2022, à l'Ordonnateur Principal et au Comptable Principal des Organes de l'UEMOA.

Au titre de l’AMF-UMOA

Le Conseil des Ministres de l'Union a approuvé les comptes annuels de l'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA au titre de l'exercice 2023 et a décidé de l'affectation du résultat bénéficiaire qui en découle.

Au titre de la BCEAO

Les Ministres ont adopté le Projet de Décision relatif au remplacement du représentant de la Guinée-Bissau au sein du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA.

Le Conseil a, en outre, examiné et approuvé les résultats des travaux de la Commission Spéciale pour la sélection du Contrôleur National de la BCEAO pour le Niger au titre des exercices 2024 à 2029.

Enfin, le Conseil a examiné l'état d'adoption des textes communautaires de l'UMOA et recommandé l'accélération du processus de leur insertion dans les ordonnancements juridiques nationaux.

Au titre de la BOAD

Le Conseil a approuvé les modalités de mise en place d'un concours financier, assorti d'une

garantie de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA).

Au cours de sa session ordinaire du 26 septembre 2024, tenue dans les locaux de l'Agence Principale de la BCEAO à Bissau, les conclusions et recommandations ci-après ont été approuvées par le Conseil des Ministres, au terme des échanges :

Au titre de la Commission de l’UEMOA

Le Conseil des Ministres a examiné et adopté trois textes communautaires dans les domaines de la biodiversité, de la santé publique vétérinaire et de l'énergie.

Le Conseil a examiné et adopté la Directive portant sur la gestion des zones humides urbaines et périurbaines et sur l'approche écosystémique de la santé dans les zones humides. Cette Directive a pour objectif de déterminer les règles applicables aux États membres de l'UEMOA en la matière, d'harmoniser les stratégies nationales et de les aligner sur les orientations de la Politique Commune d'Amélioration de l'Environnement au sein de l'UEMOA.

De même, les Ministres ont examiné et adopté le Règlement établissant les règles relatives à l'application des mesures sanitaires du domaine vétérinaire dans l'UEMOA. Ce Règlement a pour objectif de protéger les consommateurs contre les dangers d'origine alimentaire et de faciliter les échanges intracommunautaires et internationaux des denrées alimentaires animales et d'origine animale.

Le Conseil a également adopté la Directive portant mise en place et gestion du Système d'Information Énergétique dans l'espace UEMOA (SIE-UEMOA). Cette Directive vise à doter les États membres de l'UEMOA d'un cadre juridique harmonisé et approprié ainsi qu'à définir les règles et procédures de gestion à l'échelle nationale et régionale du SIE-UEMOA. Le SIE-UEMOA est un outil de référence d'aide à la décision à l'usage, notamment, des décideurs politiques, des partenaires techniques et financiers, des porteurs de projets et des universitaires.

Au titre de la BCEAO

Les Ministres ont échangé sur la situation économique, monétaire et financière récente de l'Union.

Ils ont également approuvé le nouvel ordre de passage pour la désignation des représentants des États au sein du Conseil d'Administration du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'Union Monétaire Ouest Africaine.

Au cours de sa session ordinaire du 20 décembre 2024, dans les locaux de l'Agence Principale de la BCEAO à Bamako, les conclusions et recommandations ci-après ont été approuvées par le Conseil des Ministres :

Au titre de la BCEAO

Examinant l'évolution récente de la situation économique de l'Union, le Conseil des Ministres s'est félicité de la poursuite de la vigueur de l'activité économique au cours de l'année 2024. En effet, les dernières estimations du PIB de l'Union font ressortir une accélération du rythme de progression de l'activité

économique en 2024, avec une croissance de 6,0 %, après 5,3 % en 2023.

Les Ministres ont relevé que les tensions inflationnistes se sont atténuées. Le taux d'inflation, en glissement annuel, est ressorti à 4,1 %, au troisième trimestre 2024, stable par rapport à son niveau du trimestre précédent.

Le Conseil a noté que les perspectives économiques de l'Union demeurent globalement favorables. Selon les dernières prévisions de la BCEAO, le taux de croissance du PIB de l'Union, en termes réels, ressortirait à 6,3 % en 2025. Cette hausse serait notamment impulsée par la bonne tenue des productions agricoles, extractives et manufacturières ainsi que des activités commerciales et financières.

Les Ministres ont adopté le Rapport relatif à la situation économique et monétaire de l'UEMOA au 30 septembre 2024 et le Cadrage macroéconomique de l'UEMOA pour les années 2024 à 2029.

Le Conseil a également examiné et adopté le projet de Décision relatif à la désignation des représentants des États au sein du Conseil d'Administration du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA).

Par ailleurs, le Conseil des Ministres a adopté le projet de Règlement relatif aux relations financières extérieures des États membres de l'Union. Ce nouveau texte, qui remplace le Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, portant sur le même objet, marque une avancée significative dans la modernisation du cadre réglementaire. Il intègre les mutations récentes de l'environnement économique mondial

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

et assure une meilleure adaptabilité des politiques aux nouveaux défis économiques et financiers.

Au titre de la BOAD

Le Conseil a approuvé les perspectives financières actualisées 2025-2029 de la Banque, la note relative à la levée des immunités et privilèges de la BOAD dans le cadre de la mise en place d’une cinquième ligne de crédit de la KfW en faveur de la Banque, destinée au financement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises ainsi que celle relative à la levée des immunités et privilèges de la BOAD dans le cadre de l’octroi à la Banque d’un concours conjoint de l’Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) et d’un consortium de banques commerciales.

Les Ministres ont également approuvé les résultats de l’appel d’offres pour la sélection du Commissariat au Compte de la BOAD au titre des exercices 2025 à 2027 et la proposition de création d’une Fondation d’entreprise par la Banque.

Au titre de la Commission de l’UEMOA

Le Conseil des Ministres a entériné le collectif budgétaire autorisé par le Règlement n°03/2024/CM/UEMOA du 22 novembre 2024 portant modification du Règlement n°06/2023/CM/UEMOA du 21 décembre 2023 portant Budget de l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine au titre de l’exercice 2024.

Le Conseil des Ministres a également examiné le Budget des Organes de l’Union, au titre de l’exercice 2025 qui se chiffre en recettes et en

dépenses à un montant de 149,6 milliards FCFA contre des prévisions du Budget initial de 2024 de 142,0 milliards FCFA, soit une hausse de 5,3 %. Ce Budget prend en compte les activités d’amorçage de la mise en œuvre du nouveau Plan stratégique de la Commission dénommé Impact 2030 qui vise essentiellement à accroître la performance de la Commission de l’UEMOA et l’impact de ses interventions sur les populations des États membres. Ainsi, le Conseil a adopté le Règlement portant budget des Organes de l’Union, au titre de l’exercice 2025 et les Décisions subséquentes.

Examinant le rapport semestriel d’exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2024, le Conseil des Ministres de l’Union a invité les États membres à poursuivre les efforts de mobilisation des ressources tant internes qu’externes.

Le Conseil a, en conséquence, adopté le rapport semestriel d’exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2024 et formulé une Recommandation relative aux perspectives économiques et financières des États membres de l’Union au titre de la période 2025-2029.

Le Conseil des Ministres a examiné et adopté, par voie de Règlement, le guide méthodologique définissant les modalités d’élaboration et de calcul de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation au sein des états membres de l’UEMOA (IHPC base 100 en 2023). Cette adoption permet à l’Union de se conformer aux dernières normes internationales en matière d’indice des prix à la consommation et de mieux prendre en compte les habitudes actuelles de consommation des ménages dans la

mesure de l’inflation. Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2025, l’IHPC base 100 en 2023 devient l’instrument officiel de mesure de l’Inflation dans la zone UEMOA en remplacement de l’IHPC base 100 en 2014.

Au titre de l’Autorité des Marchés Financiers

Le Conseil des Ministres de l’UMOA a approuvé le Collectif Budgétaire 2024 ainsi que le budget de l’AMF-UMOA, au titre de l’exercice 2025.



Session ordinaire du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO, tenue le 4 juin 2024 à Dakar.

COMITÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA BCEAO

En 2024, la composition du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO a connu l’évolution ci-après :

Au titre de la République de Guinée-Bissau, Monsieur Quizy Anderson Martins GOMES, Conseiller Principal du Ministre des Finances, a été désigné membre du Comité, pour compter du 1^{er} avril 2024, en remplacement de Monsieur Jeremias António DA CRUZ PEREIRA.

Au cours de l’année 2024, le CPM a tenu quatre réunions ordinaires, le 6 mars, le 4 juin, le 11

septembre et le 4 décembre dans les locaux du Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Au cours de sa session du 6 mars 2024, le CPM a décidé de maintenir le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,50 %, ainsi que le taux d’intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,50 %, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

Cette décision tient essentiellement compte de l'atténuation des tensions inflationnistes et de l'amélioration des comptes extérieurs de l'Union à la fin de l'année 2023.

Le taux d'inflation est, en effet, ressorti à 2,3 % au quatrième trimestre 2023, après 2,9 % le trimestre précédent. Ce recul a été favorisé par l'atténuation des pressions inflationnistes sur les produits alimentaires, les effets des mesures de politique monétaire prises par la Banque Centrale et les efforts des États pour lutter contre la vie chère. Au total, pour l'année 2023, le taux d'inflation s'est situé à 3,7 %, après 7,4 % en 2022. En 2024, l'inflation devrait rester dans la zone cible définie pour la conduite de la politique monétaire.

L'activité économique est restée dynamique au quatrième trimestre 2023, avec une progression du PIB réel équivalente à celle du trimestre précédent. Sur l'année 2023, la croissance de l'Union s'est située à 5,6 %, après 5,7 % en 2022. Elle devrait s'accélérer en 2024 pour s'établir à 6,5 %.

Les crédits à l'économie ont progressé de 9,4 %, en rythme annuel, à fin décembre 2023, après 13,9 % le trimestre précédent, contribuant à soutenir la croissance des économies de l'Union.

Au cours de sa session du 4 juin 2024, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,50 %, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,50 %, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

Cette décision intervient dans un contexte caractérisé par une inflation contenue et une amélioration des comptes extérieurs de l'Union.

Le taux d'inflation, en légère hausse à 2,9 % au premier trimestre 2024, se maintient dans la zone cible de 1 % à 3 %. Pour l'ensemble de l'année 2024, le taux d'inflation est attendu à 2,9 % contre 3,7 % en 2023.

L'activité économique est restée dynamique, avec une progression du PIB réel de 5,1 % au premier trimestre 2024, après 4,8 % au trimestre précédent. En 2024, la croissance économique de l'Union atteindrait 6,1 % contre 5,3 % en 2023.

La situation extérieure de l'Union s'est améliorée au premier trimestre 2024, grâce principalement à l'augmentation des recettes d'exportation et à la mobilisation de ressources extérieures par les États membres de l'Union.

Le financement de l'économie demeure vigoureux avec une progression des crédits à l'économie de 5,0 %, en rythme annuel, à fin mars 2024.

Au cours de sa session du 11 septembre 2024, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,50 %, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,50 %, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

Cette décision résulte de l'analyse de l'évolution récente des prix, de l'activité économique et de la situation extérieure de l'Union.

Au deuxième trimestre 2024, l'inflation a atteint 4,1 % contre 2,9 % le trimestre précédent. Cette accélération de la hausse des prix est principalement due à une campagne agricole 2023/2024 moins favorable, aux difficultés d'approvisionnement des marchés consécutives à la situation sécuritaire, à l'augmentation des cours des

produits alimentaires importés, ainsi qu'au renchérissement de l'énergie dans certains pays.

Selon les dernières prévisions, l'inflation s'établirait à 3,7 % en 2024, au même niveau qu'en 2023. En outre, le taux d'inflation devrait revenir dans la fourchette cible de 1 % à 3 % en 2025, grâce à l'anticipation d'une campagne agricole 2024/2025 plus favorable, à la baisse attendue des prix mondiaux des produits alimentaires importés ainsi qu'aux mesures prises par certains États pour lutter contre la vie chère.

Toutefois, l'inflation reste sujette à des risques haussiers liés notamment à la persistance de la situation sécuritaire dans certains pays, à l'impact de conditions climatiques défavorables sur la production agricole et à l'effet d'une accentuation des tensions géopolitiques sur les prix mondiaux des produits énergétiques et alimentaires.

La situation extérieure de l'Union s'est améliorée, grâce à l'évolution favorable des termes de l'échange et à la mobilisation plus importante de ressources extérieures par les États membres de l'Union.

L'activité économique est restée dynamique, avec une progression du PIB réel de 5,3 % au deuxième trimestre 2024. Sur l'année 2024, la croissance de l'Union est prévue à 5,9 % contre une réalisation de 5,3 % en 2023. La hausse des crédits à l'économie est ressortie à 5,3 %, en rythme annuel, à fin juin 2024.

Au cours de sa session du 4 décembre 2024, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,50 %, ainsi que le taux d'intérêt sur

le guichet de prêt marginal à 5,50 %, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

Cette décision résulte de l'analyse de l'activité économique, de l'évolution des prix et de la situation extérieure de l'Union.

L'activité économique reste dynamique sur la proche période, soutenue par un financement adéquat de l'économie. La hausse des crédits à l'économie est ressortie à 5,9 %, en rythme annuel, à fin septembre 2024. Sur l'année 2025, la croissance économique de l'Union est prévue à 6,3 % contre 6,0 % en 2024.

Au troisième trimestre 2024, l'inflation est ressortie à 4,1 % en raison d'une offre locale de produits vivriers issus de la campagne agricole 2023/2024 qui demeure globalement insuffisante. En octobre 2024, le taux d'inflation s'est établi à 3,4 %, restant cependant au-dessus de la cible de 1 % à 3 % visée par la Banque Centrale.

Selon les dernières prévisions, le taux d'inflation devrait s'établir à 3,6 % en 2024, après 3,7 % en 2023. Les perspectives d'inflation sont soumises à des risques haussiers en 2025. Ces risques concernent la situation sécuritaire dans certains pays, l'impact de conditions climatiques défavorables sur la production agricole et les effets des tensions géopolitiques et commerciales sur les prix mondiaux des produits énergétiques et alimentaires.

Malgré l'amélioration du solde des échanges avec le reste du monde suite à une évolution favorable des termes de l'échange, la situation extérieure de l'Union devrait être renforcée. La consolidation prévue du compte courant et la mobilisation de ressources extérieures permettront de conforter la viabilité externe de l'Union.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

CONSEIL D’ADMINISTRATION DE LA BCEAO

En 2024, la composition du Conseil d'Administration de la BCEAO a connu les évolutions ci-après :

Au titre de la République de Guinée-Bissau, Monsieur Justino RAMOS VIEIRA, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, a été désigné membre du Conseil, pour compter du 1^{er} mars 2024, en remplacement de Monsieur Faustino DE PINA RODRIGUES.

Au titre de la République du Niger, Monsieur Alio DAOUDA, Secrétaire Général du Ministère de l’Economie et des Finances, a été désigné membre du Conseil, pour compter du 27 mars 2024 en remplacement de Monsieur Mamane BOUKARI.

Le Conseil d’Administration a tenu deux sessions ordinaires, respectivement le 27 mars au Siège de la BCEAO et le 18 décembre 2024 à l’Agence Principale de Bamako, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Au cours de sa session ordinaire du 27 mars 2024, le Conseil a examiné et arrêté les états financiers de la BCEAO pour l'exercice 2023, établis conformément aux normes internationales d’information financière (IFRS) et aux règles spécifiques de la BCEAO.

Le Conseil a également examiné et approuvé le Relevé de conclusions de la réunion du Comité d’Audit tenue le 25 mars 2024, au Siège de l’Institut d’émission.

Par ailleurs, les membres du Conseil d’Administration ont été informés des conclusions du Rapport annuel d’activités du Comité d’Audit, au titre de l’exercice 2023.

Enfin, le Conseil s’est félicité des résultats obtenus par la Banque Centrale et a décidé de soumettre les états financiers ainsi arrêtés à l’approbation du Conseil des Ministres de l’Union, conformément aux Statuts de la BCEAO.

Au cours de sa session ordinaire du 18 décembre 2024, le Conseil a examiné et adopté le projet de budget de la BCEAO pour l’exercice 2025.

Les membres du Conseil ont également approuvé les Relevés de conclusions des réunions du Comité d’Audit de la BCEAO tenues en juin au Siège de l’Institut d’émission, en septembre à l’Agence Principale de Bissau et en décembre 2024 à l’Agence Principale de Bamako.

COMITÉ D’AUDIT DE LA BCEAO

En 2024, la composition du Comité d’Audit de la BCEAO a connu le changement ci-après :

Au titre de la République du Niger, Monsieur Alio DAOUDA, Secrétaire Général du Ministère de l’Economie et des Finances a été désigné en remplacement de Monsieur Mamane BOUKARI.

Au 31 décembre 2024, le Comité d'Audit de la BCEAO a tenu quatre sessions ordinaires : le 25 mars et le 7 juin dans les locaux du Siège de la BCEAO, le 25 septembre à l’Agence Principale de Bissau et le 17 décembre à l’Agence Principale de Bamako, sous la présidence de Monsieur Arthur AHOUSI, son Président statutaire.

Au cours de sa session du 25 mars 2024, le Comité d'Audit de la Banque Centrale a examiné notamment les états financiers de la Banque Centrale et les rapports du Commissaire Contrôleur au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2023.

Le Comité a pris acte de l'opinion émise par le Commissaire Contrôleur sur les états financiers au 31 décembre 2023 qui s'est traduite par leur certification sans réserve. Le Commissaire Contrôleur a, par ailleurs, indiqué

Le Conseil a, en outre, approuvé le projet de Règlement intérieur actualisé du Comité d’Audit de la BCEAO et émis un avis favorable sur le Plan Stratégique 2025-2027 de la Banque Centrale.

que le dispositif de contrôle interne de la Banque Centrale est satisfaisant. Il a toutefois formulé des recommandations visant son renforcement.

En outre, le Comité a procédé à la révision de son Règlement intérieur et a proposé son approbation par le Conseil d'Administration de la BCEAO.

Par ailleurs, le Comité d'Audit a examiné le rapport annuel sur les activités de contrôle de l'Institut d'émission. Il a encouragé la mise en œuvre diligente des mesures envisagées en vue d'accroître la maturité du dispositif de contrôle.

Il a également pris connaissance des dossiers en information, notamment la contribution au rapport annuel de la BCEAO au titre de l'exercice 2023 ainsi que les propositions formulées dans le cadre du renforcement du dispositif de cyber résilience de la BCEAO.

Au cours de sa session du 7 juin 2024, le Comité d'Audit de la Banque Centrale a examiné les conclusions des travaux de la Commission Spéciale qui a procédé aux travaux de dépouillement et d'analyse des offres techniques et financières reçues dans le



Réunion du Conseil d'Administration tenue le 27 mars 2024 au Siège de la BCEAO à Dakar.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

cadre de la sélection du Contrôleur National pour le Niger au titre des exercices 2024 à 2029.

Le Comité d'Audit a recommandé au Conseil d'Administration d'émettre un avis favorable sur les deux Cabinets retenus respectivement comme Contrôleur National titulaire et Contrôleur National suppléant pour l'audit externe des comptes de la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger au titre des exercices 2024 à 2029.

En outre, le Comité a suivi avec intérêt deux présentations sur les dispositifs de contrôle interne mis en place par la Direction Nationale de la BCEAO pour le Sénégal et par la Direction de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion. Après examen, le Comité a apprécié la pertinence de ces dispositifs qui donnent une assurance raisonnable de la qualité de l'information financière produite par la BCEAO ainsi que de l'efficacité du système de contrôle interne de ces Structures. Il a formulé des suggestions pour l'amélioration desdits dispositifs.

Il a également pris connaissance du plan d'actions de renforcement du dispositif de cyber résilience de la BCEAO.

Au cours de sa session du 25 septembre 2024, le Comité d'Audit de la Banque Centrale a approuvé la Charte d'audit interne qui prend en compte une recommandation de la mission d'évaluation des sauvegardes de la BCEAO réalisée par le Fonds Monétaire International en 2023, ainsi que des points d'amélioration identifiés dans la version en vigueur.

En outre, le Comité a apprécié la présentation du plan d'intervention du Commissaire

Contrôleur pour l'audit externe des comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2024. A cet égard, les membres du Comité se sont assurés de la prise en compte de leurs attentes dans ledit plan.

Au cours de sa session du 17 décembre 2024, le Comité d'Audit de la Banque Centrale a adopté son rapport annuel d'activités au titre de l'exercice 2024.

Le Comité a également adopté son programme de travail au titre de l'année 2025, consacré notamment à l'examen des états financiers de la BCEAO au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et au suivi de l'exécution du programme des missions d'audit interne de l'année 2025.

Il a noté avec satisfaction la bonne exécution du programme des missions d'audit interne de l'exercice 2024 et a approuvé le programme des missions d'audit interne au titre de l'année 2025, qui couvre les principaux domaines d'activités de la Banque Centrale et prend en compte les risques émergents, notamment ceux liés à la cybersécurité.

Après avoir examiné le rapport sur le dispositif de continuité d'activité de la BCEAO, les membres du Comité ont encouragé la mise en œuvre diligente des mesures préconisées en vue de la montée en maturité du Plan de Continuité d'Activité (PCA).

Par ailleurs, il a suivi la présentation du Commissaire Contrôleur sur les conclusions préliminaires de ses travaux relatifs au contrôle interne et à l'audit externe des comptes au 31 octobre 2024.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



TEMPS FORTS
DE L’ANNÉE 2024

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

VIE DE LA BCEAO

19 janvier 2024

Inauguration de l’Agence Auxiliaire
de la BCEAO à Saint-Louis

La BCEAO a procédé à l’ouverture d’une troisième Agence Auxiliaire au Sénégal, à Saint-Louis, après celles de Kaolack en 1964 et de Ziguinchor en 1982. Inaugurée le 19 janvier 2024 par Son Excellence Monsieur Macky SALL,

Président de la République du Sénégal, cette nouvelle agence a été construite dans le cadre du programme de consolidation et d’extension des infrastructures du réseau des Agences Auxiliaires de la Banque Centrale. L’objectif visé par ce programme est d’accompagner le système bancaire dans son implantation dans les régions, de promouvoir la bancarisation et d’améliorer le système financier.



Vue de l’Agence Auxiliaire de la BCEAO à Saint-Louis (SÉNÉGAL)

ENCADRÉ 1 : PRÉSENTATION DE L’AGENCE AUXILIAIRE DE SAINT-LOUIS (SÉNÉGAL) :
UNE ARCHITECTURE MODERNE ET CONTEMPORAINE

Érigée sur une superficie de près de deux hectares, l’Agence Auxiliaire de la BCEAO à Saint-Louis est constituée :

- d’un bâtiment R+2 abritant les locaux fonctionnels dédiés aux opérations avec la clientèle, à savoir le public, le Trésor et les banques, ainsi que des bureaux, des salles de réunion et des locaux annexes ;
- de deux Résidences modernes R+1 ;
- de bâtiments annexes composés d’un Cabinet Médical, de locaux réservés aux prestataires, d’un Restaurant, d’un Gymnase et d’un Guichet Automatique de Banque (GAB) ;
- de locaux techniques abritant notamment les infrastructures de sécurité ;
- et de parkings.

Les bâtiments qui composent le complexe immobilier sont bioclimatiques et économes en énergie. Les ouvertures et les cloisons en vitre protégées contre l’ensoleillement favorisent l’éclairage naturel tout en veillant aux dispositifs

de sécurité optimaux. La nouvelle Agence Auxiliaire s’inspire de l’emblématique Pont Faidherbe de Saint-Louis en modélisant les câbles métalliques sous forme de brise-soleil, preuve d’une incarnation de la culture et de l’histoire de la localité.

Le site est doté d’installations modernes à haute efficacité énergétique permettant d’optimiser la consommation en énergie et en eau. Il s’agit notamment :

- d’une centrale solaire de 70,85 kw à injection directe ;
- du recyclage des eaux usées, traitées par des méthodes naturelles et stockées dans une bache de 65 m3 en vue de l’arrosage des espaces verts, réduisant ainsi la consommation en eau de l’Agence ;
- de l’installation de luminaires à LED à basse consommation électrique ;
- de l’utilisation d’équipement de climatisation à basse consommation et à haute efficacité énergétique.

6 février 2024

Conférence internationale
sur le rôle des Banques Centrales
face aux défis du changement
climatique

La BCEAO a organisé, le 6 février 2024, au Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD) de Diamniadio, une Conférence

internationale portant sur le thème « *Le rôle des Banques Centrales face aux défis du changement climatique* ». La cérémonie officielle d’ouverture a été présidée par Monsieur Amadou BA, Premier Ministre de la République du Sénégal, représentant Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024

Dans son allocution de bienvenue, le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a relevé la responsabilité pour les banques centrales de comprendre, d’évaluer et d’atténuer les risques climatiques, dont les effets peuvent compromettre la résilience du système financier dans son ensemble. A cet égard, Monsieur BROU a rappelé les initiatives prises par les banques centrales dans le cadre du Réseau pour le verdissement du système financier / *Network for Greening the Financial System (NGFS)*.

Pour sa part, Monsieur Amadou BA a présenté, dans son discours d’ouverture, les enjeux du changement climatique, en particulier pour les États membres de l’UEMOA. Il a également souligné le rôle important que devrait jouer le secteur financier dans l’atténuation et l’adaptation au changement climatique. Par ailleurs, il a invité les banques centrales à prendre en compte le changement climatique dans la mise en œuvre de leurs missions, afin de bâtir un système financier résilient et durable.

Durant toute la journée, un panel de quatre sessions et une table ronde des Gouverneurs des Banques Centrales ont été organisés. Cette rencontre a ainsi offert un cadre de

réflexion et de partage d'expériences sur la politique climat qui favoriserait une meilleure contribution du secteur financier aux objectifs de résilience climatique et de transition vers une économie durable des États.

Du 22 au 23 mai 2024

Première réunion semestrielle
du Groupe Consultatif Régional
du Conseil de Stabilité Financière
pour l’Afrique Subsaharienne
(GCR-ASS)

La BCEAO a accueilli, les 22 et 23 mai 2024, la première réunion semestrielle, au titre de l’année 2024, du Groupe Consultatif Régional du Conseil de Stabilité Financière pour l’Afrique Sub-saharienne (GCR-ASS).

Cette rencontre de très haut niveau a réuni des Gouverneurs de Banques centrales, le Secrétaire Général du Conseil de Stabilité Financière (FSB), le Président de l’Autorité des Marchés Financiers de l’UMOA (AMF-UMOA), ainsi que des Experts du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale.

Les travaux ont porté sur des thématiques majeures, incluant les nouveaux défis auxquels sont confrontés les pays, tels que les paiements

transfrontaliers, l'évaluation des vulnérabilités macroéconomiques et financières aux niveaux mondial et régional, l’usage de l’intelligence artificielle dans le secteur financier et le changement climatique.

Les échanges ont contribué à identifier des actions à mener pour faire face à ces défis ainsi que les leviers que les autorités de régulation et de supervision pourraient actionner pour limiter les impacts de l'occurrence de ces risques émergents et de nature systémique.

22 juillet 2024

Lancement de la phase pilote
de la plateforme PI-SPI :
une étape clé vers la
modernisation des paiements

La BCEAO a lancé, le 22 juillet 2024, la phase pilote du système de paiement instantané interopérable (PI-SPI) de l’UEMOA, une étape importante avant l’ouverture des services au public. Cette initiative stratégique vise à renforcer l’efficacité et l’accessibilité des paiements électroniques au sein de l’Union et traduit également l’engagement de la Banque Centrale à accompagner l’innovation financière.

La nouvelle infrastructure de paiement instantané interopérable qui sera opérationnelle en continu, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et tout au long de l’année, est en mesure de traiter les transactions de toute nature, quel que soit le type de compte.

La phase pilote permet de tester en conditions réelles l’ensemble des fonctionnalités de la plateforme, garantissant son interopérabilité entre les banques, les institutions de microfinance,

les émetteurs de monnaie électronique et les établissements de paiement. Elle vise également à évaluer l’adoption des paiements instantanés par les acteurs du secteur financier ainsi que les ajustements nécessaires avant le déploiement à grande échelle.

Conforme aux normes internationales en matière de systèmes de paiement, la plateforme PI-SPI a été conçue pour offrir un haut niveau de sécurité, de résilience et de performance opérationnelle. Son déploiement progressif constitue une avancée majeure dans la modernisation des infrastructures de paiement, tout en favorisant l’inclusion financière et l’accélération de la digitalisation des transactions au sein de l’Union.

18 décembre 2024

Adoption d’une nouvelle vision
stratégique décennale

Le Conseil d’Administration de la BCEAO a adopté, lors de sa session du 18 décembre 2024, le Plan Stratégique 2025-2027, qui guidera l’action de la Banque Centrale au cours des trois prochaines années. La BCEAO entame ainsi un nouveau cycle décennal de planification stratégique avec comme vision d’être « *Une Banque Centrale innovante et résiliente au service des populations et du développement durable des économies de l’Union* ». Cette nouvelle vision décennale permet d’afficher les ambitions de l’Institution dans un contexte international marqué par des avancées technologiques majeures, et dans un environnement régional affecté par les effets du changement climatique et des défis sécuritaires sur la stabilité macroéconomique.



Photo de famille des participants à la 1^{ère} réunion semestrielle du GCR-ASS

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024



Vue de la salle lors de la réunion ordinaire du Bureau de l'ABCA (Dakar, du 4 au 7 mars 2024)

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET COOPÉRATION MONÉTAIRE

Du 4 au 7 mars 2024

Réunion Ordinaire du Bureau
de l'Association des Banques
Centrales Africaines (ABCA)

Le Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) a tenu sa réunion ordinaire au Siège de la Banque Centrale à Dakar, du 4 au 7 mars 2024. Outre le Gouverneur de la BCEAO, cette rencontre a réuni les Gouverneurs des Banques Centrales de Zambie, de Libye, du Nigeria, de Mauritanie, du Kenya, du Rwanda et du Mozambique, membres du Bureau pour l'exercice 2023-2024.

Les échanges ont porté sur la mise en œuvre des décisions adoptées lors de la 45^e session du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA, tenue le 4 août 2023 à Livingstone, en Zambie, ainsi que sur la préparation des Assemblées Annuelles 2024, prévues à Maurice.

Du 15 au 21 avril 2024

et du 21 au 26 octobre 2024

Réunions de Printemps
et Assemblées Annuelles 2024
des Institutions de Bretton Woods

Une délégation de la BCEAO, conduite par le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU, a pris part aux Réunions de Printemps et aux Assemblées Annuelles des Institutions de Bretton Woods, tenues à Washington, respectivement du 15 au 21 avril et du 21 au 26 octobre 2024. Ces rencontres ont été ponctuées par d'importantes sessions, notamment celles du Comité Monétaire et Financier International (CMFI), du Comité de Développement (CD), du Groupe consultatif africain (Caucus africain) et du Groupe Afrique II. Des échanges ont également eu lieu entre le FMI et les autorités de l'UEMOA.

En marge des Assemblées Annuelles, la délégation de la BCEAO a participé à plusieurs réunions stratégiques. Parmi celles-ci figurent des échanges entre les Ministres des Finances de l'UEMOA et celui de la France, ainsi que la rencontre des Gouverneurs des Banques Centrales membres de l'ABCA, consacrée à l'examen du projet de Statuts de l'Institut Monétaire Africain (IMA).

Le 22 octobre 2024, le Gouverneur a pris part à la 17^e édition du Forum des Marchés Emergents consacrée à la présentation des principales conclusions du nouveau rapport de la Banque Mondiale sur les perspectives du développement mondial. Dans son intervention, le Gouverneur de la BCEAO a évoqué les nombreux défis auxquels font face les pays africains, notamment l'endettement croissant de la plupart d'entre eux, le risque de fragilisation de la situation sociopolitique et sécuritaire et le défi de l'emploi des jeunes. Au regard de l'ampleur des défis et des risques auxquels sont actuellement confrontées les économies des marchés émergents, le Gouverneur BROU a souligné la nécessité de mener une action coordonnée, tant au plan international que régional, et d'adapter les instruments financiers aux besoins.

Par ailleurs, le Gouverneur de la BCEAO a participé, le 24 octobre 2024, à la réunion de haut niveau de l'UEMOA avec le FMI. Cette rencontre avait pour thème « *Maintenir la stabilité macroéconomique pour préserver la dynamique de croissance dans l'UEMOA* ». Les discussions ont porté sur les principaux défis

auxquels sont confrontées les économies de la région et les mesures de politiques budgétaires et monétaires, destinées au renforcement de la stabilité macroéconomique et financière de l'Union. Le Gouverneur a, dans son intervention, insisté sur la nécessité d'une vision commune et d'un dialogue structuré entre régulateurs, banques et parties prenantes pour mener à bien l'harmonisation des exigences capitalistiques et bâtir un système financier résilient, capable de soutenir une croissance économique durable et inclusive sur le continent africain.

Du 6 au 7 mai 2024

Rencontre sur le thème « 80 ans
après la conférence de Bretton
Woods, comment relancer
le multilatéralisme par des unions
monétaires régionales ? »

Le Gouverneur de la BCEAO a participé, les 6 et 7 mai 2024 à Lisbonne, à la célébration du 80^e anniversaire de la Conférence de Bretton Woods, sur le thème « *80 ans après la conférence de Bretton Woods, comment relancer le multilatéralisme par des unions monétaires régionales ?* ».

Lors de la Table ronde des Gouverneurs de Banques Centrales sur les perspectives des unions monétaires régionales, le Gouverneur BROU a partagé l'expérience de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et souligné l'importance des unions monétaires régionales pour relancer le multilatéralisme.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024

Du 13 au 15 mai 2024

Table ronde des Gouverneurs
sur le thème « *Optimiser
la réglementation afin
de débloquer les investissements
pour le développement
des technologies financières* »

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a conduit la délégation de la BCEAO lors de la table ronde des Gouverneurs, organisée dans le cadre du 3i Africa Summit et du dialogue politique « *Capital Meets* », qui s’est tenue du 13 au 15 mai 2024 à Accra. Cet événement, organisé par la Banque du Ghana, portait sur le thème : « *Optimiser la réglementation afin de débloquer les investissements pour le développement des technologies financières* ». La rencontre a offert un cadre privilégié de dialogue sur les choix stratégiques nécessaires pour promouvoir les innovations technologiques dans la région et renforcer les partenariats, notamment à travers l’élaboration d’une feuille de route visant à faciliter le développement de l'industrie FinTech en Afrique.

Les discussions ont également porté sur des solutions concrètes et urgentes pour répondre aux défis liés à l’investissement en capital, un enjeu clé pour le développement technologique et économique du continent.

Du 30 au 31 mai 2024

Conférence des Gouverneurs
des Banques Centrales
Francophones sur le thème
« *Les Banques Centrales
Francophones face à de nouveaux
défis : quelles réponses ?* »

Une délégation conduite par Monsieur Mamadou DIOP, Vice-Gouverneur de la BCEAO, a pris part à la Conférence des Gouverneurs des Banques Centrales Francophones, organisée par la Banque Nationale de Belgique (BNB) les 30 et 31 mai 2024 à Bruxelles. Placée sous le thème : « *Les Banques Centrales Francophones face à de nouveaux défis : quelles réponses ?* », cette rencontre a offert une plateforme d’échanges sur les enjeux communs et les défis actuels auxquels ces institutions sont confrontées. Les discussions ont été structurées autour de la politique monétaire, la lutte contre le changement climatique, la fragmentation géoéconomique et l'indépendance des Banques Centrales dans un monde en mutation.

Le Vice-Gouverneur DIOP a présidé la quatrième session consacrée au thème : « *L’indépendance des Banques Centrales dans un monde en mutation* ». Cette session a permis d’approfondir les réflexions sur le rôle et les responsabilités des banques centrales dans un contexte économique international en constante évolution.

7 juin 2024

Conférence de haut niveau
à l'occasion du 60° anniversaire
de la Banque Nationale du Rwanda
sur le thème « *Le rôle évolutif
des Banques Centrales* »

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a conduit la délégation de la BCEAO à la conférence internationale tenue à Kigali le 7 juin 2024, à l’occasion du 60^e anniversaire de la Banque Nationale du Rwanda, sur le thème : *Le rôle évolutif des Banques Centrales* ». Cet événement a réuni des experts et des décideurs pour discuter des enjeux actuels des banques centrales.

Lors du panel sur le thème : « *Faire face aux turbulences économiques : stratégies des banques centrales pour le contrôle de*

l’inflation et la résilience future », le Gouverneur de la BCEAO a souligné l’importance d’une coopération renforcée entre les banques centrales africaines face aux défis multiples, dans un contexte mondial de plus en plus incertain.

14 juin 2024

Conférence scientifique organisée
par la Banque du Mozambique
sur le thème « *Interactions entre les
politiques monétaire et budgétaire* »

Le Gouverneur de la BCEAO a participé, le 14 juin 2024 à Maputo, à la Conférence scientifique organisée par la Banque du Mozambique sur le thème « *Interactions entre les politiques monétaire et budgétaire* ». Cette conférence, qui marque la quinzième édition de l'événement scientifique, a réuni des



Photo de famille lors de la Conférence scientifique organisée par la Banque du Mozambique (Maputo, le 14 juin 2024)

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024

représentants de haut niveau des Banques Centrales, des institutions internationales, ainsi que des experts du monde académique et de la recherche. Elle a offert une plateforme de discussion sur les défis et les opportunités liés à la coordination entre les politiques monétaire et budgétaire, enjeu crucial pour la stabilité macroéconomique et financière.

Le Gouverneur BROU a mis en avant l'importance de la stabilité macroéconomique pour le développement durable des pays africains. Il a partagé l’expérience et les meilleures pratiques de l’UEMOA en matière de coordination des politiques monétaire et budgétaire. Il a également exposé les stratégies déployées pour relever les défis économiques et financiers, en particulier dans le contexte des récentes crises mondiales et des pressions inflationnistes.

Monsieur BROU a souligné la nécessité d'une collaboration étroite entre les Autorités monétaires et budgétaires pour assurer une gestion efficace des économies nationales, particulièrement en période de crise. Il a, en outre, mis l'accent sur l'importance de renforcer cette coordination pour garantir la stabilité des prix, la soutenabilité de la dette et le plein emploi.

30 juin 2024

Conférence Annuelle de la Banque des Règlements Internationaux

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a participé, le 30 juin 2024 à Bâle, à la Conférence Annuelle de la Banque des

Règlements Internationaux (BRI) sur le thème « *Inflation et politique monétaire en Afrique : comprendre les défis régionaux* ».

Lors de cette Conférence, le Gouverneur de la BCEAO a souligné qu'en dépit de la résilience de l'activité économique mondiale, les pressions inflationnistes persistent, en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et des tensions géopolitiques. Il a expliqué que l'inflation dans les pays de l'UEMOA a été fortement influencée par plusieurs chocs, notamment la baisse de la production alimentaire due aux changements climatiques, la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers importés, ainsi que la crise sécuritaire dans certains pays du Sahel.

Toutefois, ces pressions inflationnistes ont diminué à partir de 2023 grâce aux mesures prises par la BCEAO et les États membres de l'UEMOA. Au regard des incertitudes et des risques sur les perspectives d’inflation, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale a maintenu les taux directeurs inchangés lors de ses deux dernières réunions en mars et juin 2024, pour préserver la stabilité monétaire dans l'Union.

Le Gouverneur de la BCEAO a également insisté sur l'importance de la coordination entre les politiques monétaire et budgétaire pour garantir l'efficacité des instruments de politique monétaire. Il a, en outre, réaffirmé l'engagement de la BCEAO à poursuivre ses efforts pour stabiliser l'économie et promouvoir l'inclusion financière.

Du 1^{er} au 3 juillet 2024

Table Ronde des Gouverneurs des Banques Centrales Africaines à Oxford

Le Gouverneur BROU a participé, du 1^{er} au 3 juillet 2024, à la Table ronde des Gouverneurs des Banques Centrales Africaines organisée par le Centre d'Études des Économies Africaines de l'Université d'Oxford.

Les discussions ont porté sur l'état des économies africaines, le rôle des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du FMI dans une nouvelle architecture financière mondiale, ainsi

que sur les intérêts économiques et politiques des États du Golfe en Afrique.

Les participants ont également échangé sur les monnaies numériques de Banques Centrales, les opportunités et les défis liés à leur introduction par les institutions financières africaines, ainsi que le financement illicite et les nouveaux paradis fiscaux.



Photo de famille des participants à la Table ronde des Gouverneurs des Banques Centrales Africaines (Oxford, du 1^{er} au 3 juillet 2024).

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR.....

XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO.....

XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO.....

XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024

XXXIX

VUE D'ENSEMBLE.....

LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA.....

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE.....

31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES.....

43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE.....

57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....

63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....

73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO.....

85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS.....

103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO.....

117

ANNEXES.....

123



Réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des États membres de la CEDEAO, tenue dans le cadre des Réunions statutaires mi-annuelles de l'AMAO pour l'année 2024 (Dakar, le 30 juillet 2024)

Du 26 au 30 juillet 2024

Réunions statutaires mi-annuelles de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest au titre de l'année 2024, au Siège de la BCEAO

La BCEAO a abrité, du 26 au 30 juillet 2024 à son Siège à Dakar, les réunions statutaires mi-annuelles de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) au titre de l'année 2024. Elles ont débuté par la 45^e réunion ordinaire du Comité Technique de l'AMAO, les 26 et 27 juillet 2024, suivie de la 9^e réunion du Comité d'Audit

de l'AMAO, tenue le 29 juillet 2024, avant de se terminer par la 64^e réunion ordinaire du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des États membres (BCEM) de la CEDEAO, le 30 juillet 2024.

Ces réunions ont permis aux Gouverneurs d'échanger sur l'évolution de la situation économique régionale et l'état de mise en œuvre des activités de la feuille de route pour le lancement de l'ECO, la future monnaie unique de la CEDEAO.

3 septembre 2024

Symposium de l'Association des Banques Centrales Africaines

Le Gouverneur de la BCEAO a participé, le 3 septembre 2024, au Symposium des Gouverneurs des Banques Centrales Africaines (ABCA), organisé par la Banque de Maurice, à Port-Louis.

A la première session plénière du Symposium sur le thème : « *Relever les taux directeurs pour lutter contre l'inflation : est-ce suffisant pour les Banques Centrales Africaines ? Quelles sont les implications pour la stabilité financière ?* », le Gouverneur BROU a expliqué que le relèvement des taux directeurs, bien qu'essentiel pour répondre aux pressions inflationnistes persistantes, ne suffit pas à stabiliser l'inflation, en particulier en Afrique où des facteurs externes, tels que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les crises sécuritaires, aggravent la situation. Il a partagé l'expérience de l'UEMOA où la coordination entre la politique monétaire et les politiques

budgétaires des États membres a joué un rôle crucial pour contenir l'inflation. Le Gouverneur a également abordé les implications de la hausse des taux directeurs sur la stabilité financière, soulignant les tensions de liquidité et les difficultés de financement sur le marché régional des titres émis par les États membres de l'Union. Il a décrit les mesures prises par la BCEAO pour stabiliser le marché financier régional, telles que l'intervention sur le marché secondaire pour racheter des titres publics, contribuant ainsi à rétablir la hiérarchie des taux et à prévenir le risque de défaut des États.

Le Gouverneur a insisté sur l'importance de réfléchir à des solutions à long terme pour atténuer durablement l'impact des chocs économiques, notamment par l'amélioration de la productivité agricole et la réduction de la dépendance aux importations de produits alimentaires. Il a également évoqué les initiatives de la BCEAO en matière d'Intelligence Artificielle et de Big Data, visant à renforcer l'efficacité de la politique monétaire et la supervision bancaire.



Symposium de l'ABCA, organisé par la Banque de Maurice, le 3 septembre 2024 à Port-Louis. Intervention du Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU lors du Panel sur le thème : « *Relever les taux directeurs pour lutter contre l'inflation : Est-ce suffisant pour les Banques Centrales Africaines ? Quelles sont les implications pour la stabilité financière ?* ».

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024

12 novembre 2024

Réunion du Comité de Haut Niveau
pour le lancement de l’ECO

Le 12 novembre 2024, Monsieur Der Rogatien PODA, Vice-Gouverneur de la BCEAO, a conduit la délégation de la Banque Centrale lors de la réunion virtuelle du Comité de Haut Niveau pour le lancement de l’ECO, organisée par la Commission de la CEDEAO. Cette rencontre avait pour objectif principal de discuter des aspects pratiques du lancement de l’ECO, la future monnaie unique de la CEDEAO, conformément aux orientations de la 65^e session ordinaire de la Conférence des Chefs d’État et de Gouvernement de la CEDEAO. Les échanges ont porté sur le projet d’Acte additionnel relatif à l’adhésion des États membres à l’Union monétaire. Les participants ont également examiné les coûts et les modalités de financement des réformes et des institutions indispensables à la mise en œuvre de cette nouvelle monnaie.

20 novembre 2024

Inauguration du nouveau Siège de la
Banque du Ghana, *The Bank Square*

Le Gouverneur de la BCEAO a pris part, le 20 novembre 2024, à la cérémonie d’inauguration du nouveau Siège de la Banque du Ghana, *The Bank Square*, à Accra.

Cette inauguration a également été l’occasion de souligner les relations solides qui unissent la BCEAO et la Banque du Ghana. En effet, depuis plusieurs décennies, les deux Institutions collaborent pour renforcer la stabilité monétaire et financière, soutenir la croissance économique et promouvoir une intégration régionale durable en Afrique de l’Ouest.

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a rappelé, à cet égard, l’engagement des Chefs d’État de la région en faveur de la création d’une monnaie unique, un objectif majeur pour une intégration économique accrue. Il a également souligné l’importance de construire un système financier inclusif et performant, capable d’accompagner la transformation économique et sociale de la région.



Le Gouverneur de la BCEAO prononçant son allocution lors de la cérémonie d'inauguration du nouveau Siège de la Banque du Ghana

Du 26 au 27 novembre 2024

Symposium régional de haut
niveau sur la Stabilité Financière

Le Vice-Gouverneur Der Rogatien PODA a conduit, les 26 et 27 novembre 2024, la délégation de la Banque Centrale lors du symposium régional de haut niveau sur la Stabilité Financière, organisé à Rabat par Bank Al-Maghrib, en collaboration avec le *Financial Stability Board* (FSB) et l’ABCA. Placé sous le thème : « *Stabilité financière en Afrique à l’épreuve des incertitudes géoéconomiques et des risques émergents* », ce symposium a constitué une occasion pour renforcer la coopération entre la BCEAO et Bank Al-Maghrib, tout en offrant un cadre aux échanges et au partage d’expériences sur la stabilité financière et la surveillance macroprudentielle.

Le Vice-Gouverneur PODA a également participé à un panel sur le thème : « *La résolution et la gestion des crises transfrontalières en Afrique* », où l’accent a été mis sur l’approche intégrée et multilatérale nécessaire pour y faire face. Cette approche implique une coopération plus étroite entre les États, le renforcement des capacités institutionnelles et la promotion d’une gouvernance inclusive.

Du 9 au 10 décembre 2024

4^e édition de l’ *Africa Financial Industry Summit (AFIS)* :
le Gouverneur Jean-Claude
Kassi BROU désigné Gouverneur
de Banque Centrale de l’année
2024

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a reçu le Prix « *AFIS Central Bank Governor* », le 9 décembre 2024, lors de sa participation à l’*Africa Financial Industry Summit - AFIS 2024*, organisé à Casablanca. Cette distinction, attribuée par un jury composé de professionnels et d’experts, récompense le Gouverneur pour le rôle que joue la BCEAO dans la maîtrise de l’inflation ainsi que pour sa contribution au développement économique du continent africain. Cet événement annuel, qui a réuni les principaux acteurs de la finance africaine pendant deux jours, a permis à la BCEAO de mettre en avant ses initiatives et de partager sa vision sur les enjeux clés du système bancaire et financier.

Lors de cette édition, le Gouverneur de la BCEAO est intervenu dans plusieurs panels. Au panel des Gouverneurs sur le thème : « *Gouverneurs des Banques Centrales* :

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024



Construire un paysage financier consolidé », il a souligné l’importance de bâtir un secteur financier solide et compétitif, capable de financer efficacement les économies africaines et de soutenir des segments prioritaires tels que les PME, moteurs de croissance. Monsieur BROU a également pris part au panel sur le thème : « Interopérabilité du Mobile Money : comment réaliser un réseau financier réellement panafricain ? »,

15 décembre 2024

66° Session Ordinaire
de la Conférence des Chefs d'Etat
et de Gouvernement de la CEDEAO

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a conduit la délégation de la BCEAO lors de la 66° Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d’État et de Gouvernement de la

où il a mis en lumière les obstacles qui freinent le développement d’un réseau interopérable à l’échelle continentale. Le Gouverneur BROU a profité de l’occasion pour présenter les actions entreprises dans l’UEMOA pour améliorer l’interopérabilité des paiements et formulé des recommandations pour relever ces défis, tout en renforçant l’intégration économique en Afrique.

CEDEAO, tenue à Abuja le 15 décembre 2024. En qualité d’invité spécial, il a participé à cette rencontre, présidée par S.E. Bola Ahmed TINUBU, Président de la République fédérale du Nigeria et Président en exercice de la Conférence. La réunion a permis d’examiner les performances économiques des États membres pour l’année 2024 ainsi que les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la monnaie unique ECO.

INCLUSION FINANCIÈRE

27 juin 2024

13° Table ronde des leaders
de l’Initiative Africaine des
Politiques d’Inclusion Financière
sur le thème « Horizons numériques :
renforcer la construction d’un
avenir inclusif en Afrique »

Le Gouverneur de la BCEAO a participé, le 27 juin 2024 à Abidjan, au panel sur « Le rôle des décideurs financiers dans la création d’emplois en Afrique », lors de la 13° Table ronde des leaders de l’Initiative Africaine des Politiques d’Inclusion Financière (AFPI).

Dans son intervention, le Gouverneur BROU a souligné l’importance de l’inclusion financière et de la création d’emplois, notamment pour les jeunes et les femmes. Il a relevé que la

jeunesse africaine représente environ 20 % de la population et que le taux de chômage des jeunes dans les grandes villes est de 24,7 %.

Monsieur BROU a insisté sur la nécessité de créer des emplois à travers des investissements productifs, des incitations gouvernementales, des infrastructures, l’éducation et le financement de l’économie. Il a en outre souligné l’importance de la coordination entre les secteurs public et privé et les banques pour atteindre ces objectifs, notamment en soutenant la transformation des produits de base et l’augmentation de la part des produits manufacturés dans les exportations.

Le Gouverneur BROU a rappelé plusieurs initiatives de la BCEAO pour soutenir les PME et



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024

promouvoir l'inclusion financière, en particulier la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière et le programme régional d'éducation financière qui ont permis de faire passer le taux d'inclusion financière dans l'UEMOA de 47 % en 2016 à 72,3 % en 2023.

Enfin, le Gouverneur de la BCEAO a souligné les résultats significatifs de ces initiatives, notamment l'augmentation des comptes de monnaie électronique et des transactions, ainsi que le rôle croissant des FinTech dans l'inclusion financière.

Du 2 au 5 septembre 2024

Distinction de la BCEAO
au 14^e forum de l’Alliance
pour l’Inclusion Financière (AFI)
sur les politiques d’inclusion
financière

La BCEAO a pris part au 14^e forum de l’Alliance pour l’Inclusion Financière (AFI) sur les politiques d’inclusion financière, qui s’est

tenu du 2 au 5 septembre 2024 à San Salvador. Au cours de cette rencontre, la Banque Centrale a été distinguée comme Institution Ambassadrice de la Finance Inclusive du Genre.

Cette distinction constitue une reconnaissance des efforts de l’Institut d’émission pour son engagement en faveur de l’inclusion financière des femmes. Elle encourage les récipiendaires à davantage donner la priorité à l’agenda de l’inclusion financière du genre, en identifiant les barrières et en développant des solutions politiques et réglementaires susceptibles d’adresser les questions d'exclusion financière des femmes, de manière à réduire ou à combler le fossé entre les hommes et les femmes en matière d’accès aux services financiers.

Par ailleurs, la BCEAO a été nommée membre du Comité de la Finance Inclusive du Genre pour le mandat allant de septembre 2024 à septembre 2026.

RELATIONS AVEC LE SECTEUR BANCAIRE

19 et 21 mars 2024, 10 juin, 10 juillet
et 18 décembre 2024

Rencontres avec les Associations
Professionnelles des Banques
et Établissements Financiers
de l’UMOA

Dans le cadre des concertations régulières entre la BCEAO et les Associations Professionnelles des Banques et Établissements Financiers (APBEF) de l’UMOA, le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a reçu en audience le Bureau de l’APBEF-Sénégal le 19 mars 2024 à Dakar, l’APBEF-Côte d’Ivoire le 21 mars 2024 à Abidjan, l’APBEF-Niger le 10 juin 2024 à Niamey, le Bureau Exécutif de l’APBEF-Burkina le 10 juillet 2024 à Ouagadougou et l’APBEF-Mali le 18 décembre 2024 à Bamako.

Ces rencontres ont été l’occasion d’échanger sur la situation du système bancaire, de recueillir les préoccupations des établissements de crédit et de partager les points d’attention de la BCEAO avec la profession bancaire.

5 décembre 2024

9^e rencontre entre le Secrétariat
Général de la Commission
Bancaire et les Directeurs Généraux
des Établissements de Crédit
et des Compagnies Financières
de l’UMOA

Le Gouverneur de la BCEAO, Président de la Commission Bancaire de l’UMOA, a présidé, le 5 décembre 2024, la 9^e édition de la rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission

Bancaire et les Directeurs Généraux des Établissements de Crédit et des Compagnies Financières, tenue par visioconférence.

Lors de son allocution d’ouverture, Monsieur BROU a salué l’implication des acteurs du secteur bancaire dans la mise en œuvre des initiatives de la Banque Centrale. Il a indiqué que cette rencontre annuelle entre la profession bancaire et l’Autorité de supervision représente une opportunité privilégiée pour mener des discussions sur des thématiques d’intérêt commun. Parmi celles-ci, figurent les performances du secteur, l’évolution des risques liés aux activités bancaires, l’application de la réglementation ainsi que les projets initiés par la Banque Centrale.

Le Gouverneur a également souligné le dynamisme de l’activité bancaire dans l’UMOA, tout en attirant l’attention sur certaines vulnérabilités qui peuvent compromettre, à terme, la solidité du secteur. A cet égard, il a appelé à accorder une priorité au renforcement des fonds propres, à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), à la maîtrise du risque opérationnel lié à la digitalisation croissante et au respect du principe de centralisation des réserves de change. Par ailleurs, il a rappelé aux professionnels des banques plusieurs projets innovants de la BCEAO tels que le système de paiement instantané et le Laboratoire d’Innovation Financière (LIF) conçus pour accompagner les banques et Fintech dans le développement de solutions novatrices dans un environnement sécurisé.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



VUE D’ENSEMBLE

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

VUE D'ENSEMBLE

Taux de croissance du PIB mondial

3,2 % (2024)
3,3 % (2023)

Le taux de croissance de l’économie mondiale s’est établi à 3,2 % en 2024, après 3,3 % en 2023.

Taux de croissance du PIB de l’UEMOA

6,2 % (2024)
5,3 % (2023)

Dans l’UEMOA, le PIB a augmenté de 6,2 % en 2024, après 5,3 % en 2023.

Taux d’inflation de l’Union

3,5 % (2024)
3,7 % (2023)

Le taux d’inflation annuel de l’Union est ressorti à 3,5 % en 2024 contre 3,7 % un an plus tôt.

Déficit global

5,1 % (2024)
6,2 % (2023)

Le déficit global, base engagements, dons compris, représente 5,1 % du PIB en 2024 contre 6,2 % en 2023.

Conjoncture internationale

L’année 2024 a été marquée par une quasi stabilisation de l’activité économique mondiale par rapport à l’année 2023, dans un contexte de reprise de la demande intérieure dans plusieurs économies avancées. Selon les estimations publiées en janvier 2025 par le Fonds Monétaire International (FMI), l’économie mondiale a enregistré une croissance de 3,2 % en 2024, après une progression de 3,3 % en 2023.

L'inflation globale a baissé au cours de l'année 2024, mais s’est située au-dessus de l’objectif visé par les autorités monétaires dans plusieurs pays, reflétant une orientation différente des politiques monétaires selon les Banques Centrales. Au niveau des pays développés, la plupart des Banques Centrales ont amorcé leur cycle d’assouplissement monétaire face à un rythme de croissance des prix contenu. Le taux d’inflation dans le monde s’est établi, en moyenne annuelle, à 5,8 % en 2024 contre 6,7 % en 2023. Cette désinflation est liée à la stabilisation des prix de certains produits alimentaires de base, à la baisse des prix de l'énergie ainsi qu’à l’impact des mesures de resserrement des politiques monétaires entamées depuis 2022.

Malgré l'accentuation des restrictions transfrontalières et des tensions géopolitiques, les flux commerciaux, à l’échelle mondiale, ont affiché un accroissement de 3,1 % en 2024 après une expansion de 0,8 % l’année précédente.

Activité économique et inflation dans l’UEMOA

L’activité économique dans l’UEMOA est demeurée globalement dynamique en 2024, en dépit du ralentissement économique à l’échelle mondiale et de la fragilité du climat sociopolitique et sécuritaire dans la sous-région ouest-africaine. Selon les estimations disponibles, le PIB de l'Union a augmenté de 6,2 % en 2024, après une réalisation de 5,3 % en 2023.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à 3,5 % en 2024 contre 3,7 % en 2023. Ce léger repli est lié, d’une part, à la baisse des cours mondiaux des produits alimentaires importés par les pays de l’Union et, d'autre part, à l’absence de tension sur les prix des produits pétroliers.

Opérations financières des États

La gestion des finances publiques dans l’Union s’est soldée par une réduction du déficit budgétaire, en liaison avec une progression plus rapide des recettes budgétaires, comparativement aux dépenses publiques.

Les recettes budgétaires sont ressorties à 22.396,6 milliards à fin décembre 2024, soit une augmentation de 2.201,2 milliards (+10,9 %) par rapport à l’année précédente. Cette progression a été impulsée, principalement, par l’évolution favorable des recettes fiscales, sous l’effet de la bonne tenue de l’activité économique et de la poursuite des réformes visant à accroître la mobilisation des impôts et taxes par les administrations fiscales et douanières. Les dons se sont toutefois repliés de 100,7 milliards (-8,3 %) pour s’établir à 1.116,6 milliards à fin décembre 2024. En

conséquence, les recettes budgétaires et dons des états membres de l’Union se sont inscrits en hausse de 9,8 %, pour atteindre 23.513,2 milliards, représentant 17,5 % du PIB.

Les dépenses et prêts nets de l’Union se sont élevés à 30.366,8 milliards, en progression de 1.289,5 milliards (+4,4 %) par rapport au niveau relevé à fin décembre 2023. Cette évolution traduit notamment la progression des dépenses courantes (+4,3 %) et des dépenses en capital (+7,8 %).

Dans ce contexte, le déficit global (base engagements, dons compris) s’est réduit de 811,0 milliards, pour s’établir à 6.853,6 milliards à fin décembre 2024, équivalant à 5,1 % du PIB. Il était de 7.664,6 milliards (6,2 % du PIB) en 2023.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

VUE D'ENSEMBLE

Solde global de la balance des paiements

3.013,9 milliards de FCFA (2024)
-3.530,4 milliards de FCFA (2023)

Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 3.013,9 milliards de FCFA contre un déficit de 3.530,4 milliards en 2023.

Balance des paiements

Les échanges extérieurs se sont traduits en 2024 par une forte amélioration du solde global de la balance des paiements, en ligne avec une évolution favorable des termes de l’échange, le regain de mobilisation des ressources sur les marchés financiers internationaux par trois Etats membres et le démarrage des exportations de pétrole brut au Niger et au Sénégal. Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 3.013,9 milliards contre un déficit de 3.530,4 milliards en 2023.

Situation monétaire

La masse monétaire s'est consolidée de 4.223,5 milliards, soit 8,8 % d’une année à l’autre, pour ressortir à 52.014,3 milliards à fin décembre 2024. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit par l’augmentation des dépôts de 2.450,4 milliards, soit 6,6 % et de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 1.773,0 milliards, soit 16,6 %, pour s’établir à 12.447,0 milliards.

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions monétaires ont enregistré une hausse de 3.664,9 milliards pour ressortir à 4.814,1 milliards, à fin décembre 2024. Le taux de couverture de l'émission monétaire s’est établi à 66,6 % contre 56,3 % un an plus tôt. L’encours des créances intérieures a augmenté de 3.688,5 milliards, soit 6,4 %, par rapport à son

Gestion des signes monétaires

13.672,9 milliards de FCFA (2024)
11.669,4 milliards de FCFA (2023)

Au 31 décembre 2024, le montant global de billets et pièces mis en circulation s'est établi à 13.672,9 milliards de FCFA contre 11.669,4 milliards de FCFA un an auparavant.

niveau de fin décembre 2023, pour se situer à 61.758,3 milliards, à fin décembre 2024. Cette évolution est induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) et des crédits aux autres secteurs résidents des économies de l'Union.

Les créances nettes des banques sur les administrations publiques centrales se sont consolidées de 2.187,7 milliards, soit une hausse de 12,7 %. En particulier, l’encours de leur portefeuille de titres publics s’est accru de 13,8 % sur les 12 mois de l’année 2024, passant de 17.819,1 milliards à fin décembre 2023 à 20.278,0 milliards à fin décembre 2024. Au niveau de la BCEAO, les créances nettes ont enregistré une diminution de 58,0 milliards (-0,9 %), en lien avec la hausse des engagements de la Banque Centrale (+394,3 milliards, dont 392,9 milliards de dépôts), atténuée par l’augmentation des créances des États sur la Banque Centrale (+336,3 milliards).

En outre, le rythme de progression des créances des institutions de dépôt sur les secteurs résidents de l’économie, autres que l’Administration Centrale, a enregistré une baisse pour ressortir à 4,5 % à fin décembre 2024 après 9,4 % en décembre 2023.

Politique monétaire : taux directeurs et refinancement de la BCEAO

En 2024, l'inflation est demeurée élevée, bien qu’elle ait amorcé une tendance à la baisse. Dans ce contexte, la Banque Centrale a maintenu inchangés ses taux directeurs durant toute l’année 2024 pour assurer un financement approprié de l’économie. Ainsi, le taux minimum de soumission aux adjudications, le principal taux directeur de la BCEAO et le taux du guichet de prêt marginal sont demeurés à 3,5 % et 5,5 % respectivement, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

En cohérence avec l’orientation donnée par le Comité de Politique Monétaire (CPM), la BCEAO a poursuivi les adjudications à taux variables sur ses principaux guichets de refinancement (hebdomadaire et mensuel).

Sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres, le montant injecté a atteint un volume de 8.075,0 milliards en décembre 2024 contre 6.200,0 milliards un an plus tôt. Sur le guichet mensuel des appels d'offres, le montant injecté par la Banque Centrale est passé de 675,0 milliards à fin décembre 2023 à 325,0 milliards une année plus tard. Sur le guichet spécial dédié aux obligations de relance (OdR), les volumes mis en adjudication sont ressortis en moyenne à 248,6 milliards en 2024 contre 723,3 milliards en 2023.

L’encours global du refinancement a progressé de 1.003,7 milliards en un an pour se situer à 9.445,5 milliards à fin décembre 2024.

Opérations sur le marché interbancaire

Sur le marché interbancaire de l'UMOA, les échanges de liquidités ont progressé en volume. Il a été également noté une hausse du taux d'intérêt moyen pondéré des opérations à une semaine. Le volume moyen des transactions, toutes maturités confondues, s'est élevé à 748 milliards de FCFA en 2024 contre 704 milliards de FCFA en 2023, soit une progression de 6,00 %. S'agissant du coût des ressources, le compartiment à une semaine a enregistré une hausse du taux d’intérêt moyen pondéré de 5,37 % en 2023 à 6,71 % en 2024.

Gestion des signes monétaires

Au titre de la gestion des signes monétaires, les mouvements (prélèvements et versements) aux guichets de la BCEAO ont atteint 49.302,6 milliards de FCFA de billets et pièces de monnaie en 2024 contre 49.143,0 milliards de FCFA un an auparavant. Les prélèvements de billets se sont établis à 25.640,0 milliards de FCFA, tandis que les versements de billets sont ressortis à 23.643,9 milliards de FCFA. Au cours de la même année, les sorties aux guichets de pièces de monnaie sont ressorties à 15,9 milliards de FCFA, tandis que les entrées aux guichets de pièces se sont établies à 2,8 milliards de FCFA. A fin décembre 2024, le montant global des billets et pièces de monnaie en circulation s’est établi à 13.672,9 milliards de FCFA contre 11.669,4 milliards de FCFA un an plus tôt.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

VUE D'ENSEMBLE

Relations avec le FMI

Au cours de l'année 2024, les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des États membres de l'UEMOA, se sont soldées par des entrées nettes de ressources de 655,74 millions de DTS (540,59 milliards de FCFA) contre 1.085,44 millions de DTS (878,78 milliards de FCFA) un an plus tôt. Cette diminution résulte de la baisse du volume des tirages combinée à une hausse des remboursements. Les décaissements des États de l’Union ont reculé de 12,29 % pour ressortir à 1.356,86 millions de DTS (1.118,25 milliards de FCFA), tandis que les remboursements ont progressé de 205,16 millions de DTS, passant de 389,46 millions de DTS (314,43 milliards de FCFA) à 594,62 millions de DTS (490,44 milliards de FCFA). Aucun allègement de dette n’a été accordé aux pays de l’Union en 2024.

Coopération monétaire au sein de la CEDEAO

Dans le domaine de l’intégration régionale, l’évaluation des performances macroéconomiques des États membres, conformément aux dispositions du Pacte de convergence de la CEDEAO adopté en juin 2021 révèle qu'en 2024, les pays membres de l'UEMOA n'ont pas respecté l'ensemble des critères de convergence de premier rang. Dans la plupart des États membres, la faiblesse des performances macroéconomiques est essentiellement liée à la persistance de déficits budgétaires élevés.

Au titre du Programme de la monnaie unique de la CEDEAO, il a été noté l'accélération de la mise en œuvre des activités identifiées dans la feuille de route pour le lancement de l’ECO. S’agissant des rencontres, les réunions statutaires mi-annuelles de l'Agence Monétaire de l’Afrique de l’Ouest (AMAO) ont été organisées au Siège de la BCEAO, du 26 au 30 juillet 2024, à Dakar. La BCEAO a participé aux sessions ordinaires du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des États membres de la Communauté et aux réunions du Comité de Haut niveau, mis en place par la Commission de la CEDEAO.

Lors de ces sessions, un Comité régional chargé de la balance des paiements (BDP) et de la réconciliation des données sur les échanges intra-CEDEAO a été créé, dans la perspective de la production de la BDP régionale à compter de 2025. Aussi, un projet d’Acte additionnel définissant les modalités de sélection des pays candidats à l’Union Monétaire de la CEDEAO (UMC) a été préconisé par le comité de Haut niveau. Ce dernier a été invité, par les Chefs d’Etat, à intensifier les efforts pour assurer le respect des délais impartis pour la mise en place et l'opérationnalisation des institutions nécessaires au lancement de l'ECO.

Par ailleurs, la Conférence a adopté, le 15 décembre 2024 à Abuja, trois critères de sélection des pays candidats à l’UMC lors de sa 66^e session ordinaire. Elle a, également, instruit la Commission, en collaboration avec l’AMAO, d’intégrer ces critères dans le Protocole portant Accord de l’Union monétaire de la CEDEAO.

Effectif de la Banque Centrale

Au 31 décembre 2024, l'effectif global du personnel de la Banque Centrale s'est établi à 3.398 agents contre 3.414 agents au 31 décembre 2023. Cet effectif est constitué

de 3.336 agents en activité sur l’ensemble des sites de la BCEAO et de 62 agents en positions administratives diverses, dont 52 en détachement et 10 en disponibilité.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN
DE L'UEMOA

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres
de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette
extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires.....21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure .. 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure.....27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

TAUX DE CROISSANCE DU PIB

ÉCONOMIE MONDIALE

3,2 % (2024)
3,3 % (2023)

ÉCONOMIES AVANCÉES

1,7 % (2024)
1,7 % (2023)

ZONE EURO

0,8 % (2024)
0,4 % (2023)

PAYS ÉMERGENTS
ET EN DÉVELOPPEMENT

4,2 % (2024)
4,4 % (2023)

CHINE

4,8 % (2024)
5,2 % (2023)

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

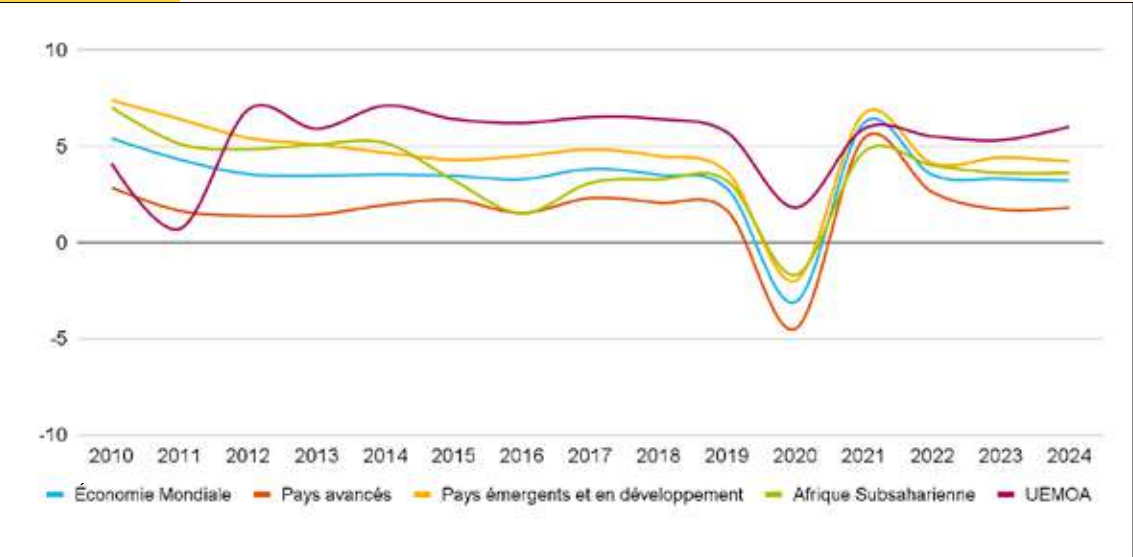
3,8 % (2024)
3,6 % (2023)

L'environnement économique et financier international a montré des signes de stabilisation en 2024, après les bouleversements provoqués par la pandémie de la Covid-19. Le maintien du rythme de progression de l'activité économique en 2024 est lié à l'assouplissement des politiques monétaires et à la reprise de la demande intérieure dans plusieurs économies avancées. Toutefois, les tensions géopolitiques, la fragmentation géoéconomique ainsi que les signes de ralentissement de la croissance en Chine continuent de peser sur la dynamique globale. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de

croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,2 % en 2024, après la hausse de 3,3 % enregistrée en 2023.

Reflétant la résilience de l'activité économique, les flux commerciaux à l'échelle mondiale ont affiché une progression de 3,1 % en 2024, après une expansion modérée de 0,8 % l'année précédente. En effet, malgré l'augmentation des restrictions transfrontalières, le volume des échanges s'est renforcé grâce au commerce intra-bloc, en particulier dans le secteur technologique.

Graphique 1 : CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE (en %)



Sources : Banque Mondiale, FMI, OCDE.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure .. 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1.1 - CROISSANCE DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS

Année	ÉTATS-UNIS	ZONE EURO	ROYAUME-UNI	JAPON
2024	2,8 %	0,8 %	0,9 %	-0,2 %
2023	2,9 %	0,4 %	0,3 %	1,5 %

Source : FMI

Au niveau des économies avancées, la croissance est ressortie à 1,7 % en 2024 tout comme en 2023. Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est accrue de 2,8 % en 2024 après une réalisation de 2,9 % l'année précédente. L'amélioration de l'activité s'explique par l'orientation favorable de la politique monétaire, la hausse des dépenses de consommation, soutenues par l'augmentation des salaires réels, ainsi que l'accroissement des investissements, notamment dans l'intelligence artificielle.

En Zone euro, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est passée de 0,4 % en 2023 à 0,8 % en 2024, reflétant l'amélioration des exportations, en particulier celles de marchandises, et une hausse des salaires réels qui stimule la consommation. L'assouplissement progressif de la politique monétaire a également soutenu la croissance en favorisant les investissements.

1.1.2 - PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT

Année	PAYS ÉMERGENTS			
	CHINE	INDE	BRÉSIL	RUSSIE
2024	4,8 %	6,5 %	3,7 %	3,8 %
2023	5,2 %	8,2 %	3,2 %	3,6 %

Année	AFRIQUE SUBSAHARIENNE			
	NIGÉRIA	AFRIQUE DU SUD	GHANA	CEMAC
2024	3,1 %	0,8 %	5,7 %	2,7 %
2023	2,9 %	0,7 %	3,1 %	2,0 %

Sources : FMI, Banque Mondiale, BEAC.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 4,2 % en 2024 après une réalisation de 4,4 % l'année précédente. En Chine, la croissance a ralenti,

passant de 5,2 % en 2023 à 4,8 % en 2024, en lien avec les faiblesses persistantes dans le secteur immobilier et une baisse de la confiance des consommateurs, partiellement

compensée par des résultats satisfaisants des exportations nettes. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 6,5 % en 2024 contre 8,2 % en 2023. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à 3,7 % en 2024 après une réalisation de 3,2 % en 2023. En Russie, l'activité économique a été soutenue par une augmentation des dépenses publiques et une reprise de la consommation privée. Le pays a ainsi enregistré une progression de 3,8 % de son PIB en 2024 contre 3,6 % en 2023.

En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB est ressortie à 3,8 % en 2024 après une réalisation de 3,6 % l'année précédente. L'activité économique dans la zone est soutenue par l'atténuation des effets de chocs météorologiques passés et le relâchement

des contraintes sur l'offre. Toutefois, elle reste affectée par certains conflits en cours, qui freinent la reprise économique. Le Nigeria a enregistré un rythme de progression de la production de 3,1 % en 2024 contre 2,9 % en 2023, en liaison notamment avec l'augmentation progressive de la production de pétrole et des produits agricoles, malgré des défis persistants liés à l'insécurité et à l'insuffisance des infrastructures. En Afrique du Sud, l'économie a connu une progression de son PIB, avec un taux de croissance de 0,8 % en 2024 après 0,7 % en 2023. Le dynamisme de l'activité en Afrique du Sud est lié à l'amélioration de la fourniture d'électricité et à une augmentation bien que modérée de la demande intérieure.

1.1.3 - MARCHÉS FINANCIERS ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la hausse, en raison de la performance de l'économie américaine et de l'assouplissement progressif des politiques monétaires des banques centrales des pays avancés.

En moyenne, l'indice MSCI World, qui mesure la performance des marchés boursiers des pays développés, s'est amélioré de 22,1 % en comparaison avec sa valeur moyenne de 2023, pour s'établir à 3.510,2 points. Aux Etats-Unis, l'indice de la bourse de New York,

le Dow Jones, s'est renforcé de 18,1 % en 2024 par rapport à l'année précédente. Le Nasdaq, indice des valeurs technologiques, a connu, de son côté, une progression de 33,0 %. Dans la zone euro, l'EuroStoxx 50 a augmenté de 13,9 % par rapport à son niveau moyen de 2023, s'établissant à 4.871,5 points en 2024. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 s'est accru de 6,0 % pour s'établir à 8.076,8 points en 2024. De même, au Japon, l'indice NIKKEI 225 a progressé de 25,1 % pour se situer à un niveau moyen de 38.348,7 points en 2024.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure .. 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

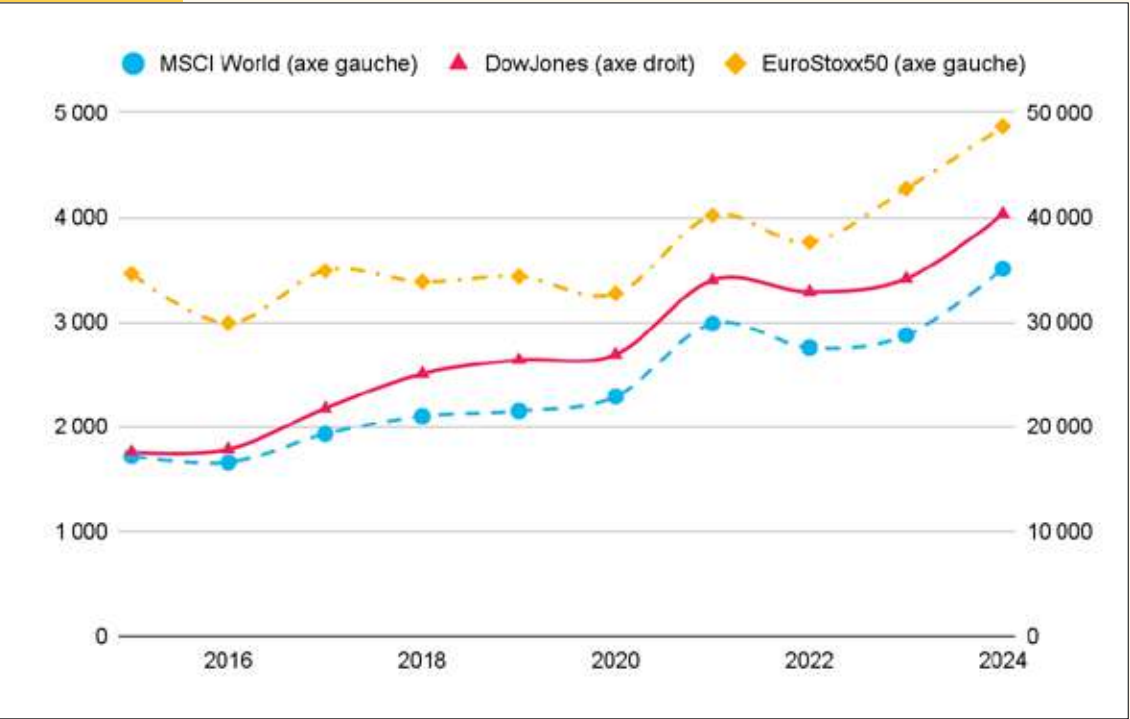
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

Graphique 2 : ÉVOLUTION DES INDICES BOURSISERS INTERNATIONAUX (en nombre de points)

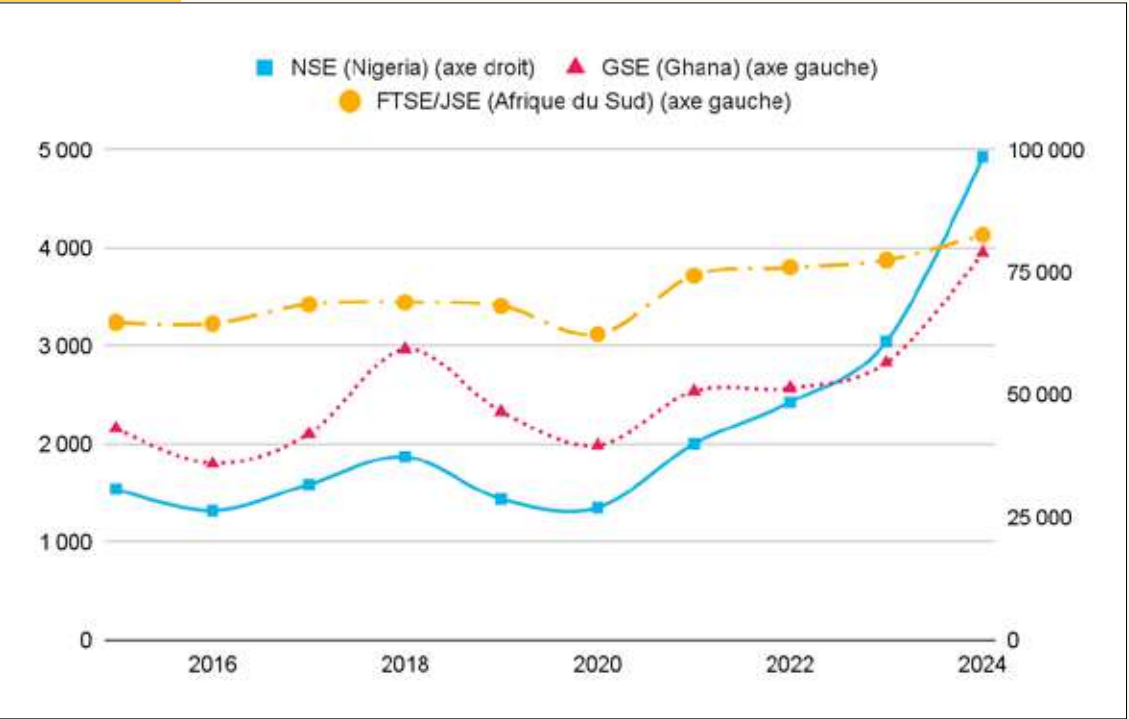


Sources : Reuters, BCEAO

Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont également connu des évolutions à la hausse au cours de l'année 2024. L'indice NSE du Nigeria a enregistré un accroissement de 61,9 %, s'établissant à 98.672,2 points en 2024. L'indice GSE du Ghana a augmenté

de 39,7 % en 2024 par rapport à sa valeur moyenne de 2023. L'indice FTSE de l'Afrique du Sud s'est accru de 6,6 % pour s'établir à 4.136,2 points en 2024. Au Maroc, l'indice MASI s'est renforcé de 20,5 % par rapport à sa valeur de l'année précédente.

Graphique 3 : ÉVOLUTION DES INDICES BOURSISERS AFRICAINS (en nombre de points)



Sources : Reuters, BCEAO

S'agissant des matières premières exportées par les pays de l'Union, les cours ont poursuivi leur rebond, en ligne avec la baisse de l'offre due aux conditions météorologiques défavorables et aux tensions géopolitiques. L'indice des principaux produits exportés, calculé par les services de la BCEAO, a affiché une progression de 43,9 % en 2024, après une hausse de 0,5 % en 2023. En revanche, les prix des principaux produits alimentaires importés ont connu une baisse de 5,5 % en 2024, après un accroissement de 7,6 % en 2023.

La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union est portée par les produits non énergétiques, comme le cacao (+127,0 %), le café (+75,5 %),

la noix de cajou (+32,8 %), le caoutchouc (+29,4 %), l'or (+22,8 %), le phosphate (+2,5 %) et les huiles végétales (+19,7 %). En revanche, les cours du coton (-6,9 %) et des produits énergétiques, notamment le gaz (-13,8 %) et le pétrole (-2,7 %), se sont repliés durant la période.

Les prix des produits alimentaires de base importés ont, pour leur part, connu un repli, en lien avec l'amélioration de l'offre sur le marché mondial. La baisse des prix concerne l'ensemble des produits importés, à l'exception du lait (+10,9 %). Les plus fortes baisses sont enregistrées au niveau de l'huile de soja (-22,4 %), du blé (-11,6 %), du sucre (-7,0 %) et du riz (-2,1 %).

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure .. 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

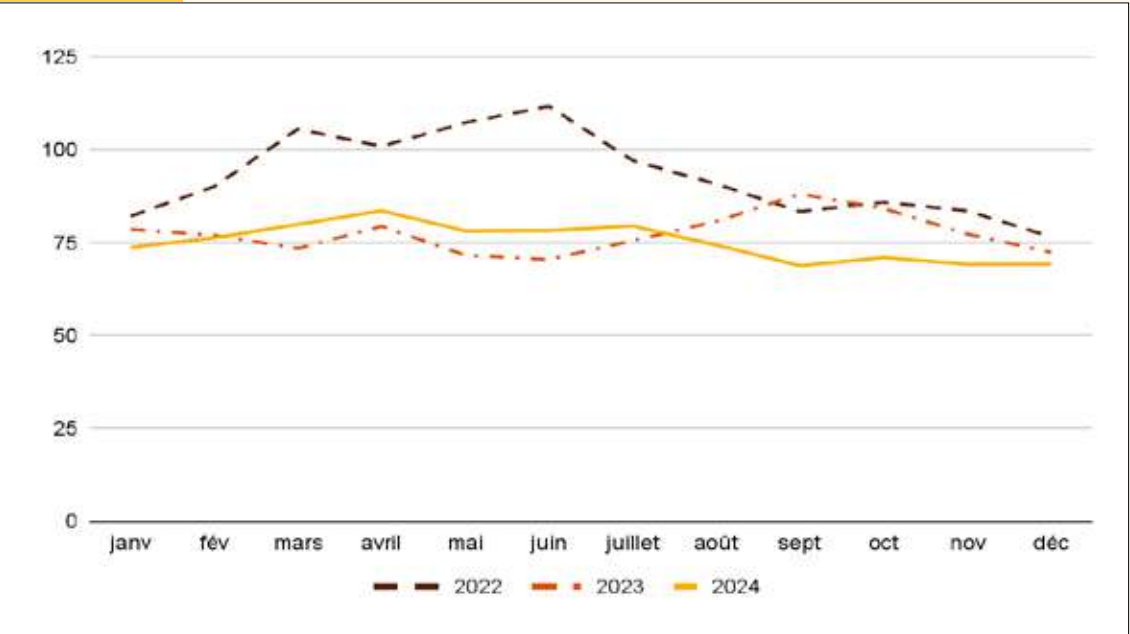
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

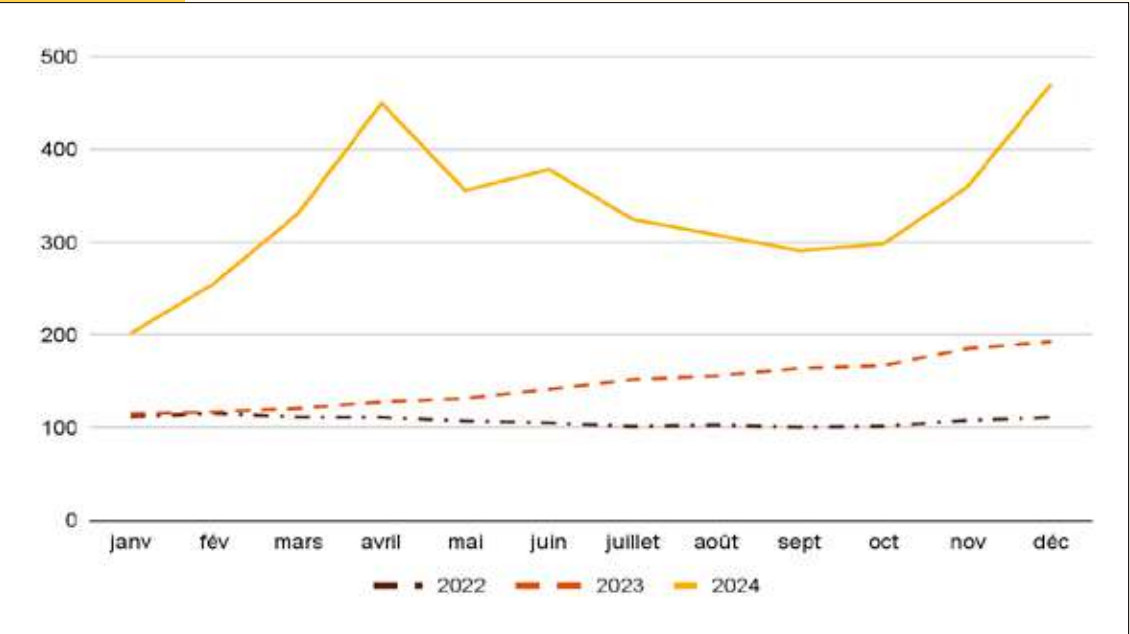
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

Graphique 4 : ÉVOLUTION DES COURS DU PÉTROLE SUR LE NYMEX (\$/baril)



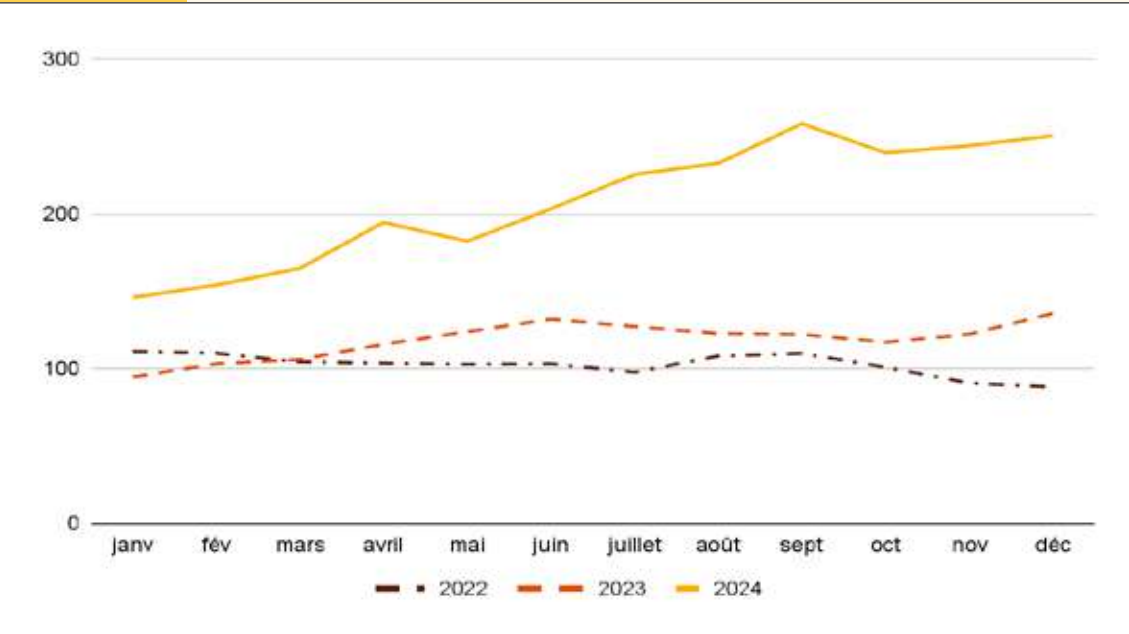
Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 5 : ÉVOLUTION DES COURS DU CACAO (centimes de \$/livre)



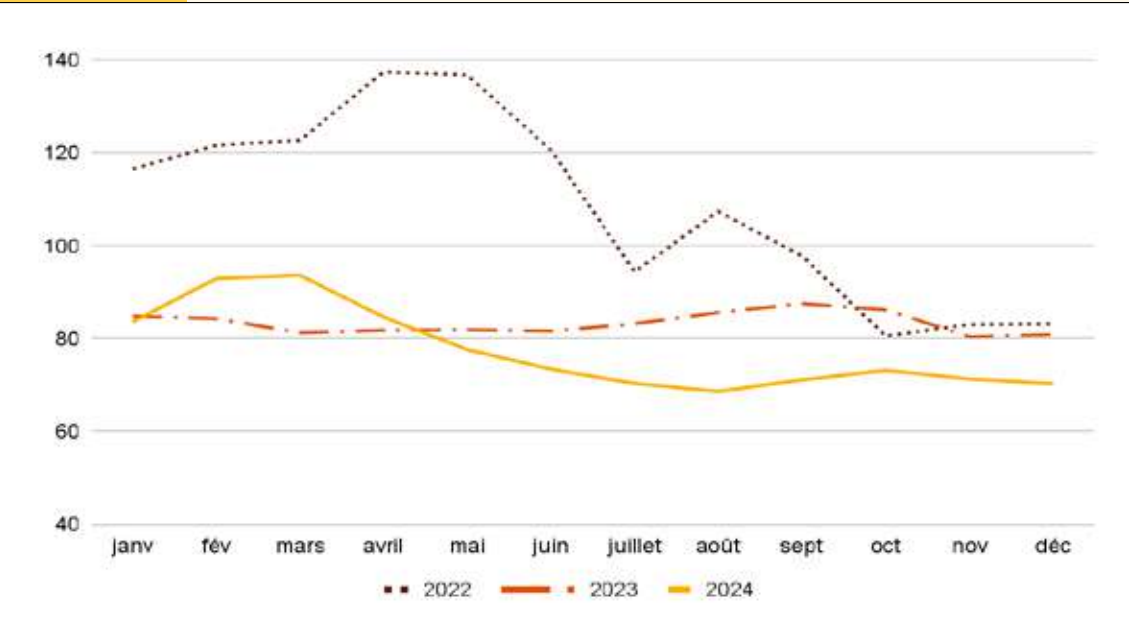
Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 6 : ÉVOLUTION DES COURS DU CAFÉ (centimes de \$/livre)



Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 7 : ÉVOLUTION DES COURS DU COTON (centimes de \$/livre)



Sources : Reuters, BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024

VUE D'ENSEMBLE

XI

XV

XXIII

XXXIX

LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés

1.1.2 - Pays émergents et en développement

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières

1.1.4 - Emploi et inflation

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

1.2.1 - Produit intérieur brut

1.2.1.1 - Production agricole

1.2.1.2 - Production minière

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

1.2.4 - Balance des paiements

2

4

4

5

11

13

17

17

19

20

21

22

24

24

27

28

II POLITIQUE MONÉTAIRE

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

ANNEXES

31

43

57

63

73

85

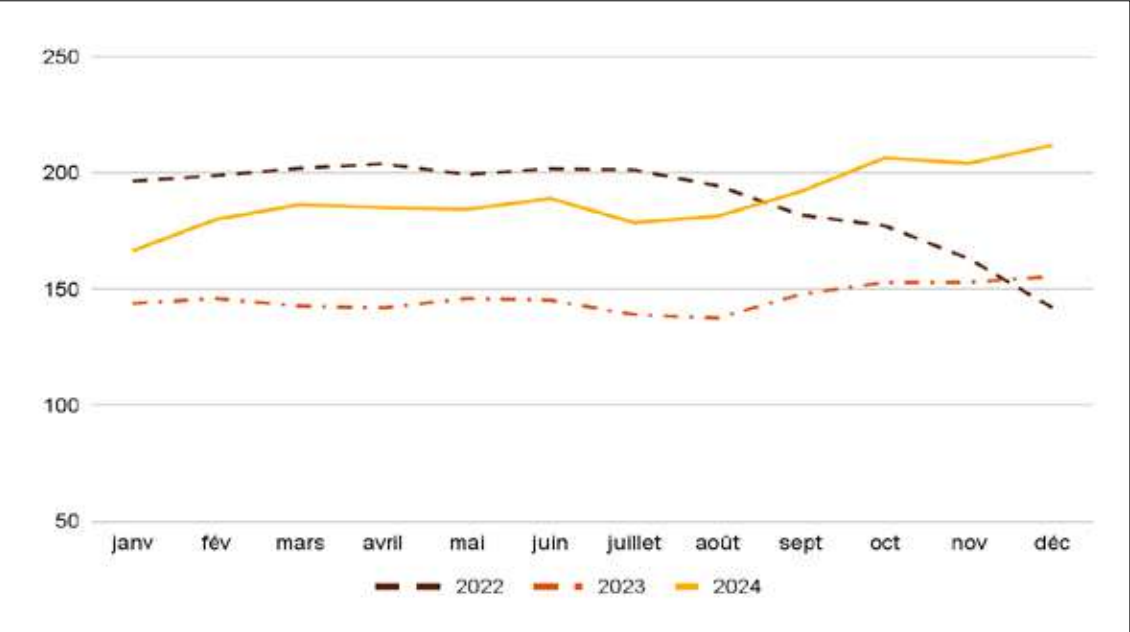
103

117

123

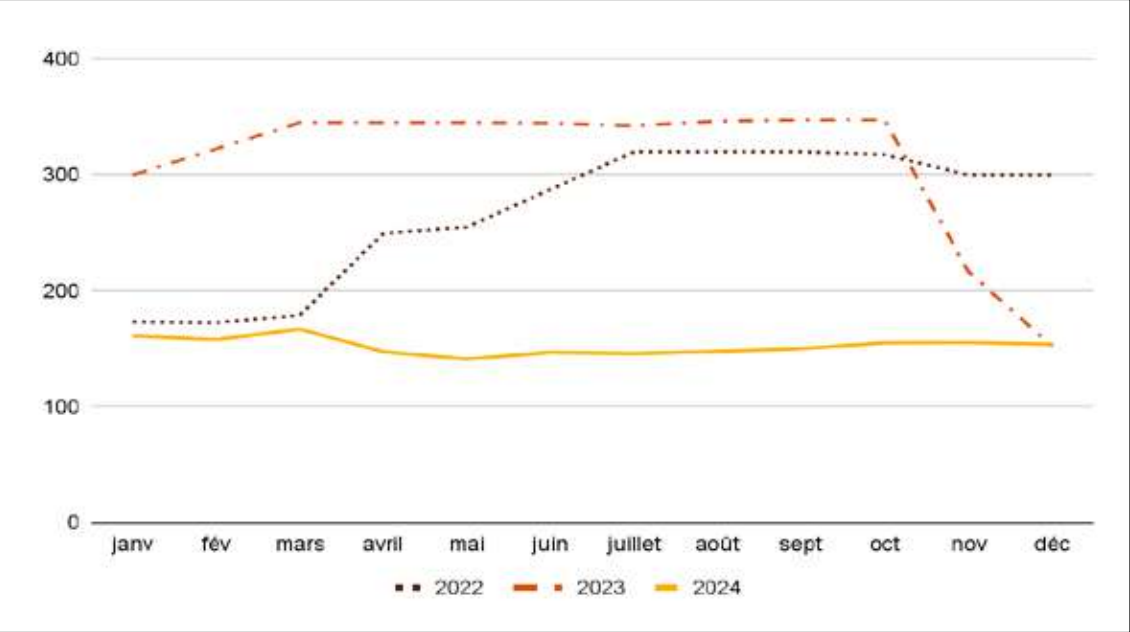
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

Graphique 8 : ÉVOLUTION DES COURS DU CAOUTCHOUC (centimes d'euros/kg)



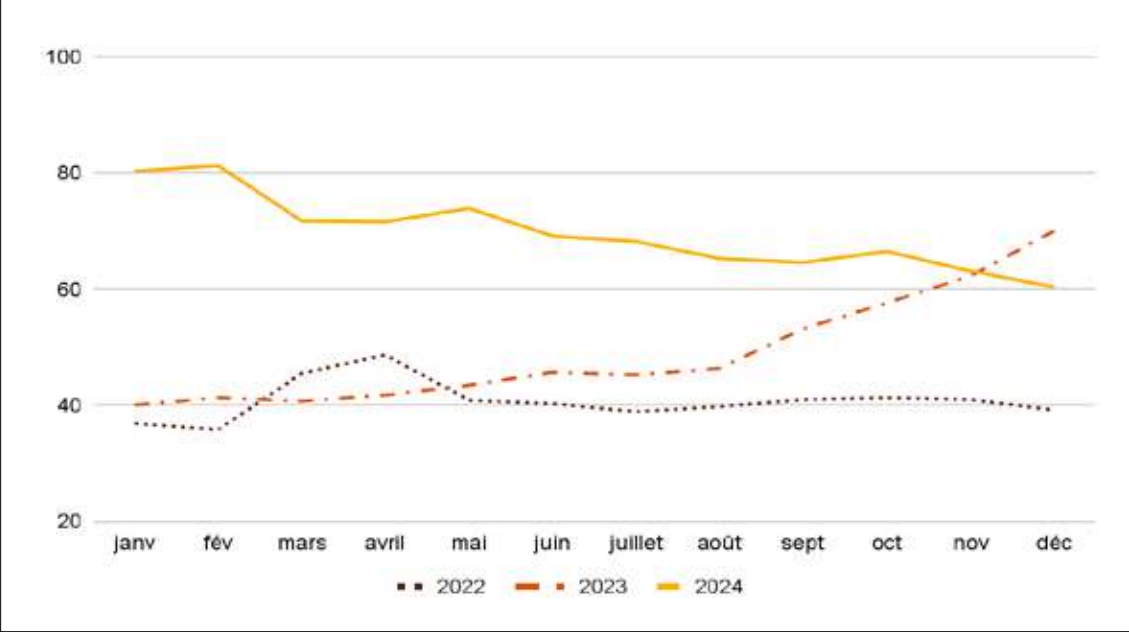
Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 9 : ÉVOLUTION DES COURS DU PHOSPHATE (\$/tonne)



Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 10 : ÉVOLUTION DES COURS DE L'URANIUM (\$/kg)



Sources : Reuters, BCEAO

1.1.4 - EMPLOI ET INFLATION



- ➔ ÉVOLUTION CONTRASTÉE DU TAUX DE CHÔMAGE DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS.
- ➔ BAISSSE DE L'INFLATION GLOBALE, INDUITE PAR L'AMÉLIORATION DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT, LA BAISSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE AINSI QUE L'IMPACT DES MESURES DE RESSERREMENT DES POLITIQUES MONÉTAIRES PRISES DEPUIS 2022 (5,8 % EN 2024 CONTRE 6,7 % EN 2023).
- ➔ REPLI DU TAUX MOYEN D'INFLATION DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT (+7,9 % EN 2024 CONTRE +8,1 % EN 2023).
- ➔ TAUX D'INFLATION DEMEURÉ ÉLEVÉ À 18,1 % EN 2024, APRÈS +17,6 % EN 2023, EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.



En 2024, le taux de chômage a connu des évolutions contrastées dans la plupart des grands pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le taux de chômage est passé de 3,7 % en décembre 2023, à 4,1 % en décembre 2024, soit une hausse de 0,4 point de pourcentage. Dans la zone euro, le taux de chômage a reculé de

0,4 point de pourcentage pour se situer à 6,3 % en décembre 2024, correspondant à un plus bas niveau historique.

L'inflation globale a reculé au cours de l'année 2024, tout en restant supérieure à l'objectif dans pratiquement tous les pays qui ont

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure .. 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

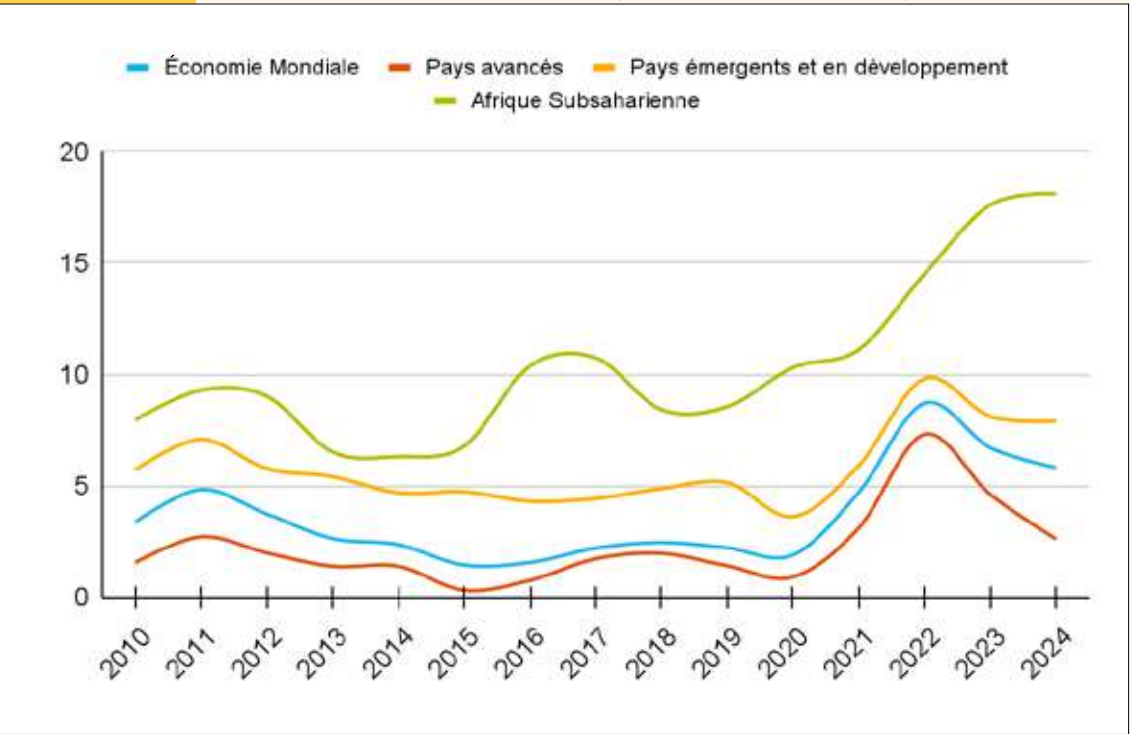
ANNEXES 123

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

adopté le ciblage de l'inflation. La désinflation en 2024 reflète la stabilisation des prix de certains produits de base, liée à l'amélioration des chaînes d'approvisionnement, à la baisse des prix de l'énergie ainsi qu'à l'impact des mesures de resserrement des politiques monétaires prises depuis 2022. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 2,6 % en 2024 contre 4,6 % en 2023, demeurant ainsi au-dessus des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il est ressorti en moyenne à 7,9 % en 2024, après 8,1 % en 2023. L'inflation reste plus élevée en

raison de la flambée des prix des denrées alimentaires et de la persistance des pressions inflationnistes dans les services. En Afrique subsaharienne, l'inflation se situe à 18,1 % en 2024, principalement due à la hausse des prix au Nigeria, en Angola, en Ethiopie et au Ghana. Les pressions inflationnistes en Afrique subsaharienne ont été exacerbées par les effets d'épisodes antérieurs de dépréciation monétaire, qui continuent d'alimenter l'inflation dans plusieurs pays, ainsi que par les mauvais résultats agricoles liés aux conditions météorologiques défavorables.

Graphique 11 : ÉVOLUTION DU TAUX D'INFLATION (moyenne annuelle en %)



Sources : Reuters, BCEAO

1.1.5 - MESURES DE POLITIQUE MONÉTAIRE ET MARCHÉS DES CHANGES



MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES MONÉTAIRES ACCOMMODANTES AU NIVEAU DES PRINCIPALES BANQUES CENTRALES DANS LE MONDE



ASSOUPLISEMENT PAR LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE) DE SA POLITIQUE MONÉTAIRE



APPRÉCIATION DU FCFA FACE AU NAIRA NIGÉRIAN (+140,7 %), AU CEDI GHANÉEN (+27,9 %), AU DALASI GAMBIEN (+11,5 %) ET AU DOLLAR LIBÉRIEN (+9,9 %)

La mise en œuvre des politiques monétaires au niveau des principales banques centrales dans le monde a été globalement accommodante au cours de l'année 2024. Les banques centrales des économies avancées, à l'exception de la Banque du Japon, ont abaissé leurs taux directeurs, dans un contexte de croissance modérée et de recul de l'inflation. Dans les économies émergentes et celles en développement, les banques centrales ont mis en œuvre des politiques monétaires contrastées, en lien avec des dynamiques spécifiques à chaque pays en matière de tensions inflationnistes.

La Réserve fédérale américaine (FED) a, au cours de sa dernière réunion du 18 décembre 2024, réduit la fourchette de ses taux de 25 pdb, pour la porter entre 4,25 % et 4,50 %. Elle a toutefois estimé qu'elle se rapproche de la fin de son cycle de relâchement monétaire en raison d'un niveau d'inflation qui reste relativement élevé par rapport à l'objectif de long terme fixé à 2 %. Au total, sur l'ensemble de l'année 2024, la FED a abaissé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 100 points de base (pdb).

La Banque Centrale Européenne (BCE) a également poursuivi l'assouplissement de sa politique monétaire au cours de l'année 2024, en diminuant ses taux d'intérêt d'un total cumulé de 135 pdb. Les taux d'intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal sont ressortis respectivement à 3,00 %, 3,15 % et 3,40 % à fin décembre 2024. Lors de sa dernière réunion de l'année tenue le 12 décembre 2024, la BCE a décidé de réduire son taux de facilité de dépôt de 25 pdb à 3,00 %. Cette décision a été motivée par des perspectives d'inflation plus favorables et une révision à la baisse des prévisions de croissance économique.

La Banque d'Angleterre (BoE) a, le 19 décembre 2024, maintenu son taux d'intérêt de référence à 4,75 %, en raison de l'accélération de l'inflation, qui a atteint 2,6 % en novembre contre 2,3 % un mois auparavant. La BoE a souligné que la politique monétaire devrait rester restrictive aussi longtemps que nécessaire pour ramener l'inflation au niveau de l'objectif de 2,0 % à moyen terme. Sur l'ensemble de l'année 2024, la BoE a baissé son taux directeur de 50 pdb, le faisant passer de 5,25 % en décembre 2023 à 4,75 % en décembre 2024.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

Au cours de l’année 2024, la Banque du Japon (BoJ) a augmenté son taux directeur de 35 pdb pour le porter à 0,25 %, marquant les premières hausses de taux depuis 2007. A l’issue de sa dernière réunion tenue le 19 décembre 2024, la BoJ a maintenu son taux d'intérêt à court terme à 0,25 %. Cette décision reflète une approche prudente, l’Institution jugeant nécessaire de disposer de plus de temps pour évaluer certains risques, notamment l’orientation de la politique économique américaine sous la présidence de Donald Trump et les perspectives salariales pour 2025.

Au niveau des pays émergents, la mise en œuvre de la politique monétaire par les principales banques centrales a connu des évolutions contrastées, en lien avec des dynamiques spécifiques à chaque pays en matière de tensions inflationnistes. La Banque Populaire de Chine (PBoC) a maintenu inchangé son principal taux d'intérêt lors de ses deux dernières réunions de 2024 à des niveaux historiquement bas pour soutenir la reprise de l’activité économique. Le taux préférentiel des prêts à un an (LPR), référence pour la plupart des prêts aux entreprises et aux ménages, demeure fixé à 3,10 %, tandis que le taux à cinq ans, référence pour les prêts immobiliers, reste à 3,60 %. Sur l’ensemble de l’année 2024, l’orientation de la politique monétaire de la PBoC a été accommodante, avec une réduction des taux totalisant 35 pdb. La *Reserve Bank of India* (RBI) a prolongé la normalisation de sa politique monétaire au cours de l’année 2024. Lors de sa réunion du 6 décembre 2024, l’institution a maintenu inchangé son taux directeur à 6,50 % pour la onzième fois consécutive en raison d'une hausse de l'inflation annuelle qui est ressortie à 5,5 % en novembre 2024. La Banque

Centrale de Russie a poursuivi un cycle de durcissement de sa politique monétaire, avec une augmentation cumulée de 500 pdb sur l’ensemble de l’année 2024. Le principal taux directeur est passé de 16,00 % à fin décembre 2023 à 21,00 % à fin décembre 2024. Cette évolution se justifie par des anticipations d’inflation qui ont continué d’augmenter en raison de l'affaiblissement significatif du rouble et d’une crise de la main-d’œuvre.

Au niveau des pays partenaires de l’UEMOA, dans la sous-région Ouest africaine, la Banque Centrale du Nigeria (CBN) a, au cours de l’année 2024, augmenté son taux directeur de 875 pdb pour le porter à 27,50 %, niveau en vigueur depuis le 26 novembre 2024. Au Ghana, une baisse cumulée de 300 pdb a été effectuée par la Banque du Ghana (BoG) en 2024, pour porter le taux à 27,00 % depuis septembre 2024, afin de soutenir la reprise de l’activité économique. Dans la zone CEMAC, la BEAC a maintenu inchangés ses taux directeurs, tout au long de l’année 2024. Les taux d’intérêt des appels d’offres, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt s’établissent respectivement à 5,00 %, 6,75 % et 0,00 %.

Sur les marchés des changes, l’euro s'est apprécié face aux principales devises en 2024, en lien avec la diminution du différentiel de taux d’intérêt à un an avec les États-Unis au cours de l’année et de performances économiques américaines moins favorables sur le second semestre de 2024. L’indice du taux de change de l’euro, calculé par la BCE, s’est renforcé de 1,5 %. Le cours de l'euro par rapport au dollar américain est resté quasi-stable (+0,04 %) et s’est établi en moyenne à 1,0821 en 2024. L’euro est, par ailleurs, ressorti en hausse par rapport au yen japonais

(+7,8 %), au dollar canadien (+1,5%) et au dollar australien (+0,7 %). Il a également pris de la valeur face aux devises des pays émergents, s’étant apprécié de 8,3 % vis-à-vis du rouble russe, de 1,7 % face au yuan chinois et de 1,3 % à l’égard de la roupie indienne. En revanche, la devise européenne s'est dépréciée face à la livre sterling (-2,7 %), au franc suisse (-2,0 %) et au rand sud-africain (-0,6 %).

Sur le marché ouest-africain, sur une année, le FCFA s'est apprécié face au naira nigérian (+140,7 %), au cedi ghanéen (+27,9 %), au dalasi gambien (+11,5 %) et au dollar libérien (+9,9 %). En revanche, il s’est déprécié de 5,6 % vis-à-vis du leone. En moyenne annuelle, 1.000 FCFA se sont échangés contre 23,13 cedis, 111,44 dalasis, 26.832,94 leones, 314,85 dollars libériens, 14.085,24 francs guinéens et 2.358,61 nairas.

Tableau 1 : ÉVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS ANNUELS (Quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)				
Monnaie	Sigle	2023	2024	Variation (%)*
Droit de tirage spécial	DTS	1,2357	1,2426	0,6
Dollar des États-Unis	USD	1,6489	1,6496	0,0
Franc suisse	CHF	1,4814	1,4522	-2,0
Livre sterling	GBP	1,3262	1,2906	-2,7
Yen japonais	JPY	231,6348	249,7382	7,8
Yuan chinois	CNY	11,6762	11,8701	1,7
Rouble russe	RUB	140,8182	152,4382	8,3
Roupie indienne	INR	136,1749	138,0132	1,3
Dalasi gambien	GMD	99,9255	111,4398	11,5
Cedi ghanéen	GHS	18,0800	23,1284	27,9
Franc guinéen	FGN	14 028,9123	14 085,2396	0,4
Dollar libérien	LRD	286,6176	314,8523	9,9
Naira nigérian	NGN	980,0882	2358,6122	140,7
Leone sierra-léonais	SLL	28 421,2173	26 832,9408	-5,6

Sources : AMAO, Banque de France, FMI, BCEAO.
* Le signe (-) indique une dépréciation du FCFA par rapport à la monnaie étrangère

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure .. 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

Tableau 2 : ÉVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS TRIMESTRIELS
(Quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)

Monnaie	Sigle	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
		2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Droit de tirage spécial	DTS	1,22	1,24	1,24	1,24	1,25	1,25	1,24	1,23
Dollar des États-Unis	USD	1,64	1,66	1,66	1,64	1,66	1,68	1,64	1,63
Franc suisse	CHF	1,51	1,45	1,49	1,48	1,47	1,45	1,45	1,43
Livre sterling	GBP	1,35	1,31	1,33	1,30	1,31	1,29	1,32	1,27
Yen japonais	JPY	216,44	245,75	227,96	255,80	239,70	249,67	242,44	247,73
Yuan chinois	CNY	11,19	11,90	11,65	11,89	12,02	12,00	11,85	11,70
Rouble russe	RUB	119,72	150,57	134,97	146,43	156,35	149,59	152,23	163,16
Roupie indienne	INR	134,54	137,43	136,44	136,92	137,17	140,33	136,55	137,38
Dalasi gambien	GMD	99,58	98,63	99,32	102,26	109,53	110,65	111,56	114,12
Cedi ghanéen	GHS	17,10	18,18	18,29	18,84	20,29	22,41	25,28	25,33
Franc guinéen	FGN	13 954,57	14 127,59	14 107,37	13 928,36	14 087,85	13 980,66	14 333,09	13 945,82
Dollar libérien	LRD	258,16	279,25	307,76	307,51	315,72	316,00	326,32	302,30
Naira nigérian	NGN	749,01	807,78	1 271,21	1 385,91	2 031,14	2 239,36	2 650,82	2 633,10
Leone sierra-léonais	SLL	30 871,53	27 622,66	28 332,58	27 136,75	26 660,89	26 978,89	26 532,96	27 168,45

Sources : AMAO, Banque de France, FMI, BCEAO.

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA



TAUX DE CROISSANCE
RÉEL DU PIB DE L'UEMOA

6,2 % (2024)

5,3 % (2023)

1.2.1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

L'activité économique dans l'UEMOA est demeurée globalement dynamique en 2024, en dépit du ralentissement de la croissance à l'échelle mondiale et de la situation sécuritaire dans certains pays de la sous-région ouest-africaine. Selon les estimations disponibles, le PIB de l'Union a augmenté de 6,2 % en 2024, après une réalisation de 5,3 % en 2023. L'augmentation du PIB réel a été portée par le secteur tertiaire, avec une contribution de 3,3 points de pourcentage (pdp), en lien avec la bonne tenue des activités commerciales et des services. La croissance économique a été également soutenue par les secteurs primaire (1,5 pdp) et secondaire (1,4 pdp). L'apport du secteur primaire est attribuable à la hausse de la production agricole au cours de la campagne 2024/2025, en raison de conditions météorologiques globalement favorables. Le secteur secondaire a, quant à lui, bénéficié principalement du renforcement des activités des industries manufacturières et extractives, dans un contexte de démarrage

de la production de pétrole brut au Sénégal et de son accroissement au Niger.

Sous l'angle des emplois du PIB, la croissance économique en 2024 a été principalement soutenue par la consommation finale (3,2 points), en lien avec l'amélioration des revenus par tête. Le regain de dynamisme est également porté par le secteur extérieur, dont la contribution est estimée à 1,6 pdp, après un apport négatif en 2023 (-1,0 pdp), en lien avec le démarrage des exportations de pétrole brut au Niger et au Sénégal. La contribution des investissements est estimée à 1,4 point, en repli de 0,2 pdp, sous l'effet de la finalisation en 2023 de grands projets d'investissement dans la plupart des pays de l'Union. Il s'agit notamment des investissements réalisés en Côte d'Ivoire dans le cadre de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football et les grands investissements dans les chantiers pétroliers au Niger et au Sénégal.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure .. 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

Tableau 3 : ÉVOLUTION DES CONTRIBUTIONS SECTORIELLES A LA CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DE L'UEMOA (en %)				
	2022	2023 (1)	2024 (2)	Variation (2)-(1)
Secteur primaire	1,2	0,3	1,5	1,2
Secteur secondaire	0,7	1,3	1,4	0,1
dont				
- Industries manufacturières	0,3	0,7	0,4	-0,3
- Activités extractives	-0,1	0,0	0,8	0,8
- Bâtiments et Travaux Publics	0,4	0,3	0,1	-0,2
Secteur tertiaire	3,6	3,7	3,3	-0,4
PIB réel	5,5	5,3	6,2	0,9
Consommation finale	4,1	4,7	3,2	-1,4
- Publique	0,8	0,5	0,4	-0,1
- Privée	3,3	4,2	2,8	-1,3
Investissement	3,2	1,6	1,4	-0,3
- Public	1,0	0,4	0,4	-0,1
- Privé	2,2	1,2	1,0	-0,2
Secteur extérieur	-1,8	-1,0	1,6	2,6
dont				
- Exportations de biens et services	5,6	0,4	1,9	1,5

Sources : Services nationaux, BCEAO



1.2.1.1 - Production agricole

Sur la base des estimations disponibles, la production vivrière dans l'Union est ressortie à 84.971.881 tonnes durant la campagne agricole 2024/2025, en hausse de 6,8 % par rapport à la campagne précédente. Cette évolution est imputable à l'augmentation de la production des céréales (+740.482 tonnes, soit +2,3 %), des tubercules (+1.464.879 tonnes, soit +5,1 %) et des autres cultures vivrières (+3.217.649, soit 17,7 %). Par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, les récoltes de la campagne agricole 2024/2025 sont en augmentation de 15,9 %.

Par ailleurs, les récoltes des produits d'exportation ont, pour la plupart, progressé au terme de la campagne agricole 2024/2025, par rapport à la campagne précédente, à l'exception de celles de la noix de cajou.

La production de cacao a enregistré une hausse de 3,8 % durant la campagne 2024/2025, s'établissant à 1.909.086 tonnes au sein de l'Union, en deçà des prévisions initiales. Cette légère augmentation fait suite

principalement à la reprise de la production en Côte d'Ivoire, après une pluviométrie excessive durant la campagne 2023/2024. La production reste toutefois en deçà du niveau moyen enregistré sur les cinq dernières années.

Les récoltes de café sont estimées à 100.027 tonnes à l'issue de la campagne 2024/2025, en progression de 36,9 % par rapport à la campagne précédente, en raison essentiellement de la croissance de 53,8 % de l'offre en Côte d'Ivoire, après une campagne 2023/2024 marquée par des conditions climatiques peu favorables.

La production de coton-graine est estimée à 1.938.463 tonnes au terme de la campagne 2024/2025, en hausse de 1,9 % par rapport à la campagne précédente. La bonne tenue de la production du coton dans l'Union est imputable essentiellement aux résultats enregistrés en Côte d'Ivoire (+47,3 %) et au Bénin (+6,8 %), atténués par la baisse de la production au Burkina Faso (-26,5 %) et au Mali (-2,3 %). La hausse de la production en

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

Côte d’Ivoire est liée à des effets de base du fait de la forte chute (-56,2 %) enregistrée lors de la précédente campagne, tandis que celle du Bénin est attribuable aux efforts déployés par les acteurs de la filière pour lutter contre les ravageurs et adopter des pratiques agricoles résilientes. En revanche, la baisse des récoltes au Mali et au Burkina serait due notamment à des inondations localisées qui ont causé des pertes de cultures.

Les récoltes d'arachide ont connu un accroissement de 12,9 %, en s'élevant à 4.666.848 tonnes, reflétant la bonne répartition spatio-temporelle des pluies dans les pays producteurs. Des augmentations importantes ont été enregistrées au Bénin (+65,2 %), au Mali (+16,5 %), au Niger (+14,2 %) et au Sénégal (+10,4 %).

L'offre régionale de caoutchouc s'est élevée à 1.966.000 tonnes, enregistrant une progression de 21,0 % par rapport à la saison agricole précédente, principalement en raison de l'accroissement du nombre d'arbres arrivés à maturité.

En revanche, la production de noix de cajou a diminué de 13,2 %, avec un volume

de 1.544.802 tonnes. Cette situation est consécutive à la baisse de la production en Côte-d'Ivoire (-18,4 %), au Burkina (-11,5 %) et en Guinée-Bissau (-1,0 %), du fait des conditions climatiques peu favorables dans les zones de culture en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau ainsi que des difficultés d'accès à certaines zones de production au Burkina, en raison de l'insécurité. A l'inverse, les offres de noix de cajou au Bénin sont en hausse de 2,6 % durant la campagne 2024/2025.

1.2.1.2 - Production minière

Les estimations disponibles sur les activités extractives au cours de l'année 2024 indiquent une hausse des productions de pétrole, d'or et de phosphate, tandis que celle de l'uranium est en baisse.

Les extractions de pétrole brut ont enregistré une croissance de 212,2 %, en ressortant à 53,4 millions de barils, sous l'effet essentiellement de la forte progression de l'offre au Niger et en Côte d'Ivoire ainsi que du démarrage de la production au Sénégal. En effet, la production nigérienne est passée de 6,4 millions de barils en 2023 à 20,6 millions de barils en 2024, soit une augmentation de 224,8 %, et celle

de la Côte d'Ivoire a connu une progression annuelle de 47,1 %, en se chiffrant à 15,8 millions de barils en 2024. Quant au Sénégal, il a enregistré une production annuelle de 16,9 millions de barils en 2024.

La production d'or, estimée à 211.497,2 kg en 2024, est en augmentation de 0,5 % par rapport à 2023. Cette évolution positive découle de la hausse des extractions en Côte d'Ivoire et au Sénégal, atténuée par les baisses notées au Mali et au Niger.

L'offre de phosphate a connu une progression de 1,7 %, atteignant 3.414.877,0 tonnes en 2024. Cette hausse résulterait de celle de l'offre au Sénégal (+6,9 %), atténuée par la baisse de la production au Togo (-1,7 %).

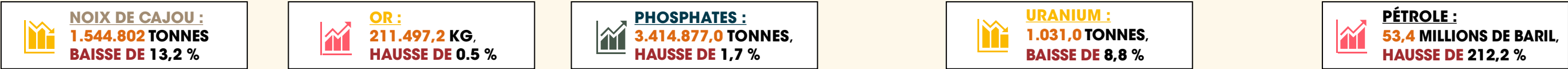
S'agissant de la production d'uranium, exclusivement réalisée au Niger, elle enregistre un repli de 8,8 % en 2024, en ressortant à 1.031,0 tonnes.

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

La production industrielle dans l'UEMOA s'est accrue de 7,6 % en 2024, après une progression

de 3,3 % un an auparavant. Cette évolution s'explique par l'accélération notamment de la production extractive (+11,6 % contre +2,9 %), manufacturière (+6,0 % contre +2,8 %) et énergétique (+8,3 % contre +12,1 %). La dynamique de la production extractive est en lien avec le rebond de l'extraction du pétrole brut au Niger, dans un contexte de reprise des exportations via le pipeline Niger-Bénin, ainsi que le démarrage de l'extraction du pétrole brut au Sénégal. En effet, la production du pétrole brut a connu une augmentation de 43,6 % en 2024 contre un repli de 0,9 % noté en 2023. Cette évolution a, toutefois, été atténuée par le recul de la production de l'uranium et de l'or. S'agissant de l'industrie manufacturière, la hausse de la production découle de celle des unités de transformation alimentaire, du raffinage du pétrole, des produits métallurgiques et du bois et articles en bois. La décélération notée dans le secteur énergétique est en rapport essentiellement avec la contre performance de la production d'électricité (8,8 % en 2024 contre 13,2 % en 2023).

Le chiffre d'affaires du commerce de détail dans l'UEMOA s'est accru de 3,1 % en 2024, après une hausse de 6,3 % un an plus tôt. Cette



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure .. 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

évolution de l'indice qui intervient dans un contexte de net repli de l'inflation dans l'Union, s'explique par une décélération du rythme de progression du chiffre d'affaires des ventes de produits alimentaires (+2,3 % contre +4,8 %) et pétroliers (+2,5 % contre +8,2 %), ainsi que des matériaux roulants (+4,2 % contre +14,7 %).

L'indice du chiffre d'affaires dans les services marchands (hors services financiers) est ressorti en hausse de 4,6 % en 2024, stable par rapport aux réalisations de l'année précédente. Cette évolution est due notamment à la bonne tenue des activités

dans le secteur des transports au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, aux services de soutien au bureau au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo ainsi que la performance des activités d'information et de communication, notamment au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Niger.

S'agissant de l'indice des activités dans les services financiers, il a enregistré une décélération de 13,6 % en 2024, après une hausse de 15,3 % un an plus tôt, en lien essentiellement avec le ralentissement de la dynamique du volume des crédits bancaires.

1.2.2 - ÉVOLUTION DES PRIX À LA CONSOMMATION

TAUX D'INFLATION
EN MOYENNE ANNUELLE

3,5 % (2024)

3,7 % (2023)

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 3,5 % en 2024 contre 3,7 % en 2023.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à 3,5 % en 2024 contre une réalisation de 3,7 % en 2023. Ce léger repli est lié, d'une part, à la dynamique baissière des cours mondiaux des produits alimentaires importés par les pays de l'Union, dont l'indice a enregistré une baisse de 3,2 % au cours de l'année 2024, après une contraction de 9,8 % un an plus tôt, ce qui a contribué à une diminution des prix des produits importés. D'autre part, le ralentissement modéré des prix en 2024 s'explique par l'absence de tension sur le prix des produits pétroliers. En effet, les prix à la pompe des carburants ont



baissé au Niger à partir du mois de juillet 2024, au Togo en décembre 2024 et sont restés stables dans les autres pays. Il en résulte une décélération de la hausse des prix au niveau de la fonction transport (+1,3 % en 2024 contre +6,7 % en 2023). En outre, la décélération du niveau des prix en 2024 s'explique par le repli observé au niveau de la fonction « logement » (+3,6 % contre +4,7 %). En ce qui concerne le ralentissement de la fonction « logement », il est imputable à la baisse des prix des combustibles solides (bois et charbon de bois notamment) et liquides (pétrole lampant).

Toutefois, l'inflation demeure à un niveau élevé en raison de la hausse modérée de l'offre (+2,0 %) de céréales locales au terme de la campagne agricole 2023/2024, conjuguée à la persistance de certaines entraves dans les circuits d'approvisionnement, en relation avec les mesures de restriction des échanges prises par certains pays. Sur cette base, les prix des denrées alimentaires locales ont enregistré des augmentations sensibles de 4,8 % en 2024 contre 3,7 % en 2023.

La décélération des prix devrait se poursuivre en 2025, avec un taux d'inflation prévu à 2,7 %, en rapport avec l'amélioration attendue de l'offre domestique de denrées vivrières locales. Cette évolution résulte de la mise sur les marchés des récoltes de la campagne

2024/2025 et des tendances projetées des cours des produits pétroliers et alimentaires importés par les pays de l'Union.

En effet, les premières estimations communiquées par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) indiquent une progression globalement satisfaisante du niveau de la production céréalière de la campagne 2024/2025 dans la majorité des pays de l'Union, notamment au Burkina (+18,1 %), en Côte d'Ivoire (+17,2 %), au Niger (+9,1 %), en Guinée-Bissau (+8,9 %) et au Mali (+6,7 %). Au Bénin, la production est ressortie quasi-stable (+0,5 %). Toutefois, la production a baissé au Togo (-5,0 %) et a fortement chuté au Sénégal¹ (-48,1 %).

Tableau 4 : VARIATION DES PRIX À LA CONSOMMATION EN 2023 ET 2024 (en %)

	2023		2024	
	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre
Bénin	2,7	0,4	1,2	-0,4
Burkina	0,7	1,0	4,2	4,9
Côte d'Ivoire	4,4	3,9	3,5	2,1
Guinée-Bissau	7,2	3,1	3,7	5,7
Mali	2,1	-0,5	3,2	4,9
Niger	3,7	7,2	9,1	4,7
Sénégal	5,9	0,8	0,8	0,3
Togo	5,3	3,5	2,9	1,2
UEMOA	3,7	2,5	3,5	2,6

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique, BCEAO.

Par ailleurs, le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable à l'Union de 3,6 pdp en 2024.

1 : En lien avec les fortes inondations et débordement de fleuve qui ont réduit les superficies cultivées.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure .. 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

Au cours de l'année 2024, les Gouvernements des pays de l'Union ont pris des mesures visant à lutter contre l'inflation et renforcer le pouvoir d'achat des ménages. Ces mesures ont notamment porté sur la baisse du prix des produits alimentaires tels que le riz, le sucre,

l'huile raffinée et la baguette de pain, ainsi que l'organisation d'opérations de vente du riz à prix modéré. Les actions de soutien aux ménages ont également porté sur la réduction du prix à la pompe des hydrocarbures et du ciment.

1.2.3 - FINANCES PUBLIQUES ET SITUATION DE LA DETTE EXTÉRIEURE

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA

La gestion des finances publiques dans l'Union s'est soldée par une réduction du déficit budgétaire, en liaison avec une progression plus rapide des recettes budgétaires, comparativement aux dépenses publiques.

Les recettes budgétaires sont ressorties à 22.396,6 milliards à fin décembre 2024, soit une augmentation de 2.201,2 milliards (soit 10,9 %) par rapport à l'année précédente. Cette dynamique a principalement été impulsée par l'évolution favorable des recettes fiscales, sous l'effet de la bonne tenue de l'activité économique et de la poursuite des réformes visant à accroître la mobilisation des impôts et taxes par les administrations fiscales et douanières. Celles-ci se sont notamment accrues de 11,3 % en valeur nominale pour s'établir à 19.619,7 milliards. Dans ces conditions, la pression fiscale s'est établie, à l'échelle communautaire, à 14,6 % à fin décembre 2024 contre 14,3 % un an plus tôt. Les dons ont toutefois diminué de 100,7 milliards (-8,3 %) pour se chiffrer à 1.116,6 milliards à fin décembre 2024. En conséquence, les recettes budgétaires et dons des États membres de l'Union se sont inscrits en hausse de 9,8 %, pour atteindre 23.513,2 milliards, soit 17,5 % du PIB.

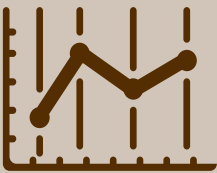
Les dépenses et prêts nets se sont élevés à 30.366,8 milliards, soit une augmentation de 1.289,5 milliards ou 4,4 % par rapport à décembre 2023. Cette évolution émane notamment de la progression des dépenses en capital (+7,8 %) et des dépenses courantes (+4,3 %). L'amélioration des dépenses d'investissement témoigne de la poursuite des chantiers inscrits dans les plans de développement des États membres. En ce qui concerne l'augmentation des charges courantes, elle est principalement liée à l'accroissement des intérêts sur la dette publique (+16,0 %), des dépenses de personnel (+6,8 %) et, dans une moindre mesure, des transferts et subventions (+2,9 %). La hausse de la masse salariale reflète, entre autres, l'incidence financière des nouveaux recrutements et des avancements catégoriels dans la fonction publique.

Eu égard aux évolutions susvisées, le déficit global (base engagements, dons compris) s'est réduit de 811,0 milliards, pour s'établir à 6.853,6 milliards (5,1 % du PIB) à fin décembre 2024 contre 7.664,6 milliards (6,2 % du PIB) en 2023.



RECETTES BUDGÉTAIRES :

→ 22.396,6 MILLIARDS À FIN DÉCEMBRE 2024.
EN HAUSSE DE 2.201,2 MILLIARDS
OU 10,9 % PAR RAPPORT
À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.



DÉFICIT GLOBAL,
BASE ENGAGEMENTS, DONCS COMPRIS :

→ 6.853,6 MILLIARDS À FIN DÉCEMBRE 2024,
(5,1 % DU PIB) CONTRE 7.664,6 MILLIARDS
(6,2 % DU PIB) EN 2023.



DÉPENSES ET PRÊTS NETS :

→ 30.366,8 MILLIARDS À FIN DÉCEMBRE 2024
EN HAUSSE DE 4,4 %
PAR RAPPORT À 2023.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

Tableau 5 : SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES EN 2023 ET 2024 (en milliards de FCFA, sauf indications contraires)				
	Décembre 2023 (1)	Décembre 2024* (2)	Variation (2) – (1)	
			(en milliards)	(en %)
Recettes budgétaires et dons	21 412,7	23 513,2	2 100,5	9,8
(en % du PIB)	17,4	17,5	-	-
Recettes budgétaires	20 195,4	22 396,6	2 201,2	10,9
Recettes fiscales	17 625,7	19 619,7	1 994,0	11,3
(en % du PIB)	14,3	14,6	-	-
Autres recettes (y compris non fiscales)	2 569,7	2 776,9	207,2	8,1
Dons	1 217,3	1 116,6	-100,7	-8,3
Dépenses totales et prêts nets	29 077,3	30 366,8	1 289,5	4,4
(en % du PIB)	23,7	22,6	-	-
Dépenses courantes	18 125,6	18 897,7	772,1	4,3
masse salariale	6 791,5	7 256,2	464,7	6,8
transferts et subventions	4 186,5	4 309,6	123,1	2,9
intérêts de la dette	2 812,8	3 262,4	449,6	16,0
autres dépenses courantes	4 334,8	4 069,5	-265,3	-6,1
Dépenses en capital	9 494,2	10 238,7	744,5	7,8
(en % du PIB)	7,7	7,6	-	-
Autres dépenses	1 412,5	1 242,6	-169,9	-12,0
Prêts nets	45,0	-12,2	-57,2	-127,1
Solde base engagements, dons compris	-7 664,6	-6 853,6	811,0	-10,6
(en % du PIB)	-6,2	-5,1	-	-
Solde base caisse, dons compris	-7 728,2	-6 874,8	853,4	-11,0
(en % du PIB)	-6,3	-5,1	-	-

(*) Estimations.
Sources : Services Nationaux, BCEAO.

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources
extérieures et situation
de la dette extérieure

Les États membres de l’UEMOA ont bénéficié de l’appui des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) au cours de l’année 2024, en vue de la mise en œuvre de leurs projets de développement. A cet effet, ils ont notamment mobilisé des ressources extérieures auprès de la Banque Mondiale (1.609,6 milliards).

Dans le cadre de leur Programme Economique et Financier (PEF) appuyé par le FMI, plusieurs pays de l’Union, à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d’Ivoire, la Guinée-Bissau, le Niger et le Togo ont reçu des ressources d’un montant global de 1.116,9 milliards. Sur ce total, le Burkina, la Guinée-Bissau et le Togo ont obtenu, respectivement, 39,2 milliards, 13,7 milliards et 77,5 milliards au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC). Pour leur part, le Bénin, la Côte d’Ivoire et le Niger ont bénéficié d’un décaissement cumulé de 986,5 milliards dans le cadre des programmes appuyés par le Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC), la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) du Fonds.

Par ailleurs, trois pays de l’Union ont levé des ressources d’un montant global de

2.663,9 milliards de FCFA sur les marchés internationaux, par le biais d’émissions d’euro-obligations. La Côte d’Ivoire est intervenue sur lesdits marchés, en janvier 2024, pour mobiliser un montant de 2,6 milliards de dollars (1.576,7 milliards de FCFA). Le Bénin a émis, pour sa part, en février 2024, des obligations internationales pour un montant de 750 millions de dollars, soit 456,2 milliards de FCFA. Quant au Sénégal, ses interventions ont porté, en juin et octobre 2024, sur un montant cumulé de 1.050 millions de dollars, équivalant à 631,0 milliards de FCFA. En outre, les États de l’Union ont obtenu des ressources auprès des banques commerciales étrangères et d’autres partenaires privés, à hauteur de 3.818,2 milliards de FCFA. ²

Les données disponibles sur la dette extérieure font état d’un accroissement du stock de la dette publique extérieure de 9,6 %, soit 4.370,3 milliards en 2024 contre celui de 12,8 % l’année précédente. En pourcentage du PIB, la dette extérieure représente 37,0 % en 2024 contre 36,9 % un an plus tôt.

2 : Il s’agit des décaissements retracés dans les comptes des États membres à la BCEAO.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 4

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 11

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 13

1.2 – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 17

1.2.1 - Produit intérieur brut 17

1.2.1.1 - Production agricole 19

1.2.1.2 - Production minière 20

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 21

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 22

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure .. 24

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de L'UEMOA 24

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 27

1.2.4 - Balance des paiements 28

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

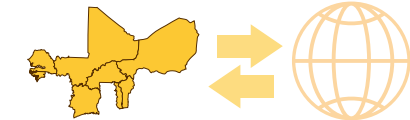
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.2.4 - BALANCE DES PAIEMENTS



SOLDE GLOBAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS RESSORTI
EXCÉDENTAIRE DE **3.013,9** MILLIARDS CONTRE UN DÉFICIT
DE **3.530,4** MILLIARDS EN 2023.

Les échanges extérieurs se sont traduits, en 2024, par une forte amélioration du solde global de la balance des paiements en ligne avec l'amélioration des termes de l'échange, la mobilisation des ressources sur les marchés financiers internationaux par trois États membres et le renforcement des productions extractives (pétrole, gaz et minerais) dans l'Union.

En 2024, le déficit du compte courant a diminué de 3 points, par rapport à 2023, pour ressortir à 6,4 % du PIB. Cette amélioration découlerait de

l'évolution favorable de la balance des biens et services, en lien avec une augmentation des exportations des biens et services (+13,2 %) plus importante que celle des importations (+0,6 %). La vigueur des exportations reflète les effets de la mise en production des unités pétrolières au Niger et au Sénégal ainsi que l'accroissement des capacités des unités déjà existantes en Côte d'Ivoire. S'agissant des importations, leur hausse est en lien avec la dynamique des importations de biens de consommation courante (+4,6 %) et de produits pétroliers (+2,3 %).

Tableau 6 : ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS SUR LA PÉRIODE 2022-2024
(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

	2022	2023	2024 (*)
Balance commerciale	-5 140,5	-4 453,1	-929,6
Balance des services	-6 411,8	-7 306,3	-7 410,1
Solde du compte des transactions courantes	-11 021,1	-11 488,5	-8 594,6
Solde du compte des transactions courantes (en % PIB)	-9,9	-9,4	-6,4
Solde du compte des transactions courantes hors dons (en % PIB)	-10,3	-9,6	-6,6
Solde du compte de capital	1 373,2	1 409,9	1 338,8
Solde des comptes des transactions courantes et de capital ((+) Excédent de Financement (-) Besoin de Financement)	-9 647,9	-10 078,6	-7 255,8
Solde du compte financier	-6 864,9	-7 017,4	-9 414,1
Solde global	-3 343,1	-3 530,4	3 013,9
Réévaluations	54,5	221,6	651,0
Variation des AEN	3 288,7	3 308,8	-3 664,9
PIB nominal	111 182,3	120 255,5	134 527,2

Source : BCEAO (*) Estimations

Le déficit de la balance des services est ressorti en légère hausse (+1,4 %) par rapport à son niveau de 2023, en relation notamment avec l'alourdissement de la facture du fret (+1,6 %) dont les effets ont été atténués par la hausse des recettes touristiques (+11,5 %). Le solde déficitaire du revenu primaire s'est aggravé de 14,0 %, pour ressortir à 4.054,7 milliards en 2024, imputable aux paiements des intérêts sur la dette extérieure. L'excédent du compte du revenu secondaire est ressorti à 3.799,8 milliards en 2024 contre 3.828,1 milliards en 2023, en lien essentiellement avec l'augmentation des envois de fonds des migrants (+26,2 %), atténuée par le repli des aides budgétaires (-22,6 %).

L'excédent du compte de capital ressortirait à 1.338,8 milliards contre 1.409,9 milliards un an plus tôt, en liaison avec l'accroissement des dons-projets dans certains pays de l'UEMOA. Les entrées nettes de capitaux au

titre du compte financier sont ressorties en hausse de 34,2 %, en raison notamment des investissements de portefeuille à la suite du retour de certains Etats de l'Union sur les marchés internationaux des capitaux. En effet, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont émis des eurobonds pour un montant total net de 1.983,1 milliards. Cette orientation favorable des flux financiers entrants a été atténuée par la baisse des tirages publics nets des Etats (-6,9 %). La réduction de 20,5 % des entrées nettes des Investissements Directs Etrangers (IDE), dans un contexte où certains projets, en particulier le pipeline Niger-Bénin et la phase 1 du projet pétrolier du Sénégal sont arrivés à leur terme, a contribué à la baisse des entrées de ressources au chapitre du compte financier. Dans ces conditions, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 3.013,9 milliards contre un déficit de 3.530,4 milliards en 2023.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE 32

2.2 - ACTION MONÉTAIRE 32

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 32

2.2.2 - Réserves obligatoires 33

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT 34

2.3.1 - Opérations d'open market 34

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 35

2.3.3 - Marché interbancaire 35

2.4 - EVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES..... 38

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets 38

2.4.2 - Créances intérieures 38

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 38

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 39

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 40

2.5 - Evolution des taux débiteurs 41

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



POLITIQUE MONÉTAIRE

2.1 - Objectifs de la politique monétaire.....32

2.2 - Action monétaire.....32

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 32

2.2.2 - Réserves obligatoires 33

2.3 - Opérations sur le marché monétaire et conditions
de financement.....34

2.3.1 - Opérations d'open market 34

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement.....35

2.3.3 - Marché interbancaire 35

2.4 - Evolution des agrégats monétaires.....38

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets 38

2.4.2 - Créances intérieures 38

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique
Centrale (APUC).....38

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 39

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire.....40

2.5 - Evolution des taux débiteurs 41

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE 32

2.2 - ACTION MONÉTAIRE 32

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 32

2.2.2 - Réserves obligatoires 33

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT 34

2.3.1 - Opérations d'open market 34

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 35

2.3.3 - Marché interbancaire 35

2.4 - EVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES..... 38

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets 38

2.4.2 - Créances intérieures 38

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 38

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 39

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 40

2.5 - Evolution des taux débiteurs 41

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

POLITIQUE MONÉTAIRE

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

La réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO, entrée en vigueur en avril 2010, a établi la stabilité des prix comme objectif principal de la politique monétaire de la Banque Centrale. Sans préjudice de cet objectif, la politique monétaire vise également à soutenir les politiques économiques des États membres de l'UEMOA pour une croissance durable.

De manière opérationnelle, l'objectif de stabilité des prix est défini comme un taux d'inflation de 2,0 % avec une marge de plus ou moins 1,0 % sur une période de 24 mois. Pour réaliser cet objectif, la Banque Centrale appréhende les risques potentiels pour la stabilité des prix et la croissance sur la base de son analyse de l'environnement macroéconomique interne et externe, effectuée chaque trimestre dans son rapport sur la politique monétaire.

2.2 - ACTION MONÉTAIRE



LES MESURES DE POLITIQUE MONÉTAIRE PRISES AU COURS DE L'ANNÉE 2024 :

- ➔ Maintien de l'orientation de la politique monétaire entamée depuis juin 2022. Le principal taux directeur est demeuré à 3,5 % et le taux de prêt marginal à 5,5 % tout au long de l'année 2024, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.
- ➔ Maintien des coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques. Le taux est resté fixé à 3,0 % en 2024, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2017.



LES MESURES DE RÉGULATION DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE :

- ➔ Poursuite des adjudications à taux variables sur le guichet hebdomadaire et le guichet mensuel.
- ➔ Mise en œuvre d'une politique appropriée de régulation de la liquidité pour préserver l'équilibre extérieur, tout en couvrant les besoins réels des banques.

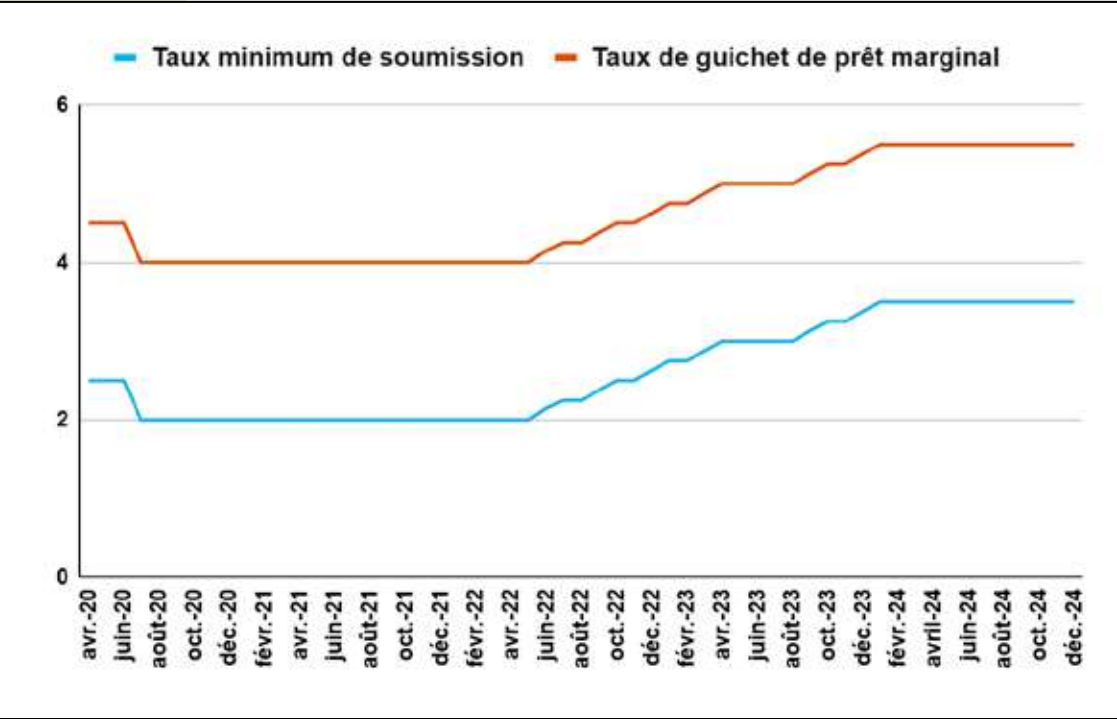
2.2.1 - POLITIQUE DES TAUX D'INTÉRÊT

En 2024, bien que l'inflation ait amorcé une tendance à la baisse, elle est demeurée relativement élevée (supérieure à 3 %) et accompagnée de risques haussiers. Dans ce contexte, la Banque Centrale a maintenu inchangés ses taux directeurs durant toute l'année 2024.

Ainsi, le taux minimum de soumission aux adjudications, principal taux directeur de la

BCEAO, ainsi que le taux du guichet de prêt marginal sont demeurés à 3,5 % et 5,5 % respectivement, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023. Par ailleurs, en cohérence avec l'orientation donnée par le CPM, la BCEAO a poursuivi les adjudications à taux variables sur ses principaux guichets de refinancement (hebdomadaire et mensuel).

Graphique 12 : ÉVOLUTION DES TAUX DIRECTEURS DE LA BCEAO (en %)



Sources : BCEAO

2.2.2 - RÉSERVES OBLIGATOIRES

La Banque Centrale a maintenu le coefficient de réserves obligatoires (RO) applicable aux banques de l'Union à 3,00 %, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2017. Au cours de l'année 2024, les réserves effectivement constituées par les banques de l'Union ont représenté, en moyenne, 197,57 % des réserves requises contre 202,87 % l'année précédente.

A titre de rappel, la Banque Centrale a opté pour un taux unique de RO applicable à toutes les banques de l'Union depuis le 16 décembre 2010, pour tenir compte de l'unicité du marché. Le tableau ci-après présente l'historique des taux de réserves obligatoires.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE 32

2.2 - ACTION MONÉTAIRE 32

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 32

2.2.2 - Réserves obligatoires 33

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT 34

2.3.1 - Opérations d'open market 34

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 35

2.3.3 - Marché interbancaire 35

2.4 - EVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES..... 38

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets 38

2.4.2 - Créances Intérieures 38

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 38

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 39

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 40

2.5 - Evolution des taux débiteurs 41

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

POLITIQUE MONÉTAIRE

Tableau 7 : COEFFICIENTS DE RÉSERVES OBLIGATOIRES APPLICABLES AUX BANQUES (en %)					
	Du 16 juin 2009 au 15 mai 2010	Du 16 mai au 15 déc. 2010	Du 16 déc. 2010 au 15 mars 2012	Du 16 mars 2012 au 15 mars 2017	Depuis le 16 mars 2017
En pourcentage (%)					
Bénin	9,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Burkina	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Côte d'Ivoire	5,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Guinée-Bissau	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Mali	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Niger	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Sénégal	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Togo	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0

Source : BCEAO

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT

2.3.1 - OPÉRATIONS D’OPEN MARKET

Au niveau de la régulation de la liquidité bancaire, la BCEAO a poursuivi, conformément aux orientations du CPM, ses opérations d’injection par voie d’appels d’offres à taux variables. Les volumes injectés ont été calibrés de sorte à couvrir les besoins réels du système et à assurer un bon fonctionnement du marché.

Pour offrir une plus grande flexibilité aux établissements de crédit dans leur gestion de trésorerie, les injections ont été plus importantes sur **le guichet hebdomadaire des appels d'offres** qui demeure le principal

guichet de refinancement. A ce titre, les montants injectés ont atteint 8.075,0 milliards en décembre 2024 contre 6.200,0 milliards un an plus tôt. Le montant moyen des injections hebdomadaires de liquidité en 2024 est ressorti à 7.497,0 milliards, en hausse de 1.255,6 milliards par rapport à son niveau en 2023. Le taux moyen annuel sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 5,50 % en 2024 contre 4,01 % en 2023.

Concernant le **guichet mensuel des appels d'offres**, le montant injecté par la Banque Centrale s’est situé à 325,0 milliards à fin

décembre 2024 contre 675,0 milliards une année plus tôt. Les demandes satisfaites, en moyenne en 2024, se sont situées à 492,0 milliards contre 1.383,2 milliards en 2023. Le taux moyen annuel sur le guichet mensuel est ressorti à 5,50 % en 2024 contre 4,09 % en 2023.

Sur le **guichet de relance** dédié aux obligations de relance (OdR), les volumes mis en adjudication sont ressortis en moyenne à 248,6 milliards en 2024 contre 723,3 milliards en 2023. L’encours des engagements des banques sur ce guichet de 6 mois de maturité est passé à 175,0 milliards à fin décembre 2024, après 575,0 milliards à la même période de l’année précédente.

2.3.2 - OPÉRATIONS SUR LES GUICHETS PERMANENTS DE REFINANCEMENT

Sur le **guichet de prêt marginal**, l'encours de refinancement à fin décembre 2024 s’est établi à 850,3 milliards contre 975,0 milliards à fin décembre 2023.

S'agissant du **guichet spécial de refinancement**³, aucun engagement vis-à-vis de la BCEAO n'y a été relevé en 2024.

2.3.3 - MARCHÉ INTERBANCAIRE

Le volume moyen des transactions, toutes maturités confondues, s'est élevé à 748 milliards de FCFA en 2024 contre 704 milliards de FCFA en 2023, soit une progression de 6 %. Les opérations ont couvert des maturités allant d’un jour à douze mois. Les compartiments à une semaine et à un jour ont été les plus actifs, représentant respectivement 61 % et 29 % du volume moyen des transactions contre 62 % et 28 % en 2023. Rapporté au montant moyen des injections de liquidité, le volume des opérations interbancaires est ressorti à 8,6 % en 2024 contre 8,4 % en 2023.

S’agissant des taux d’intérêt, le compartiment à une semaine a enregistré une hausse du taux d’intérêt moyen pondéré de 5,37 % en 2023 à 6,71 % en 2024.

3 : Le guichet spécial de refinancement est entré en vigueur en janvier 2014 et permet aux banques de lever des ressources à leur initiative pour des durées allant de trois à douze mois, au taux du guichet de prêt marginal, avec des supports dont la durée de vie résiduelle est supérieure à cinq ans.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE 32

2.2 - ACTION MONÉTAIRE 32

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 32

2.2.2 - Réserves obligatoires 33

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT 34

2.3.1 - Opérations d'open market 34

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 35

2.3.3 - Marché interbancaire 35

2.4 - EVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES..... 38

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets 38

2.4.2 - Créances intérieures 38

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 38

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 39

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 40

2.5 - Evolution des taux débiteurs 41

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

POLITIQUE MONÉTAIRE

Tableau 8 : ÉVOLUTION DES TAUX INTERBANCAIRES EN 2024 (moyenne pondérée en pourcentage)								
	1 jour	1 semaine	2 semaines	1 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Janvier	5,33	5,91	6,27	6,23	-	5,80	-	-
Février	5,89	5,85	6,01	5,44	5,52	5,76	6,25	-
Mars	5,69	5,91	6,39	5,80	5,71	5,75	-	-
Avril	5,72	6,05	6,25	5,78	7,05	6,00	-	5,76
Mai	5,83	6,13	6,38	5,92	6,06	5,69	-	-
Juin	5,76	6,10	6,46	5,78	6,12	6,06	-	-
Juillet	5,84	6,13	6,48	6,03	5,99	5,57	-	-
Août	5,89	6,02	6,42	6,15	6,54	5,60	-	-
Septembre	6,01	6,15	6,46	6,66	5,77	5,67	-	-
Octobre	5,74	6,18	6,29	6,06	5,69	5,94	-	-
Novembre	5,96	6,19	6,31	5,95	5,87	5,63		5,10
Décembre	5,98	6,34	6,40	6,09	6,20	5,66		5,39
Moyenne	6,22	6,71	6,87	6,50	6,73	6,15	6,25	5,65

Source : BCEAO.

Tableau 9 : ÉVOLUTION DES PRÊTS INTERBANCAIRES DANS L'UMOA EN 2024 (en millions de FCFA)					
	Montants moyens		Encours moyen des prêts	Fourchettes des taux (en %)	Durées des prêts
	Total	dont UMOA			
Janvier	477 410	362 490	518 567	5,33 à 6,27	1 jour à 6 mois
Février	461 640	349 990	381 835	5,44 à 6,25	1 jour à 9 mois
Mars	732 821	487 794	598 793	5,69 à 6,39	1 jour à 6 mois
Avril	681 340	454 090	649 016	5,72 à 7,05	1 jour à 12 mois
Mai	846 636	621 777	711 882	5,69 à 6,38	1 jour à 6 mois
Juin	740 462	548 518	683 812	5,76 à 6,46	1 jour à 6 mois
Juillet	828 605	599 741	816 494	5,57 à 6,48	1 jour à 6 mois
Août	797 357	555 851	804 718	5,60 à 6,54	1 jour à 6 mois
Septembre	735 293	503 598	829 451	5,67 à 6,66	1 jour à 6 mois
Octobre	883 779	600 713	912 918	5,69 à 6,29	1 jour à 6 mois
Novembre	966 581	641 496	989 784	5,10 à 6,31	1 jour à 12 mois
Décembre	827 045	598 942	890 390	5,39 à 6,40	1 jour à 12 mois
Moyenne	748 247	527 083	732 305		

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE 32

2.2 - ACTION MONÉTAIRE 32

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 32

2.2.2 - Réserves obligatoires 33

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT 34

2.3.1 - Opérations d'open market 34

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 35

2.3.3 - Marché interbancaire 35

2.4 - EVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES 38

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets 38

2.4.2 - Créances Intérieures 38

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 38

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 39

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 40

2.5 - Evolution des taux débiteurs 41

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

POLITIQUE MONÉTAIRE

2.4 - ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES

La situation monétaire de l'Union pour l'année 2024 a été marquée par une progression de la masse monétaire de 8,8 %, après 3,5 % en 2023. L'évolution favorable des comptes extérieurs et les concours des banques à l'économie ont renforcé la dynamique de la masse monétaire.

2.4.1 - ACTIFS EXTÉRIEURS NETS

Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôts ont enregistré une hausse de 3.664,9 milliards pour ressortir à 4.814,1 milliards, à fin décembre 2024. Cette évolution s'explique par l'augmentation de 3.359,6 milliards des Actifs Extérieurs Nets de la Banque Centrale, et de celle de 305,3 milliards des banques. Le niveau des réserves de change s'est en particulier renforcé et permet d'assurer, à fin décembre 2024, une couverture de l'émission monétaire confortable de 66,6 % contre 56,3 % l'année précédente.

2.4.2 - CRÉANCES INTÉRIEURES

L'encours des créances intérieures a augmenté de 3.688,5 milliards ou 6,4 %, par rapport à son niveau de fin décembre 2023, pour se situer à 61.758,3 milliards, à fin décembre 2024. Cette évolution est induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur

l'Administration Publique Centrale (APUC) et des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union.

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC)

Au cours de l'année 2024, les États ont eu recours au marché financier régional de la dette publique pour contenir leur déficit budgétaire. Ainsi, les créances nettes des banques sur l'APUC se sont consolidées de 2.187,7 milliards, soit une hausse de 12,7 %. En particulier, l'encours de leur portefeuille de titres publics s'est accru de 13,8 % à fin décembre 2024, passant de 17.819,1 milliards à 20.278,0 milliards.

Au niveau de la BCEAO, les créances nettes ont enregistré une diminution de 58,0 milliards (-0,9 %), en lien avec la hausse des engagements de la Banque Centrale (+394,3 milliards, dont 392,9 milliards de dépôts), atténuée par l'augmentation des créances sur la Banque Centrale (+336,3 milliards). En définitive, les créances nettes de l'ensemble des institutions de dépôt sur les administrations publiques centrales ont augmenté de 2.129,7 milliards dans l'année, soit 9,0 %.

Tableau 10 : CRÉANCES NETTES DES INSTITUTIONS DE DÉPÔT SUR L'APUC
(en milliards de FCFA)

	Déc. 2023	Déc. 2024	Variation annuelle
Créances nettes sur les APUC	23 750,2	25 879,9	2 129,7
Créances des institutions de dépôts	30 194,9	33 123,3	2 928,4
Crédits	10 339,2	11 063,1	723,9
Portefeuilles de titres publics	19 839,1	22 043,5	2 204,4
Autres créances	16,6	16,8	0,2
Engagements des institutions de dépôts	6 444,7	7 243,4	798,7
Encaisses du Trésor à la Banque Centrale	30,2	33,5	3,3
Dépôts	6 218,3	6 999,0	780,7
Autres engagements	196,1	210,9	14,8

Source : BCEAO.

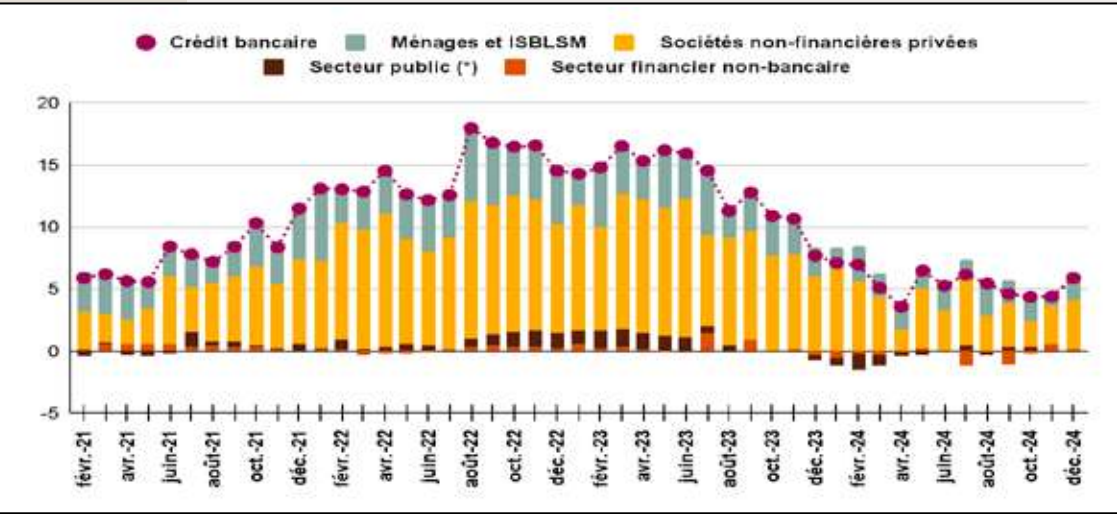
2.4.2.2 - Créances sur l'économie

Le rythme de progression des créances des institutions de dépôt sur les secteurs de l'économie, autres que l'administration centrale, a ralenti pour ressortir à 4,5 % à fin décembre 2024, après 9,4 % en 2023.

Cette évolution du crédit est imputable à un accroissement moindre des crédits bancaires

au secteur privé (+1.884,6 milliards contre 2.508,6 milliards un an plus tôt). Les crédits accordés aux entreprises privées ont progressé de 6,5 % et ceux accordés aux ménages et aux Institutions sans but lucratif au service des Ménages (ISBLSM) ont évolué de 6,0 % à fin décembre 2024. A la même période en 2023, ces taux étaient respectivement de 10,1 % et 7,6 %.

Graphique 13 : CROISSANCE ANNUELLE DU CRÉDIT BANCAIRE (en points de pourcentage)



Source : BCEAO

(*) Administrations locales et Sociétés non-financières publiques

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE 32

2.2 - ACTION MONÉTAIRE 32

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 32

2.2.2 - Réserves obligatoires 33

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT 34

2.3.1 - Opérations d'open market 34

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 35

2.3.3 - Marché interbancaire 35

2.4 - EVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES..... 38

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets 38

2.4.2 - Créances Intérieures 38

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 38

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 39

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 40

2.5 - Evolution des taux débiteurs 41

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

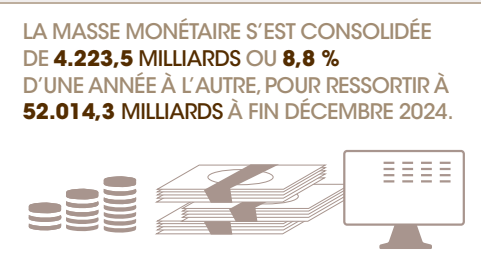
ANNEXES 123

POLITIQUE MONÉTAIRE

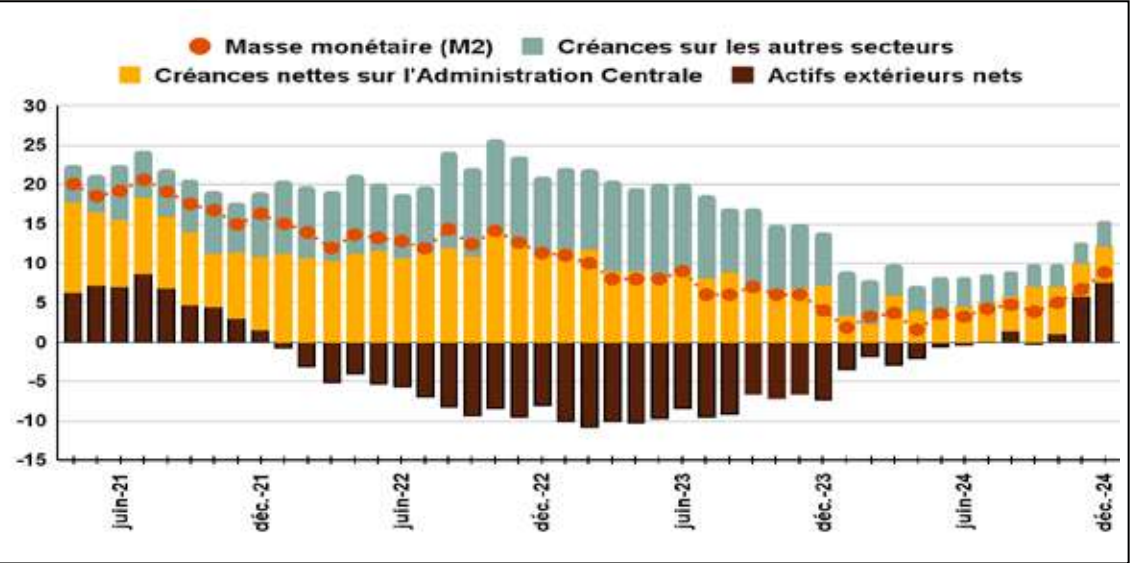
2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire

En liaison avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 4.223,5 milliards ou 8,8 % d'une année à l'autre, pour ressortir à 52.014,3 milliards à fin décembre 2024. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit par la hausse des dépôts (+2.450,4 milliards ou +6,6 %) et de la circulation fiduciaire (+1.773,0 milliards ou +16,6 %) qui s'est établie à 12.447,0 milliards. Dans le même sens, la base monétaire a augmenté de 3.129,6 milliards ou 20,7 %, pour se situer à 18.249,1 milliards à fin décembre 2024. Cette évolution est portée par la

croissance de ses différentes contreparties. Les concours aux banques et aux établissements financiers ont augmenté de 797,5 milliards et les Actifs Extérieurs Nets de la Banque Centrale ont enregistré une hausse de 3.359,6 milliards. Les créances nettes sur les administrations publiques centrales ont baissé de 54,7 milliards, en lien notamment avec l'accumulation des dépôts des États auprès de la BCEAO (+392,9 milliards) et la contraction de l'encours du portefeuille de titres publics acquis par la Banque dans le cadre du programme spécial de rachat de 2023 (-254,5 milliards) du fait des tombées d'échéances sur les titres rachetés.



Graphique 14 : CROISSANCE ANNUELLE DE LA MASSE MONÉTAIRE (en %)



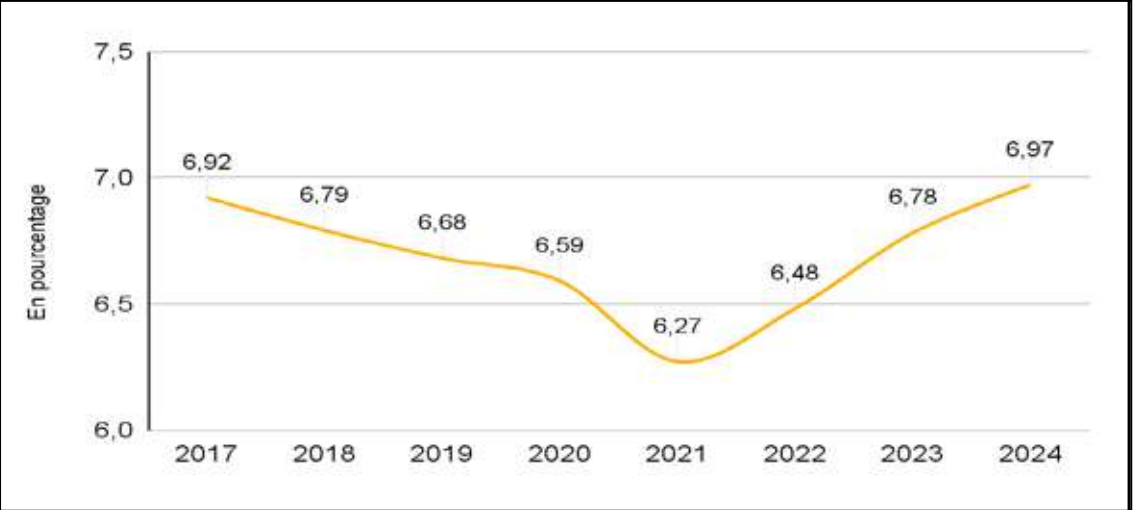
Source : BCEAO

2.5 - ÉVOLUTION DES TAUX DÉBITEURS

Au titre du suivi des conditions de banque, un léger renchérissement du coût du crédit a été relevé dans la plupart des pays de l'UEMOA en 2024, nonobstant les mesures de stabilité des taux directeurs adoptées par la Banque

Centrale. En effet, le taux d'intérêt débiteur moyen dans l'Union est passé de 6,78 % en 2023 à 6,97 % en 2024, soit une hausse de 19 points de base.

Graphique 15 : ÉVOLUTION DES TAUX DÉBITEURS DANS L'UNION (en %)



Source : BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

3.1 – SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE..... 44

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 44

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 46

3.1.3 - Notation des entreprises non financières..... 47

3.1.3.1 - Cadre conceptuel de la notation 47

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières
disponibles à la Centrale des bilans 47

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 48

3.1.5 - Situation financière des institutions de microfinance..... 49

3.2 – PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 50

3.3 – MARCHÉ FINANCIER..... 51

3.3.1 - Ressources mobilisées par les États sur le marché primaire 51

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional..... 51

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 53

3.3.2 - Évolution de l'activité boursière 54

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE..... 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT..... 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123



III SYSTÈME BANCAIRE
ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ÉCONOMIES

3.1 – SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE 44

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 44

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 46

3.1.3 - Notation des entreprises non financières..... 47

3.1.3.1 - Cadre conceptuel de la notation..... 47

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières
disponibles à la Centrale des bilans..... 47

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC)..... 48

3.1.5 - Situation financière des institutions de microfinance..... 49

3.2 – PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN
AU FINANCEMENT DES PME/PMI 50

3.3 – MARCHÉ FINANCIER..... 51

3.3.1 - Ressources mobilisées par les États sur le marché primaire..... 51

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional..... 51

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional..... 53

3.3.2 - Évolution de l'activité boursière..... 54

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

3.1 – SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE..... 44

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 44

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 46

3.1.3 - Notation des entreprises non financières.....47

3.1.3.1 - Cadre conceptuel de la notation 47

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières
disponibles à la Centrale des bilans 47

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 48

3.1.5 - Situation financière des institutions de microfinance.....49

3.2 – PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 50

3.3 – MARCHÉ FINANCIER..... 51

3.3.1 - Ressources mobilisées par les États sur le marché primaire 51

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional.....51

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 53

3.3.2 - Évolution de l'activité boursière 54

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE..... 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT..... 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

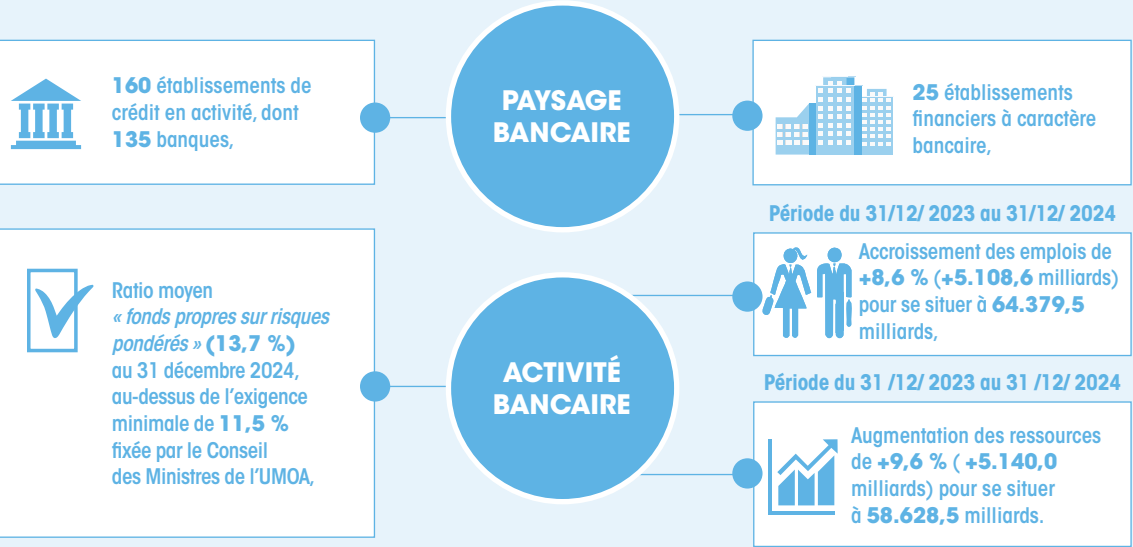
RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

3.1 - SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT
ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

3.1.1 - SITUATION FINANCIÈRE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT



Au cours de l'année 2024, les Etablissements de Crédit de l'Union ont poursuivi le financement de l'activité économique. Ainsi, à fin décembre 2024, les ressources et les emplois se sont consolidés, en glissement annuel, respectivement de 9,6 % (+5.140,0 milliards) et de 8,6 % (+5.108,6 milliards) par rapport à décembre 2023, pour ressortir à 58.628,5 milliards et 64.379,5 milliards.

La hausse des ressources est portée par celle des dépôts de 3.176,9 milliards (+7,2 %), des emprunts de 102,0 milliards (+117,2 %), des fonds propres nets de 834,2 milliards (+13,7 %), ainsi que de diverses autres ressources (+1.026,9 milliards ou +33,5 %). La structure de ces ressources, reflétant celle des banques de détail, est constituée à 80,9 % de dépôts de la clientèle, 0,3 % d'emprunts auprès de cette clientèle, 11,8 % de fonds propres nets et 7,0 % d'autres ressources.

La progression des emplois provient principalement de l'augmentation des crédits à la clientèle (+1.851,1 milliards, soit +5,3 %) et du portefeuille des titres détenus par les banques (+2.362,5 milliards, soit +11,7 %). La structure des emplois des banques demeure inchangée à fin décembre 2024, dominée par les crédits à la clientèle (57,2 %) et les titres (34,9 %). Une année auparavant, ces ratios s'étaient établis respectivement à 59,0 % et 34,0 %. La part des emplois divers est, quant à elle, passée de 7,0 % à 7,8 %.

La trésorerie des établissements de crédit, structurellement déficitaire, a progressé de 31,4 milliards (soit 0,5 %), pour s'établir à -5.751,0 milliards à fin décembre 2024 contre -5.782,3 milliards un an plus tôt.

En outre, la qualité du portefeuille du secteur bancaire s'est légèrement améliorée. Le taux brut de dégradation du portefeuille est ressorti, à fin décembre 2024, à 8,5 % contre 8,7 % en décembre 2023, en dépit d'une augmentation de 3,3 % des créances en souffrance brutes sur la période. Le taux net a baissé de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 3,3 % à fin décembre 2024.

Au plan prudentiel, le secteur bancaire est demeuré solvable sur la période récente. En effet, sur la base des déclarations des établissements de crédit à fin décembre 2024, le ratio de solvabilité global est ressorti à 13,7 %. Ce ratio est au-dessus de la norme minimale exigée de 11,5 % par le dispositif prudentiel. Le taux de conformité des établissements de crédit déclarants s'est établi à 83,3 %.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024

VUE D'ENSEMBLE

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

II POLITIQUE MONÉTAIRE

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

3.1 – SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires

3.1.3 - Notation des entreprises non financières

3.1.3.1 - Cadre conceptuel de la notation

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières disponibles à la Centrale des bilans

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC)

3.1.5 - Situation financière des institutions de microfinance

3.2 – PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI

3.3 – MARCHÉ FINANCIER

3.3.1 - Ressources mobilisées par les États sur le marché primaire

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional

3.3.2 - Évolution de l'activité boursière

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE

IX AU SEIN DE LA CEDEAO

ANNEXES

44

44

46

47

47

47

48

49

50

51

51

51

53

54

57

63

73

85

103

117

123

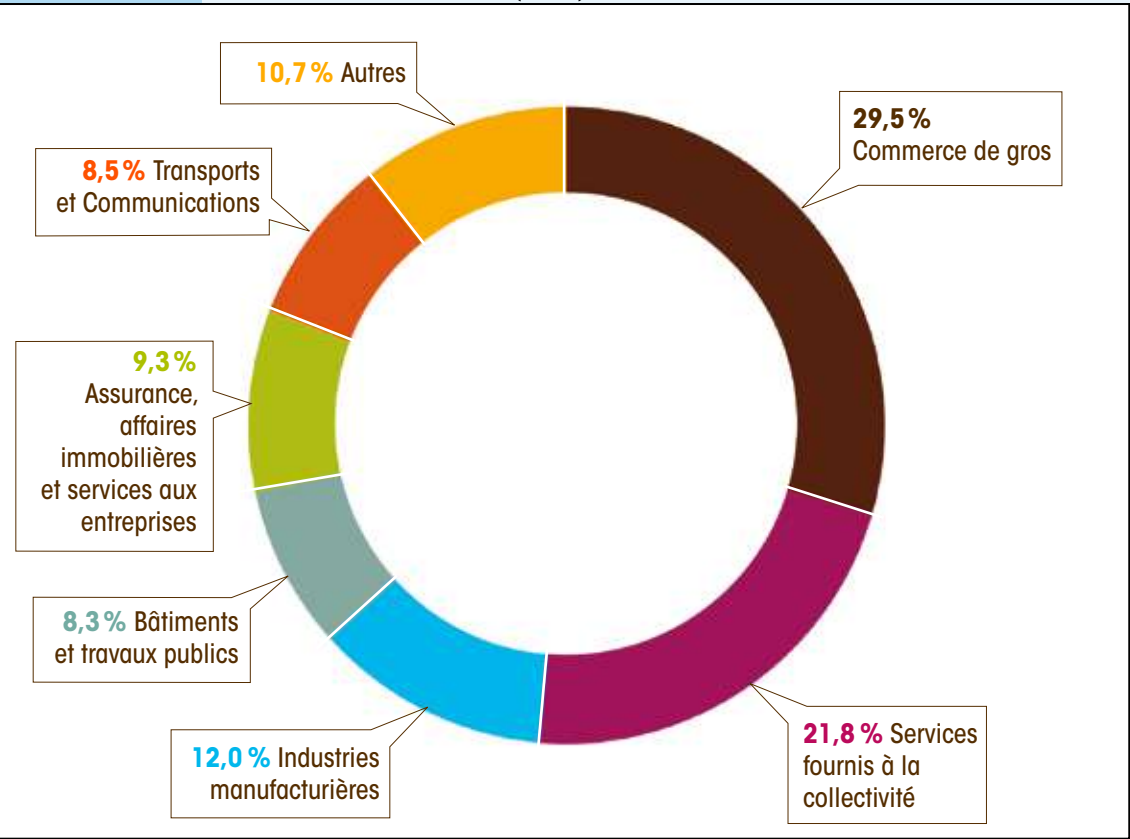
SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

3.1.2 - CENTRALISATION DES RISQUES BANCAIRES

Au titre de la centralisation des risques bancaires, l'encours global des utilisations de crédits recensées à la Centrale des risques est estimé à 19.878,3 milliards à fin décembre 2024 contre 19.017,5 milliards au 31 décembre 2023, soit une hausse de 4,5 %. Il est constitué à hauteur de 61,8 % de crédits à court terme, correspondant à un montant de 12.280,2 milliards et de 38,2 % de crédits à moyen et long termes, équivalant à 7.598,1 milliards.

Ces risques sont essentiellement concentrés dans les secteurs « *Commerce de gros* » (29,5 %), « *Services fournis à la collectivité* » (21,8 %), « *Industries manufacturières* » (12,0 %), « *Assurances, affaires immobilières et services aux entreprises* » (9,3 %), « *Transports et communications* » (8,5 %) ainsi que « *Bâtiments et travaux publics* » (8,3 %). Ces six branches d'activité représentent plus de 89,3 % des crédits déclarés à la Centrale des risques.

Graphique 16 : NIVEAUX DE CONCENTRATION DES RISQUES BANCAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (en %)



Source : BCEAO

3.1.3 - NOTATION DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES

En vue d’accroître le volume des effets privés admissibles à ses guichets de refinancement, la Banque Centrale a mis en place, en 2020, un dispositif de cotation des entreprises non financières. Après le démarrage dudit dispositif, des investigations ont été menées pour son extension à la notation afin d’associer à chaque profil de risque la probabilité de défaut des entreprises non financières de l’Union. Ainsi, au cours de l’année 2021, le dispositif de cotation a migré vers un système de notation.

A partir des probabilités de défaut ainsi calculées, il a été construit cinq classes de risque, allant de A (*classe exceptionnelle ayant la plus faible probabilité de défaut*) à E (*classe de défaillance ayant la plus forte probabilité de défaut*).

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières disponibles à la Centrale des bilans

Sur la base des informations disponibles dans la Centrale des bilans, il ressort que 8.935 entreprises ont fait l’objet de déclaration de crédit dans les centrales d’information, pour un encours global de 5.147,7 milliards de FCFA. Suite à l’évaluation à partir du modèle de notation mis en place, sur les 8.935 entreprises, 2.455 se retrouvent dans la classe A, dont 763 Grandes Entreprises et 1.692 Petites et Moyennes Entreprises, et 6.480 entre les classes B et E. En tenant compte de la possibilité d’admissibilité au refinancement avec la garantie souveraine, le champ d’admissibilité pourrait être étendu à la classe B. A cet égard, le nombre d’entreprises admissibles ressortirait à 5.556 avec des encours de crédit déclarés pour un montant de 3.308,5 milliards de FCFA.

3.1.3.1 - Cadre conceptuel de la notation

Le dispositif de notation repose sur une quantification des probabilités de défaut à partir des données financières extraites de la Centrale des bilans, complétées par des informations qualitatives sur le comportement de paiement de l’entreprise, disponibles dans les autres centrales d’information. Sur la base des enseignements tirés des différents partages d’expérience, il a été procédé à une désagrégation du modèle statistique de base pour affiner la probabilité de défaut à l’horizon d’un an des entreprises non financières de l’Union selon leur taille, en termes de chiffre d’affaires annuel. Cela a permis de distinguer les Grandes Entreprises (GE) des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

3.1 – SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE..... 44

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 44

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 46

3.1.3 - Notation des entreprises non financières.....47

3.1.3.1 - Cadre conceptuel de la notation 47

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières
disponibles à la Centrale des bilans 47

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 48

3.1.5 - Situation financière des institutions de microfinance.....49

3.2 – PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 50

3.3 – MARCHÉ FINANCIER..... 51

3.3.1 - Ressources mobilisées par les États sur le marché primaire 51

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional.....51

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 53

3.3.2 - Évolution de l'activité boursière 54

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE..... 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

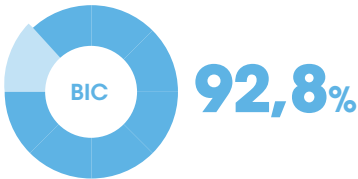
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

3.1.4 - FONCTIONNEMENT DU BUREAU D'INFORMATION SUR LE CRÉDIT (BIC)



À la date du 31 décembre 2024, 259 établissements assujettis de l'Union sur les 279 concernés, soit 92,8%, participent au système de partage d'informations sur le crédit.

PROGRESSION DU NOMBRE DE CLIENTS DANS LA BASE DU BIC

30.694
À FIN FÉVRIER 2016



17.334.330
AU 31 DÉCEMBRE 2024



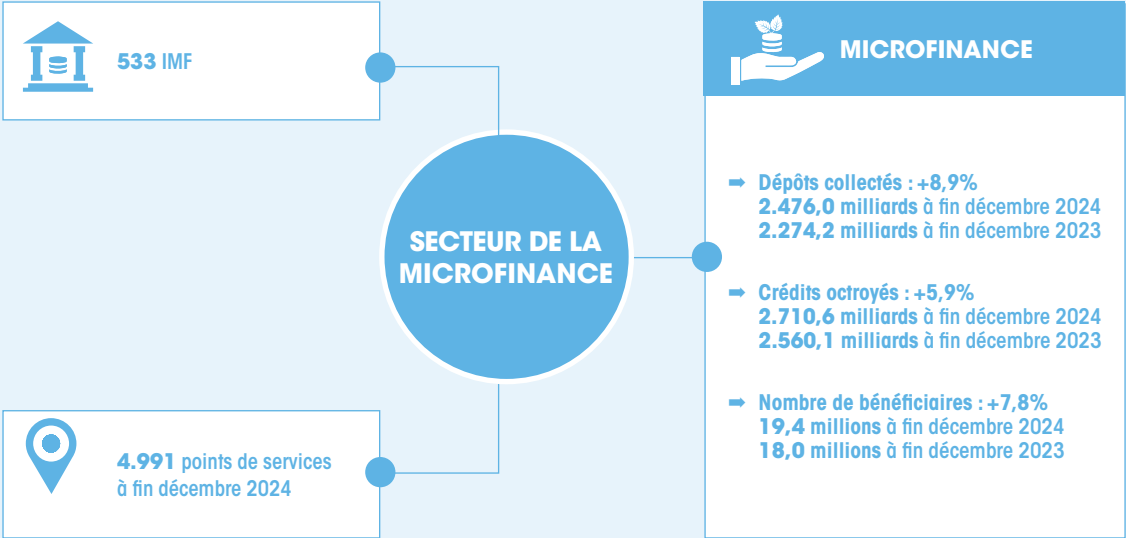
La BCEAO suit l'évolution des activités du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de l'UMOA, dont l'objectif est de contribuer à réduire l'asymétrie d'information entre les prêteurs et les emprunteurs afin d'améliorer l'accès des entreprises et des populations aux services financiers à des coûts réduits.

A la date du 31 décembre 2024, 259 établissements assujettis de l'Union sur les 279 concernés, soit 92,8 %, participent au système de partage d'informations sur le crédit, à la suite de tests de qualification. En outre, 21 grands facturiers, notamment les principales sociétés de fourniture d'électricité, de distribution d'eau, de téléphonie mobile et de télécommunications, répartis entre le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal et le Togo sont arrimés au dispositif de partage d'informations sur le crédit et déclarent des données au BIC de l'UMOA. Pour le Burkina et le Mali, suite à l'adoption des décrets n°2020-0726/PRES/PM/MINEFID/MDENP/MCIA du 24 août 2020 et n°2021-0778/PT-RM du 09 novembre 2021, les travaux sont en cours pour l'intégration des

données des grands facturiers de ces pays à la plateforme de partage des données du BIC.

Le nombre de clients sur lesquels des informations sont disponibles dans la base du BIC est passé de 30.694 à fin février 2016, période de démarrage des activités de CREDITINFO WEST AFRICA (CIWA), à 17.334.330 au 31 décembre 2024, à raison de 370.514 personnes morales et 16.993.816 personnes physiques. Cette évolution s'explique par l'adoption de textes législatifs par l'ensemble des États membres de l'Union, qui dispensent les établissements assujettis de l'obligation de recueil préalable de consentement pour le partage des données des clients ayant bénéficié de prêts avant la date d'entrée en vigueur de la loi uniforme. A ces dispositions, s'ajoute l'adoption, par la plupart de ces pays, de textes complémentaires autorisant le traitement automatisé des données des grands facturiers à intégrer à la plate-forme électronique de partage d'informations sur le crédit.

3.1.5 - SITUATION FINANCIÈRE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE (IMF)



Au cours de l'année 2024, le secteur de la microfinance de l'UMOA a poursuivi sa dynamique de croissance en termes d'intermédiation et d'accès des populations aux services financiers. En effet, sur la base des informations disponibles à fin décembre 2024, le nombre de bénéficiaires des prestations des institutions de microfinance est ressorti à 19,4 millions contre 18,0 millions à fin décembre 2023, soit une progression de 7,8 %. Cette évolution traduit la poursuite de la pénétration de la finance décentralisée au sein des populations cibles. L'effectif des institutions de microfinance est ressorti à 533 à fin décembre 2024 contre 542 à fin décembre 2023, tandis que celui des points de service s'est accru de 386 unités, en passant de 4.605 à 4.991 sur la même période.

L'activité d'intermédiation financière des IMF s'est consolidée avec l'augmentation de l'encours des dépôts et des crédits. En effet, les dépôts collectés par les IMF sont ressortis

à 2.476,0 milliards à fin décembre 2024 contre 2.274,2 milliards de FCFA à fin décembre 2023, soit un accroissement de 8,9 %. Ces dépôts représentent 5,2 % de ceux collectés par les établissements de crédit de l'Union au cours de la période sous revue. La structure par terme des ressources collectées demeure caractérisée par la prédominance des dépôts à vue (55,9 %), alors que les dépôts à terme et les autres dépôts représentent respectivement 22,6 % et 21,5 %. L'épargne mobilisée par les IMF a été constituée à hauteur de 47,0 % par les hommes, 23,1 % par les femmes et 29,9 % par les groupements. Le montant moyen des dépôts par client est ressorti à 127.477 FCFA à fin décembre 2024 contre 126.237 FCFA à fin décembre 2023, soit une hausse de 1,0 %.

L'encours des crédits octroyés par les institutions de microfinance a connu une progression de 5,9 %, en passant de 2.560,1 milliards à fin décembre 2023 à 2.710,6 milliards à fin décembre 2024. Il représente

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

3.1 – SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE..... 44

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 44

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 46

3.1.3 - Notation des entreprises non financières 47

3.1.3.1 - Cadre conceptuel de la notation 47

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières
disponibles à la Centrale des bilans 47

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 48

3.1.5 - Situation financière des institutions de microfinance 49

3.2 – PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 50

3.3 – MARCHÉ FINANCIER..... 51

3.3.1 - Ressources mobilisées par les États sur le marché primaire 51

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 51

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 53

3.3.2 - Évolution de l'activité boursière 54

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

7,4 % de l'encours des crédits accordés par les établissements de crédit de l'Union à fin décembre 2024. Par ailleurs, les prêts à court terme ont représenté 51,2 % de l'ensemble des concours accordés par les IMF. Ceux à moyen et long termes ont constitué respectivement 30,3 % et 18,5 %. L'encours moyen des financements des IMF par membre a connu une baisse de 1,8 % pour se situer à 139.557 FCFA à fin décembre 2024 contre 142.109 FCFA à fin décembre 2023.

Toutefois, la qualité du portefeuille des crédits des IMF s'est globalement détériorée durant la période sous revue. En effet, le taux brut de dégradation du portefeuille des IMF de l'UMOA est ressorti à 7,9 % à fin décembre 2024, après 6,9 % à fin décembre 2023, largement au-dessus de la norme de 3 % généralement admise dans le secteur.

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI

Le dispositif de soutien au financement des PME/PMI vise à apporter une réponse à la problématique de l'accès des PME/PMI au financement bancaire, à travers les incitations offertes par la BCEAO aux établissements de crédit et un meilleur accompagnement de cette catégorie d'entreprises.

Deux ans après son lancement en 2018, un plan d'actions visant à améliorer l'efficacité du Dispositif a été adopté, à l'issue des concertations organisées en 2020, en vue de lever les contraintes à son bon fonctionnement. Ce plan d'actions, adopté par le Conseil des Ministres de l'Union lors de sa session du 17 décembre 2021, est structuré autour de quatre axes, à savoir l'amélioration du pilotage du Dispositif PME, le renforcement de l'implication

En ce qui concerne les actions d'assainissement du secteur, l'année 2024 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF), notamment l'appui au redressement des IMF en difficulté dans l'UMOA. A cet égard, il convient de relever l'élaboration des plans de redressement pour les institutions ayant fait l'objet de diagnostic au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo. Ces plans sont en cours de rédaction pour les IMF concernés au Burkina, au Mali et au Niger. En Guinée-Bissau, un plan de redressement spécifique a été élaboré à la suite d'une mission de diagnostic du secteur de la microfinance de ce pays. Le plan d'action y relatif est en cours de mise en œuvre.

DISPOSITIF PME

De janvier à juin 2024:

- ➔ **8.562 PME** accompagnées par les SAE
- ➔ **3.629 PME** bénéficiaires de crédits
- ➔ **88.953,7 millions de FCFA** de crédits accordés

des acteurs, l'harmonisation de l'appréciation du risque et les mesures d'accompagnement du plan d'actions.

Dans la prise en charge des diligences qui lui sont assignées dans le plan d'actions indiqué ci-dessus, la BCEAO a renforcé en 2024 les actions de promotion du Dispositif, à travers notamment les interventions lors des ateliers

et formations, ainsi que le suivi de la mise en œuvre par les autres acteurs des diligences qui leur incombent. Les actions conduites ont contribué à améliorer l'accès des PME/PMI au financement. En effet, à fin juin 2024, le nombre d'entreprises accompagnées par les Structures d'Appui et d'Encadrement (SAE) est ressorti à 8.562 entreprises contre 5.623 un an plus tôt, soit une augmentation moyenne annuelle de 52,3 %. Sur la même période, 3.629 entreprises, soit 42,4 % des structures bénéficiant de l'appui des SAE ont effectivement obtenu des

financements auprès du secteur bancaire. Ce nombre était de 1.238 à la même période de 2023. Le montant total des crédits obtenus à fin juin 2024 par les PME s'établit à 88.953,7 millions contre un montant de 40.662,0 millions mobilisé un an plus tôt.

En outre, la Banque Centrale poursuit les réflexions pour la mise en œuvre de mesures visant la redynamisation du Dispositif de soutien au financement des PME/PMI.

3.3 - MARCHÉ FINANCIER



RESSOURCES LEVÉES PAR LES ÉTATS DE L'UEMOA SUR LE MARCHÉ RÉGIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE **9.352,0** MILLIARDS (HAUSSE DE **606,0** MILLIARDS PAR RAPPORT À FIN DÉCEMBRE 2023).

3.3.1 - RESSOURCES MOBILISÉES PAR LES ÉTATS SUR LE MARCHÉ PRIMAIRE

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional

Les ressources levées par les États membres de l'UEMOA sur le marché régional de la dette publique en 2024 se sont élevées à 9.352,0 milliards, soit un accroissement de 606,0 milliards ou +6,9 % par rapport à fin décembre 2023. Cette augmentation s'explique notamment par la hausse des bons du Trésor (+39,9 %), atténuée par la baisse des obligations du Trésor (-16,3 %). Les émissions nettes sur le marché sont ressorties à 3.100,6 milliards en 2024 contre 3.351,4 milliards un an plus tôt.

Sur le compartiment des bons du Trésor, les États membres ont mobilisé 5.055,0 milliards

en 2024, soit 54,1 % des ressources levées sur le marché financier régional contre un montant de 3.613,6 milliards, soit 41,3 % un an auparavant. Les émissions de maturité de 12 mois ont été les plus sollicitées, avec une valeur globale de 2.517,4 milliards, soit 49,8 % des bons émis sur la période.

Concernant le compartiment des obligations, les Trésors publics ont levé 4.297,0 milliards en 2024 contre 5.132,4 milliards l'année précédente. La maturité la plus sollicitée a été celle sur 3 ans (39,2 % du total), suivie des maturités de 5 ans (33,1 % du total), 7 ans (21,0 % du total), 10 ans (5,5 % du total), 8 ans (0,9 % du total) et 15 ans (0,3 % du total).

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

3.1 – SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE..... 44

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 44

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 46

3.1.3 - Notation des entreprises non financières.....47

3.1.3.1 - Cadre conceptuel de la notation 47

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières
disponibles à la Centrale des bilans 47

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 48

3.1.5 - Situation financière des institutions de microfinance.....49

3.2 – PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 50

3.3 – MARCHÉ FINANCIER..... 51

3.3.1 - Ressources mobilisées par les États sur le marché primaire 51

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional.....51

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 53

3.3.2 - Évolution de l'activité boursière 54

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

Tableau 11 : ÉMISSIONS BRUTES PAR ADJUDICATION ET SYNDICATION SUR LE MARCHÉ RÉGIONAL DES TITRES PUBLICS (en milliards de FCFA)										
Instrument	2023				Total 2023	2024				Total 2024
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
Bons	715,4	1 435,5	908,6	554,1	3 613,6	1 121,4	1 333,2	1 067,8	1 532,6	5 055,0
Obligations	1 159,2	1 778,8	1 762,5	431,9	5 132,4	889,2	1 219,1	1 019,5	1 169,2	4 297,0
Par adjudication	497,6	1 458,8	1 422,5	201,9	3 580,8	469,4	830,3	832,4	940,2	3 072,3
Par syndication*	661,6	320,0	340,0	230,0	1 551,6	419,8	388,8	187,1	229,0	1 224,7
Total	1 874,6	3 214,3	2 671,1	986,0	8 746,0	2 010,6	2 552,3	2 087,3	2 701,8	9 352,0

Sources : UMOA-Titres, AMF-UMOA. (*) situation provisoire pour la syndication.

Les conditions de financement sur le marché de la dette publique se sont globalement resserrées en 2024 par rapport à 2023. En effet, le coût moyen des ressources levées par les États membres s’est généralement inscrit en hausse pour la plupart des maturités, tant sur le compartiment des bons que celui des obligations du Trésor. Le taux d’intérêt moyen pondéré sur les bons a globalement progressé de 88 points de base (pdb) en 2024. Par maturité, une augmentation de 66 pdb a été enregistrée pour les bons de 1 mois, 102 pdb pour ceux de 3 mois, 64 pdb pour les titres de 6 mois et 104 pdb pour ceux de 12 mois. Au niveau des obligations, les taux de rendement ont progressé sur les maturités de 3 ans (+103 pdb), 5 ans (+13 pdb), 7 ans (+13 pdb) et 10 ans (+21 pdb).

Ces évolutions pourraient s’expliquer par l’allongement des maturités moyennes sur les bons et obligations du Trésor ainsi que les tensions sur le marché des titres publics caractérisées notamment par la prime de risque additionnelle demandée par les investisseurs, en raison des incertitudes concernant la situation sécuritaire et socio-politique dans certains États de l’Union, et l’exposition importante des banques aux risques souverains⁴.

La maturité moyenne pondérée des bons est notamment passée de 7,69 mois en 2023 à 7,78 mois en 2024. Quant à celle des obligations, elle s’est établie à 4,96 années contre 4,89 années un an plus tôt. Le taux d’intérêt moyen pondéré sur les bons du Trésor et le rendement moyen pondéré des obligations sont ressortis respectivement à 6,98 % et 7,30 % en 2024 contre 6,10 % et 6,87 % un an auparavant.

4 : La part des titres publics dans le bilan des banques s’est située à 27,5 % au 31 décembre 2024 contre un niveau de 26,6 % en décembre 2023.

Tableau 12 : TAUX D'INTÉRÊT ET RENDEMENTS MOYENS DES BONS ET OBLIGATIONS DU TRÉSOR (en %)										
	2023				Moyenne 2023	2024				Moyenne 2024 ***
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
1 mois	-	-	-	5,05	5,05	-	5,39	6,00	5,80	5,71
3 mois	3,90	5,79	5,98	6,98	5,15	6,64	6,56	5,77	6,13	6,17
6 mois	5,15	6,72	7,23	8,08	6,37	7,10	7,33	7,28	6,24	7,01
12 mois	4,14	6,95	6,86	6,58	6,59	7,25	8,12	7,84	7,14	7,63
TMP* sur les bons	4,38	6,71	6,57	5,99	6,10	7,09	7,60	6,80	6,48	6,98
3 ans	6,41	7,25	7,34	7,97	7,21	8,46	8,51	8,04	7,95	8,24
5 ans	6,38	7,01	6,98	7,00	6,86	6,47	6,99	6,98	7,32	6,99
7 ans	5,88	6,22	6,40	6,31	6,17	6,25	6,61	5,84	6,73	6,30
8 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	6,80	6,80
10 ans	6,35	-	6,50	6,60	6,49	6,81	6,47	7,41	6,99	6,70
15 ans	6,07	-	-	-	6,07	-	0,00	-	-	0,00
RMP** sur les obligations	6,19	7,05	7,13	6,93	6,87	7,31	7,37	7,02	7,46	7,30

Sources : UMOA-Titres, AMF-UMOA. (*) TMP : taux moyen pondéré (**) RMP : rendement moyen pondéré (***) situation provisoire pour la syndication.

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional

L'encours global des titres publics est estimé à 27.787,2 milliards au 31 décembre 2024, soit 20,6 % du PIB de l’Union contre 24.686,9 milliards ou 20,1 % du PIB de l’Union un an plus

tôt. La structure de cet encours est dominée par les obligations du Trésor, qui représentent 87,8 % du total.

Tableau 13 : ENCOURS DES TITRES PUBLICS À FIN DÉCEMBRE 2024 SUR LE MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL (en milliards de FCFA)							
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024(*)
Encours	10 036,1	11 078,0	14 407,8	17 674,2	21 335,5	24 686,9	27 787,2
(en % du PIB)	11,8	12,1	15,2	17,2	18,8	20,1	20,6
Part relative (%)							
- bons	11,0	8,0	8,0	6,9	4,3	8,1	12,2
- obligations	89,0	92,0	92,0	93,1	95,7	91,9	87,8

Source : UMOA-Titres. (*) situation provisoire.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

3.1 – SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE..... 44

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 44

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 46

3.1.3 - Notation des entreprises non financières.....47

3.1.3.1 - Cadre conceptuel de la notation 47

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières
disponibles à la Centrale des bilans 47

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 48

3.1.5 - Situation financière des institutions de microfinance.....49

3.2 – PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 50

3.3 – MARCHÉ FINANCIER..... 51

3.3.1 - Ressources mobilisées par les États sur le marché primaire 51

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional.....51

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 53

3.3.2 - Évolution de l'activité boursière 54

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE..... 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT..... 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

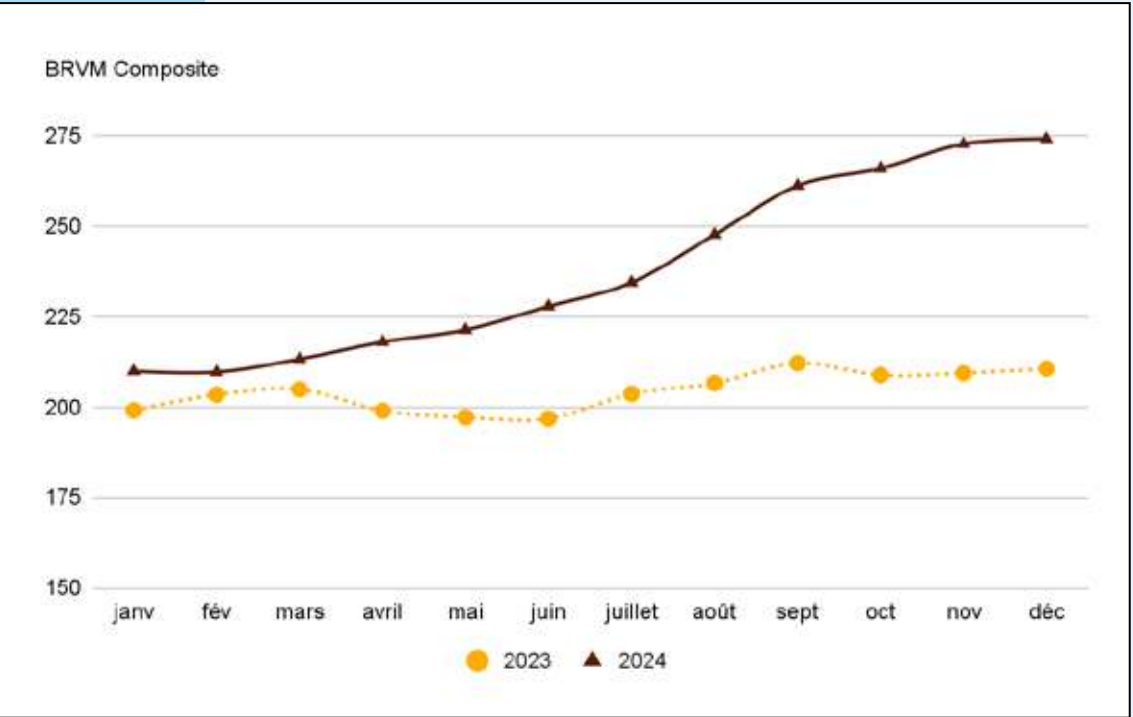
SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

3.3.2 - ÉVOLUTION DE L'ACTIVITE BOURSIÈRE

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont affiché des évolutions à la hausse. En 2024, l'indice global, le BRVM Composite, s'est renforcé de 16,5 % par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 238,0 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, lancé en début janvier 2023 en remplacement de l'indice BRVM 10, a progressé de 17,5 % par rapport à sa valeur moyenne de 2023, pour se situer à 119,2 points.

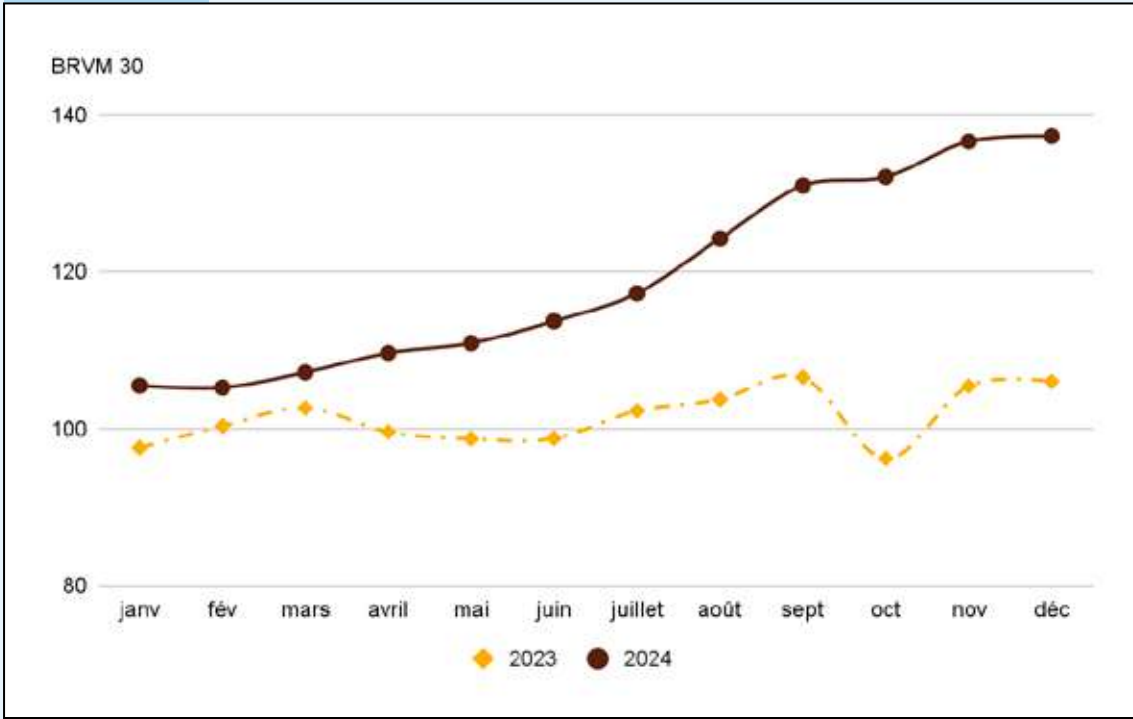
La capitalisation boursière a enregistré une hausse de 12,8 %, en s'élevant à 20.611,0 milliards à fin décembre 2024, en raison de la bonne tenue de l'activité tant sur le compartiment des actions que celui des obligations. En effet, la capitalisation du marché des actions a progressé de 26,5 % pour ressortir à 10.078,7 milliards au 31 décembre 2024. Sur le compartiment des obligations, la capitalisation a atteint 10.532,4 milliards à la clôture de l'année 2024, enregistrant une augmentation de 2,2 % par rapport à la fin de l'année 2023.

Graphique 17 : ÉVOLUTION DE L'INDICE BRVM COMPOSITE (en nombre de points)



Sources : BRVM, BCEAO

Graphique 18 : ÉVOLUTION DE L'INDICE BRVM 30 (en nombre de points)



Sources : BRVM, BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

4.1 – PRÉSERVATION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE.....58

4.2 – RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIÈRE..... 60

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

4.1 – PRÉSERVATION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE..... 58

4.2 – RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIÈRE.....60

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

4.1 – PRÉSERVATION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE.....58

4.2 – RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIÈRE..... 60

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

STABILITÉ FINANCIÈRE

4.1 - PRÉSERVATION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE

Dans le cadre de ses activités, le Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA), a tenu ses 25^e et 26^e sessions ordinaires, respectivement les 9 juillet et 19 décembre 2024. Le Comité a noté la résilience du secteur financier régional et la poursuite de la dynamique de croissance des économies de l'Union au cours des trois premiers trimestres 2024. Il a toutefois relevé que la persistance des incertitudes au plan international et régional fait peser des risques sur la stabilité du secteur financier, en lien notamment avec :

- la dégradation continue des indicateurs de viabilité de la dette souveraine à l'échelle mondiale ;

- les tensions géopolitiques internationales ;

- les crises sécuritaires dans l'Union ;

- l'accroissement de la cybercriminalité ainsi que les risques liés au changement climatique.

Face à ces vulnérabilités, le CSF-UMOA a souligné la nécessité de poursuivre les actions entreprises par les États membres ainsi que les Autorités de régulation et de supervision du secteur financier pour renforcer la stabilité macroéconomique et financière de l'Union. Pour les États, il s'agira notamment de :

- poursuivre les efforts de mobilisation des ressources internes et de rationalisation des dépenses ;

- lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;

- mettre en œuvre les règles et les bonnes pratiques visant le renforcement de l'efficience et la profondeur du marché des titres publics ;

- normaliser la situation des banques à capitaux publics en difficulté ;

- mettre en œuvre les stratégies appropriées pour assurer la soutenabilité de la dette.

A l'endroit des Autorités de régulation et de supervision membres, le Comité a recommandé :

- la poursuite de la mise en œuvre des recommandations issues des évaluations mutuelles et des évaluations nationales des risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme ainsi que du Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF) de l'UMOA ;

- la mise en place d'un cadre réglementaire et de surveillance des risques relatifs

à la cybersécurité, au changement climatique, aux activités des FinTech et aux cryptoactifs dans l'UMOA ;

- l'intensification des actions d'assainissement du secteur de la microfinance ;

- la poursuite des actions visant à diversifier le placement des ressources des organismes de prévoyance sociale ;

- la poursuite des réformes pour la dynamisation des activités du marché financier régional ;

- la poursuite des actions destinées à maîtriser et apurer les arriérés de primes dans le secteur des assurances ;

- le déploiement d'un programme d'éducation financière, en vue de donner aux populations de l'UEMOA les connaissances requises.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

4.1 – PRÉSERVATION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE 58

4.2 – RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIÈRE 60

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

STABILITÉ FINANCIÈRE

4.2 - RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIÈRE

- *Cadre réglementaire relatif à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des armes de destruction massive (LBC/FT/FP)*

A la suite de l’adoption par le Conseil des Ministres de l’Union en mars 2023 de la nouvelle Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive (LBC/FT/FP), trois textes d’application de ladite Loi ont été finalisés et adoptés en 2024. Il s’agit de :

- la Décision N°003 du 28/03/2024/CM/UMOA fixant les montants des seuils complémentaires pour la mise en oeuvre de la Loi uniforme relative à la LBC/FT/FP adoptée par le Conseil des Ministres de l’UMOA le 28 mars 2024 ;
- l’Instruction N°231 du 16/07/2024 fixant le seuil pour la déclaration des transports physiques internationaux d'espèces et instruments négociables au porteur signée par le Gouverneur de la BCEAO le 16 juillet 2024 ;
- l’Instruction N°233 du 16/07/2024 fixant le seuil pour le paiement d’une dette en espèces ou par instruments négociables au porteur signée par le Gouverneur de la BCEAO le 16 juillet 2024.

- *Mise à jour de la réglementation prudentielle*

Sur proposition de la Banque Centrale, le Conseil des Ministres de l’Union a adopté la décision de relèvement du capital social minimum des banques de 10 à 20 milliards de FCFA. Cette décision a été portée à l’attention du secteur bancaire par Avis N°001-01-2024.

Par ailleurs, suite à l’adoption par le Conseil des Ministres de l’UMOA des projets de Lois bancaire et sur la microfinance, respectivement au cours de ses sessions de juin et décembre 2023, la Banque Centrale a entamé l’élaboration de leurs textes d’application. A cet égard, la BCEAO a entrepris les travaux de mise à jour de la réglementation prudentielle applicable aux institutions de microfinance. Cette révision permettra de mettre à niveau le cadre réglementaire de l’UMOA comparativement aux meilleures pratiques adoptées sur le plan international. Par ailleurs, au vu de l’essor des activités de finance islamique et celles relatives à la monnaie électronique, des travaux ont été lancés pour l’élaboration de dispositifs prudentiels applicables aux établissements bancaires exerçant des activités de finance islamique ainsi qu’aux établissements de paiement et aux établissements de monnaie électronique.

- *Cadre réglementaire relatif aux FinTech de paiement*

Dans un contexte marqué par l’essor des FinTech et l’évolution rapide de la digitalisation des services financiers, la BCEAO a édicté le 23 janvier 2024 l’Instruction N°001-01-2024 relative aux services de paiement dans l'UMOA. Ce texte vise à encadrer ces activités afin de :

- renforcer la protection des usagers, notamment en matière de tarification et de transparence de l’information ;
- favoriser le développement des FinTech de paiement ;
- promouvoir l’innovation technologique dans le secteur financier de l’Union.

Ce cadre réglementaire renforce également la prévention des risques liés à la fraude et à la cybersécurité, qui sont en constante augmentation dans un environnement de plus en plus digitalisé. En harmonisant les pratiques dans l’ensemble des États membres de l’Union, ce texte contribue à promouvoir l’inclusion financière en favorisant un accès plus sûr aux services de paiement pour les populations.

- *Exclusion temporaire des titres publics de la limite prudentielle des prêts des établissements de crédit à leurs principaux actionnaires, leurs dirigeants, leur personnel, leurs commissaires aux comptes et leurs autres parties liées*

Par Avis N°002-01-2024, la BCEAO a autorisé temporairement les établissements de crédit de l’Union à maintenir dans la catégorie des créances saines, leurs expositions sur l’Etat du Niger. Cette mesure visait à atténuer les impacts du défaut du Trésor nigérien sur la stabilité financière, à travers le marché des titres publics, où les banques sont les principaux investisseurs.

- *Dynamisation du marché interbancaire*

Au titre des actions visant la dynamisation du marché interbancaire, la Banque Centrale a entrepris la révision des textes encadrant l’émission de titres de créances négociables. De plus, un chantier de relecture des textes encadrant les opérations de pension livrée a été lancé au cours de l’année 2024, en l’occurrence, le Règlement N°07/2013/CM/UEMOA portant sur les opérations de pension livrée et l’Instruction N°03/09/2013 relative à la convention-cadre de la pension livrée.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

5.1 – PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA 64

5.1.1 - Révision de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF)
dans l'UEMOA 64

5.1.2 - Encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech)
dans l'UEMOA et promotion de la digitalisation des services financiers 65

5.1.3 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière 66

5.1.4 - Contribution des systèmes et services de paiement
à une inclusion financière accrue 66

5.1.4.1- Services de paiement électronique offerts par les Trésors
Publics Nationaux..... 66

5.1.4.2 - Connexion des Trésors Publics (TP) aux systèmes
de paiement de l'UEMOA..... 67

5.1.4.3 - Promotion de l'accès des IMF au système de paiement
régional de l'UEMOA 67

5.1.4.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA
pour dynamiser leur participation au marché des titres publics émis
par voie d'adjudication..... 67

5.2 – SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE 68

5.3 – TRANSITION CLIMATIQUE..... 69

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VI ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

VIII RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

IX ANNEXES 123



V INCLUSION FINANCIÈRE,
FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE

5.1 – PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA.....64

5.1.1 - Révision de la stratégie régionale d'inclusion financière
(SRIF) dans l'UEMOA.....64

5.1.2 - Encadrement des entreprises de technologie financière
(FinTech) dans l'UEMOA et promotion de la digitalisation
des services financiers.....65

5.1.3 - Mise en œuvre du programme régional
d'éducation financière.....66

5.1.4 - Contribution des systèmes et services de paiement
à une inclusion financière accrue..... 66

5.1.4.1- Services de paiement électronique offerts
par les Trésors Publics Nationaux.....66

5.1.4.2 - Connexion des Trésors Publics (TP)
aux systèmes de paiement de l'UEMOA.....67

5.1.4.3 - Promotion de l'accès des IMF au système de paiement
régional de l'UEMOA.....67

5.1.4.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation
(SGI) à STAR-UEMOA pour dynamiser leur participation
au marché des titres publics émis par voie d'adjudication....67

5.2 – SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE.....68

5.3 – TRANSITION CLIMATIQUE.....69

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA 64

5.1.1 - Révision de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF)
dans l'UEMOA 64

5.1.2 - Encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech)
dans l'UEMOA et promotion de la digitalisation des services financiers 65

5.1.3 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière 66

5.1.4 - Contribution des systèmes et services de paiement
à une inclusion financière accrue 66

5.1.4.1- Services de paiement électronique offerts par les Trésors
Publics Nationaux 66

5.1.4.2 - Connexion des Trésors Publics (TP) aux systèmes
de paiement de l'UEMOA 67

5.1.4.3 - Promotion de l'accès des IMF au système de paiement
régional de l'UEMOA 67

5.1.4.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA
pour dynamiser leur participation au marché des titres publics émis
par voie d'adjudication 67

5.2 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE 68

5.3 - TRANSITION CLIMATIQUE 69

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VI ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

VIII RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

IX ANNEXES 123

INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA

Au cours de l'année 2024, les actions en faveur du développement de l'inclusion financière dans l'UEMOA ont été marquées par les travaux de révision de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière, la promotion des

innovations financières et de la digitalisation des services financiers dans l'UEMOA ainsi que la mise en œuvre du programme régional d'éducation financière.



5.1.1 - RÉVISION DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE D'INCLUSION FINANCIÈRE (SRIF) DANS L'UEMOA

Les travaux de révision de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière ont porté sur l'organisation des ateliers nationaux et régional de concertation, ainsi que sur l'élaboration du nouveau projet de Document-cadre de Politique et de Stratégie Régionale d'Inclusion Financière dans l'UEMOA.

Les ateliers nationaux de concertation ont été organisés du 24 juin au 24 juillet 2024, dans les huit pays de l'Union. Ils ont réuni près de 600 participants et avaient pour objectif de permettre aux parties prenantes, impliquées

dans la promotion de l'inclusion financière, de discuter des orientations, des mesures et des actions à mettre en œuvre pour renforcer le niveau d'accès et d'utilisation des services financiers par les populations et les petites et moyennes entreprises.

Ces rencontres ont permis d'échanger sur les thématiques relatives à l'inclusion financière des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME), à l'accès aux services financiers des groupes vulnérables (femmes, jeunes, populations rurales), à l'éducation financière

et à la protection des consommateurs, aux services financiers numériques, à la réglementation et à la supervision du secteur financier ainsi qu'au financement des initiatives d'inclusion financière.

Les recommandations issues de ces ateliers ont alimenté le nouveau projet de Document-

cadre de Politique et de Stratégie Régionale d'Inclusion Financière, examiné lors de l'Atelier régional de concertation, organisé au cours du mois d'octobre 2024 au Siège de la BCEAO. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur l'avenir de l'inclusion financière dans l'UEMOA et d'identifier les nouvelles orientations à retenir pour les cinq prochaines années.

5.1.2 - ENCADREMENT DES ENTREPRISES DE TECHNOLOGIE FINANCIÈRE (FINTECH) DANS L'UEMOA ET PROMOTION DE LA DIGITALISATION DES SERVICES FINANCIERS

Dans le cadre de la promotion des activités des FinTech dans l'UEMOA, le Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech dans l'UMOA (BCSF-UMOA) mis en place par la BCEAO, a poursuivi les travaux relatifs à l'encadrement et au suivi de ces structures dans l'Union. Ces principaux travaux ont porté sur :

- le recensement des FinTech opérant dans l'Union ;
- la mise à jour de la cartographie des FinTech et des prestataires de services de paiement, sur la page qui leur est dédiée sur le site internet de la BCEAO ;
- l'organisation de rencontres périodiques avec ces acteurs, afin d'évaluer les évolutions et les innovations en cours.

Le recensement des nouvelles initiatives a permis de compter 227 structures à fin décembre 2024, dont près de 76 % opérant dans le domaine des paiements.

Par ailleurs, la BCEAO a poursuivi les travaux de révision de l'Instruction N°008-05-2015 régissant les conditions et modalités

d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les États membres de l'UMOA. Ces travaux s'inscrivent dans la dynamique d'adaptation du cadre réglementaire des services financiers numériques aux mutations de l'écosystème et de digitalisation des opérations financières. Ce nouveau cadre juridique devrait permettre de résorber les insuffisances et les faiblesses constatées, tout en veillant au renforcement de la stabilité et de l'inclusion financières, en tenant compte des préoccupations récentes des acteurs et des nouveaux enjeux issus des innovations financières suscitées par les FinTech et de la surveillance des modèles multi-partenariats développés par les banques.

Des travaux ont également été engagés pour l'élaboration d'un texte d'application de la Décision N°31/29/09/2015 relative à la compensation et au règlement des opérations monétiques réalisées dans l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). L'Instruction devra garantir la compensation et le règlement en FCFA de tous les paiements électroniques réalisés dans l'Union.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

5.1 – PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA 64

5.1.1 - Révision de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF)
dans l'UEMOA 64

5.1.2 - Encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech)
dans l'UEMOA et promotion de la digitalisation des services financiers 65

5.1.3 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière 66

5.1.4 - Contribution des systèmes et services de paiement
à une inclusion financière accrue 66

5.1.4.1- Services de paiement électronique offerts par les Trésors
Publics Nationaux..... 66

5.1.4.2 - Connexion des Trésors Publics (TP) aux systèmes
de paiement de l'UEMOA 67

5.1.4.3 - Promotion de l'accès des IMF au système de paiement
régional de l'UEMOA 67

5.1.4.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA
pour dynamiser leur participation au marché des titres publics émis
par voie d'adjudication..... 67

5.2 – SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE 68

5.3 – TRANSITION CLIMATIQUE..... 69

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VI ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

VIII RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

IX ANNEXES 123

INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

5.1.3 - MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME RÉGIONAL D'ÉDUCATION FINANCIÈRE

La BCEAO a adopté un Programme régional d'éducation financière qui vise à :

- doter le système éducatif des États membres de l'Union d'outils pour améliorer l'éducation financière en milieu scolaire ;

- coordonner les actions de renforcement des connaissances financières des populations en dehors de l'école ;

- animer des sessions de renforcement des compétences financières au profit des petites et très petites entreprises.

Les principales cibles du Programme sont réparties en trois catégories de groupes cibles que sont :

- les enfants et les jeunes en milieux scolaire et universitaire ;

- les populations en dehors de l'école, notamment les femmes, les jeunes non scolarisés, les populations rurales, les salariés des secteurs public et privé, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ;

- les petites et très petites entreprises.

Le déploiement du Programme régional d'éducation financière a été marqué, au cours de l'année 2024, d'une part, par l'élaboration de leçons et modules d'éducation financière en faveur des cibles et, d'autre part, par l'élaboration du document de Stratégie de communication pour l'éducation financière et de son plan d'actions. En outre, les travaux ont concerné la conception de la maquette d'un site portail et d'un emblème devant servir d'identité visuelle pour la campagne d'éducation financière qui sera réalisée en 25 langues, dont le français, le portugais et 23 langues locales parlées dans les pays de l'Union.

5.1.4 - CONTRIBUTION DES SYSTÈMES ET SERVICES DE PAIEMENT À UNE INCLUSION FINANCIÈRE ACCRUE

5.1.4.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux

Dans le cadre de l'assistance aux États en matière de digitalisation des paiements publics, les Trésors Publics (TP) Nationaux de l'Union ont été autorisés à offrir des services de paiement adossés à la monnaie électronique limités aux bénéficiaires des allocations publiques de l'État ainsi qu'aux structures et individus ayant des obligations fiscales.

Un dispositif spécifique a été déployé pour la surveillance des Services de Paiement adossés à la Monnaie Electronique (SPAME) offerts par les Trésors Publics Nationaux. Il vise deux objectifs majeurs, à savoir l'efficacité des services de paiement offerts par les TP et la maîtrise des risques inhérents notamment à l'émission de la monnaie électronique à découvert et à l'intégrité des fonds des porteurs.

5.1.4.2 - Connexion des Trésors Publics (TP) aux systèmes de paiement de l'UEMOA

A fin décembre 2024, le nombre de TP connectés à la télécompensation est égal à sept et celui de TP connectés au système de règlement brut en temps réel s'est établi à huit, comme en 2023.

Au titre de la digitalisation des paiements des TP, les travaux initiés par la Banque Centrale pour la mise en œuvre d'une solution répondant aux besoins des TP en matière de gestion de leurs comptes ouverts dans ses livres, se sont poursuivis. Pour rappel, cette solution, conforme aux meilleurs standards de sécurité, permet aux TP d'accéder depuis leurs locaux, à leurs comptes ouverts dans les livres de la Banque Centrale. La digitalisation des paiements des TP offre également une autonomie dans la prise en charge de leurs opérations de paiement et une vue globale sur tous leurs avoirs.

5.1.4.3 - Promotion de l'accès des IMF au système de paiement régional de l'UEMOA

Dans le cadre de la promotion de l'accès des IMF au système de paiement régional de l'UEMOA, l'action de la BCEAO vise à accompagner ces structures en vue de leur connexion, via des banques partenaires, à SICA-UEMOA et à STAR-UEMOA ainsi que l'amélioration de leurs systèmes d'information à travers la mise en place d'un Centre de Traitement Informatique (CTI) mutualisé en Côte d'Ivoire et d'un second au Niger. Ces travaux ont connu des avancées significatives durant l'année 2024, en particulier la finalisation du recrutement des Directeurs des CTI et le lancement des appels d'offres pour la fourniture des équipements requis dont

la réception est prévue au cours du premier semestre de l'année 2025.

5.1.4.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA pour dynamiser leur participation au marché des titres publics émis par voie d'adjudication

L'accompagnement des SGI pour leur participation au dispositif permettant le règlement de leurs opérations sur le marché des titres publics émis par voie d'adjudication, à partir des comptes de règlement de leurs banques partenaires, s'est poursuivi en 2024. Les SGI configurées dans le dispositif sont au nombre de 14.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

5.1 – PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA 64

5.1.1 - Révision de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF)
dans l'UEMOA 64

5.1.2 - Encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech)
dans l'UEMOA et promotion de la digitalisation des services financiers 65

5.1.3 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière 66

5.1.4 - Contribution des systèmes et services de paiement
à une inclusion financière accrue 66

5.1.4.1- Services de paiement électronique offerts par les Trésors
Publics Nationaux 66

5.1.4.2 - Connexion des Trésors Publics (TP) aux systèmes
de paiement de l'UEMOA 67

5.1.4.3 - Promotion de l'accès des IMF au système de paiement
régional de l'UEMOA 67

5.1.4.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA
pour dynamiser leur participation au marché des titres publics émis
par voie d'adjudication 67

5.2 – SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE 68

5.3 – TRANSITION CLIMATIQUE 69

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VI ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

VIII RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

IX ANNEXES 123

INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

5.2 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE

La BCEAO a continué les actions de promotion de la finance islamique au cours de l'année 2024, à la suite de la restitution des travaux d'élaboration des contrats-types et de guide de gouvernance charaïque. Ainsi, elle a animé, des sessions de formation en faveur de son personnel, des Structures Ministérielles de Suivi des IMF et des assujettis, en vue de favoriser l'harmonisation des pratiques des institutions de finance islamique (IFI) de l'Union et du renforcement des capacités des acteurs.

La Banque Centrale a également poursuivi l'accompagnement des initiatives de création d'IFI, en vue de faciliter l'accès à ce secteur. A cet égard, plusieurs demandes d'agrément pour l'exercice de l'activité de finance islamique ont fait l'objet d'examen et les promoteurs de ces structures ont été invités à améliorer leurs dossiers.

Par ailleurs, des réflexions ont été entamées pour doter l'Union d'un Conseil de Conformité Central et compléter ainsi l'architecture de la gouvernance charaïque du secteur.



5.3 - TRANSITION CLIMATIQUE

Consciente des défis que pose le changement climatique pour la stabilité monétaire et financière, la BCEAO s'est engagée à déployer une stratégie globale visant à prendre en compte, de manière transversale, les enjeux y relatifs dans l'exercice de ses missions fondamentales. Cette approche repose sur les deux dimensions d'intervention des banques centrales, à savoir la « dimension risque » et la « dimension opportunité ». Elle implique de prendre des mesures pour, d'une part, renforcer la résilience du secteur bancaire et financier face aux chocs climatiques et, d'autre part, promouvoir le développement d'une finance durable à même de soutenir et d'accompagner les Etats membres dans leurs efforts de transition vers une économie bas carbone.

Dans cette dynamique, la BCEAO a renforcé son engagement au plan international à travers son adhésion, en 2020, au Réseau des Banques Centrales et des Superviseurs pour le Verdissement du Système Financier (NGFS) et sa participation active au Groupe de travail sur la finance verte inclusive lancé par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI).

Ces cadres de coopération ont permis à la Banque Centrale de capitaliser sur les meilleures pratiques, d'approfondir les échanges entre pairs et d'identifier les leviers d'une intégration progressive des enjeux climatiques dans ses missions tout en tenant compte des spécificités des pays de l'Union.

Dans le but de structurer sa démarche, l'Institut d'émission a mis en place, en 2023, un Comité de Politique Climat (CPC) de la BCEAO chargé de proposer et de suivre la mise en œuvre des orientations stratégiques

de la Banque en matière climatique. En février 2024, la Banque Centrale a également organisé une Conférence internationale sur « le rôle des banques centrales face aux défis du changement climatique ». Cette rencontre de haut niveau a permis d'initier un dialogue stratégique sur cette thématique entre les autorités monétaires et de supervision, les autorités publiques, les partenaires techniques et la communauté académique. L'objectif général était de permettre aux participants de mieux appréhender les enjeux liés à une prise en compte adéquate des risques inhérents aux changements climatiques et les modalités de financement de la transition ainsi que le rôle des institutions financières.

La Banque Centrale a engagé l'élaboration de sa stratégie climat assortie d'une feuille de route, qui repose sur une articulation étroite avec ses missions fondamentales. Elle met l'accent sur cinq principaux axes, à savoir la politique monétaire, la stabilité financière, la collecte de données sur le climat, la gestion de l'empreinte environnementale de la BCEAO et le renforcement de capacités. Un processus de concertation avec les partenaires techniques est prévu en 2025 pour consolider cette stratégie avant son adoption.

Au-delà de ces actions, la BCEAO a d'ores et déjà intégré les chocs climatiques dans ses exercices de stress-test pour évaluer la résilience du secteur bancaire. De plus, pour pallier la contrainte liée à l'indisponibilité des données, les travaux ont été amorcés en vue de définir le cadre de collecte des informations liées aux risques climatiques destiné à mieux appréhender l'exposition du secteur bancaire aux risques environnementaux.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

5.1 – PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA 64

5.1.1 - Révision de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF)
dans l'UEMOA 64

5.1.2 - Encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech)
dans l'UEMOA et promotion de la digitalisation des services financiers 65

5.1.3 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière 66

5.1.4 - Contribution des systèmes et services de paiement
à une inclusion financière accrue 66

5.1.4.1- Services de paiement électronique offerts par les Trésors
Publics Nationaux..... 66

5.1.4.2 - Connexion des Trésors Publics (TP) aux systèmes
de paiement de l'UEMOA..... 67

5.1.4.3 - Promotion de l'accès des IMF au système de paiement
régional de l'UEMOA 67

5.1.4.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA
pour dynamiser leur participation au marché des titres publics émis
par voie d'adjudication..... 67

5.2 – SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE 68

5.3 – TRANSITION CLIMATIQUE..... 69

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VI ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

VIII RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

IX ANNEXES 123

INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

ENCADRÉ 2 - PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÔLE
DES BANQUES CENTRALES FACE AUX DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les travaux de la Conférence ont été articulés autour de quatre panels. Ils ont abouti aux conclusions ci-après :

Changement climatique : État des lieux des réflexions et implications sur le développement économique de l’Afrique. Après un aperçu des impacts des changements climatiques sur les économies, il est principalement ressorti la nécessité pour les Banques Centrales de jouer un rôle pour la mise en place de mécanismes spécifiques permettant de renforcer la contribution du secteur financier en vue de l’atteinte des objectifs de prise en compte des risques climatiques dans les différentes juridictions ;

Stabilité financière : Actions des Banques Centrales pour accroître la résilience du système financier face au changement climatique. Il a été mis en évidence au cours de cette session le caractère systémique du risque climatique ainsi que le consensus sur la nécessité de mettre en place des mesures incitatives pour le financement vert. A cet égard, les panélistes ont émis l’idée de la mise en place, par les Banques Centrales africaines, d’un dispositif adéquat permettant d’une part, de mesurer l’impact du changement climatique sur la stabilité financière et, d’autre part, de prendre en charge la supervision des risques y afférents.

Contribution de la politique monétaire pour la prise en compte des enjeux du changement climatique. Ce panel a permis de souligner les impacts du changement climatique sur les principales variables macroéconomiques, notamment l’inflation, le taux de change, la croissance économique et l’emploi. Sous ce rapport, des pistes à explorer ont été discutées telles que des opérations de crédit ciblées ainsi qu’une politique de collatéraux et de réserves obligatoires différenciées.

De la volonté à l'action : Quelles approches pour un financement vert des économies africaines ? Ce panel a été l'occasion d’échanger sur les approches pratiques pour un financement vert des économies africaines. Il a mis en exergue l'existence de plusieurs instruments financiers adaptés à la mobilisation de capitaux en faveur de projets verts, notamment les obligations vertes, les prêts verts, les fonds verts, les instruments de partage des risques, les partenariats public-privé et la titrisation verte. Les participants sont convenus de la nécessité de recourir à des instruments innovants et à une stratégie de mutualisation, afin de lever des ressources plus longues et à faible coût, pour faire face aux défis liés à la transition énergétique bas carbone, au renforcement de la résilience des populations et à leur adaptation aux impacts du changement climatique. Selon

leur analyse, la mobilisation accrue de ressources passe par l’amélioration de l’offre et de la demande de financement. Du point de vue de la demande, il est nécessaire, d’une part, de développer les compétences et d’assurer l’accompagnement des acteurs pour la conception de « projets verts » structurants et, d’autre part, de définir une taxonomie verte, cohérente et consensuelle. Concernant l'offre de financement, un appel a été lancé pour la mise en place de mécanismes visant à accroître la capacité des États et des autres acteurs à lever des fonds domestiques, notamment par le biais des marchés de capitaux ou auprès des investisseurs institutionnels dont les compagnies d’assurance. Pour ce faire,

une politique d’investissement vert devrait être conçue par les autorités du secteur financier et mise en œuvre par les fonds privés d’investissement et les sociétés d’assurance. En outre, la création de fonds de garanties adaptés au financement des projets verts est apparue primordiale, afin de mitiger le risque pour les partenaires financiers.

Une **Table ronde des Gouverneurs** a clôturé les travaux. Elle a été l’occasion pour les Autorités présentes de faire le point sur les principaux enseignements à tirer de la Conférence et d'aborder les perspectives pour la prise en compte des risques climatiques par les Banques Centrales.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR	XI
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XV
ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXIII
TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024	XXXIX
VUE D'ENSEMBLE	LIX
I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONÉTAIRE	31
III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES	43
IV STABILITÉ FINANCIÈRE	57
V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE	63
VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT	73
6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES	74
6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la BCEAO	74
6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire	75
6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA	77
6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux	78
6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO	79
6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement	80
6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement	81
ADMINISTRATION DE LA BCEAO	85
VII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS	103
VIII RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
IX ANNEXES	123



VI GESTION DES SIGNES
MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES	74
6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la BCEAO	74
6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire	75
6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA	77
6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux	78
6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO	79
6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement	80
6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement	81

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES 74

6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 74

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 75

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 77

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 78

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO 79

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement 80

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement 81

ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

VIII RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

IX ANNEXES 123

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES

Au cours de l’année 2024, les mouvements (retraits et versements) aux guichets des Agences de la BCEAO ont atteint 49.302,6

milliards de FCFA de billets et pièces de monnaie contre 49.143,0 milliards de FCFA en 2023.



6.1.1 - RETRAITS ET VERSEMENTS AUX GUICHETS DES AGENCES DE LA BCEAO

Les **retraits de billets** se sont élevés à 25.640,0 milliards de FCFA (3.506,6 millions d'unités) en 2024 contre 24.678,0 milliards de FCFA (3.367,9 millions d'unités) en 2023, soit une hausse annuelle de 3,9 %. En parts relatives, les retraits les plus importants en valeur ont concerné la Côte d'Ivoire (37,4 %), le Sénégal (19,2 %) et le Burkina Faso (14,7 %).

S’agissant des retraits de pièces de monnaie, leur valeur a progressé de 11,9 % en passant de 14,2 milliards de FCFA en 2023 (219,3 millions d'unités) à 15,9 milliards de FCFA en 2024 (230,3 millions d’unités).

Les **versements de billets** aux guichets des Agences de la Banque Centrale sont ressortis à 23.644,0 milliards de FCFA (3.258,2 millions d'unités) en 2024 contre 24.449,2 milliards de FCFA (3.309,9 millions d'unités) en 2023, soit une baisse en valeur de 3,3 %. En parts relatives, les entrées les plus importantes en valeur ont concerné la Côte d'Ivoire (33,5 %), le Sénégal (19,0 %) et le Burkina Faso (15,4 %).

En ce qui concerne les entrées aux guichets de pièces de monnaie, elles se sont accrues en passant de 1,6 milliard de FCFA (7,8 millions d'unités) en 2023 à 2,8 milliards de FCFA en 2024 (13,4 millions d'unités), soit une progression de 82,1 %.

Tableau 14 : RETRAITS DE BILLETS ET PIÈCES DE MONNAIE EN 2024 (en milliards de FCFA)

	Bénin	Burkina	Côte d'ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total
Billets	2 023,4	3 771,4	9 578,5	363,8	2 396,3	919,9	4 927,7	1 659,0	25 640,0
Pièces	1,5	1,8	6,8	0,2	1,7	0,5	2,5	0,9	15,9
TOTAL	2 024,9	3 773,2	9 585,3	364,0	2 398,0	920,4	4 930,2	1 659,9	25 655,9

Source : BCEAO

Tableau 15 : VERSEMENTS DE BILLETS ET PIÈCES DE MONNAIE EN 2024 (en milliards de FCFA)

	Bénin	Burkina	Côte d'ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total
Billets	2 175,2	3 649,2	7 917,5	333,1	2 306,2	446,0	4 484,7	2 332,1	23 644,0
Pièces	0,4	0,1	0,4	0,0	1,1	0,7	0,1	0,0	2,8
TOTAL	2 175,6	3 649,3	7 917,9	333,1	2 307,3	446,7	4 484,8	2 332,1	23 646,8

Source : BCEAO

6.1.2 - COMPOSITION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

A fin décembre 2024, la circulation fiduciaire s'établit à 13.672,9 milliards de FCFA contre 11.669,4 milliards de FCFA un an auparavant, soit une hausse de 2.003,5 milliards de FCFA. A 93,2 % en valeur, la part des grosses coupures dans la circulation de billets progresse de 1,0 point de pourcentage comparé à 2023.

Les parts relatives de billets et de pièces de monnaie en valeur dans la circulation fiduciaire sont ressorties respectivement à 98,2 % et 1,8 % en 2024 contre 97,9 % et 2,1 % respectivement en 2023.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES 74

6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 74

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 75

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 77

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 78

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO 79

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement 80

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement 81

ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

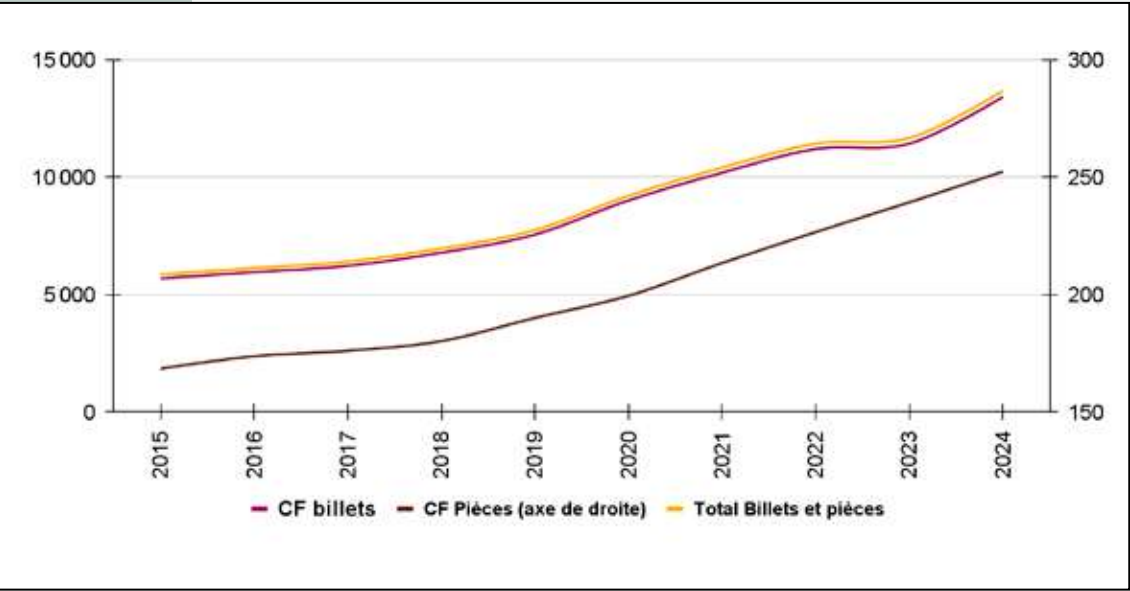
VII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

VIII RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

IX ANNEXES 123

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

Graphique 19 : ÉVOLUTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE DE 2015 À 2024 (milliards de FCFA)



Source : BCEAO

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA

Au 31 décembre 2024, le fonctionnement des systèmes de paiement de l'UEMOA a

été marqué par une hausse des principaux indicateurs d'activité.

STAR-UEMOA	SICA-UEMOA
Le nombre de participants au Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA (STAR-UEMOA), à fin décembre 2024, s’est maintenu à son niveau de 2023, soit 152.	153 participants au Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) à fin décembre 2024 contre 151 en 2023.
Nombre d'opérations en 2024 1.706.039 Nombre d'opérations en 2023 1.682.185 Valeur des opérations en 2024 : 1.216.442 milliards de FCFA Valeur des opérations en 2023 : 1.040.806 milliards de FCFA	Nombre d'opérations en 2024 30.060.421 Nombre d'opérations en 2023 28.339.223 Valeur des opérations en 2024 : 80.939 milliards de FCFA Valeur des opérations en 2023 : 78.210 milliards de FCFA

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024

VUE D'ENSEMBLE

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

II POLITIQUE MONÉTAIRE

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES

6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la BCEAO

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

VII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

VIII RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

IX ANNEXES

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

6.2.1 - SYSTÈMES DE PAIEMENT RÉGIONAUX

Le Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA (STAR-UEMOA) compte à fin décembre 2024, 152 participants à l'instar de l'année 2023.

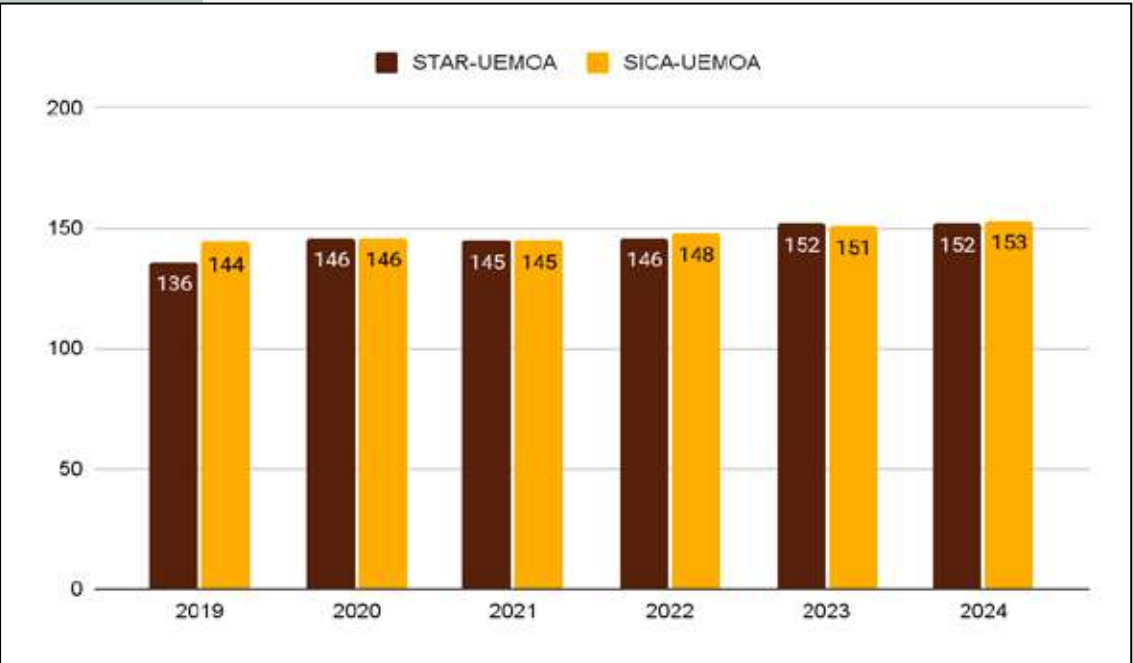
Le nombre d'opérations réglées dans STAR-UEMOA est passé de 1.682.185 pour une valeur de 1.040.806 milliards de francs CFA en 2023 à 1.706.039 pour une valeur de 1.216.442 milliards de FCFA en 2024, soit des hausses de 1,42 % en volume et de 16,87 % en valeur par rapport à l'année précédente.

Le Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) compte 153 participants à fin décembre 2024 contre 151 en 2023. Les principaux participants

à ce système sont la BCEAO, les banques ainsi que les Trésors Publics du Bénin, du Burkina, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger et du Sénégal.

Au cours de la période sous revue, le volume des échanges dans SICA-UEMOA s'est établi à 30.060.421 opérations pour un montant total de 80.939 milliards de FCFA. Par rapport à l'année 2023, l'activité dans SICA-UEMOA a été marquée par une augmentation de 6,07 % en volume et de 3,49 % en valeur des paiements compensés. En effet, le volume et la valeur des opérations échangées, en 2023, étaient respectivement de 28.339.223 et 78.210 milliards de FCFA.

Graphique 20 : ÉVOLUTION EN NOMBRE DES PARTICIPANTS À STAR-UEMOA ET SICA-UEMOA DE 2019 À 2024

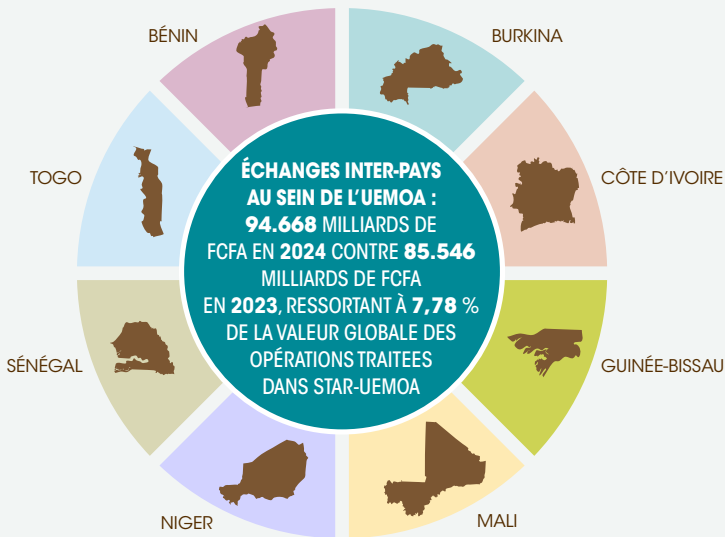


Source : BCEAO

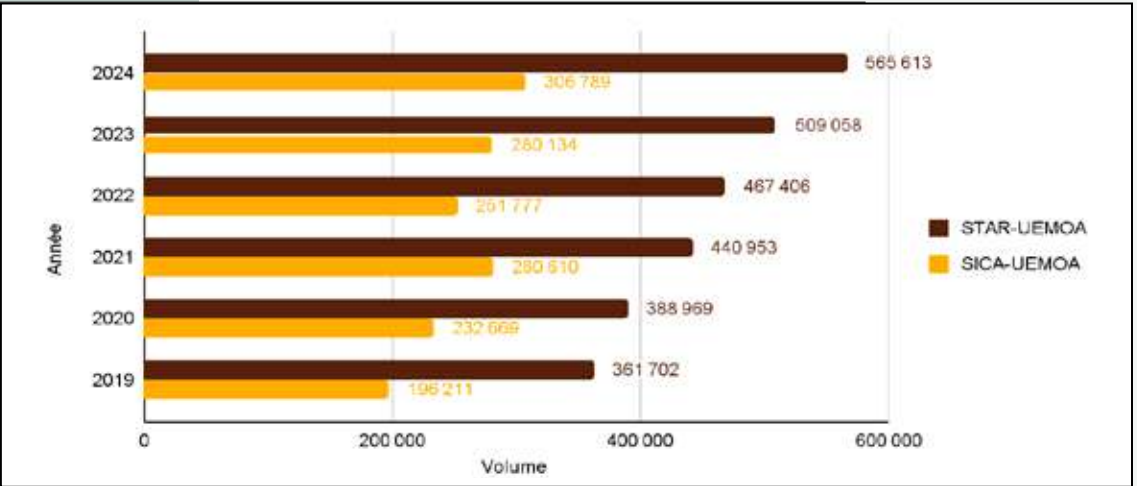
6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO

Les échanges inter-pays au sein de l'UEMOA se sont établis, à fin 2024, à 94.668 milliards de FCFA contre 85.546 milliards de FCFA en 2023, ressortant ainsi à 7,78 % de la valeur

globale des opérations traitées dans STAR-UEMOA. Relativement à l'année précédente, on note une hausse de 10,66 % en valeur des opérations inter-pays. Cette tendance est également observée au niveau de SICA-UEMOA avec une progression des transactions inter-pays de 2,20 % en 2023 à 2,25 % à fin 2024.



Graphique 21 : ÉVOLUTION EN VOLUME DES ÉCHANGES INTER-PAYS DE 2019 À 2024



Source : BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES 74

6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 74

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 75

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 77

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 78

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO 79

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement 80

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement 81

ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

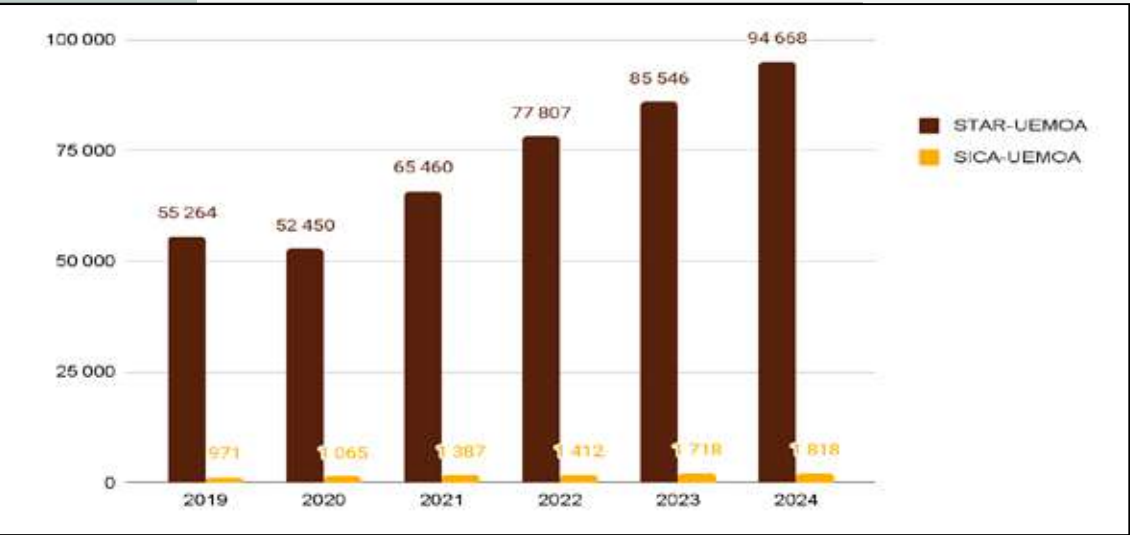
VII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

VIII RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

IX ANNEXES 123

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

Graphique 22 : ÉVOLUTION EN VALEUR DES ÉCHANGES INTER-PAYS DE 2019 À 2024



Source : BCEAO

Au titre de la répartition des instruments de paiement traités dans le système de télécompensation en 2024, la part relative en volume des virements est ressortie à 73,1 %, en hausse de 9,23 % par rapport à l'année précédente. L'utilisation du chèque s'est établie à 25,86 % du volume des échanges, en baisse de 1,50 % par rapport à 2023. En valeur, les transactions par chèque constituent 71,77 % des échanges en 2024, en hausse de 2,36 % relativement à l'année précédente. Au cours de l'année 2024, la préférence des utilisateurs pour le virement, au détriment du chèque, reste marquée, à l'instar de l'année précédente.

La BCEAO a mené, au cours de l'année 2024, des actions en vue de renforcer la sécurisation, la modernisation et l'impact inclusif des systèmes, des moyens et des services de paiement de l'UEMOA.

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement

Dans le cadre de la sécurisation des systèmes de paiement, les actions de sensibilisation visant le respect des exigences et des règles minimales de sécurité applicables aux plateformes de raccordement des participants, se sont poursuivies au cours de l'année 2024. Les efforts déployés ont permis d'atteindre un taux moyen de conformité de 86 % à fin décembre 2024. Il importe de relever que les règles minimales de sécurité, définies par la Banque Centrale, s'inscrivent dans le cadre du dispositif de cyber résilience spécifique aux Infrastructures de Marchés Financiers (IMF) gérées par la BCEAO.

Par ailleurs, dans le but d'accroître l'autonomie de la Banque Centrale en matière de gestion de ces IMF d'importance systémique et de renforcer l'efficacité de l'infrastructure sous-régionale, des travaux ont été initiés pour la refonte du Système Interbancaire de Compensation Automatisée dans l'UEMOA (SICA-UEMOA). Ce choix permettrait à la Banque Centrale de réduire les

coûts de maintenance liés à l'exploitation de ce système, de renforcer la sécurité et de réaliser des gains d'efficacité.

En ce qui concerne le Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA (STAR-UEMOA), l'année 2024 a enregistré le démarrage des travaux d'implémentation de la version 10 du système. Les évolutions à imprimer permettront d'améliorer le fonctionnement du système et d'assurer sa conformité aux exigences de la norme de messagerie financière ISO 20022. La BCEAO, en ses qualités d'opérateur et de régulateur des systèmes de paiement, assure la coordination des travaux entre les banques, les institutions financières et les autres parties prenantes dans l'UEMOA. Pour rappel, cette norme définit des standards pour les échanges de messages financiers entre les infrastructures de marchés financiers.

Par ailleurs, dans le but d'améliorer l'efficacité et la sécurité des IMF d'importance systémique non gérées par la BCEAO, un cadre de surveillance du Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) a été élaboré, en relation avec l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA). Ce cadre de surveillance collaborative entre la BCEAO et l'AMF-UMOA décrit les modalités pratiques pour la surveillance du DC/BR ainsi que les enjeux et objectifs assignés à cette surveillance.

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement

Dans le cadre de la modernisation de l'infrastructure sous-régionale de paiement, l'action de la Banque Centrale a porté durant l'année 2024 sur :

- la poursuite des travaux de rénovation de

la politique générale des infrastructures de marchés financiers, des moyens et services de paiement dans l'UEMOA

- la mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA ;

- les travaux de révision du règlement relatif aux systèmes de paiement ;

- les réflexions sur les opportunités de déployer une monnaie digitale de banque centrale (MDBC) dans l'UMOA.

6.2.1.3.1 - Poursuite des travaux de rénovation de la politique générale des infrastructures de marchés financiers, des moyens et services de paiement dans l'UEMOA

Au cours de l'année 2024, une nouvelle Politique Générale visant à « Préserver un écosystème de paiement efficace et résilient, et promouvoir des moyens de paiement instantanés, innovants, sécurisés et inclusifs au sein de l'UEMOA » a été élaborée.

Dans ce cadre, les principales actions menées portent sur :

- l'actualisation du diagnostic de l'écosystème des paiements et des Infrastructures de Marché Financier (IMF), en collaboration avec les parties prenantes, permettant d'identifier les atouts, les vulnérabilités, les perspectives de développement et les risques émergents du secteur ;

- l'organisation de consultations internes élargies à l'ensemble des structures concernées de la Banque Centrale.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES 74

6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 74

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 75

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 77

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 78

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO 79

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement 80

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement 81

ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

VIII RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

IX ANNEXES 123

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

Ces travaux ont permis de définir une vision quinquennale, déclinée en trois axes stratégiques :

- Promouvoir un environnement propice au développement des paiements digitaux ;
- Favoriser l’adoption de moyens et services de paiement sûrs, innovants et inclusifs ;
- Développer des IMF efficaces, résilientes et interopérables.

Ces priorités visent à moderniser et renforcer l’écosystème de paiement de l’UEMOA dans un contexte de digitalisation croissante.

6.2.1.3.2 - Mise en œuvre du projet d’interopérabilité des services financiers numériques dans l’UEMOA

Dans le cadre du déroulement de sa stratégie visant à moderniser les infrastructures de marché financier de l’UEMOA et à renforcer l'inclusion financière dans l'Union, la BCEAO a poursuivi en 2024 les travaux relatifs à la mise en œuvre du projet d’interopérabilité des services financiers numériques. L’année a été marquée par des avancées significatives dans la mise en place du Système de Paiement Instantané (SPI), destiné à offrir aux populations de l’UEMOA un accès élargi, sécurisé et en temps réel aux services de paiement. Cette nouvelle infrastructure de paiement instantané, interopérable, opérationnelle en continu, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, est conçue pour traiter les transactions de toute nature, quel que soit le type de compte.

A cet égard, les principales activités réalisées ont porté sur la consolidation des acquis techniques, le renforcement de la sécurité du système et l'amélioration continue de ses fonctionnalités.

Il s’agit notamment de la mise en œuvre des recommandations de la revue sécuritaire, de l’optimisation des traitements applicatifs, de la mise à jour de certaines fonctionnalités, ainsi que du suivi en continu du bon fonctionnement du système. Parallèlement, des efforts soutenus ont été déployés pour finaliser le développement de l’application mobile et de l’API Business. La recette applicative du système a été réalisée ainsi que la conception de services à valeur ajoutée.

Une attention particulière a été portée à la sécurisation du règlement des soldes et à la gestion proactive de la fraude, à travers la définition de politiques et de procédures de sécurité robustes. L’assistance technique constante apportée aux participants a, par ailleurs, contribué à renforcer la résilience opérationnelle du dispositif et à accélérer leur intégration au système.

La préparation de la phase pilote du système de paiement instantané a constitué une étape décisive. Elle a été conduite, en relation avec les participants, autour de deux axes stratégiques : l’accompagnement personnalisé des institutions participantes et la planification technique du déploiement de la plateforme. Seules les institutions ayant achevé avec succès les tests dans l’environnement de *sandbox* ont été sélectionnées, sur la base de critères objectifs fixés à 80 % de réussite pour les tests de la Plateforme d’Interopérabilité du Système de Paiement Instantané (PI-SPI) et à 90 % pour ceux du Répertoire des Alias Centralisé (PI-RAC).

A cet effet, une réunion de lancement s’est tenue le 22 juillet 2024, suivie de deux sessions d’intégration les 12 et 26 août 2024. Ces rencontres ont permis de présenter les modalités de connexion au réseau privé de PI-SPI, les exigences de qualité de service, ainsi que le déroulement du pilote.

Le déploiement du réseau privé virtuel (VPN) a constitué une composante technique majeure, visant à garantir la sécurité et la disponibilité des connexions. Ce dispositif s’est accompagné de la configuration d’outils de supervision et d’alertes, ainsi que de la fourniture d’équipements spécifiques aux participants pour la sécurisation des clés cryptographiques nécessaires à l’authentification des échanges.

Par ailleurs, l’environnement de production a été installé dans un cadre sécurisé, avec une intégration complète du système dans le réseau privé dédié.

En ce qui concerne le cadre contractuel, la Convention de participation a été finalisée.

Parallèlement, les travaux de mise à jour des systèmes STAR-UEMOA et SAGETIL-UMOA, indispensables au règlement des soldes des opérations du système de paiement, ont été réalisés. En outre, les démarches relatives à la protection de la marque PI-SPI ont abouti au dépôt officiel auprès de l’Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI), avec l’appui d’un cabinet juridique spécialisé.

Dans la perspective de la généralisation du système, l’accompagnement des institutions non encore engagées dans la phase pilote s’est poursuivi dans l’environnement de test (*sandbox*), afin de favoriser leur intégration progressive.

Ces résultats traduisent l’engagement constant de la BCEAO à doter l’Union d’une infrastructure de paiement moderne, inclusive et interopérable, au service de l’ensemble des acteurs du système financier régional.

6.2.1.3.3 - Réflexions sur les opportunités de déployer une MDBC dans l’UMOA

Au regard de l'état d’avancement des travaux sur les MDBC au plan international, caractérisé à la fois par un fort engouement pour conduire les réflexions en vue de cerner tous les enjeux liés à la monnaie digitale et une relative prudence quant à une éventuelle mise en œuvre, il apparaît que l’adoption des MDBC nécessite des travaux approfondis quant à leurs enjeux technologiques, économiques et sociétaux, afin de saisir les bénéfices potentiels tout en maîtrisant les risques inhérents. Ainsi, la BCEAO a mis en place un groupe de travail pluridisciplinaire pour approfondir les réflexions sur les bénéfices potentiels et les défis liés à la MDBC dans l’UMOA.

Les travaux ont permis d’identifier les objectifs et les défis attachés à l’émission d’une MDBC dans l’UMOA, les cas d’usage pertinents, les risques inhérents, les impacts sur l'écosystème de l'Union, les choix de conception préliminaires ainsi que les prérequis et facteurs clés de succès. En outre, il ressort que l’émission d’une MDBC, qu’elle soit de détail ou de gros, pourrait générer des bénéfices, sous réserve de certains prérequis à mettre en place et des risques inhérents à maîtriser.

La prochaine étape porte sur la poursuite des travaux à travers une phase de Preuve de concept (PoC) en vue de s'approprier les enjeux technologiques, de tester la faisabilité des cas d’usage recensés pour l’Union, de mesurer les bénéfices et les coûts associés ainsi que l’adéquation des mesures de maîtrise de risques envisagées.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2024 86

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 91

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER..... 92

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION 95

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE..... 97

7.6 - PLANS STRATÉGIQUES DE LA BCEAO 2022-2024 ET 2025-2027 99

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 101

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

7.1 - Gouvernance et structure opérationnelle
de la BCEAO au 31 décembre 2024.....86

7.2 - Gestion des ressources humaines.....91

7.3 - Patrimoine immobilier.....92

7.4 - Systèmes d’information.....95

7.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle.....97

7.6 - Plans Stratégiques de la BCEAO 2022-2024 et 2025-2027 99

7.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO.....101

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2024 86

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 91

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER 92

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION 95

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE 97

7.6 - PLANS STRATÉGIQUES DE LA BCEAO 2022-2024 ET 2025-2027 99

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 101

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE
DE LA BCEAO AU 31 DÉCEMBRE 2024

MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Gouverneur	M. Jean-Claude Kassi BROU
Vice-Gouverneur	M. Mamadou DIOP
Vice-Gouverneur	M. Der Rogatien PODA
Secrétaire Général	M. Habib THIAM
Directeur de Cabinet	M. Kouao Ephrem ENOH
Conseiller Spécial du Gouverneur	M. Bassambié Franck BATIONO
Conseiller du Gouverneur	M. Antoine TRAORE
Conseiller du Gouverneur	M. Gbégnon Alain Michel KOMACLO
Conseiller du Gouverneur	M. Alioune Blondin BEYE
Conseiller du Gouverneur	M. Chalouho COULIBALY
Conseiller du Gouverneur	M. Emmanuel ASSILAMEHOO
Conseiller du Gouverneur	M. Ekoué Djro GLOKPOR

CABINET DU GOUVERNEUR

Administrateur Délégué de la Fondation BCEAO Abdoulaye FADIGA	M ^{me} Akouélé Sylviane MENSAH
Directeur en charge des opérations administratives de la haute hiérarchie de la BCEAO	M. Abdoulaye TRAORE
Directeur en charge de la Cellule de communication du Gouverneur	M ^{me} Adja Aminata NDIAYE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Secrétaire Général	M. Habib THIAM
Directeur au Secrétariat Général	M ^{me} Gisèle KENY NDOYE

CONTRÔLE GÉNÉRAL

Contrôleur Général	M. Gbégnon Alain Michel KOMACLO
Conseiller du Contrôleur Général	M. Coulibaly HORO
Conseiller du Contrôleur Général	M. Mahamadou Ali ISSOUFOU
Conseiller du Contrôleur Général	M. Issa DJIBO
Conseiller du Contrôleur Général	M. Mouhamed DIOP

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2024 86

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 91

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER 92

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION 95

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE 97

7.6 - PLANS STRATÉGIQUES DE LA BCEAO 2022-2024 ET 2025-2027 99

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 101

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

DIRECTIONS GÉNÉRALES

Directeur Général des Activités Fiduciaires	M. Bwaki KWASSI
Directeur Général de l'Économie et de la Monnaie	M. Bassambié Franck BATIONO
Directeur Général des Opérations et de l'Inclusion Financière	M. Mahamane Alassane TOURE
Directeur Général de la Stabilité Financière et du Financement des Économies	M ^{me} Yaye Aminata SECK MBOW
Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	M. Ekoué Djro GLOKPOR
Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	M. Alioune Blondin BEYE
Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB)	M. Mahaman Tahir HAMANI

CONSEILLERS DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Conseiller du Directeur Général de l'Économie et de la Monnaie	M. Bléhoué Toussaint DAMOH
Conseiller du Directeur Général des Opérations et de l'Inclusion Financière	M. Charlie Jerry DINGUI
Conseiller du Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	M. Fama Adama KEITA
Conseiller du Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires	M. Toukou Fernand ABOUTOU

DIRECTIONS DES SERVICES CENTRAUX

Directeur des Affaires Juridiques et Institutionnelles	M. Abdourahmane NIANG
Directeur de la Documentation, des Publications et des Archives	M ^{me} Ndèye Fatou DIOP SECK
Directeur de l'Inspection et des Audits	M. Mouhamed DIOP
Directeur de la Surveillance et de la Prévention des Risques	M ^{me} Anastasie CARVALHO KODJO
Directeur des Études Fiduciaires	M. Mohamed Almountaka ALFIDJA
Directeur des Opérations de Caisse	M. Yamoussa M. KONE
Directeur du Centre de Traitement Fiduciaire	M. Florent Boniface AGBOTON

Directeur des Statistiques	-
Directeur de la Conjoncture Économique et des Analyses Monétaires	M. Bléhoué Toussaint DAMOH
Directeur des Études Économiques et de l'Intégration Régionale	M. N'Guessan Berenger Landry ABOU
Directeur des Opérations de Marché	M. Djibril DIAW
Directeur des Systèmes et Moyens de Paiement	M. Charlie Jerry DINGUI
Directeur de l'Inclusion Financière	M ^{me} Niffone Jacqueline DABOU
Directeur des Activités Bancaires et des Financements Alternatifs	M. Bassirou Makha Racine KANE
Directeur de la Stabilité Financière	M. Banassi OUATTARA
Directeur de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion	M. Noël Doris HOUNDJI
Directeur des Systèmes d'Information	-
Directeur du Budget et des Approvisionnements	M. Mori Samata CISSE
Directeur de la Gestion Administrative et Sociale du Personnel	M. Vincent SEDALO
Directeur de la Gestion des Carrières et des Compétences	M. Jean-Blaise KOUAME
Directeur du Patrimoine et de la Sécurité	M. Ali SEINI OUMAR
Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation	M. Toukou Fernand ABOUTOU
Directeur de la Recherche et des Partenariats	M ^{me} Ndèye Amy NGOM SECK
Directeur des Affaires Administratives et de la Communication	M ^{me} Hadja Yelly KONE

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2024 86

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 91

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER 92

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION 95

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE 97

7.6 - PLANS STRATÉGIQUES DE LA BCEAO 2022-2024 ET 2025-2027 99

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 101

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

DIRECTIONS NATIONALES

Directeur National pour le Bénin	M. Emmanuel ASSILAMEHOO
Directeur National pour le Burkina	M. Armand BADIEL
Directeur National pour la Côte d'Ivoire	M. Chalouho COULIBALY
Directeur National pour la Guinée-Bissau	M ^{me} Zenaida M. Lopes CASSAMA
Directeur National pour le Mali	M. Baréma BOCOUM
Directeur National pour le Niger	M. Maman Laouali ABDOU RAFA
Directeur National pour le Sénégal	M. François Etienne Déthié SENE
Directeur National pour le Togo	-

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (SGCB-UMOA)

Secrétaire Général	M. Antoine TRAORE
Secrétaires Généraux Adjoints	M. Thierry TOFFA
	M ^{me} Akuwa DOGBE AZOMA
Directeur de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques	M ^{me} Fatou Sy Mangane ANTWI-GYAMPEM
Directeur des Études et des Relations Internationales	M. Babacar FALL
Directeur de la Surveillance Permanente des Établissements de Crédit et des Établissements de Monnaie Electronique	M. Josephate ZOLA
Directeur de la Surveillance Permanente des Systèmes Financiers Décentralisés	M. Saïdou SAYORE
Directeur du Contrôle sur Place des Établissements de Crédit et des Établissements de Monnaie Electronique	M ^{me} Nerida BIAI PORROGHO
Directeur du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés	M. Kalidou Assane THIAM
Directeur des Moyens Généraux	M ^{me} Aissa CHEIFFOU N'DABIAN

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

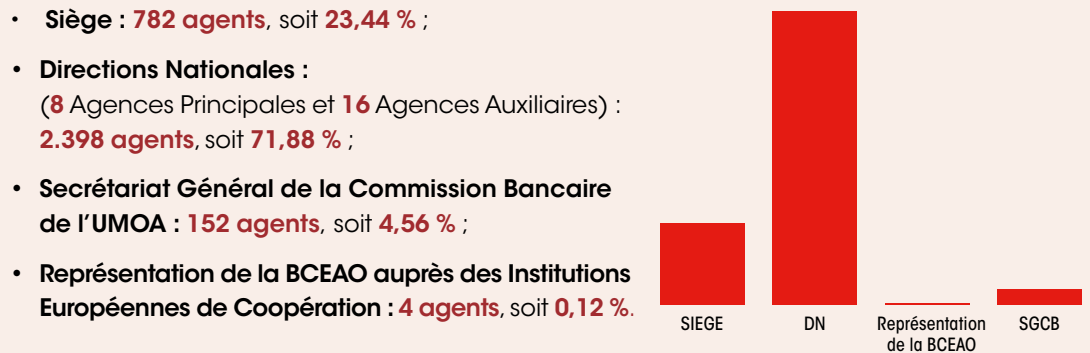
A fin décembre 2024, l'effectif global du personnel de la Banque Centrale, tous corps confondus, s'est établi à 3.398 agents contre 3.414 agents au 31 décembre 2023.

Cet effectif est constitué de 3.336 agents en activité sur les sites de la BCEAO et de 62 agents en positions administratives diverses, dont 52 en détachement et 10 en disponibilité.

L'effectif total en activité sur les sites est réparti comme suit :

• Haut Management et Directeurs :	89 agents, soit 2,67 % ;
• Personnel d'encadrement :	1.176 agents, soit 35,25 % ;
• Personnel Administratif et Technique :	2.071 agents, soit 62,08 %.

La répartition de l'effectif en activité, par site, se présente comme ci-après :



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2024 86

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 91

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER 92

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION 95

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE 97

7.6 - PLANS STRATÉGIQUES DE LA BCEAO 2022-2024 ET 2025-2027 99

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 101

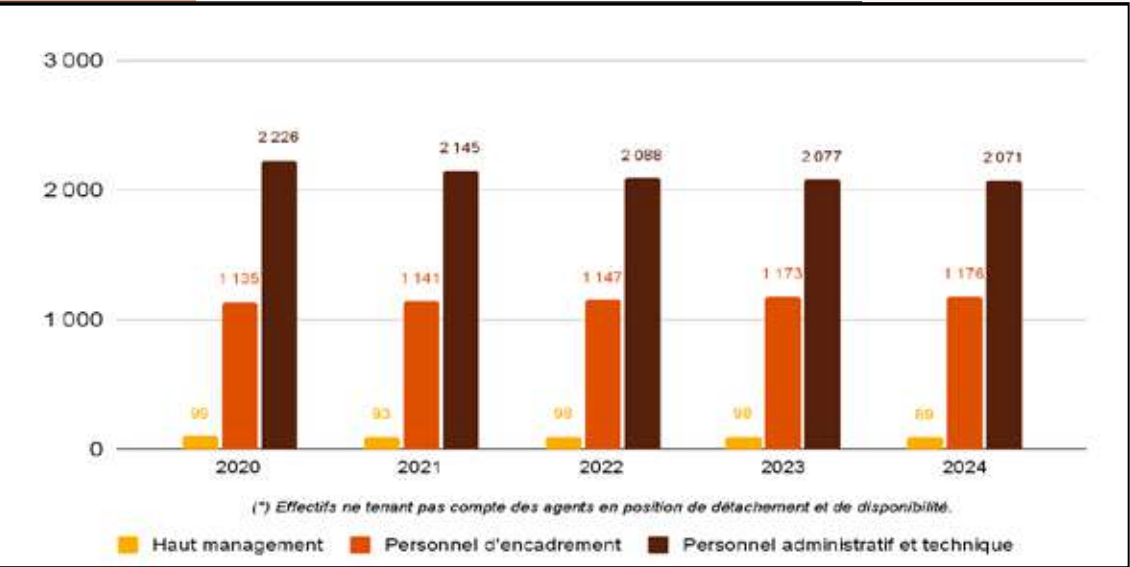
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

Graphique 23 : ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BCEAO DE 2020 À 2024



Source : BCEAO

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER

En 2024, la Banque Centrale a poursuivi son programme de consolidation et d'extension des infrastructures du réseau des Agences Auxiliaires. A cet égard, les travaux de réhabilitation des immeubles de l'Agence Auxiliaire de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso ont été achevés, tandis que ceux des sites d'Abengourou en Côte d'Ivoire, Maradi et Zinder au Niger ont enregistré des avancées significatives.

Concernant l'extension du réseau, la construction des immeubles de l'Agence Auxiliaire de Kayes au Mali a été conduite

à son terme et les chantiers des ensembles immobiliers des Agences d'Odienné en Côte d'Ivoire et de Tahoua au Niger sont entrés dans leur phase d'achèvement. Par ailleurs, les travaux de conception et de réalisation des immeubles de l'Agence Auxiliaire de Ouahigouya au Burkina Faso se sont poursuivis conformément aux objectifs visés.

Enfin, le chantier de surélévation de l'immeuble fonctionnel du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan a progressé conformément au planning prévu.



Nouvel immeuble fonctionnel de l'Agence Auxiliaire de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2024 86

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 91

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER 92

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION 95

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE 97

7.6 - PLANS STRATÉGIQUES DE LA BCEAO 2022-2024 ET 2025-2027 99

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 101

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



Bâtiment de l'Agence Auxiliaire de Kayes au Mali

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION

Renforcement de la sécurité de l'information

En 2024, dans le cadre de la gouvernance et de la gestion de la sécurité de l'information de la BCEAO, les initiatives mises en œuvre ont visé la poursuite de la consolidation du Système d'Information (SI) de l'institution, notamment au titre de la cybersécurité.

Enfin, la certification PCI/DSS de sécurité de l'industrie des cartes de paiement et la conformité des dispositifs de sécurité de la plate-forme de messagerie financière SWIFT ont été validées au terme des audits menés sur ces périmètres.



A cet égard, la BCEAO a déployé sur son parc de micro-ordinateurs portables et ses serveurs, une solution de détection permanente des menaces et de protection active face aux tentatives d'intrusions. Par ailleurs, pour renforcer son processus de traitement des incidents de cybersécurité, la BCEAO a achevé le déploiement d'une plateforme centralisée d'orchestration et d'automatisation de la réponse aux incidents de sécurité.

Consolidation du réseau de télécommunication par VSAT et des applications métiers

Dans le cadre du retrait des systèmes obsolètes de son réseau de télécommunication par satellite VSAT, la Banque a finalisé la migration de l'infrastructure de ce réseau vers une architecture supportant les technologies récentes du domaine.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2024 86

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 91

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER..... 92

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION 95

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE..... 97

7.6 - PLANS STRATÉGIQUES DE LA BCEAO 2022-2024 ET 2025-2027 99

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 101

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

S’agissant du portefeuille applicatif, la Banque Centrale a poursuivi la consolidation des applications métiers pour optimiser les processus internes, améliorer la productivité et la qualité des services.

En 2024, les projets menés ont abouti au déploiement de modules applicatifs, notamment pour améliorer le dispositif de surveillance des systèmes et moyens de paiement dans l'UEMOA et de supervision des acteurs de l'écosystème des moyens et services de paiement (COCOTIER), optimiser

le Suivi des Établissements de Crédit (SSEC) et compléter le Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines (SIRH) d’un composant de suivi du parcours professionnel des agents.

Enfin, il a été mené une campagne d’identification des besoins de digitalisation des activités manuelles exécutées par les Structures de la Banque, en vue d’une intégration des demandes formulées au portefeuille de projets de développement des solutions informatiques sur la période 2025-2027.



7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE



Les activités menées au cours de l’année 2024 se sont inscrites dans le cadre de la consolidation des dispositifs de contrôle interne et de maîtrise des risques opérationnels, notamment ceux relatifs à la cybersécurité, ainsi que du renforcement de la résilience de la Banque face aux situations de crise.

Au titre des actions visant le renforcement de sa résilience face aux crises, la Banque Centrale a procédé à des tests de son Plan de Continuité d’Activité (PCA) et à l’actualisation de la documentation y relative.

En outre, la BCEAO a adhéré à l’« *International Operational Risk Working Group* » (IORWG), un groupe de travail international de référence

sur la gestion des risques opérationnels, le 20 juin 2024, dans l’optique d’assurer une collaboration et un partage d’informations avec d’autres banques centrales. Cette adhésion représente une opportunité stratégique pour la Banque, lui permettant de se tenir informée des évolutions, d’organiser des benchmarks et d’adopter les meilleures pratiques dans des domaines tels que la gestion des risques cyber, le contrôle interne et la continuité d’activité.

Concernant la sécurité de l’information, des actions de sensibilisation du personnel à la cybersécurité ont été réalisées à travers la diffusion régulière de plaquettes mensuelles de sensibilisation, la publication de bulletins

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2024 86

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 91

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER 92

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION 95

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE 97

7.6 - PLANS STRATÉGIQUES DE LA BCEAO 2022-2024 ET 2025-2027 99

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 101

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

bi-mensuels portant sur l’actualité et les enjeux de la cybersécurité, ainsi que l’organisation de deux campagnes de formation et de sensibilisation des usagers des systèmes d’information de la Banque à la sécurité de l’information.

S’agissant de la consolidation du dispositif de contrôle interne, elle s’est traduite principalement par l’élaboration du cadre d’auto-évaluation du contrôle interne qui a pour but la mise en œuvre d’actions de formation au profit des Contrôleurs des Opérations en vue de renforcer leurs compétences.

Concernant le contrôle externe des comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2023, il en est ressorti que les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale, de sa performance financière et de ses flux de trésorerie au 31 décembre 2023. Le Commissaire Contrôleur a également indiqué que le système de contrôle interne mis en place par la Banque Centrale est satisfaisant.

Au titre de l'audit interne, les activités menées au cours de l’année 2024 ont essentiellement porté sur l'exécution du programme annuel des contrôles et le renforcement des capacités des auditeurs internes.

Une trentaine de missions d’audit ont été réalisées, dans le but de fournir, avec

indépendance et objectivité, une assurance raisonnable sur le degré de maîtrise des risques liés aux activités de la BCEAO. Les évaluations ont notamment porté sur le respect des dispositions légales, réglementaires et contractuelles, la sécurité et la fiabilité des informations ainsi que sur la sauvegarde du patrimoine de la Banque Centrale.

Une attention particulière a été portée sur les risques liés aux activités fiduciaires, aux processus des achats, au refinancement des établissements de crédits par la BCEAO, à la cybersécurité ainsi qu’à la gestion des missions et déplacements. Il a également été procédé à une évaluation de la maîtrise des risques inhérents à la surveillance et au contrôle des opérations de la BCEAO exposées aux risques de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et de prolifération des armes de destruction massive.

Des actions ont été entreprises en vue du renforcement des capacités des auditeurs internes, afin de s’assurer de la prise en charge adéquate des activités d’audit. Ainsi, en plus des actions du plan de formation de la BCEAO sur des thématiques relevant du domaine de l'audit, les auditeurs internes ont bénéficié des opportunités de renforcement des compétences à travers des actions de formations, des partages d’expérience et des conférences, offerts par des organisations professionnelles dont ils sont membres. Par ailleurs, des représentants de la BCEAO ont participé à des rencontres internationales de haut niveau consacrées aux défis et

perspectives des métiers du contrôle et de l’audit internes.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Assurance et d'Amélioration Qualité (PAAQ), il a été procédé à une analyse d’écarts par rapport aux nouvelles normes internationales d’audit devant entrer en vigueur au mois de janvier 2025. Une enquête sur la qualité des prestations de l’audit interne a également été réalisée auprès des structures

de la Banque Centrale, pour mesurer l’impact des recommandations formulées sur les dispositifs de maîtrise des risques.

Des actions d’amélioration ont été entreprises en vue de mettre à niveau et de renforcer l’efficacité du processus d’audit interne au regard des nouvelles normes d’audit qui entreront en vigueur en 2025, en prenant en compte les évolutions de l’environnement interne et externe de la BCEAO.

7.6 - PLANS STRATÉGIQUES DE LA BCEAO 2022-2024 ET 2025-2027

Plan Stratégique 2022-2024

La Banque Centrale a achevé la mise en œuvre de son Plan Stratégique 2022-2024, qui comporte 14 objectifs stratégiques, déclinés en 58 objectifs opérationnels et 69 projets.

Au terme de l’année 2024, 36 projets ont été terminés, soit 52 %. Ces réalisations constituent pour la Banque Centrale, des avancées notables dans les domaines d’attention représentés par les axes stratégiques.

Ainsi, au titre de la « *Gouvernance des processus et des risques* », l’automatisation du processus de réponse aux incidents de sécurité contribue au renforcement des dispositifs de sécurité, de maîtrise des risques et de lutte contre la cybercriminalité. En outre, pour consolider la notoriété de la BCEAO, la communication autour de la Revue Economique et Monétaire (REM) et du prix Abdoulaye FADIGA a été renforcée.

Concernant l’axe stratégique « *Stabilité monétaire* », la mise en place d’un cadre d'exploitation des *Big data* au sein de la

BCEAO, la construction d’un ETL (*Extract Transform and Load*) pour les États qui ont numérisé la collecte des états financiers et la mise en place d’indices des chiffres d'affaires dans le secteur de la construction, concourent au renforcement de la couverture, la fiabilité et la diffusion de l'information économique, monétaire et financière. En outre, l’élaboration d’une base de données des comptes nationaux conformément aux dispositions du SCN 2008, la mise en place d’un programme de renforcement des capacités des jeunes chercheurs de l'UEMOA ainsi que d’un cadre intégré d'estimation du PIB potentiel adapté à chaque Etat membre de l'UEMOA, ont permis de renforcer les analyses économiques, monétaires et financières. Par ailleurs, des études relatives d’une part, à la mise en place dans l'Union d'un dispositif de fourniture de liquidité d'urgence par la BCEAO et d’autre part, à l’impact de l’émission d’une Monnaie Digitale de Banque Centrale (MDBC) sur la politique monétaire ont été réalisées. Enfin, la mise en place d'un service de couverture adressé aux Trésors Publics pour la prise en

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2024 86

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 91

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER 92

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION 95

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE 97

7.6 - PLANS STRATÉGIQUES DE LA BCEAO 2022-2024 ET 2025-2027 99

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 101

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
IX AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

charge du risque de change induit par leurs engagements financiers extérieurs, permet l'optimisation du rendement des réserves de change.

Au titre de l'axe « *Stabilité et inclusion financières, financement des économies* », les résultats concernent l'amélioration du pilotage et l'implication des acteurs du Dispositif PME, l'amélioration d'un dispositif sous-régional d'études, de recherche ainsi que de veille réglementaire et technologique dans le domaine des paiements, l'élaboration d'un dispositif de prévention de l'impact des attaques cybercriminelles visant les infrastructures de paiement d'importance systémique de l'UEMOA, le renforcement de la surveillance des SFN (Services Financiers Numériques) offerts par les TPN (Trésors Publics Nationaux). Aussi, la révision de la Loi uniforme relative à la LBC/FT dans l'UMOA et ses textes d'application, l'amélioration du dispositif de supervision basée sur les risques de BC/FT contribuent à consolider les dispositifs réglementaire et de supervision des établissements assujettis ainsi que de surveillance des entreprises et activités non régulées.

Enfin, s'agissant de l'axe « *Efficience des ressources* », des réflexions pour le renforcement des dispositifs de secours énergétique de la Banque par des énergies renouvelables et l'élaboration d'un memorandum sur le redimensionnement des immeubles fonctionnels futurs, ont été réalisés en vue de recourir à des technologies innovantes pour améliorer la maîtrise des charges et réduire l'empreinte environnementale. En outre, le

Programme Accélééré de Formation en Langue Anglaise (PAFLA) a été mis en œuvre en vue d'améliorer les compétences linguistiques du Personnel.

Plan Stratégique 2025-2027

Par ailleurs, la BCEAO a élaboré son nouveau Plan Stratégique 2025-2027 sous le sceau de la nouvelle Vision décennale définie, à savoir être « *Une Banque Centrale innovante et résiliente au service des populations et du développement durable des économies de l'Union* ». A ce titre, six enjeux stratégiques, regroupés autour de trois axes ont été identifiés à l'issue des diagnostics stratégiques.



● l'axe 1 « *Stabilité monétaire* » porte deux enjeux que sont :

- le perfectionnement des outils d'analyses économiques et monétaires ;

- la prise en compte des effets et des risques climatiques sur la stabilité monétaire.

● l'axe 2 « *Stabilité et inclusion financières, financement des économies* » concerne l'enjeu ci-après :

- le renforcement du système bancaire et financier ainsi que l'accroissement de l'inclusion financière.

● l'axe 3 « *Résilience et innovation* » comprend les enjeux ci-après :

- le renforcement de la visibilité et du positionnement de la BCEAO ;

- le renforcement de la résilience et l'intégration des technologies innovantes ;

- la contribution aux objectifs de développement durable.

La prise en charge de ces enjeux est assurée par la définition d'objectifs stratégiques, déclinés en objectifs opérationnels, eux-mêmes traduits en projets.

Les actions stratégiques prévues devraient notamment permettre à la Banque Centrale de contribuer à la promotion de la stabilité, à l'innovation technologique et à la durabilité.

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO

La BCEAO a soumis, du 3 au 6 décembre 2024, conformément aux exigences normatives, son Système de Management de la Qualité à l'audit externe de suivi N° 2 réalisé par le Cabinet Bureau Veritas. Au terme de cette

évaluation, le certificat de la BCEAO à la norme ISO 9001 a été maintenu, témoignant ainsi de la conformité de ses pratiques aux standards internationaux.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 104

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 104

8.1.2 - Formation diplômante 106

8.1.3 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA.....107

8.1.4 - Autres activités de formation 109

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 110

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 110

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération
et des séjours de recherche.....111

8.2.3 - Outils d'aide à la décision 112

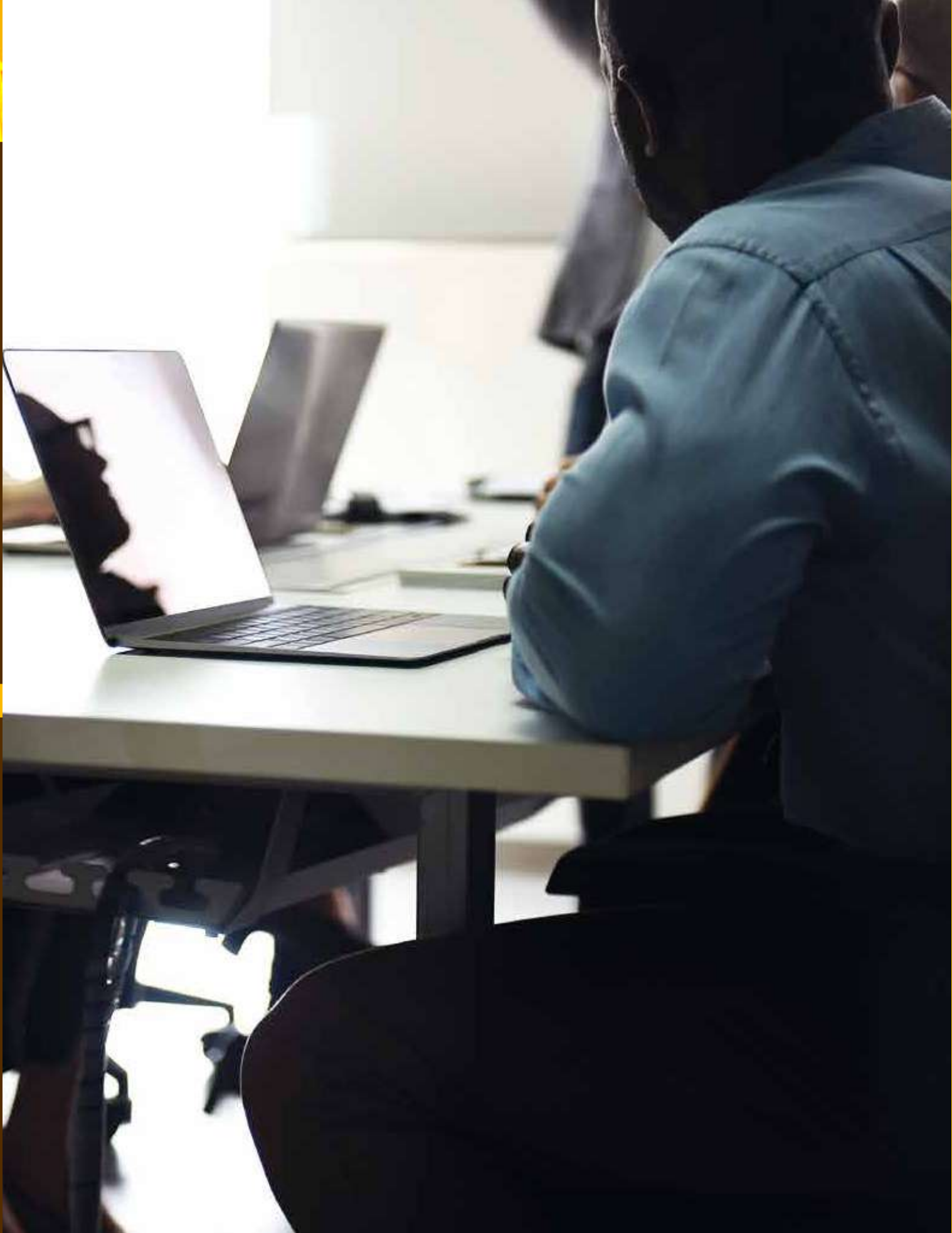
8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages) 113

8.2.5 - Renforcement de capacités des chercheurs.....113

8.2.6 - Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS.....104

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO.....104

8.1.2 - Formation diplômante.....106

8.1.3 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit
et des administrations économiques et financières
de l'UEMOA.....107

8.1.4 - Autres activités de formation.....109

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS.....110

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne.....110

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération
et des séjours de recherche.....111

8.2.3 - Outils d'aide à la décision.....112

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales
(Parrainages).....113

8.2.5 - Renforcement de capacités des chercheurs.....113

8.2.6 - Publications.....114

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 104

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 104

8.1.2 - Formation diplômante 106

8.1.3 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA.....107

8.1.4 - Autres activités de formation 109

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 110

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 110

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération
et des séjours de recherche.....111

8.2.3 - Outils d'aide à la décision 112

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages 113

8.2.5 - Renforcement de capacités des chercheurs.....113

8.2.6 - Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

8.1 - FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

À l’instar des années précédentes, l’année 2024 a été marquée par une série d’activités de formation, mises en œuvre par le COFEB au profit des agents de la BCEAO (managers, cadres et nouvelles recrues), des banques ainsi que des Administrations publiques et des Banques Centrales partenaires.

Un accent particulier a été mis sur la formation du personnel dans les thématiques émergentes

de la finance digitale et de la finance verte, en vue de leur prise en compte dans les projets de la BCEAO en cours de mise en œuvre dans ces domaines. Les sessions de formation et de vulgarisation portant sur les textes réglementaires et les réformes de la Banque se sont également intensifiées à l’attention des établissements de crédit, des institutions de microfinance et des établissements de monnaie électronique.

8.1.1 - RECYCLAGE ET FORMATION DU PERSONNEL DE LA BCEAO

La formation des agents de la BCEAO a enregistré 3.204 participations des membres du personnel en 2024, toutes catégories comprises. Ces actions de formation visent à renforcer leurs capacités dans leurs domaines respectifs et à maintenir une veille constante sur les sujets émergents. Elles ont été organisées dans le cadre de plusieurs programmes de formation, à savoir :

- la mise en œuvre du plan de formation annuel du personnel de la BCEAO ;

- les programmes de formation continue à distance à partir de la plateforme *e-learning* ;

- la formation d'intégration des agents nouvellement recrutés ;

- la formation de qualification professionnelle ;

- le programme de renforcement des capacités des managers de la BCEAO ;

- le programme spécifique en finance digitale et finance verte.



➔ **3.204 PARTICIPATIONS** ONT ÉTÉ ENREGISTRÉES AU SEIN DU PERSONNEL DE LA BANQUE CENTRALE ;

➔ **43 SESSIONS** DE FORMATION ORGANISÉES POUR **1.492 AGENTS** ;

➔ **82 AGENTS** NOUVELLEMENT RECRUTÉS ONT ÉTÉ FORMÉS A DISTANCE GRÂCE À LA PLATEFORME EN LIGNE (*E-LEARNING*), AVANT LA FORMATION RÉSIDENTIELLE AU COFEB ;

➔ **36 AGENTS** ONT PARTICIPÉ AU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES SERVICES DE CAISSE.

Dans le cadre du plan de formation du personnel de la BCEAO, au titre de l'année 2024, 43 sessions ont été organisées pour 1.492 agents. Les séminaires ont porté sur des thèmes variés, parmi lesquels : « *Passation des marchés publics de fournitures et des services des consultants* », « *Réussir les recrutements* », « *L'évaluation des performances* », « *Norme ISO 9004* ».

Parallèlement aux formations animées par des experts en ligne ou en présentiel, l'externalisation de la plateforme *e-learning* a permis de mettre à la disposition des agents de la Banque des cours accessibles en permanence. Au titre de l’année 2024, deux programmes ont été mis en œuvre à partir de la plateforme *e-learning*. Il s’agit de la formation d'intégration des agents nouvellement recrutés, notamment dans sa phase distancielle et de la formation en langue anglaise. Ces programmes ont été suivis par un effectif total de 487 participants.

Le Centre a également mis en œuvre la formation d'intégration des agents nouvellement recrutés. L'objectif de ce programme est d'accompagner les nouveaux agents, afin qu’ils s'imprègnent de la culture BCEAO, notamment les spécificités de l'environnement de travail et les missions de l'Institut d'émission.

Quatre-vingt-deux nouveaux agents ont participé à l’édition 2024, qui s’est déroulée en trois phases :

- une phase en ligne sous la forme d’autoformation en mode individualisé et asynchrone sur la plate-forme *e-learning* du COFEB et portant sur les modules relatifs à la culture BCEAO ;

- une phase distancielle sous forme de webinaire, constituée des présentations des Structures de la Banque sur leurs missions, leur organisation et leurs principaux projets ;

- une phase présentielle, sous la forme d’un regroupement au Siège de la Banque, du 29 juillet au 2 août 2024.

Un programme de formation de qualification professionnelle a été mis en place à l’intention de 36 agents sélectionnés à l’issue d’un concours interne en vue du renforcement des effectifs des Services de Caisse sur tous les sites concernés de la Banque Centrale.

L’ensemble des lauréats ont achevé avec succès ce parcours de formation composé de deux parties. La première partie relative à la formation théorique a débuté le 16 novembre 2023 et a pris fin le 4 février 2024. La seconde partie, réservée au stage pratique d'environ six mois, s’est achevée en août 2024.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement personnel (compétences comportementales, management et leadership), les 20 sessions de formation organisées ont totalisé 251 participations de responsables de la BCEAO. Ces sessions ont visé un double objectif : d’une part, mettre à la disposition des managers de la Banque, des outils pour consolider leurs compétences, et, d’autre part, fédérer les équipes autour de projets communs en toute confiance. A cet égard, les séminaires de renforcement de capacités ont porté sur les thèmes suivants : « *Lecture rapide* », « *Gestion des réunions* », « *Créer un impact et avoir de l'influence sur ses interlocuteurs* »,

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 104

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 104

8.1.2 - Formation diplômante 106

8.1.3 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA.....107

8.1.4 - Autres activités de formation 109

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 110

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 110

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération
et des séjours de recherche.....111

8.2.3 - Outils d'aide à la décision 112

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages 113

8.2.5 - Renforcement de capacités des chercheurs.....113

8.2.6 - Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

« Accompagner le changement et gestion des conflits », « Communication efficace à travers le travail en équipe », « Management et relation managériale » et « Communication et cohésion d'équipes ».

En complément de ces programmes récurrents de formation, un Programme Spécial de Formation en « Finance Digitale » et en « Finance Verte » a été mis en place à partir du mois d'avril 2024, en faveur de l'ensemble du personnel. A ce titre, 38 sessions de formation ont été réalisées en faveur d'un effectif total de 856 participants. Ce programme a été conçu pour renforcer les capacités du personnel dans les thématiques émergentes et les outiller pour prendre en charge avec davantage

8.1.2 - FORMATION DIPLÔMANTE

Le COFEB a assuré l'encadrement académique des 45°, 46° et 47° promotions du cycle diplômant. Concernant la 45° promotion, les 26 auditeurs ont soutenu leurs mémoires au cours de la période du 26 décembre 2023 au 14 février 2024. A l'issue de la réunion de la Cellule pédagogique de validation des résultats, tenue le 6 mars 2024, il a été décidé de décerner le diplôme de Master en Finances et Gestion Bancaire à l'ensemble de la promotion.

S'agissant des 31 auditeurs de la 46° promotion, ils ont effectué leurs stages du 5 août au 5 novembre 2024. Les soutenances de mémoires se sont déroulées sur la période du 3 au 18 décembre 2024. A l'instar de l'année

d'efficacité les projets de la BCEAO en la matière. Les formations ont porté notamment sur les thématiques ci-après : Monnaies Digitales de Banque Centrale (MDBC) et politique monétaire, FinTech et Laboratoire d'innovation financière (Sandbox), Ecosystème des FinTech dans l'UEMOA, Accès des IMF aux systèmes de paiement, Banques Centrales et changements climatiques, Fondamentaux des actifs digitaux, Interopérabilité des services financiers numériques, Risques climatiques et interactions avec l'économie, les finances publiques et le secteur financier, Placements dans les instruments financiers verts, Réglementations et initiatives internationales de la finance verte, Supervision de l'Open Banking, etc.

précédente, les auditeurs de cette promotion ont bénéficié d'un séminaire spécial sur le thème « Management et leadership », visant à leur fournir les compétences managériales clés, indispensables à l'exercice du rôle de cadre dans la sphère professionnelle.

Quant à la 47° promotion, elle est composée de 29 auditeurs, qui ont commencé leur formation le 4 novembre 2024, au titre de l'année académique 2024-2025.

Par ailleurs, le COFEB a obtenu l'accréditation de son diplôme du Master II en Finances et Gestion Bancaire par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) lors de sa 38° session.



8.1.3 - PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES INSTITUTIONS DE CRÉDIT ET DES ADMINISTRATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DE L'UEMOA

Le COFEB a organisé 28 sessions de formation au profit des établissements de crédit, des IMF, des EME et des Administrations publiques. Ces formations ont enregistré 614 participants.

Les thèmes abordés ont tenu compte des orientations stratégiques liées aux grands projets en cours, des problématiques émergentes de finance digitale et de finance

verte ainsi que des actions de vulgarisation de textes réglementaires. Ces derniers sont la Loi uniforme bancaire, la Loi uniforme régissant les institutions de microfinance, la Loi uniforme sur le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive et le Règlement régissant les relations financières extérieures des États membres de l'UEMOA.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 104

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 104

8.1.2 - Formation diplômante 106

8.1.3 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA.....107

8.1.4 - Autres activités de formation 109

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 110

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 110

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération
et des séjours de recherche.....111

8.2.3 - Outils d'aide à la décision 112

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages 113

8.2.5 - Renforcement de capacités des chercheurs.....113

8.2.6 - Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

Ainsi, les thèmes saillants abordés en 2024 dans le cadre des séminaires et ateliers sont associés au dispositif de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), la Cybersécurité et sécurité de l'information, la Gouvernance bancaire et comité d'audit, ainsi que les nouvelles problématiques de la gouvernance, telles que l'Intelligence Artificielle (IA) et les critères ESG (Environnementaux, Sociaux, Gouvernance).

Pour renforcer l'expertise des participants, le COFEB a poursuivi l'organisation des Parcours certifiants. A l'instar de l'année précédente, trois Parcours ont été organisés en 2024, en partenariat avec l'ATTF et l'ENSEA. En effet, le Parcours conjoint BCEAO/ATTF de formation et de coaching pour la transposition de Bâle II et III dans l'UEMOA (7^e édition) a été lancé en janvier 2018 dans le but d'accompagner la transposition de la réglementation Bâle II et III dans l'UEMOA. Il bénéficie de l'appui du Grand-Duché du Luxembourg, à travers l'Agence de Transfert de Technologie Financière (ATTF) du Luxembourg. Il vise à renforcer les compétences des acteurs de l'écosystème bancaire et financier en gestion des risques ainsi que sur le dispositif prudentiel et de gouvernance en vigueur dans l'Union. Ce Parcours a pris fin en septembre 2024 avec la certification de 43 cadres du secteur bancaire.

Toujours avec l'appui du Grand-Duché du Luxembourg, à travers l'ATTF, le Parcours certifiant COFEB/ATTF en Finance Digitale (2^e édition) a été mis en place sur la base des besoins exprimés par l'écosystème bancaire et financier de l'UEMOA. Cette formation accompagne les initiatives menées par la BCEAO en appui au développement de la

finance digitale, notamment la création d'un Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech (BCSF), la publication de documents didactiques, la conduite du projet sur l'Interopérabilité des Services Financiers Numériques et le projet de Laboratoire d'Innovation Financière (LIF). L'édition 2024-2025 a enregistré la participation de 23 cadres de banques et établissements financiers.

Enfin, le Parcours de formation certifiante COFEB/ENSEA en Réglementation bancaire et modélisation des paramètres bâlois (2^e édition) est organisé conjointement avec l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan. Cette formation s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la vulgarisation du dispositif prudentiel et du besoin de préparer les banques aux évolutions envisageables de la réglementation Bâle II et III, notamment la transition vers les modèles internes d'évaluation des risques bancaires. Vingt-cinq cadres d'établissements de crédit y ont pris part.

A l'intention des Dirigeants et responsables du secteur bancaire, le COFEB a organisé, en partenariat avec HEC Paris, deux Parcours certifiants dénommés Certificat Executive Management Stratégique Bancaire niveaux 1 et 2 (CEMSTRAT 1 & 2). Le Parcours CEMSTRAT 1 a enregistré la participation de 26 Directeurs techniques, opérationnels et cadres à haut potentiel des établissements bancaires et financiers. En ce qui concerne le CEMSTRAT 2, il a été également suivi par 26 Directeurs Généraux, Directeurs Généraux Adjointes et membres des comités de direction des établissements bancaires et financiers ainsi que par des Directeurs de la BCEAO.

8.1.4 - AUTRES ACTIVITÉS DE FORMATION

L'année 2024 a également été marquée par la mise en place, au sein du COFEB, d'une Cellule Interne d'Assurance Qualité (CIAQ), qui a pour principale mission de promouvoir les pratiques de qualité au sein du Centre, notamment dans toutes les activités relatives à la formation et à la recherche.

Dans le cadre de la vulgarisation des connaissances et de la veille informationnelle sur les questions stratégiques et émergentes, le COFEB a organisé trois conférences ouvertes au public interne et externe, au cours de l'année 2024, autour des thèmes ci-après :

– « *L'intelligence artificielle dans le secteur bancaire et financier : opportunités et défis pour les banques africaines* », le 21 mars 2024. Elle a été organisée sous forme d'une Master Class Internationale en ligne, en partenariat avec HEC Paris, et animée par Monsieur Marc ISRAEL, Expert de HEC Paris. La conférence a porté sur les principes de l'intelligence artificielle, sa contextualisation aux marchés africains, son application dans le monde financier, les défis spécifiques de l'intelligence artificielle dans la zone UEMOA et les stratégies de son intégration. Une centaine de participants y ont pris part ;

– « *Expériences réussies de mobilisation des ressources fiscales : quelles leçons pour les*

pays à fort potentiel fiscal en Afrique ? », animée le 15 juillet 2024 par le Professeur Mbaye DIENE, professeur associé au COFEB, en présence d'un public constitué des 31 auditeurs de la 46^e promotion et d'agents du COFEB.

Ce thème a permis de mettre en évidence la problématique de la faible mobilisation des recettes fiscales dans les États membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), qui est un sujet de préoccupation majeure pour les autorités de cette zone monétaire ;

– « *Au-delà des profits : intégration des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) pour une banque durable* », présentée le 24 septembre 2024 par Monsieur Yves DECEUNINCK, Expert de l'ATTF Luxembourg, en marge de l'étape finale de la 7^e édition du Parcours de formation et de coaching pour la transposition de Bâle II et III dans l'UEMOA.

Cette conférence a porté sur les risques potentiels et les opportunités de l'intégration des critères ESG pour une banque durable, notamment dans un contexte de recrudescence des risques climatiques. Au total, 100 participants ont pris part à cette conférence.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 104

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 104

8.1.2 - Formation diplômante 106

8.1.3 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA.....107

8.1.4 - Autres activités de formation 109

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 110

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 110

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération
et des séjours de recherche.....111

8.2.3 - Outils d'aide à la décision 112

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages 113

8.2.5 - Renforcement de capacités des chercheurs.....113

8.2.6 - Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

8.2. - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS

Les activités du COFEB en matière de recherche, de partenariats et de publications, au titre de l'année 2024, ont porté sur la réalisation d'études sur des sujets d'intérêt pour la Banque Centrale et les économies de l'Union. Par ailleurs, le COFEB a organisé la quatrième édition du Programme de

renforcement des capacités des chercheurs des Universités et Centres de recherche de l'UEMOA mis en place par la Banque Centrale. Deux nouveaux numéros de la Revue Economique et Monétaire de la BCEAO et les résultats des études réalisées ont été publiés par le Centre, au cours de l'année 2024.

8.2.1 - ÉTUDES RÉALISÉES PAR LES ÉQUIPES DE CHERCHEURS EN INTERNE

Au titre de l'année 2024, quatre Documents d'Etudes et de Recherche (DER) et deux Précis ont été élaborés.

Les DER ont porté sur les thèmes ci-après :

– « Conditions de crédit et effets de la politique monétaire dans l'UEMOA »

L'évolution des créances à l'économie et l'orientation de la politique monétaire dans l'UEMOA sur la période récente semblent soulever un paradoxe qui conduit à s'interroger sur les effets interactifs existant entre la politique monétaire et les conditions de crédit dans l'UEMOA. A cet égard, l'étude analyse l'impact de la politique monétaire sur les conditions de crédit, en explorant notamment l'existence de régimes de conditions de crédit dans lesquels les interventions des autorités monétaires pourraient s'avérer plus ou moins efficaces ainsi que l'influence de ces conditions de crédit sur la transmission de la politique monétaire.

– « Digitalisation des services financiers dans l'UEMOA : analyse des déterminants et des effets sur les performances des banques »

Les technologies digitales opèrent une transformation profonde de l'industrie bancaire. Cette étude se propose, en premier lieu, de concevoir un indice qui évalue la digitalisation des services financiers des banques de l'UEMOA. En outre, elle identifie les facteurs explicatifs de l'adoption de ces technologies digitales par les banques. Par ailleurs, l'étude examine les effets de la digitalisation des services financiers sur les performances des banques, avec un accent particulier sur l'efficacité dans la collecte des ressources, la distribution du crédit et la maîtrise des coûts.

– « Impact du changement climatique sur la transmission de la politique monétaire dans l'UEMOA »

Le changement climatique perturbe la mise en œuvre de la politique monétaire, à travers les risques physiques et de transition qu'il engendre. A cet égard, cette étude analyse son impact sur les canaux de transmission de la politique monétaire dans l'UEMOA. Elle évalue l'incidence des vulnérabilités climatiques sur le canal du crédit de transmission de la politique monétaire. Elle appréhende particulièrement l'impact de la vulnérabilité climatique sur les crédits nets d'une part et d'autre part analyse

le fonctionnement du canal de crédit dans un contexte de vulnérabilité climatique.

– « Exposition du secteur bancaire aux chocs climatiques : une analyse de scénarios dans le cas de l'UEMOA »

Les dommages causés par le changement climatique pourraient s'étendre au secteur financier. Dans ce contexte, cette étude évalue en premier lieu le degré d'exposition du secteur bancaire de l'UEMOA aux chocs climatiques, à partir d'une modélisation économétrique, en mettant l'accent sur l'impact de la vulnérabilité climatique sur les indicateurs de stabilité financière des banques de l'Union. Elle identifie en deuxième lieu les banques les plus vulnérables en suivant une approche prospective avec une analyse de scénarios.

Conformément aux orientations des Autorités de la BCEAO, deux Précis ont été réalisés sur les thèmes :

– « Finance verte : Les enjeux pour les Banques Centrales »

8.2.2 - ÉTUDES MENÉES DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION ET DES SÉJOURS DE RECHERCHE

Deux études ont été élaborées dans le cadre du séjour de recherche d'une chercheure du Programme « 100 femmes docteurs » du Nouveau Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire en Economie (NPTCIE) et d'un chercheur de l'African School of Economics (ASE). Rédigées sous forme de Notes et Études Thématiques (NET), elles ont porté sur les sujets ci-après :

Face aux menaces du changement climatique, la mise en place de politiques d'adaptation et d'atténuation est un objectif partagé au plan national et international. Ce Précis fournit une vue d'ensemble des concepts-clés et des caractéristiques liés à la finance verte. Il présente les approches de définition de la finance verte et son importance. Il met ensuite en évidence le rôle des acteurs et les instruments utilisés dans le domaine de la finance verte avant d'aborder les principaux enjeux de la finance verte pour les Banques Centrales.

– « Monnaie digitale de Banque Centrale : enjeux et défis »

La monnaie digitale de banque centrale (MDBC) constitue la forme numérique ou digitale de la monnaie fiduciaire émise par une banque centrale. Elle apparaît comme une réponse des banques centrales à l'essor des crypto-monnaies. Ce précis fait la lumière sur les caractéristiques, les enjeux et défis de l'introduction des Monnaies Digitales de Banques Centrales (MDBC) pour les Banques Centrales et les opportunités que son émission pourrait créer pour les différents acteurs de l'économie.

– « Changement climatique et inflation des prix alimentaires dans la zone UEMOA : quelle réponse de la politique monétaire ? ».

Le changement climatique est une problématique environnementale qui prend de plus en plus d'ampleur ces dernières décennies en raison de ces effets directs sur le secteur agricole. Au regard de l'importance

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 104

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 104

8.1.2 - Formation diplômante 106

8.1.3 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA.....107

8.1.4 - Autres activités de formation 109

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 110

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 110

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération
et des séjours de recherche.....111

8.2.3 - Outils d'aide à la décision 112

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages) 113

8.2.5 - Renforcement de capacités des chercheurs.....113

8.2.6 - Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS



de ce secteur dans les économies de l'UEMOA, le changement climatique pourrait être un facteur d'instabilité des prix. L'objectif de cette étude est d'analyser les effets du changement climatique sur l'inflation des prix alimentaires dans la zone UEMOA afin de dégager des enseignements pour la BCEAO.

– « *Dynamique de l'inflation et ratio de sacrifice dans l'UMOA* ».

L'atteinte de l'objectif de stabilité des prix est liée à plusieurs facteurs, dont l'efficacité des instruments de la politique monétaire, la nature des chocs exogènes mais aussi le degré d'ancrage des anticipations inflationnistes du public. Cette étude a pour objet d'analyser la dynamique de l'inflation dans la zone UMOA afin de calculer son degré de persistance et de déterminer les facteurs explicatifs des coûts de désinflation relativement faibles, pour un arbitrage optimal des choix de politique monétaire.

8.2.3 - OUTILS D'AIDE A LA DÉCISION

Au titre de la conception d'outils d'aide à la décision en appui aux Directions métiers, la principale diligence a porté sur l'élaboration d'une méthode de détermination des seuils optimaux du taux brut de dégradation des portefeuilles des banques suivant les catégories d'exposition, pour le compte de la Direction de la Stabilité Financière (DSF).

8.2.4 - PARTICIPATION À DES RENCONTRES SCIENTIFIQUES INTERNATIONALES (PARRAINAGES)

S'agissant des événements scientifiques, l'année 2024 a été marquée par la participation des chercheurs aux événements ci-après :

– L'édition 2024 de la Conférence africaine de *l'Econometric Society* (AFES 2024) organisée par l'ENSEA à Abidjan (Côte d'Ivoire), du 5 au 8 juin 2024. Cet événement parrainé par la BCEAO a permis de présenter les résultats du Document d'Etude et de Recherche (DER) publié en 2022 sur le thème « *Choc climatique, production et inflation dans l'UEMOA* » ;.

– Le séminaire de formation portant sur le thème « *Finance durable - Le changement climatique dans une Banque Centrale* » organisé par l'IBFI de la Banque de France du 19 au 21 mars 2024 à Paris en France.

– Deux ateliers organisés par le *Centre for Central Banking Studies* (CCBS) de la Banque d'Angleterre sur la communication des Banques

Centrales en matière de politique monétaire et sur les prévisions de l'inflation à court terme utilisant les modèles de *machine learning*, respectivement du 11 au 12 mars 2024 et du 15 au 16 avril 2024.

– L'édition 2024 du Programme de chercheurs invités du Fonds Monétaire International à Washington aux États-Unis, organisée dans le cadre du partenariat entre le Département Afrique du FMI et *l'African Economic Research Consortium* (AERC), du 16 septembre au 11 octobre 2024.

– L'édition 2024 de la Conférence Economique Africaine à Gaborone (Botswana), organisée conjointement par la Banque Africaine de Développement (BAD), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), du 23 au 25 novembre 2024.

8.2.5 - RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES CHERCHEURS

Les phases théorique et pratique de l'édition 2024 du Programme de renforcement des capacités des chercheurs de l'UEMOA ont respectivement été organisées les 3 et 4 mai 2024 et du 26 au 28 juin 2024. Les ateliers théoriques portant sur les « *Fondamentaux de la méthodologie de recherche en sciences*

économiques et de la rédaction d'une proposition de recherche » ont regroupé plus de 200 chercheurs de l'Union. En ce qui concerne la phase pratique, les travaux ont porté sur l'évaluation de 14 articles et 4 projets retenus sur 49 soumis par des participants de la phase théorique.

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 104

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 104

8.1.2 - Formation diplômante 106

8.1.3 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA 107

8.1.4 - Autres activités de formation 109

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 110

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 110

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération
et des séjours de recherche 111

8.2.3 - Outils d'aide à la décision 112

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages 113

8.2.5 - Renforcement de capacités des chercheurs 113

8.2.6 - Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

8.2.6 - PUBLICATIONS

Au titre des publications de l'année 2024, le COFEB a fait paraître de nombreux résultats de travaux d'études portant sur des sujets pertinents et d'actualité, en lien avec les activités de la BCEAO et sur la compréhension de l'évolution des économies de l'UEMOA. A ceux-là s'ajoutent deux numéros (35 et 36) de la Revue Economique et Monétaire (REM).

Les numéros 35 et 36 de la REM, publiés en 2024, comportent au total quatre articles, soit deux par numéro. Les deux articles du numéro 35 sont intitulés : « Effet de l'inclusion financière sur l'efficacité de la politique monétaire dans l'UEMOA » et « Effets asymétriques du taux de change sur les prix dans l'UEMOA ». Ceux du numéro 36 ont porté sur les thématiques ci-après : « Mesure et déterminants de la qualité de la croissance économique des

pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) » et « Impacts macroéconomiques de la pandémie de Covid-19 sur l'économie ivoirienne ».

Par ailleurs, deux DER et leurs Abrégés ont fait l'objet de publication. Ils portent sur les thématiques ci-après : « Cycle financier et politique budgétaire dans l'UEMOA » et « Incertitude et financement dans la zone UEMOA ». En outre, deux Notes d'Etudes Thématiques (NET) ont été publiées sur le site internet du COFEB. La première NET est intitulée « Sociétés de capitaux dans le secteur de la microfinance de l'UEMOA : quelles différences par rapport aux IMF à but social ? ». Quant à la seconde NET, elle a porté sur le thème « Faut-il revoir l'objectif de stabilité des prix : aperçu sur un débat récent ».



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL 118

9.2 - COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 119

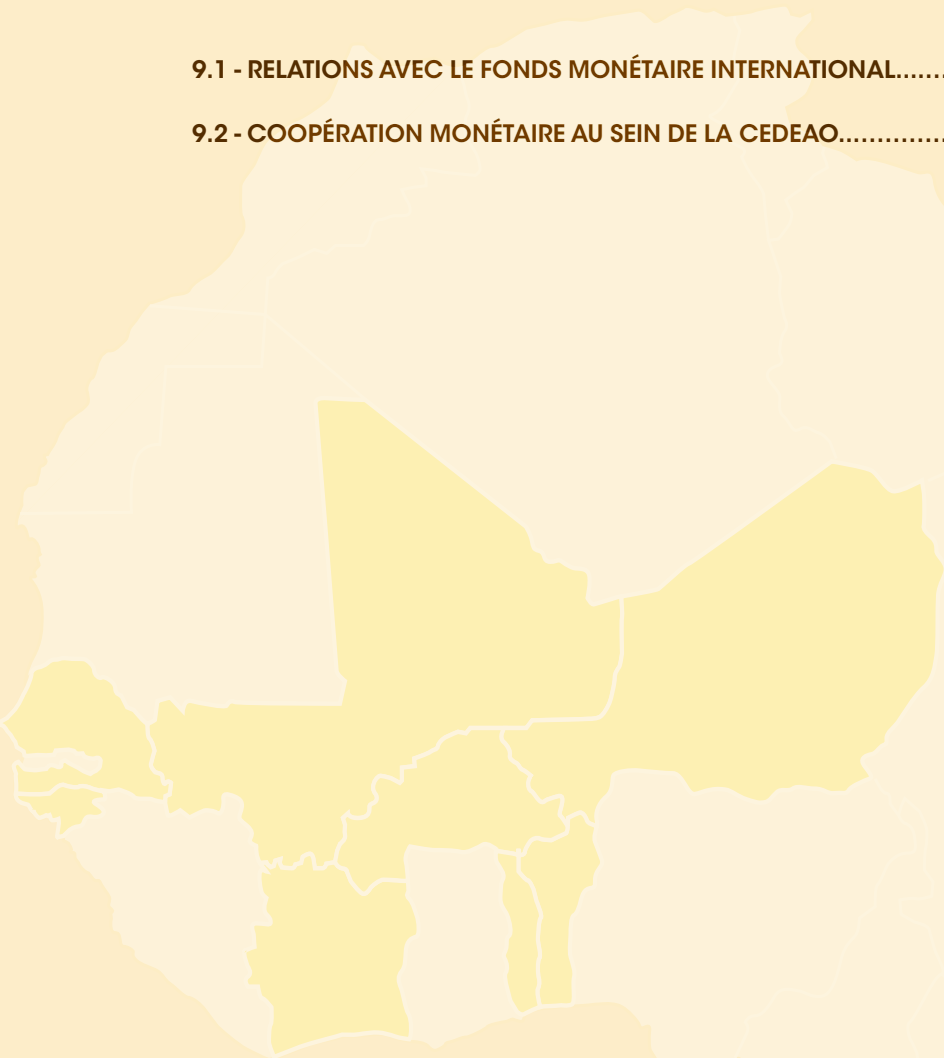
ANNEXES 123



IX RELATIONS AVEC LE FMI,
COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO

9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL.....118

9.2 - COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO.....119



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL 118

9.2 - COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 119

ANNEXES 123

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Au cours de l’année 2024, sept pays de l’UEMOA à savoir, le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Niger, le Sénégal et le Togo, ont poursuivi la mise en œuvre des accords conclus avec le Fonds Monétaire International (FMI). Le Togo, qui n'était plus en programme avec le Fonds depuis 2020, a renoué en mars 2024 avec un programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Ce programme a pour objectif de renforcer la stabilité macroéconomique et d’assurer la viabilité de la dette, tout en soutenant les initiatives de lutte contre la pauvreté. L’année 2024 a également été marquée par l’approbation en faveur de la Côte d'Ivoire, le 15 mars 2024, d'un accord au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). Cet appui financier vise à soutenir les réformes structurelles du pays afin de réduire les risques macroéconomiques liés aux changements climatiques, notamment dans les secteurs de l’agriculture, du transport, des infrastructures et de la gestion des finances publiques. Concernant le Mali, des perspectives favorables ont été notées dans ses relations avec le FMI avec la conclusion d’un accord préalable en avril 2024 entre les Services du Fonds et les Autorités nationales au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR). Cet accord est en attente d’approbation par le Conseil d’Administration du Fonds.

Les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des États membres de l'UEMOA, se sont soldées au cours de l'année 2024, par des entrées

nettes de ressources de 655,74 millions de DTS (540,59 milliards de FCFA) contre 1.085,44 millions de DTS (878,78 milliards de FCFA) un an plus tôt. Cette diminution est liée à la baisse du volume des tirages combinée à une hausse des remboursements. En effet, les décaissements des États de l’Union ont reculé de 12,29 % pour ressortir à 1.356,86 millions de DTS (1.118,25 milliards de FCFA), tandis que les remboursements ont progressé de 205,16 millions de DTS, passant de 389,46 millions de DTS (314,43 milliards de FCFA) à 594,62 millions de DTS (490,44 milliards de FCFA). En 2024, aucun allègement de dette n’a été accordé aux pays de l’Union.

Les charges supportées par la BCEAO et les États membres en 2024 se sont chiffrées à 196,47 millions de DTS (162 milliards de FCFA) contre 175,04 millions de DTS (141,29 milliards de FCFA) l’année précédente. Elles concernent les commissions versées par la BCEAO et les charges d'intérêt au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC), de l'Instrument de Financement Rapide (IFR) et de l’Accord de confirmation.

En 2024, la rémunération versée par le FMI aux États membres de l'UEMOA, correspondant aux intérêts sur les avoirs et à la rémunération de la position de réserve, a enregistré une baisse de 13,01 millions de DTS, ressortant à 89,97 millions de DTS (74,14 milliards de FCFA) contre 102,98 millions de DTS (83,22 milliards de FCFA) l'année précédente.

9.2 - COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

Dans le domaine de l’intégration régionale, l’évaluation des performances macroéconomiques des États membres s’est poursuivie en 2024, conformément aux dispositions du Pacte de convergence de la CEDEAO adopté en juin 2021. Les données disponibles indiquent qu'en 2024, tout comme en 2023, les pays de l'UEMOA n'ont pas respecté l'ensemble des critères de convergence de premier rang. Les performances en deçà des attentes enregistrées dans la plupart des États membres sont essentiellement liées à la persistance de déficits budgétaires élevés.

Au titre du Programme de la monnaie unique de la CEDEAO, il convient de mentionner l'accélération de la mise en œuvre des activités identifiées dans la feuille de route pour le lancement de l’ECO. Dans ce cadre, la BCEAO a abrité les réunions statutaires mi-annuelles de l'AMAO, du 26 au 30 juillet 2024, à Dakar. L'Institut d’émission a ainsi participé aux sessions ordinaires du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des États membres de la Communauté, qui ont porté, entre autres, sur l’harmonisation des méthodologies de compilation des statistiques monétaires et financières au niveau de la Communauté ainsi que la création d’un Comité régional chargé de la Balance des paiements (BDP) et de la réconciliation des données sur les échanges intra-CEDEAO, en vue de démarrer la production de la BDP régionale à partir de l’année 2025.

En outre, la BCEAO a participé aux réunions du Comité de haut niveau mis en place par la Commission de la CEDEAO, conformément aux instructions de la 63° Conférence des Chefs d’Etat et de Gouvernement. Sur proposition

de ce Comité, la Conférence a, lors de sa 65° session ordinaire, tenue le 7 juillet 2024 à Abuja, au Nigeria, décidé notamment de maintenir le Pacte de convergence en l’état.

Au cours de sa 66° session ordinaire, le 15 décembre 2024 à Abuja, la Conférence a adopté les critères de sélection des pays candidats à l’Union Monétaire de la CEDEAO (UMC), à savoir :

- la ratification et la mise en œuvre de l’ensemble des textes et cadres juridiques spécifiquement élaborés dans le cadre de la création de l’UMC ;
- la participation au mécanisme de change de la CEDEAO (MCC) pendant au moins deux années précédant la sélection, après la mise en place du cadre opérationnel, en maintenant le taux de change de sa monnaie dans la bande de fluctuation à définir ;



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL 118

9.2 - COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 119

ANNEXES 123

RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

- le respect de l'ensemble des quatre critères de convergence macroéconomi- que de premier rang sur au moins deux années consécutives précédant la date de lancement de l'ECO ou de son adhésion.

La Conférence a, par ailleurs, instruit la Commission, en collaboration avec l'AMAO, d'assurer l'intégration de ces critères dans le Protocole portant l'Accord de l'Union monétaire de la CEDEAO. Les Chefs d'Etat ont, en outre, endossé les propositions du Comité de haut niveau relatives aux coûts, aux sources et aux modalités de financement

de la mise en œuvre des réformes et des institutions nécessaires au lancement de l'ECO. Les hautes Autorités de la région ont invité le Comité de haut niveau, en collaboration avec la Commission, à intensifier les efforts en vue d'assurer le respect des délais impartis pour la mise en place et l'opérationnalisation des institutions nécessaires au lancement de l'ECO.

L'Institut d'émission continuera de prendre part, avec les autres parties prenantes, à toutes les initiatives majeures d'intégration économique et monétaire impliquant les États membres de l'UEMOA au sein de la CEDEAO.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR	XI
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO	XV
ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO	XXIII
TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024	XXXIX
VUE D’ENSEMBLE	LIX
I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA	1
II POLITIQUE MONÉTAIRE	31
III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES	43
IV STABILITÉ FINANCIÈRE	57
V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE	63
VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT	73
VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO	85
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS	103
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
ANNEXES	123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

ANNEXES

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

UMOA - COURS MONDIAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION DE L'UNION											
	2022	2023	2024	2023				2024			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Prix moyen de la période en FCFA / kg, sauf indication contraire											
Cacao	1 475,9	1 976,5	4 496,7	1 589,0	1 777,8	2 095,0	2 444,2	3 503,1	5 307,8	4 057,4	5 118,4
Prix indicatif O.I.C.C.											
Café	1 408,8	1 584,3	2 771,7	1 364,7	1 645,4	1 647,9	1 679,1	2 064,8	2 597,9	3 144,8	3 279,6
Prix indicatif robusta O.I.C.											
Coton	1 484,5	1 114,4	1 037,3	1 125,4	1 086,1	1 136,3	1 109,7	1 200,1	1 055,9	922,6	970,7
Indice A Liverpool											
Huile de palme	830,2	581,6	653,0	617,4	571,8	572,4	565,0	588,5	612,4	634,9	776,2
Huile de palmiste	970,7	590,9	837,2	634,0	575,1	580,8	573,7	635,1	727,6	859,2	1 127,1
Noix de cajou	341,0	260,3	911,5	281,5	256,6	239,7	263,5	664,6	822,4	1 059,5	1 099,4
Caoutchouc	1 237,5	957,7	1 239,8	946,0	947,5	928,3	1 009,1	1 165,6	1 221,7	1 209,9	1 361,9
Pétrole brut, NYMEX (tonne)	413 803,8	335 712,3	325 802,0	333 618,0	317 746,1	351 360,7	340 124,3	331 048,3	348 437,6	316 825,3	306 896,7
Phosphates	167,5	196,5	92,5	197,2	207,7	208,3	172,8	97,9	88,5	88,3	95,2
Uranium	56 088,1	65 523,6	93 168,1	54 869,2	57 959,7	64 225,7	85 039,7	103 681,3	96 166,1	86 976,1	85 849,0
Or brut (gramme)	39 563,1	41 562,1	51 063,0	40 705,9	42 009,2	41 010,0	42 523,2	44 169,0	50 196,2	52 150,8	57 736,2

INDICES DES COURS MONDIAUX EN FCFA DES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE EXPORTÉS PAR L'UMOA											
	2022	2023	2024	2023				2024			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Indices moyens – Base 100 en 2013											
Cacao	117,6	161,7	367,2	106,6	121,0	142,4	164,5	237,7	357,1	278,5	340,2
Café	111,2	128,5	225,5	108,8	133,2	133,3	134,4	166,6	207,9	256,7	263,0
Coton	127,1	97,6	90,8	99,2	97,2	101,5	98,0	107,0	93,4	83,2	85,1
Huile de palme	172,4	123,4	138,6	117,9	110,9	110,9	108,2	113,7	117,4	124,8	147,3
Huile e palmiste	151,3	93,5	132,7	115,7	106,6	107,5	105,0	117,3	133,2	162,6	204,2
Noix de cajou	129,1	107,2	142,4	175,9	158,0	144,2	157,9	154,5	189,6	249,3	251,1
Caoutchouc	121,6	94,1	121,8	73,6	73,8	72,3	78,5	90,7	95,1	94,0	106,0
Pétrole brut, NYMEX	94,8	78,5	76,7	73,5	70,6	78,3	75,8	75,0	76,6	72,3	67,4
Phosphates	210,7	256,4	120,7	255,3	273,0	273,4	223,6	128,3	114,9	117,1	122,5
Uranium	111,6	134,1	190,9	105,5	113,1	125,1	164,2	201,8	185,6	171,2	164,2
Or brut	166,6	179,7	220,8	133,8	140,1	136,7	140,2	146,9	165,5	175,5	188,6

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

POSITION NETTE DES ÉTATS DE L'UNION VIS-À-VIS DU FMI (en millions de DTS)

		2022	2023	2024
UMOA - Position globale				
Département des DTS	-Allocations	876,3	2 459,2	2 459,2
	-Disponibilités	994,5	1 949,3	2 534,4
Département général	-Quote-part	1 711,6	467,0	467,2
	-Positions de réserve	249,9	1 548,9	1 580,8
Facilité Élargie de Crédit	-Encours des prêts	1 558,8	1 870,2	2 130,6
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	696,7	755,7	754,9
Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC)	-Encours des prêts	659,3	1 416,0	1 880,9
Instrument de Financement Rapide (IFR)	-Encours des prêts	731,9	569,5	203,6
Facilité de Crédit de Confirmation (FCC)	-Encours des prêts	140,2	194,2	194,2
Accord de Confirmation	-Encours des prêts	280,4	388,3	366,7
Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)	-Encours des prêts	0,0	48,5	437,1
Bénin				
Département des DTS	-Allocations	177,8	177,8	177,8
	-Disponibilités	395,2	164,4	200,9
Département général	-Quote-part	123,8	123,8	123,8
	-Positions de réserve	18,3	18,3	18,4
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	261,2	303,5	308,9
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	41,3	41,3	41,3
Instrument de Financement Rapide (IFR)	-Encours des prêts	82,5	82,5	41,3
Facilité de Crédit de Confirmation (FCC)	-Encours des prêts			
Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC)	-Encours des prêts	144,4	246,0	287,6
Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)				49,5
Burkina				
Département des DTS	-Allocations	173,0	173,0	173,0
	-Disponibilités	181,3	200,6	168,0
Département général	-Quote-part	120,4	120,4	120,4
	-Positions de réserve	23,3	23,5	23,6
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	143,4	153,9	185,7
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	84,3	144,5	144,5
Côte d'Ivoire				
Département des DTS	-Allocations	934,3	934,3	934,3
	-Disponibilités	899,8	606,1	1 215,5
Département général	-Quote-part	650,4	650,4	650,4
	-Positions de réserve	83,4	83,4	83,4
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	382,4	552,5	729,1
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	216,8	216,8	216,8
Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC)	-Encours des prêts	514,9	954,3	1 377,5
Instrument de Financement Rapide (IFR)	-Encours des prêts	433,6	433,6	108,4
Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)				304,8

Source : Fonds Monétaire International

N.B. : La Facilité Élargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC)

POSITION NETTE DES ÉTATS DE L'UNION VIS-À-VIS DU FMI (en millions de DTS)

		2022	2023	2024
Guinée-Bissau				
Département des DTS	-Allocations	40,8	40,8	40,8
	-Disponibilités	57,7	63,7	50,2
Département général	-Quote-part	28,4	28,4	28,4
	-Positions de réserve	4,1	4,1	4,1
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	14,9	25,0	38,6
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	14,8	14,9	14,2
Mali				
Département des DTS	-Allocations	268,2	268,2	268,2
	-Disponibilités	276,1	214,3	250,3
Département général	-Quote-part	186,6	186,6	186,6
	-Positions de réserve	33,3	33,3	33,3
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	231,7	219,2	183,1
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	148,1	146,7	146,7
Niger				
Département des DTS	-Allocations	189,1	189,1	189,1
	-Disponibilités	235,5	191,2	220,2
Département général	-Quote-part	131,6	131,6	131,6
	-Positions de réserve	25,2	25,2	25,2
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	282,4	275,7	269,3
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	83,7	83,7	83,7
Sénégal				
Département des DTS	-Allocations	465,0	465,0	465,0
	-Disponibilités	289,9	312,2	135,2
Département général	-Quote-part	323,6	323,6	323,6
	-Position de réserve	42,7	42,7	42,7
Département général	-Recours au crédit du Fonds dont : Tranches de crédits			
		0,0	107,9	107,9
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts			
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	107,9	107,9	107,9
Instrument de Financement Rapide (IFR)	-Encours des prêts	215,7	161,8	53,9
Facilité de Crédit de Confirmation (FCC)	-Encours des prêts	140,2	194,2	194,2
Accord de Confirmation	-Encours des prêts	280,4	388,3	366,7
Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC)	-Encours des prêts	0,0	215,7	215,7
Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)	-Encours des prêts	0,0	48,5	48,5
Togo				
Département des DTS	-Allocations	211,0	211,0	211,0
	-Disponibilités	218,8	207,0	284,0
Département général	-Quote-part	146,8	146,8	146,8
	-Positions de réserve	19,6	19,6	19,8
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	242,8	232,5	307,8
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			

Source : Fonds Monétaire International

N.B. : La Facilité Élargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC)

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

Transferts nets des ressources du FMI (2022)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	BCEAO	UEMOA
Tirages	216,60	0	0	0	0	78,96	291,22	0		586,78
Remboursements	6,90	17,44	123,80	2,02	15,20	16,09	0,00	2,52		183,96
Allègement de dette	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Commissions et intérêts versées au FMI	1,35	1,31	7,09	0,31	2,04	1,44	3,53	1,60	26,87	45,54
Rémunérations reçues du FMI	3,26	1,97	10,37	0,47	3,77	2,72	5,21	2,50	0,49	30,76
Solde net	211,62	-16,79	-120,53	-1,86	-13,47	64,16	292,90	-1,62	-26,38	388,04

Transferts nets des ressources du FMI (2023)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	BCEAO	UEMOA
Tirages	152,40	84,28	743,31	13,27	0	19,74	533,96	0		1 546,96
Remboursements	10,61	14,22	242,22	3,82	26,86	25,21	53,93	12,59		389,46
Allègement de dette	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Commissions et intérêts versées au FMI	6,38	6,21	33,51	1,46	9,62	6,78	16,68	7,57	86,83	175,04
Rémunérations reçues du FMI	8,17	7,12	32,89	1,82	10,66	7,96	16,33	8,34	9,69	102,98
Solde net	143,58	70,97	500,47	9,81	-25,82	-4,30	479,68	-11,81	-77,14	1 085,44

Transferts nets des ressources du FMI (2024)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	BCEAO	UEMOA
Tirages	94,09	48,16	1 048,19	17,04	0	53,96	0	95,42		1 356,86
Remboursements	43,68	13,99	328,79	3,82	35,72	24,09	129,44	15,10		594,62
Allègement de dette	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Commissions et intérêts versées au FMI	7,10	6,91	37,32	1,63	10,71	7,55	18,57	8,43	98,23	196,47
Rémunérations reçues du FMI	6,42	7,72	25,97	2,23	10,80	8,85	10,81	10,14	7,03	89,97
Solde net	49,73	34,98	708,05	13,82	-35,63	31,17	-137,20	82,02	-91,20	655,74

UEMOA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2022	2023	2024(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	113 569,9	122 861,1	134 625,4
PIB marchand	100 820,7	109 261,2	119 907,9
Secteur primaire	24 815,8	25 791,4	29 434,6
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	24 815,8	25 791,4	29 434,6
Secteur secondaire	26 095,0	28 628,8	30 755,6
Industries extractives	6 413,3	6 645,3	7 454,5
Industries manufacturières	13 533,8	15 015,5	15 890,8
Electricité, Gaz, Eau	1 758,2	2 043,4	2 180,1
Bâtiment, Travaux Publics	4 389,7	4 924,7	5 230,2
Secteur tertiaire	62 659,1	68 440,9	74 435,2
Commerce de gros et de détail	14 668,9	16 062,4	17 548,7
Transports, Entrepôts et Communications	10 128,5	11 293,7	12 219,5
Autres services marchands	16 457,9	17 952,3	19 659,5
Droits et taxes à l'importation et TVA	8 654,7	9 532,6	10 290,1
Services non marchands	12 749,2	13 599,9	14 717,5
Importation de biens et services	39 373,9	39 314,7	39 813,2
Ressources = Emplois	152 943,8	162 175,7	174 438,6
Consommation publique	15 292,0	16 152,9	14 002,5
Consommation privée	77 395,9	83 263,6	91 260,0
Formation brute du capital fixe	29 839,3	32 516,0	35 451,0
Variation des stocks	2 735,5	2 458,7	1 506,7
Exportation de biens et services	27 681,1	27 784,6	32 218,4
Variation du déflateur du PIB (%)	4,5%	2,8%	3,2%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	10,2%	8,2%	9,6%
Taux de croissance réel (%)	5,5%	5,3%	6,2%
Population (millions)	138,7	142,5	146,9
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	819,1	862,0	916,5

Source : Instituts Nationaux de la Statistique
(*) Estimation

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

A
N
N
E
X
E
S

BÉNIN - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2022	2023	2024(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	10 854,5	11 934,9	12 970,0
PIB marchand	9 504,6	10 450,3	11 322,5
Secteur primaire	2 919,5	3 031,7	3 274,1
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 919,5	3 031,7	3 274,1
Secteur secondaire	1 847,2	2 065,0	2 278,9
Industries extractives	44,0	46,9	50,5
Industries manufacturières	1 066,3	1 200,9	1 333,3
Electricité, Gaz, Eau	93,6	103,6	110,9
Bâtiment, Travaux Publics	643,4	713,5	784,2
Secteur tertiaire	6 087,8	6 838,2	7 417,1
Commerce de gros et de détail	1 247,7	1 339,7	1 425,6
Transports, Entrepôts et Communications	1 151,4	1 391,3	1 487,0
Autres services marchands	1 341,0	1 480,0	1 600,6
Droits et taxes à l'importation et TVA	997,8	1 142,6	1 256,3
Services non marchands	1 349,9	1 484,6	1 647,5
Importation de biens et services	3 298,7	3 652,4	3 565,1
Ressources = Emplois	14 153,3	15 587,3	16 535,2
Consommation publique	1 091,7	1 134,3	1 278,9
Consommation privée	6 626,0	7 040,2	7 446,7
Formation brute du capital fixe	3 732,3	4 515,9	5 055,4
Variation des stocks	42,6	47,5	47,5
Exportation de biens et services	2 660,6	2 849,4	2 706,7
Variation du déflateur du PIB (%)	4,1%	3,4%	1,8%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	10,7%	10,0%	8,7%
Taux de croissance réel (%)	6,3%	6,4%	6,7%
Population (millions)	12,3	12,6	12,9
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	882,5	947,2	1005,4

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
(*) Estimation

BURKINA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2022	2023	2024(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	11 876,3	12 490,2	13 689,9
PIB marchand	9 631,0	10 135,8	11 204,4
Secteur primaire	2 229,5	2 141,4	2 789,7
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 229,5	2 141,4	2 789,7
Secteur secondaire	3 198,3	3 390,4	3 505,5
Industries extractives	1 689,6	1 781,7	1 792,0
Industries manufacturières	1 156,3	1 150,9	1 228,5
Electricité, Gaz, Eau	74,9	74,4	69,6
Bâtiment, Travaux Publics	277,5	383,3	415,3
Secteur tertiaire	6 448,5	6 958,5	7 394,7
Commerce de gros et de détail	1 377,8	1 587,0	1 908,6
Transports, Entrepôts et Communications	467,4	520,3	464,0
Autres services marchands	1 261,7	1 298,6	1 385,6
Droits et taxes à l'importation et TVA	1 096,3	1 198,2	1 151,0
Services non marchands	2 245,4	2 354,4	2 485,5
Importation de biens et services	4 217,1	4 145,4	4 416,7
Ressources = Emplois	16 093,4	16 635,6	18 106,6
Consommation publique	2 707,0	2 838,5	2 996,6
Consommation privée	7 544,2	7 585,5	8 561,5
Formation brute du capital fixe	1 912,4	2 117,8	2 236,6
Variation des stocks	303,5	507,8	369,4
Exportation de biens et services	3 626,3	3 585,9	3 942,5
Variation du déflateur du PIB (%)	7,1%	2,1%	4,3%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,7%	5,2%	9,6%
Taux de croissance réel (%)	1,5%	3,0%	5,1%
Population (millions)	22,1	22,7	23,4
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	536,7	550,2	584,8

Source : Institut National de la Statistique et de la Démographie
(*) Estimation

CÔTE D'IVOIRE - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2022	2023	2024(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	43 771,2	47 790,9	52 400,0
PIB marchand	39 944,7	43 702,7	47 808,0
Secteur primaire	6 908,8	6 851,3	7 792,0
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	6 908,8	6 851,3	7 792,0
Secteur secondaire	10 341,6	11 744,9	12 354,5
Industries extractives	1 352,9	1 454,8	1 502,0
Industries manufacturières	6 291,5	7 220,4	7 680,6
Electricité, Gaz, Eau	638,7	788,4	825,4
Bâtiment, Travaux Publics	2 058,6	2 281,3	2 346,4
Secteur tertiaire	26 520,8	29 194,7	32 253,6
Commerce de gros et de détail	6 556,8	7 185,5	7 913,9
Transports, Entrepôts et Communications	5 481,8	6 107,9	6 673,3
Autres services marchands	7 653,8	8 504,9	9 443,7
Droits et taxes à l'importation et TVA	3 001,9	3 308,1	3 630,7
Services non marchands	3 826,5	4 088,2	4 592,0
Importation de biens et services	12 443,2	12 927,0	13 443,4
Ressources = Emplois	56 214,4	60 717,9	65 843,4
Consommation publique	4 559,7	4 924,8	5 124,0
Consommation privée	29 384,1	32 492,2	33 770,0
Formation brute du capital fixe	11 027,0	12 241,8	13 741,0
Variation des stocks	508,0	72,2	-209,6
Exportation de biens et services	10 735,6	10 986,8	13 418,0
Variation du déflateur du PIB (%)	2,1%	2,5%	3,4%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,4%	9,2%	9,6%
Taux de croissance réel (%)	6,2%	6,5%	6,1%
Population (millions)	30,2	31,0	31,9
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	1 449,4	1 542,4	1 645,1

Source : Institut National de la Statistique
(*) Estimation

GUINÉE-BISSAU - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2022	2023	2024(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	1 147,1	1 260,9	1 337,8
PIB marchand	972,2	1 096,8	1 172,1
Secteur primaire	443,5	431,3	569,0
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	443,5	431,3	569,0
Secteur secondaire	147,3	197,9	215,6
Industries extractives	4,5	5,1	5,3
Industries manufacturières	81,0	111,8	120,7
Electricité, Gaz, Eau	26,4	40,2	46,9
Bâtiment, Travaux Publics	35,3	40,8	42,7
Secteur tertiaire	556,3	631,6	553,2
Commerce de gros et de détail	163,0	223,8	124,0
Transports, Entrepôts et Communications	76,9	91,4	98,7
Autres services marchands	91,7	97,3	106,2
Droits et taxes à l'importation et TVA	49,7	55,1	58,7
Services non marchands	174,9	164,1	165,6
Importation de biens et services	360,5	357,0	373,4
Ressources = Emplois	1 507,6	1 617,9	1 711,1
Consommation publique	218,5	203,2	217,0
Consommation privée	873,5	980,0	1 047,2
Formation brute du capital fixe	245,8	270,4	290,5
Variation des stocks	-4,9	-6,7	-22,7
Exportation de biens et services	174,7	171,0	179,1
Variation du déflateur du PIB (%)	4,3%	5,3%	1,0%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	10,1%	9,9%	6,1%
Taux de croissance réel (%)	5,6%	4,4%	5,1%
Population (millions)	2,1	2,2	2,2
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	544,8	586,1	607,2

Source : Institut National des Statistiques et du Recensement
(*) Estimation

A
N
N
E
X
E
S

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63



MALI - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2022	2023	2024(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	13 956,0	14 934,7	15 967,3
PIB marchand	12 620,4	13 505,1	14 418,6
Secteur primaire	4 600,7	4 852,3	5 298,7
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	4 600,7	4 852,3	5 298,7
Secteur secondaire	3 460,6	3 643,7	3 662,6
Industries extractives	1 800,7	1 863,2	1 784,5
Industries manufacturières	995,1	1 078,2	1 139,3
Electricité, Gaz, Eau	192,3	199,0	205,9
Bâtiment, Travaux Publics	472,6	503,3	532,8
Secteur tertiaire	5 894,8	6 438,7	7 006,1
Commerce de gros et de détail	1 530,0	1 674,9	1 843,2
Transports, Entrepôts et Communications	741,5	810,5	886,1
Autres services marchands	1 380,6	1 489,4	1 603,5
Droits et taxes à l'importation et TVA	907,0	1 034,4	1 124,6
Services non marchands	1 335,7	1 429,6	1 548,7
Importation de biens et services	5 153,7	4 829,0	4 598,1
Ressources = Emplois	19 109,7	19 763,7	20 565,4
Consommation publique	1 997,0	2 179,5	2 348,9
Consommation privée	10 229,5	10 598,4	10 983,0
Formation brute du capital fixe	3 076,8	3 238,9	3 425,5
Variation des stocks	154,2	46,2	-193,5
Exportation de biens et services	3 652,2	3 700,8	4 001,5
Variation du déflateur du PIB (%)	5,7%	2,2%	1,9%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	9,4%	7,0%	6,9%
Taux de croissance réel (%)	3,5%	4,7%	4,9%
Population (millions)	21,7	22,3	23,2
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	643,2	669,6	689,5

Source : Institut National de la Statistique
(*) Estimation

NIGER - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2022	2023	2024(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	9 632,0	10 124,7	11 796,5
PIB marchand	8 596,7	9 058,1	10 682,8
Secteur primaire	3 945,7	4 191,5	4 935,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	3 945,7	4 191,5	4 935,8
Secteur secondaire	1 806,2	1 908,5	2 362,8
Industries extractives	573,0	579,1	853,1
Industries manufacturières	655,6	702,6	808,3
Electricité, Gaz, Eau	153,7	166,1	177,5
Bâtiment, Travaux Publics	423,9	460,7	523,8
Secteur tertiaire	3 880,0	4 024,6	4 497,9
Commerce de gros et de détail	1 150,6	1 213,5	1 351,5
Transports, Entrepôts et Communications	447,7	502,6	608,8
Autres services marchands	731,0	737,7	864,4
Droits et taxes à l'importation et TVA	515,5	504,3	559,5
Services non marchands	1 035,3	1 066,6	1 113,8
Importation de biens et services	2 765,8	2 347,6	2 126,5
Ressources = Emplois	12 397,9	12 472,3	13 923,0
Consommation publique	1 491,3	1 582,3	1 579,6
Consommation privée	7 419,6	7 710,9	8 916,0
Formation brute du capital fixe	2 628,5	2 431,4	2 210,1
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0
Exportation de biens et services	858,3	747,7	1 217,3
Variation du déflateur du PIB (%)	4,1%	2,6%	7,1%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	16,5%	5,1%	16,5%
Taux de croissance réel (%)	11,9%	2,5%	8,8%
Population (millions)	24,5	25,4	26,4
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	393,8	399,1	447,5

Source : Institut National de la Statistique
(*) Estimation

SÉNÉGAL - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2022	2023	2024(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	17 227,9	18 711,7	20 365,6
PIB marchand	15 058,7	16 397,8	17 958,5
Secteur primaire	2 815,2	3 258,2	3 675,5
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 815,2	3 258,2	3 675,5
Secteur secondaire	4 270,4	4 547,3	5 150,4
Industries extractives	892,2	855,3	1 403,2
Industries manufacturières	2 646,7	2 838,6	2 805,2
Electricité, Gaz, Eau	382,5	441,5	499,4
Bâtiment, Travaux Publics	349,0	411,8	442,6
Secteur tertiaire	10 142,3	10 906,2	11 539,7
Commerce de gros et de détail	2 232,3	2 420,9	2 526,1
Transports, Entrepôts et Communications	1 064,9	1 125,7	1 193,3
Autres services marchands	3 102,9	3 341,7	3 559,1
Droits et taxes à l'importation et TVA	1 573,0	1 704,1	1 854,2
Services non marchands	2 169,2	2 313,8	2 407,1
Importation de biens et services	9 167,7	8 990,4	9 097,0
Ressources = Emplois	26 395,6	27 702,1	29 462,6
Consommation publique	2 568,0	2 577,1	2 703,6
Consommation privée	11 345,9	12 527,8	12 889,8
Formation brute du capital fixe	6 122,7	6 503,1	7 098,8
Variation des stocks	1 732,1	1 791,8	1 515,5
Exportation de biens et services	4 627,0	4 302,3	5 254,9
Variation du déflateur du PIB (%)	8,7%	3,9%	2,0%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	12,9%	8,6%	8,8%
Taux de croissance réel (%)	3,8%	4,3%	6,7%
Population (millions)	17,7	18,1	18,5
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	975,8	1 032,3	1 099,9

Source : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
(*) Estimation

TOGO - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2022	2023	2024(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	5 104,8	5 613,2	6 098,4
PIB marchand	4 492,5	4 914,6	5 341,1
Secteur primaire	952,9	1 033,6	1 099,9
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	952,9	1 033,6	1 099,9
Secteur secondaire	1 023,3	1 131,2	1 225,4
Industries extractives	56,5	59,2	63,9
Industries manufacturières	641,4	711,9	774,8
Electricité, Gaz, Eau	196,1	230,2	244,4
Bâtiment, Travaux Publics	129,4	130,0	142,3
Secteur tertiaire	3 128,6	3 448,4	3 773,1
Commerce de gros et de détail	410,7	417,1	455,8
Transports, Entrepôts et Communications	696,8	744,0	808,5
Autres services marchands	895,1	1 002,8	1 096,5
Droits et taxes à l'importation et TVA	513,7	585,9	655,1
Services non marchands	612,4	698,6	757,2
Importation de biens et services	1 967,2	2 065,9	2 193,1
Ressources = Emplois	7 072,1	7 679,1	8 291,5
Consommation publique	658,7	713,2	750,6
Consommation privée	3 973,2	4 328,5	4 649,2
Formation brute du capital fixe	1 093,7	1 196,7	1 393,3
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0
Exportation de biens et services	1 346,4	1 440,7	1 498,4
Variation du déflateur du PIB (%)	4,3%	3,3%	2,2%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	10,4%	10,0%	8,6%
Taux de croissance réel (%)	5,9%	6,5%	6,3%
Population (millions)	8,1	8,3	8,5
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	630,6	677,2	719,5

Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
(*) Estimation

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES D'EXPORTATION

	2022	2023	2024
	Tonnes		
BÉNIN			
Arachides	163 837	178 954	295 577
Coton graine	588 110	597 977	638 520
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	12 207	12 897	13 626
Noix de cajou	187 033	203 844	209 148
Ananas	472 514	477 428	475 742
BURKINA			
Arachides	559 064	683 183	743 303
Coton graine	406 351	409 283	319 815
Karité	592 585	628 140	665 828
Sésame	272 001	288 321	305 621
Noix de cajou	93 971	99 610	89 549
CÔTE D'IVOIRE			
Café	94 900	46 902	80 000
Cacao	2 358 800	1 822 320	2 050 000
Coton graine	539 623	236 183	347 922
Régimes de palme			
Palmistes			
Caoutchouc	1 332 600	1 624 824	1 966 000
Canne à sucre	189 825	193 622	193 623
Tabac			
Bananes(2)	488 203	509 267	509 268
Ananas(2)	72 900	76 600	81 900
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Noix de cajou	1 028 200	1 225 935	1 000 000
Arachides	243 390	277 072	280 334
GUINÉE-BISSAU			
Arachides	133 589	133 700	139 583
Noix de cajou	230 088	239 752	248 143
Palmistes	2 983	3 102	3 227
Coton graine	3 649	3 803	3 936
MALI			
Arachides	442 679	478 093	556 979
Coton graine	389 750	582 559	678 681
Karité			
Tabac			
NIGER			
Arachides	670 600	604 166	689 958
Coton graine			
Haricot et niébé	2 865 900	2 166 817	2 491 840
SÉNÉGAL			
Arachides	1 501 500	1 727 700	1 907 381
Coton graine	16 765	17 871	19 730
Tomate industrielle			
TOGO			
Café	24 035	26 143	27 894
Cacao	16 454	17 474	18 644
Coton graine	52 986	54 576	58 232
Arachides	46 629	50 360	53 734
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	75 507	78 527	81 668
UMOA			
Cacao	2 375 254	1 839 794	2 068 644
Café	118 935	73 045	107 894
Coton graine	1 997 234	1 902 252	2 066 836
Régimes de palme			
Palmistes	90 697	94 526	98 520
Karité	592 585	628 140	665 828
Sésame	272 001	288 321	305 621
Arachides	3 761 288	4 133 228	4 666 848
Caoutchouc	1 332 600	1 624 824	1 966 000
Tabac			
Bananes(2)	488 203	509 267	509 268
Ananas	545 414	554 028	557 642
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Canne à sucre	189 825	193 622	193 623
Tomate industrielle			
Noix de cajou	1 539 292	1 769 140	1 546 840
Haricot et niébé	3 654 047	3 038 937	3 597 687

(1) : Milliers de m3
(2) : Exportations
Sources : Organismes nationaux de commercialisation

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIÈRES

	2022	2023	2024 (*)
	Milliers de tonnes		
BÉNIN			
Maïs	1 619,6	2 059,3	2 069,6
Mil et sorgho	148,2	184,7	185,6
Riz paddy	525,0	492,6	495,1
Igname	3 214,9	3 321,1	3 397,5
Manioc	4 350,1	4 449,4	4 551,8
Haricot et niébé	142,0	122,7	125,6
Autres	1 189,2	1 343,4	1 374,3
	11 189,0	11 973,2	12 199,4
BURKINA			
Maïs	1 810,3	1 800,3	2 125,6
Mil et sorgho	2 921,6	2 905,6	3 430,6
Riz paddy	439,0	436,6	515,5
Fonio	8,2	8,1	9,6
Autres	3 724,7	4 047,2	4 205,0
	8 903,8	9 197,8	10 286,3
CÔTE D'IVOIRE			
Maïs	1 199,3	1 416,2	1 659,8
Riz paddy	1 703,5	2 011,5	2 357,5
Mil et sorgho	143,5	127,5	149,4
Igname	7 786,1	7 471,7	7 397,0
Manioc	6 804,1	8 248,3	8 165,8
Banane plantain	2 109,3	2 311,7	2 288,5
Autres	380,8	508,2	503,1
	20 126,7	22 095,0	22 521,1
GUINÉE-BISSAU			
Riz paddy	223,5	226,4	246,5
Maïs	20,3	21,0	22,9
Mil et sorgho	55,6	58,5	63,7
Patate douce	49,7	51,8	32,6
Manioc	47,2	48,3	30,4
Autres	3,1	3,2	2,0
	399,4	409,1	398,1
MALI			
Maïs	3 732,5	3 386,9	3 613,9
Mil et sorgho	3 415,3	3 500,6	3 735,1
Riz paddy	2 880,9	3 023,9	3 226,5
Manioc	181,5	191,4	214,4
Igname	163,0	171,9	192,5
Patate	748,7	789,8	884,6
Haricot/Niébé	250,3	264,1	295,8
Autres	347,7	336,8	377,2
	11 719,7	11 665,5	12 540,0
NIGER			
Maïs	9,3	7,9	8,4
Mil et sorgho	5 757,7	4 891,2	5 585,7
Riz paddy	161,3	137,0	156,5
Haricot et niébé	2 865,9	2 166,8	2 491,8
Autres	1 125,8	1 105,6	1 271,4
	9 920,0	8 308,5	9 513,9
SÉNÉGAL			
Maïs	787,8	928,6	481,9
Mil et sorgho	1 460,2	1 797,7	933,0
Riz paddy	1 409,1	1 533,4	795,8
Manioc	1 322,8	1 388,7	2 198,4
Haricot et niébé	172,5	250,8	397,0
Pastèques	1 492,6	1 384,6	2 191,9
Autres	1 544,8	1 547,5	2 449,7
	8 189,8	8 831,4	9 447,8
TOGO			
Maïs	977,3	1 059,8	1 006,8
Mil et sorgho	317,9	344,7	327,5
Riz paddy	171,8	186,3	177,0
Igname	1 008,5	1 046,8	1 283,3
Manioc	1 258,4	1 308,8	1 604,5
Haricot et niébé	223,3	234,5	287,5
Autres	2 488,7	2 583,5	3 167,4
	6 445,9	6 764,3	7 854,0
UMOA			
Maïs	10 156,4	10 680,0	10 988,9
Mil et sorgho	14 220,0	13 810,3	14 410,6
Riz paddy	7 514,2	8 047,7	7 970,4
Fonio	8,2	8,1	9,6
Igname	12 172,5	12 011,5	12 270,3
Manioc	13 964,1	15 634,9	16 765,3
Patate douce	798,4	841,6	917,2
Banane plantain	2 109,3	2 311,7	2 288,5
Haricot et niébé	3 654,1	3 038,9	3 597,7
Pastèques	1 492,6	1 384,6	2 191,9
Autres	10 804,7	11 475,5	13 350,3
Total	76 894,2	79 244,8	84 760,6

Sources : Ministères de l'agriculture des Etats
(*) Estimations

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

UMOA - PRODUCTIONS MINIÈRES

Périodes	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire		Mali	Niger			Sénégal			Togo	
	Pétrole	Or	Pétrole	Or	Or	Or	Uranium	Pétrole	Phosphates de calcium	Or	Sel marin	Phosphates de calcium	Clinker
	barils	kg	Milliers de barils	kg	kg	kg	tonnes	Milliers de barils	tonnes	kg	tonnes	tonnes	
PRODUCTION								(*)					
2010		24 435	14 562	5 080	42 033	1 989	4 198		1 055 075	3 800	231 625	695 150	1 059 972
2011		33 173	12 391	12 357	42 038	1 872	4 159		1 283 000	3 200	216 587	868 616	1 200 551
2012		29 961	10 770	12 164	46 273	1 581	4 770	4 639	1 380 000	6 200	237 385	1 110 416	1 167 564
2013		33 747	9 133	15 516	46 997	1 016	4 259	6 536	881 453	6 500	238 888	1 213 657	911 030
2014		36 283	6 902	18 600	45 869	673	3 992	6 256	752 245	6 700	249 224	1 108 820	837 250
2015		36 451	10 735	23 540	46 503	1 206	4 115	5 459	1 006 000	5 600	268 176	1 150 194	1 565 646
2016		47 783	15 426	25 055	46 938	881	3 495	6 014	1 466 000	6 200	262 914	843 466	2 047 779
2017		55 956	12 441	25 396	49 622	843	3 485	6 665	1 575 416	7 400	268 160	732 503	2 117 652
2018		62 231	11 785	24 457	60 893	22	2 911	6 065	1 782 000	14 810	264 744	1 020 121	2 060 177
2019		60 396	13 194	32 568	71 190	269	2 981	6 607	1 701 000	16 070	286 103	703 573	2 224 259
2020		72 455	10 642	38 523	71 238	2 362	2 991	6 273	1 649 000	16 237	290 873	1 321 345	2 322 406
2021		77 402	8 771	41 857	69 460	2 454	2 281	6 402	1 618 000	19 120	280 599	1 456 368	2 266 241
2022		68 219	9 301	48 317	72 227	3 352	2 020	6 341	1 904 078	18 610	320 628	1 541 772	1 814 243
2023		67 860	10 752	50 288	72 593	2 424	1 130	6 355	1 841 221	17 286	272 615	1 517 478	1 855 316
2024 (*)		70 084	15 817	52 000	66 713	1 458	1 031	20 640	1 968 265	21 241	-	1 446 612	-
VENTES													
2010		24 435	14 861	5 419	42 033	1 989	4 200		198 428	3 800	190 188	857 772	1 060 864
2011		33 173	12 840	13 114	42 038	1 872	4 171		189 338	3 200	183 858	894 341	1 068 740
2012		29 961	11 608	13 120	46 273	1 581	4 690		177 329	6 200	202 980	1 033 390	1 140 300
2013		33 747	9 009	17 291	48 092	1 016	4 230		163 930	6 500	190 940	1 142 692	987 767
2014		36 283	6 481	19 141	45 869	673	3 992		155 720	6 700	205 782	1 182 043	846 251
2015		36 451	10 648	22 295	46 503	1 206	4 026		293 882	5 600	202 318	939 025	1 594 600
2016		47 783	15 426	25 055	46 938	881	2 984		158 045	6 200	204 858	845 900	2 062 900
2017		55 956	12 441	25 396	49 622	843	3 562		115 580	7 400	112 704	794 000	2 061 471
2018		62 231	11 785	24 457	60 893	22	2 879		114 230	14 810	204 471	1 045 433	2 023 146
2019		50 808	13 194	32 233	65 670	675	2 923		125 555	16 072	237 641	825 139	2 241 243
2020		62 672	10 642	38 674	65 423	1 472	2 904		135 689	14 594	257 723	1 332 101	2 490 611
2021		67 360	9 909	41 857	63 909	4 027	2 178		152 307	18 818	274 780	1 386 811	2 245 049
2022		58 191	9 301	48 317	65 694	2 465	1 919		142 560	18 308	256 762	1 583 180	1 963 918
2023		57 238	9 672	50 288	66 027	2 265	1 553		145 206	16 984	221 913	1 451 792	1 625 276
2024 (*)		70 084	15 817	52 000	66 713	1 458	1 031		1 968 265	21 241	-	1 446 612	-

Sources : Ministère des Mines - Sociétés minières

(*) : Estimations

UMOA - INDICE HARMONISÉ DES PRIX À LA CONSOMMATION

Base 100=2014

	2022	2023	2024
BÉNIN			
1er trimestre	106,82	112,09	111,72
2e trimestre	106,19	110,32	112,62
3e trimestre	106,34	108,98	111,35
4e trimestre	110,29	109,98	110,83
Année	107,41	110,34	111,63
BURKINA FASO			
1er trimestre	114,95	121,46	125,35
2e trimestre	124,56	124,21	128,17
3e trimestre	128,52	126,09	132,90
4e trimestre	125,51	125,46	131,64
Année	123,39	124,30	129,51
CÔTE D'IVOIRE			
1er trimestre	114,01	119,66	123,80
2e trimestre	115,68	121,13	126,21
3e trimestre	117,81	122,68	127,29
4e trimestre	118,80	123,20	126,17
Année	116,57	121,67	125,87
GUINÉE-BISSAU			
1er trimestre	113,69	125,14	128,45
2e trimestre	116,23	127,45	131,16
3e trimestre	120,84	128,07	133,09
4e trimestre	122,88	126,93	133,66
Année	118,41	126,90	131,59
MALI			
1er trimestre	109,92	117,07	116,44
2e trimestre	113,94	117,40	119,88
3e trimestre	118,86	118,66	125,43
4e trimestre	118,70	117,77	124,23
Année	115,35	117,73	121,50
NIGER			
1er trimestre	111,51	113,19	122,07
2e trimestre	113,24	114,34	129,39
3e trimestre	114,70	120,66	133,76
4e trimestre	112,71	120,68	126,18
Année	113,04	117,22	127,85
SÉNÉGAL			
1er trimestre	113,56	124,74	127,92
2e trimestre	115,91	125,47	127,83
3e trimestre	124,39	130,49	129,10
4e trimestre	127,68	129,43	129,37
Année	120,38	127,53	128,56
TOGO			
1er trimestre	116,06	123,35	126,72
2e trimestre	119,20	126,62	131,16
3e trimestre	120,66	126,23	131,00
4e trimestre	121,19	126,22	127,98
Année	119,28	125,60	129,22
UEMOA			
1er trimestre	112,79	119,31	122,71
2e trimestre	115,84	120,52	125,52
3e trimestre	119,31	122,75	127,84
4e trimestre	119,85	122,61	126,12
Année	116,95	121,30	125,55

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

UEMOA : TABLEAU CONSOLIDÉ DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DES ÉTATS

	2022	2023	2024(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONSS	19 339,1	21 412,7	23 513,2
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	17 968,3	20 195,4	22 396,6
Recettes fiscales	15 584,0	17 625,7	19 619,7
Recettes non fiscales	1 752,5	1 924,2	2 152,9
Autres recettes non classées	631,8	645,5	624,1
1.2 DONSS	1 370,8	1 217,3	1 116,6
Dons-projets	972,9	864,7	853,7
Appuis Budgétaires	397,9	352,6	262,9
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	28 085,4	29 077,3	30 366,8
2.1 DÉPENSES TOTALES	28 030,2	29 032,3	30 379,0
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	16 985,0	18 125,6	18 897,7
Traitements et salaires	6 099,7	6 791,5	7 256,2
Autres dépenses de fonctionnement	8 687,5	8 521,3	8 379,1
dont subventions et autres transferts	5 013,3	4 186,5	4 309,6
Intérêts dus	2 197,8	2 812,8	3 262,4
Intérêts sur dette intérieure	1 126,0	1 366,6	1 576,3
Intérêts sur dette extérieure	1 071,8	1 446,2	1 686,1
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	9 686,0	9 494,2	10 238,7
Sur ressources intérieures	5 086,4	4 896,0	6 194,5
Sur ressources extérieures	4 599,6	4 598,2	4 044,2
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	1 359,2	1 412,5	1 242,6
2.2 PRÊTS NETS	55,2	45,0	-12,2
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-10 117,1	-8 881,9	-7 970,2
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-8 746,3	-7 664,6	-6 853,6
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	363,6	-63,6	-21,2
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-9 753,5	-8 945,5	-7 991,4
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-8 382,7	-7 728,2	-6 874,8

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire

BÉNIN : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2022	2023	2024(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONSS	1 553,1	1 795,1	1 981,3
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	1 498,5	1 701,3	1 893,8
Recettes fiscales	1 320,7	1 537,9	1 715,4
Recettes non fiscales	177,8	163,4	178,4
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONSS	54,6	93,8	87,5
Dons-projets	54,6	84,0	66,7
Appuis Budgétaires	0,0	9,8	20,8
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	2 149,4	2 289,8	2 460,7
2.1 DÉPENSES TOTALES	2 153,0	2 287,9	2 460,7
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	1 198,1	1 276,0	1 445,1
Traitements et salaires	436,1	509,8	581,1
Autres dépenses de fonctionnement	583,3	576,0	632,1
dont subventions et autres transferts	413,5	420,4	460,6
Intérêts dus	178,7	190,2	231,9
Intérêts sur dette intérieure	90,2	87,5	111,1
Intérêts sur dette extérieure	88,5	102,7	120,8
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	954,9	1 011,9	1 015,6
Sur ressources intérieures	593,0	584,3	634,0
Sur ressources extérieures	361,9	427,6	381,6
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	0,0	0,0	0,0
2.2 PRÊTS NETS	-3,6	1,9	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-650,9	-588,5	-566,9
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-596,3	-494,7	-479,4
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	82,2	-86,3	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-568,7	-674,8	-566,9
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-514,1	-581,0	-479,4

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

BURKINA : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2022	2023	2024(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONSS	2 551,9	2 746,9	3 056,6
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	2 288,2	2 543,4	2 877,0
Recettes fiscales	2 052,5	2 246,0	2 549,7
Recettes non fiscales	235,8	297,4	327,3
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONSS	263,7	203,5	179,6
Dons-projets	203,4	203,5	179,6
Appuis budgétaires	60,3	0,0	0,0
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	3 821,9	3 578,5	3 768,3
2.1 DÉPENSES TOTALES	3 831,5	3 590,0	3 778,2
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	2 557,7	2 211,5	2 366,5
Traitements et salaires	1 009,1	1 097,0	1 202,2
Autres dépenses de fonctionnement	1 319,3	824,1	871,5
dont subventions et autres transferts	1 108,9	602,8	542,4
Intérêts dus	229,3	290,4	292,8
Intérêts sur dette intérieure	195,1	247,0	248,3
Intérêts sur dette extérieure	34,2	43,5	44,5
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	1 273,8	1 378,5	1 411,7
Sur ressources intérieures	876,2	880,0	945,4
Sur ressources extérieures	397,6	498,6	466,3
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	0,0	0,0	0,0
2.2 PRÊTS NETS	-9,5	-11,5	-9,9
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-1 533,8	-1 035,1	-891,3
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-1 270,2	-831,6	-711,7
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	199,2	-41,8	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-1 334,6	-1 076,9	-891,3
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-1 071,0	-873,4	-711,7

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire

CÔTE D'IVOIRE : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2022	2023	2024(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONSS	6 684,4	7 771,7	8 775,9
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	6 450,7	7 454,9	8 521,0
Recettes fiscales	5 616,7	6 508,0	7 533,8
Recettes non fiscales	834,0	946,9	987,2
Autres recettes non classées			
1.2 DONSS	233,7	316,8	254,9
Dons-projets	39,9	117,1	49,8
Appuis budgétaires	193,8	199,7	205,1
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	9 666,4	10 279,8	10 896,5
2.1 DÉPENSES TOTALES	9 666,4	10 279,8	10 896,5
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	5 735,0	6 231,9	6 489,8
Traitements et salaires	2 007,2	2 246,4	2 341,5
Autres dépenses de fonctionnement	2 757,5	2 746,2	2 881,2
dont subventions et autres transferts	1 164,5	1 111,3	1 049,0
Intérêts dus	970,3	1 239,3	1 267,1
Intérêts sur dette intérieure	447,5	527,0	532,3
Intérêts sur dette extérieure	522,8	712,2	734,8
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	3 214,0	3 307,3	3 815,6
Sur ressources intérieures	1 741,2	1 769,0	2 732,8
Sur ressources extérieures	1 472,8	1 538,3	1 082,8
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	717,3	740,7	591,1
2.2 PRÊTS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-3 215,8	-2 824,9	-2 375,5
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-2 982,0	-2 508,1	-2 120,6
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-3 215,8	-2 824,9	-2 375,5
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-2 982,0	-2 508,1	-2 120,6

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

GUINÉE-BISSAU : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2022	2023	2024(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONSS	164,0	164,9	196,9
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	123,4	140,0	147,5
Recettes fiscales	98,0	109,6	117,7
Recettes non fiscales	25,4	30,4	29,8
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONSS	40,6	24,9	49,4
Dons-projets	34,1	24,9	39,2
Appuis budgétaires	6,6	0,0	10,2
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	237,4	273,4	262,6
2.1 DÉPENSES TOTALES	237,4	273,4	262,6
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	167,0	195,7	186,5
Traitements et salaires	65,1	59,2	60,0
Autres dépenses de fonctionnement	87,5	107,2	87,5
dont subventions et autres transferts	29,9	26,9	22,1
Intérêts dus	14,4	29,3	39,0
Intérêts sur dette intérieure	12,9	24,5	35,1
Intérêts sur dette extérieure	1,4	4,8	3,9
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	70,4	77,7	76,1
Sur ressources intérieures	15,2	14,1	15,4
Sur ressources extérieures	55,2	63,6	60,7
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	0,0	0,0	0,0
2.2 PRÊTS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-114,0	-133,4	-115,1
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-73,3	-108,5	-65,7
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	1,7	4,8	-11,1
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-112,3	-128,6	-126,2
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-71,6	-103,7	-76,8

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire

MALI : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2022	2023	2024(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONSS	2 360,8	2 691,0	3 053,8
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	2 317,7	2 645,4	3 034,3
Recettes fiscales	1 590,7	1 901,7	2 183,4
Recettes non fiscales	95,2	110,1	226,8
Autres recettes non classées	631,8	633,5	624,1
1.2 DONSS	43,1	45,6	19,6
Dons-projets	33,0	33,1	19,6
Appuis budgétaires	10,1	12,5	0,0
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	2 931,5	3 191,9	3 420,3
2.1 DÉPENSES TOTALES	2 936,6	3 197,3	3 422,6
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	1 846,1	2 098,9	2 238,8
Traitements et salaires	878,0	943,3	963,2
Autres dépenses de fonctionnement	791,2	955,0	1 040,0
dont subventions et autres transferts	365,1	331,3	343,1
Intérêts dus	177,0	200,6	235,6
Intérêts sur dette intérieure	136,5	172,8	195,5
Intérêts sur dette extérieure	40,5	27,8	40,1
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	459,8	466,7	560,3
Sur ressources intérieures	365,2	353,3	507,2
Sur ressources extérieures	94,6	113,3	53,2
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	630,6	631,8	623,5
2.2 PRÊTS NETS	-5,0	-5,4	-2,3
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-613,8	-546,6	-386,1
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-570,7	-501,0	-366,5
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	13,0	146,6	-5,1
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-600,7	-400,0	-391,2
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-557,6	-354,4	-371,6

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

NIGER : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2022	2023	2024(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONSS	1 424,1	1 063,0	1 296,0
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	971,8	888,0	990,0
Recettes fiscales	905,1	821,0	839,0
Recettes non fiscales	66,7	67,0	151,0
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONSS	452,3	175,0	306,0
Dons-projets	378,5	129,0	292,0
Appuis budgétaires	73,8	46,0	14,0
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	2 075,7	1 612,0	1 784,0
2.1 DÉPENSES TOTALES	2 002,2	1 552,0	1 784,0
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	951,4	940,0	960,0
Traitements et salaires	346,1	367,0	384,0
Autres dépenses de fonctionnement	486,0	432,0	363,0
dont subventions et autres transferts	353,2	316,0	256,0
Intérêts dus	119,2	141,0	213,0
Intérêts sur dette intérieure	76,2	100,0	166,0
Intérêts sur dette extérieure	43,0	41,0	47,0
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	1 039,8	574,0	796,0
Sur ressources intérieures	456,2	227,0	274,0
Sur ressources extérieures	583,6	347,0	522,0
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	11,1	38,0	28,0
2.2 PRÊTS NETS	73,4	60,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-1 103,8	-724,0	-794,0
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-651,6	-549,0	-488,0
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	67,6	-87,0	-5,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-1 036,2	-811,0	-799,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-584,0	-636,0	-493,0

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire

SÉNÉGAL : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2022	2023	2024(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONSS	3 545,9	3 907,8	3 811,6
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	3 390,5	3 719,2	3 746,1
Recettes fiscales	3 135,5	3 509,9	3 567,4
Recettes non fiscales	254,9	209,4	178,7
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONSS	155,3	188,6	65,6
Dons-projets	131,9	114,0	65,5
Appuis budgétaires	23,4	74,6	0,1
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	5 725,7	6 209,0	6 070,7
2.1 DÉPENSES TOTALES	5 725,7	6 209,0	6 070,7
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	3 546,1	4 051,1	4 102,3
Traitements et salaires	1 102,9	1 267,1	1 402,5
Autres dépenses de fonctionnement	2 059,1	2 215,1	1 877,5
dont subventions et autres transferts	1 309,8	1 053,1	1 420,6
Intérêts dus	384,1	569,0	822,3
Intérêts sur dette intérieure	61,3	79,1	152,9
Intérêts sur dette extérieure	322,8	489,9	669,4
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	2 179,6	2 157,8	1 968,3
Sur ressources intérieures	741,6	818,6	789,8
Sur ressources extérieures	1 438,0	1 339,2	1 178,5
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	0,0	0,0	0,0
2.2 PRÊTS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-2 335,2	-2 489,7	-2 324,6
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-2 179,9	-2 301,1	-2 259,0
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-2 335,2	-2 489,7	-2 324,6
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-2 179,9	-2 301,1	-2 259,0

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

TOGO : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2022	2023	2024(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONSS	1 054,9	1 272,3	1 341,0
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	927,4	1 103,1	1 187,0
Recettes fiscales	864,8	991,6	1 113,4
Recettes non fiscales	62,6	99,6	73,7
Autres recettes non classées	0,0	12,0	0,0
1.2 DONSS	127,4	169,1	154,0
Dons-projets	97,4	159,0	141,2
Appuis budgétaires	30,0	10,1	12,8
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	1 477,2	1 642,8	1 703,6
2.1 DÉPENSES TOTALES	1 477,3	1 642,8	1 703,6
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	983,7	1 120,6	1 108,6
Traitements et salaires	255,3	301,8	321,7
Autres dépenses de fonctionnement	603,6	665,7	626,2
dont subventions et autres transferts	268,4	324,6	215,8
Intérêts dus	124,8	153,0	160,7
Intérêts sur dette intérieure	106,3	128,7	135,1
Intérêts sur dette extérieure	18,5	24,3	25,6
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	493,6	520,3	595,0
Sur ressources intérieures	297,8	249,7	296,0
Sur ressources extérieures	195,8	270,6	299,0
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	0,0	2,0	0,0
2.2 PRÊTS NETS	-0,1	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-549,8	-539,7	-516,6
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-422,3	-370,5	-362,6
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-0,1	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-549,9	-539,7	-516,6
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-422,5	-370,5	-362,6

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.
(*) Provisoire

UMOA(1) - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2022	2023	2024 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-11 021,1	-11 488,5	-8 594,6
Biens et services	-11 552,3	-11 759,4	-8 339,7
Balance commerciale	-5 140,5	-4 453,1	-929,6
Exportations	24 584,6	24 527,6	27 816,8
dont coton	1 267,7	843,2	933,7
cacao	3 098,0	3 389,0	4 404,7
Or	6 970,1	7 282,2	7 990,9
Pétrole	2 575,7	2 353,0	3 747,8
Importations	-29 725,1	-28 980,7	-28 746,4
Dont Pétrole	-9 322,6	-8 861,2	-9 064,4
Balance des services	-6 411,8	-7 306,3	-7 410,1
Dont fret et assurances	-5 060,7	-4 778,1	-4 854,9
Revenu primaire	-3 432,3	-3 557,2	-4 054,7
Dont intérêts sur la dette	-1 071,0	-1 583,4	-1 686,1
Revenu secondaire	3 963,6	3 828,1	3 799,8
- Administrations publiques	1 090,5	763,6	508,0
- Autres secteurs	2 873,1	3 064,5	3 291,9
Compte de capital	1 373,2	1 409,9	1 338,8
Solde des comptes des transactions courantes et de	-9 647,9	-10 078,6	-7 255,8
Compte financier	-6 864,9	-7 017,4	-9 414,1
Investissement direct	-4 238,2	-5 526,0	-4 393,3
Investissements de portefeuille	-33,2	112,4	-2 193,6
Dérivés financiers	5,7	-3,1	-3,1
Autres investissements	-2 599,2	-1 600,6	-2 824,1
Pour mémoire : financement exceptionnel	9,3	25,4	-28,8
Erreurs et omissions nettes	-14,5	-13,6	0,0
Ajustement statistique	-545,7	-455,5	855,6
SOLDE GLOBAL	-3 343,1	-3 530,4	3 013,9
Réévaluations et autres flux non transactionnels (2)	54,5	221,6	651,0
Variation des avoirs extérieurs nets	3 288,7	3 308,8	-3 664,9

(1) : Agrégation des balances des paiements nationaux
(2) : Rapprochement entre les statistiques monétaires et la BDP, notamment les réévaluations du stock d'or et des DTS et autres variations de volume d'actifs

Source : BCEAO
(*) Estimation

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

BÉNIN - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2022	2023	2024 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-651,4	-975,8	-1 034,1
Biens et services	-638,2	-1 018,0	-1 077,3
Balance commerciale	-396,6	-363,3	-520,3
Exportations	2 316,70	2 457,0	2 286,9
Dont Coton	421,6	350,0	350,1
Importations	-2 713,3	-2 820,3	-2 807,2
Dont Pétrole	-445,2	-404,8	-356,8
Balance des services	-241,6	-654,8	-557,0
Dont fret et assurances	-347,5	-365,6	-363,9
Revenu primaire	-112,2	-114,8	-121,2
Dont intérêts sur la dette	-88,5	-102,7	-120,8
Revenu secondaire	99,0	157,0	164,4
- Administrations publiques	-1,4	8,2	8,8
- Autres secteurs	100,4	148,8	155,6
Compte de capital	95,6	119,5	106,0
Solde des comptes des transactions courantes et de	-555,8	-856,3	-928,1
Compte financier	-565,8	-448,7	-674,7
Investissement direct	-205,2	-260,8	-292,7
Investissements de portefeuille	-176,9	-52,6	-245,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-183,6	-135,2	-136,9
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,7	2,3	0,0
Solde global	12,7	-405,3	-253,4

Source : BCEAO
(*) Estimation

BURKINA - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2022	2023	2024 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-875,7	-617,0	-585,5
Biens et services	-590,7	-559,5	-474,2
Balance commerciale	-3,9	-56,7	72,7
Exportations	3 312,2	3 209,1	3 543,3
Dont Coton	290,1	153,9	172,2
Or	2 343,6	2 394,7	2 749,2
Importations	-3 316,1	-3 265,8	-3 470,6
Dont Pétrole	-1 301,5	-1 411,8	-1 508,6
Balance des services	-586,9	-502,7	-546,8
Dont fret et assurances	-645,8	-636,0	-675,9
Revenu primaire	-647,8	-544,4	-564,0
Dont intérêts sur la dette	-33,3	-43,5	-44,5
Revenu secondaire	362,8	486,9	452,6
- Administrations publiques	169,5	269,0	224,3
- Autres secteurs	193,3	217,9	228,4
Compte de capital	261,0	262,6	240,9
Solde des comptes des transactions courantes et de	-614,8	-354,4	-344,7
Compte financier	47,5	-11,5	-793,6
Investissement direct	-403,1	-39,0	-27,8
Investissements de portefeuille	-41,6	-258,0	-281,2
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	492,1	285,6	-484,5
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-4,4	-4,4	0,0
Solde global	-666,7	-347,3	448,9

Source : BCEAO
(*) Estimation

CÔTE D'IVOIRE - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2022	2023	2024 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-3 364,4	-3 944,4	-2 367,0
Biens et services	-1 707,6	-1 940,1	-241,4
Balance commerciale	670,3	1 062,3	3 298,3
Exportations	10 166,1	10 382,6	12 438,8
Dont Cacao	3 087,2	3 372,3	4 375,4
Pétrole	1 841,0	1 613,8	1 961,5
Or	1 190,8	1 427,2	1 905,9
Importations	-9 495,8	-9 320,3	-9 140,5
Dont Pétrole	-3 020,2	-2 946,6	-2 804,2
Balance des services	-2 377,9	-3 002,5	-3 539,7
Dont fret et assurances	-1 639,0	-1 572,9	-1 542,5
Revenu primaire	-1 434,0	-1 851,1	-1 964,4
Dont intérêts sur la dette	-522,8	-827,3	-734,8
Revenu secondaire	-222,8	-153,1	-161,2
- Administrations publiques	99,8	95,6	102,0
- Autres secteurs	-322,6	-248,8	-263,2
Compte de capital	39,2	112,6	50,1
Solde des comptes des transactions courantes et de	-3 325,2	-3 831,8	-2 317,0
Compte financier	-3 024,1	-2 637,9	-4 085,3
Investissement direct	-893,0	-1 215,0	-1 964,0
Investissements de portefeuille	-187,8	54,8	-895,1
Dérivés financiers	0,0	-3,1	-3,1
Autres investissements	-1 943,3	-1 474,7	-1 223,0
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-3,8	2,0	0,0
Solde global	-304,9	-1 191,9	1 768,3

Source : BCEAO
(*) Estimation

GUINÉE-BISSAU - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2022	2023	2024 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-91,8	-97,2	-84,7
Biens et services	-185,8	-186,5	-194,3
Balance commerciale	-95,8	-98,8	-101,8
Exportations	152,9	145,4	149,2
Dont noix de cajou	117,9	128,8	132,3
Importations	-248,8	-244,2	-251,0
Dont Pétrole	-61,7	-63,7	-67,4
Balance des services	-89,9	-87,7	-92,5
Dont fret et assurances	-43,8	-43,1	-44,2
Revenu primaire	5,8	7,1	9,5
Dont intérêts sur la dette	-1,5	-4,8	-3,9
Revenu secondaire	88,2	82,2	100,1
- Administrations publiques	25,6	17,2	27,9
- Autres secteurs	62,6	65,0	72,2
Compte de capital	36,0	10,3	41,2
Solde des comptes des transactions courantes et de	-55,8	-86,9	-43,6
Compte financier	0,6	-67,3	-55,3
Investissement direct	-13,2	-15,0	-15,9
Investissements de portefeuille	-52,3	-121,3	-59,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	66,0	69,0	20,4
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-7,5	-3,5	0,0
Solde global	-63,8	-23,1	11,7

Source : BCEAO
(*) Estimation

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

MALI - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2022	2023	2024 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-920,3	-976,8	-837,8
Biens et services	-1 501,5	-1 174,2	-945,7
Balance commerciale	-298,7	-45,3	-176,2
Exportations	3 353,6	3 430,1	3 326,5
Dont Coton	294,9	196,9	224,2
Or	2 726,3	2 789,7	2 643,0
Importations	-3 652,3	-3 475,4	-3 502,7
Dont Pétrole	-1 602,3	-1 411,0	-1 438,9
Balance des services	-1 202,8	-1 128,9	-769,5
Dont fret et assurances	-801,7	-762,9	-785,3
Revenu primaire	-488,1	-561,2	-466,5
Dont intérêts sur la dette	-40,5	-27,8	-40,1
Revenu secondaire	1 069,3	758,6	574,3
- Administrations publiques	504,9	257,7	21,7
- Autres secteurs	564,4	500,9	552,7
Compte de capital	71,7	64,8	76,8
Solde des comptes des transactions courantes et de	-848,6	-912,0	-761,1
Compte financier	-406,9	-368,7	-1 089,0
Investissement direct	-419,1	-408,2	-492,3
Investissements de portefeuille	-121,7	-108,9	-262,3
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	133,9	148,3	-334,4
Pour mémoire : financement exceptionnel	9,3	5,2	5,2
Erreurs et omissions nettes	-17,4	-12,0	0,0
Solde global	-459,2	-555,3	327,9

Source : BCEAO
(*) Estimation

NIGER - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2022	2023	2024 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-1 559,5	-1 414,8	-773,2
Biens et services	-1 907,5	-1 567,9	-909,1
Balance commerciale	-1 288,9	-968,5	-257,9
Exportations	652,6	601,6	1 060,3
Dont uranium	99,0	123,9	76,0
Pétrole	85,8	62,8	559,0
Or	59,4	73,6	29,9
Importations	-1 941,5	-1 570,1	-1 318,3
Dont Pétrole	-157,1	-137,9	-142,2
Balance des services	-618,6	-599,4	-651,1
Dont fret et assurances	-505,2	-408,5	-344,1
Revenu primaire	-140,0	-119,4	-140,4
Dont intérêts sur la dette	-43,0	-63,1	-47,0
Revenu secondaire	488,0	272,5	276,3
- Administrations publiques	285,2	85,8	79,0
- Autres secteurs	202,8	186,7	197,3
Compte de capital	435,0	314,8	341,7
Solde des comptes des transactions courantes et de	-1 124,5	-1 100,0	-431,5
Compte financier	-1 116,2	-807,4	-309,8
Investissement direct	-597,1	-617,0	-311,8
Investissements de portefeuille	-157,5	-195,5	-67,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-361,6	5,1	69,1
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	20,2	-34,0
Erreurs et omissions nettes	6,6	-6,8	0,0
Solde global	-1,7	-299,4	-121,7

Source : BCEAO
(*) Estimation

SÉNÉGAL - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2022	2023	2024 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-3 457,0	-3 682,9	-2 700,7
Biens et services	-4 540,7	-4 801,2	-3 793,4
Balance commerciale	-3 010,1	-3 227,3	-2 414,2
Exportations	3 731,3	3 348,5	4 022,2
Dont produits halieutiques	423,3	345,2	340,0
Or	649,9	595,9	661,3
Importations	-6 741,4	-6 575,8	-6 436,4
Dont Pétrole	-2 389,0	-2 137,7	-2 378,8
Balance des services	-1 530,6	-1 573,9	-1 379,2
Dont fret et assurances	-824,7	-721,1	-813,5
Revenu primaire	-558,3	-699,8	-844,0
Dont intérêts sur la dette	-322,8	-489,9	-669,4
Revenu secondaire	1 642,0	1 818,1	1 936,7
- Administrations publiques	-26,4	16,5	12,1
- Autres secteurs	1 668,4	1 801,6	1 924,6
Compte de capital	123,1	165,6	113,0
Solde des comptes des transactions courantes et de	-3 333,9	-3 517,3	-2 587,8
Compte financier	-3 264,4	-3 630,8	-2 665,0
Investissement direct	-1 783,1	-2 862,6	-1 193,5
Investissements de portefeuille	-528,3	-89,3	-708,9
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-953,0	-678,9	-762,6
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	7,4	6,7	0,0
Solde global	-62,1	120,2	77,2

Source : BCEAO
(*) Estimation

TOGO - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2022	2023	2024 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-176,8	-222,0	-238,3
Biens et services	-620,8	-633,9	-704,4
Balance commerciale	-716,8	-755,6	-830,2
Exportations	899,2	953,3	989,6
Dont Coton	28,2	19,2	20,8
Importations	-1 616,0	-1 708,9	-1 819,7
Dont Pétrole	-345,6	-347,7	-367,5
Balance des services	96,0	121,7	125,8
Dont fret et assurances	-252,9	-268,0	-285,4
Revenu primaire	6,8	5,9	9,4
Dont intérêts sur la dette	-18,5	-24,3	-25,6
Revenu secondaire	437,1	405,9	456,7
- Administrations publiques	33,3	13,6	32,3
- Autres secteurs	403,9	392,3	424,4
Compte de capital	311,7	359,7	369,3
Solde des comptes des transactions courantes et de	134,9	137,8	131,0
Compte financier	155,9	87,4	71,7
Investissement direct	74,3	-108,4	-95,3
Investissements de portefeuille	-6,7	76,7	56,6
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	88,4	119,1	110,3
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,0	2,1	0,0
Solde global	-19,0	52,5	59,3

Source : BCEAO
(*) Estimation

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

UMOA - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	10 338,1	10 674,0	12 447,0
Dépôts à vue	22 375,5	22 927,1	24 237,5
M1	32 713,5	33 601,1	36 684,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	13 453,8	14 189,7	15 329,8
MASSE MONÉTAIRE (M2)	46 167,3	47 790,8	52 014,3
Actifs extérieurs nets	4 458,0	1 149,2	4 814,1
Banque Centrale	5 814,3	3 080,4	6 440,1
Banques	-1 356,3	-1 931,3	-1 626,0
Créances intérieures	51 759,8	58 069,8	61 758,3
Créances nettes sur l'administration centrale	20 379,8	23 750,2	25 879,9
Créances sur les autres secteurs	31 380,0	34 319,6	35 878,4
Passifs à caractère non monétaire (2)	10 346,5	13 087,0	14 966,9
Autres postes nets (3)	-296,0	-1 658,8	-408,8
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	46 167,3	47 790,8	52 014,3

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

BÉNIN - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	862,0	811,0	832,3
Dépôts à vue	1 666,4	1 772,6	1 760,2
M1	2 528,3	2 583,6	2 592,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 099,9	1 030,3	1 071,1
MASSE MONÉTAIRE (M2)	3 628,3	3 613,9	3 663,6
Actifs extérieurs nets	2 146,9	1 729,8	1 476,4
Banque Centrale	-171,6	-563,6	-617,6
Banques	2 318,4	2 293,4	2 094,0
Créances intérieures	2 119,7	2 527,8	2 934,4
Créances nettes sur l'administration centrale	3,4	-24,0	162,3
Créances sur les autres secteurs	2 116,3	2 551,7	2 772,1
Passifs à caractère non monétaire (2)	625,4	697,2	789,4
Autres postes nets (3)	13,0	-53,6	-42,2
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	3 628,3	3 613,9	3 663,6

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

BURKINA - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	828,7	986,1	1 255,0
Dépôts à vue	2 813,9	2 491,8	2 492,6
M1	3 642,7	3 477,9	3 747,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	2 074,2	2 074,1	2 184,6
MASSE MONÉTAIRE (M2)	5 716,9	5 552,0	5 932,2
Actifs extérieurs nets	1 972,1	1 626,3	2 075,2
Banque Centrale	-624,1	-372,5	-59,5
Banques	2 596,2	1 998,8	2 134,7
Créances intérieures	4 396,1	4 764,7	4 949,5
Créances nettes sur l'administration centrale	281,6	443,5	639,7
Créances sur les autres secteurs	4 114,5	4 321,2	4 309,8
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 107,9	1 370,5	1 462,4
Autres postes nets (3)	-456,5	-531,5	-369,9
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	5 716,9	5 552,0	5 932,2

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

CÔTE D'IVOIRE - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	3 973,3	4 019,0	4 812,9
Dépôts à vue	8 195,6	8 344,1	9 733,7
M1	12 168,9	12 363,1	14 546,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	4 709,7	5 077,0	5 267,7
MASSE MONÉTAIRE (M2)	16 878,6	17 440,1	19 814,3
Actifs extérieurs nets	3 886,0	2 634,3	4 402,6
Banque Centrale	2 303,6	1 641,9	2 745,5
Banques	1 582,4	992,4	1 657,1
Créances intérieures	15 705,9	17 667,6	19 846,0
Créances nettes sur l'administration centrale	5 891,5	6 261,9	7 129,1
Créances sur les autres secteurs	9 814,5	11 405,7	12 716,9
Passifs à caractère non monétaire (2)	2 772,3	3 130,2	5 188,8
Autres postes nets (3)	-59,0	-268,4	-754,5
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	16 878,6	17 440,1	19 814,3

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

GUINÉE-BISSAU - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	298,0	287,7	292,3
Dépôts à vue	120,8	129,5	144,0
M1	418,8	417,2	436,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	80,8	76,9	88,5
MASSE MONÉTAIRE (M2)	499,6	494,1	524,9
Actifs extérieurs nets	266,3	243,1	254,9
Banque Centrale	165,9	150,2	186,7
Banques	100,4	92,9	68,2
Créances intérieures	288,2	315,2	324,7
Créances nettes sur l'administration centrale	97,4	142,3	172,9
Créances sur les autres secteurs	190,8	172,9	151,9
Passifs à caractère non monétaire (2)	66,7	74,4	53,2
Autres postes nets (3)	-11,8	-10,2	1,6
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	499,6	494,1	524,7

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

MALI - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	1 206,6	1 033,5	1 192,0
Dépôts à vue	2 273,5	2 299,3	2 164,6
M1	3 480,1	3 332,8	3 356,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 303,0	1 396,3	1 455,5
MASSE MONÉTAIRE (M2)	4 783,1	4 729,1	4 812,0
Actifs extérieurs nets	508,4	-46,0	282,0
Banque Centrale	8,5	-309,8	-191,6
Banques	500,0	263,9	473,5
Créances intérieures	5 085,7	5 595,1	5 667,9
Créances nettes sur l'administration centrale	1 339,7	1 808,8	1 811,2
Créances sur les autres secteurs	3 746,0	3 786,2	3 856,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	890,7	883,6	1 074,0
Autres postes nets (3)	-79,6	-63,6	63,8
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	4 783,1	4 729,1	4 812,0

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

NIGER - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	655,2	714,9	880,8
Dépôts à vue	825,9	770,7	718,0
M1	1 481,1	1 485,6	1 598,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	381,1	359,3	373,7
MASSE MONÉTAIRE (M2)	1 862,1	1 844,9	1 972,5
Actifs extérieurs nets	699,4	400,1	278,4
Banque Centrale	368,1	85,1	90,5
Banques	331,3	315,0	187,9
Créances intérieures	1 583,2	1 766,9	2 011,0
Créances nettes sur l'administration centrale	225,5	513,1	653,1
Créances sur les autres secteurs	1 357,7	1 253,9	1 358,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	381,6	298,8	272,4
Autres postes nets (3)	38,9	23,4	44,6
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 862,1	1 844,9	1 972,5

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

SÉNÉGAL - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	2 144,0	2 394,6	2 739,8
Dépôts à vue	4 465,6	4 994,3	4 828,0
M1	6 609,6	7 389,0	7 567,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	2 356,5	2 438,6	2 638,6
MASSE MONÉTAIRE (M2)	8 966,0	9 827,6	10 206,5
Actifs extérieurs nets	1 960,6	2 041,3	2 118,5
Banque Centrale	1 101,0	1 038,0	1 341,1
Banques	859,6	1 003,3	777,5
Créances intérieures	8 948,2	9 821,9	10 320,0
Créances nettes sur l'administration centrale	2 811,7	3 418,5	3 591,2
Créances sur les autres secteurs	6 136,4	6 403,5	6 728,8
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 814,4	1 844,4	2 306,9
Autres postes nets (3)	128,3	191,3	-74,8
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	8 966,0	9 827,6	10 206,5

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

TOGO - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	370,2	428,6	444,0
Dépôts à vue	1 178,8	1 135,8	1 163,0
M1	1 549,0	1 564,4	1 607,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 058,8	1 217,5	1 415,7
MASSE MONÉTAIRE (M2)	2 607,8	2 781,9	3 022,7
Actifs extérieurs nets	1 077,6	1 130,1	1 169,0
Banque Centrale	-410,2	-259,1	-206,6
Banques	1 487,8	1 389,2	1 375,6
Créances intérieures	1 847,8	1 955,0	2 285,9
Créances nettes sur l'administration centrale	184,3	216,2	448,4
Créances sur les autres secteurs	1 663,5	1 738,7	1 837,5
Passifs à caractère non monétaire (2)	363,3	401,4	522,6
Autres postes nets (3)	-45,6	-98,2	-90,4
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 607,8	2 781,9	3 022,7

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

UMOA - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	5 814,3	3 080,4	6 440,1
Créances sur les non-résidents	11 411,6	9 496,6	13 521,4
Engagements envers les non-résidents	5 597,4	6 416,1	7 081,3
Créances sur les banques	9 363,2	8 611,7	9 407,1
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	3 159,4	6 500,6	6 445,9
Créances sur les autres secteurs	607,5	707,5	719,7
TOTAL ACTIF	18 944,4	18 900,3	23 012,7
Base monétaire	15 933,6	15 119,5	18 249,1
Circulation fiduciaire	11 428,0	11 669,4	13 678,4
Engagements envers les banques	3 867,9	2 679,1	3 771,5
Engagements envers les autres secteurs	637,7	771,0	799,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	1,6	33,3	44,2
Actions et autres titres de participation	3 080,7	3 403,5	4 341,5
Autres postes (net)	-71,5	343,9	378,0
TOTAL PASSIF	18 944,4	18 900,3	23 012,7

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

BÉNIN - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	-171,6	-563,6	-617,6
Créances sur les non-résidents	814,3	268,8	199,8
Engagements envers les non-résidents	985,8	832,4	817,4
Créances sur les banques	1 225,9	1 259,2	1 243,9
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	59,8	355,3	468,1
Créances sur les autres secteurs	3,1	2,9	3,7
TOTAL ACTIF	1 117,2	1 053,7	1 098,1
Base monétaire	1 114,7	1 044,4	1 088,6
Circulation fiduciaire	924,4	869,7	895,3
Engagements envers les banques	189,6	173,9	192,5
Engagements envers les autres secteurs	0,7	0,9	0,8
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,7	8,0	8,8
Actions et autres titres de participation	0,2	0,2	0,2
Autres postes (net)	1,6	1,1	0,5
TOTAL PASSIF	1 117,2	1 053,7	1 098,1

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

BURKINA - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	-624,1	-372,5	-59,5
Créances sur les non-résidents	168,7	524,4	912,0
Engagements envers les non-résidents	792,8	896,9	971,5
Créances sur les banques	1 812,5	1 508,4	1 648,5
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	67,1	206,3	178,3
Créances sur les autres secteurs	9,2	9,0	9,4
TOTAL ACTIF	1 264,7	1 351,2	1 776,7
Base monétaire	1 262,7	1 382,6	1 765,5
Circulation fiduciaire	967,1	1 147,2	1 403,4
Engagements envers les banques	294,9	234,0	361,2
Engagements envers les autres secteurs	0,8	1,3	0,9
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,8	3,7	8,7
Actions et autres titres de participation	0,5	0,5	0,5
Autres postes (net)	0,7	-35,5	2,0
TOTAL PASSIF	1 264,7	1 351,2	1 776,7

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

CÔTE D'IVOIRE - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	2 303,6	1 641,9	2 745,5
Créances sur les non-résidents	5 450,1	4 943,9	6 620,3
Engagements envers les non-résidents	3 146,5	3 302,0	3 874,8
Créances sur les banques	2 546,1	2 049,4	2 552,5
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	1 458,7	1 862,9	1 969,3
Créances sur les autres secteurs	7,8	9,1	9,0
TOTAL ACTIF	6 316,2	5 563,2	7 276,2
Base monétaire	6 312,9	5 553,2	7 271,4
Circulation fiduciaire	4 362,1	4 387,6	5 336,9
Engagements envers les banques	1 946,6	1 161,3	1 930,5
Engagements envers les autres secteurs	4,1	4,3	4,0
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	1,7	1,6	1,7
Autres postes (net)	1,7	8,4	3,1
TOTAL PASSIF	6 316,2	5 563,2	7 276,2

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

GUINÉE-BISSAU - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	165,9	150,2	186,7
Créances sur les non-résidents	234,8	232,5	264,3
Engagements envers les non-résidents	68,9	82,3	77,6
Créances sur les banques	89,9	83,1	66,0
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	64,8	75,0	75,1
Créances sur les autres secteurs	4,3	4,6	4,9
TOTAL ACTIF	324,9	312,8	332,6
Base monétaire	324,1	311,1	332,0
Circulation fiduciaire	309,9	298,2	303,7
Engagements envers les banques	13,9	12,7	28,0
Engagements envers les autres secteurs	0,3	0,3	0,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,2	0,2
Actions et autres titres de participation	0,1	0,1	0,1
Autres postes (net)	0,7	1,5	0,4
TOTAL PASSIF	324,9	312,8	332,6

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

MALI - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	8,5	-309,8	-191,6
Créances sur les non-résidents	646,3	468,5	302,6
Engagements envers les non-résidents	637,8	778,3	494,2
Créances sur les banques	1 267,1	1 262,6	1 401,3
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	443,0	424,4	348,5
Créances sur les autres secteurs	4,2	4,4	5,7
TOTAL ACTIF	1 722,8	1 381,6	1 563,9
Base monétaire	1 717,4	1 373,0	1 595,5
Circulation fiduciaire	1 329,4	1 153,4	1 322,1
Engagements envers les banques	386,8	218,4	272,2
Engagements envers les autres secteurs	1,2	1,2	1,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	2,5	5,5
Actions et autres titres de participation	0,3	0,3	0,3
Autres postes (net)	5,0	5,8	-37,4
TOTAL PASSIF	1 722,8	1 381,6	1 563,9

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

NIGER - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	368,1	85,1	90,5
Créances sur les non-résidents	918,6	671,4	654,9
Engagements envers les non-résidents	550,4	586,4	564,3
Créances sur les banques	384,5	665,3	534,1
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	72,7	232,3	352,5
Créances sur les autres secteurs	3,6	3,6	4,5
TOTAL ACTIF	829,1	986,3	981,7
Base monétaire	827,3	790,6	979,4
Circulation fiduciaire	723,5	747,5	930,9
Engagements envers les banques	103,0	41,8	47,3
Engagements envers les autres secteurs	0,8	1,4	1,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,4	0,6
Actions et autres titres de participation	1,1	1,1	1,1
Autres postes (net)	0,6	194,2	0,6
TOTAL PASSIF	829,1	986,3	981,7

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SÉNÉGAL - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	1 101,0	1 038,0	1 341,1
Créances sur les non-résidents	2 409,1	2 949,9	2 951,8
Engagements envers les non-résidents	1 308,1	1 911,8	1 610,8
Créances sur les banques	1 360,2	1 220,9	1 415,0
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	736,7	1 059,0	971,7
Créances sur les autres secteurs	4,0	4,4	5,4
TOTAL ACTIF	3 201,9	3 322,3	3 733,1
Base monétaire	3 199,1	3 317,2	3 732,4
Circulation fiduciaire	2 379,5	2 580,4	2 967,4
Engagements envers les banques	818,1	734,2	763,3
Engagements envers les autres secteurs	1,6	2,6	1,7
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,2	1,1
Actions et autres titres de participation	1,6	1,5	1,6
Autres postes (net)	1,2	3,4	-1,9
TOTAL PASSIF	3 201,9	3 322,3	3 733,1

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

TOGO - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	-410,2	-259,1	-206,6
Créances sur les non-résidents	1 299,2	1 142,6	1 026,9
Engagements envers les non-résidents	1 709,4	1 401,7	1 233,6
Créances sur les banques	677,0	562,8	545,7
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	259,0	265,0	309,9
Créances sur les autres secteurs	27,2	36,4	48,1
TOTAL ACTIF	553,0	605,2	697,1
Base monétaire	551,7	591,2	693,0
Circulation fiduciaire	432,2	485,3	513,2
Engagements envers les banques	115,1	102,9	176,4
Engagements envers les autres secteurs	4,4	3,0	3,4
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,1	2,4	2,7
Actions et autres titres de participation	0,2	0,1	0,2
Autres postes (net)	1,0	11,4	1,2
TOTAL PASSIF	553,0	605,2	697,1

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

UMOA - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	-1 356,3	-1 931,3	-1 626,0
Créances sur les non-résidents	1 106,0	1 183,1	1 269,5
Engagements envers les non-résidents	-2 462,3	-3 114,3	-2 895,5
Créances sur la banque centrale	5 013,6	3 826,7	4 921,3
Créances nettes sur l'administration centrale	17 251,0	17 279,8	19 467,5
Créances sur les autres secteurs	30 772,6	33 612,0	35 158,7
Créances sur les autres sociétés financières	871,3	907,1	910,0
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	453,8	425,8	169,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	1 978,2	1 989,2	2 138,2
Créances sur le secteur privé	27 469,3	30 289,9	31 941,5
TOTAL ACTIF	51 680,9	52 787,3	57 921,6
Engagements envers la banque centrale	9 344,2	8 442,7	9 406,8
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	21 529,4	21 987,2	23 261,2
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	13 287,1	13 976,5	15 112,2
Dépôts exclus de la masse monétaire	2 070,1	2 093,5	2 530,4
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	13,9	6,9	0,0
Emprunts	1 363,7	1 146,3	1 634,0
Actions et autres titres de participation	3 816,6	6 403,5	6 416,9
Autres postes (net)	255,9	-1 269,2	-439,8
TOTAL PASSIF	51 680,9	52 787,3	57 921,6

Source : BCEAO

BÉNIN - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	2 318,4	2 293,4	2 094,0
Créances sur les non-résidents	2 677,6	2 643,9	2 777,7
Engagements envers les non-résidents	-359,2	-350,5	-683,8
Créances sur la banque centrale	235,4	232,7	243,9
Créances nettes sur l'administration centrale	-49,9	-372,7	-299,4
Créances sur les autres secteurs	2 113,3	2 548,8	2 768,5
Créances sur les autres sociétés financières	28,6	25,9	20,7
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	67,5	59,3	5,2
Créances sur les sociétés non financières publiques	164,1	245,7	273,9
Créances sur le secteur privé	1 853,1	2 218,0	2 468,7
TOTAL ACTIF	4 617,3	4 702,2	4 807,0
Engagements envers la banque centrale	1 225,3	1 262,3	1 243,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 655,4	1 761,5	1 749,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 099,7	1 030,1	1 070,9
Dépôts exclus de la masse monétaire	123,9	121,3	125,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	49,9	63,0	97,4
Actions et autres titres de participation	450,6	504,8	557,9
Autres postes (net)	12,5	-40,7	-36,6
TOTAL PASSIF	4 617,3	4 702,2	4 807,0

Source : BCEAO

BURKINA - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	2 596,2	1 998,8	2 134,7
Créances sur les non-résidents	2 968,3	2 624,3	2 535,5
Engagements envers les non-résidents	-372,1	-625,5	-400,8
Créances sur la banque centrale	430,4	433,6	474,9
Créances nettes sur l'administration centrale	221,1	243,7	468,0
Créances sur les autres secteurs	4 105,3	4 312,2	4 300,4
Créances sur les autres sociétés financières	59,4	72,4	43,4
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	15,1	5,4	6,4
Créances sur les sociétés non financières publiques	360,0	347,8	449,8
Créances sur le secteur privé	3 670,9	3 886,6	3 800,8
TOTAL ACTIF	7 353,0	6 988,3	7 378,0
Engagements envers la banque centrale	1 812,5	1 508,3	1 647,7
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	2 511,9	2 189,2	2 190,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	2 073,9	2 073,8	2 184,3
Dépôts exclus de la masse monétaire	289,3	380,9	480,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	59,5	73,1	54,5
Actions et autres titres de participation	757,8	912,3	918,7
Autres postes (net)	-151,9	-149,2	-97,6
TOTAL PASSIF	7 353,0	6 988,3	7 378,0

Source : BCEAO

CÔTE D'IVOIRE - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	1 582,4	992,4	1 657,1
Créances sur les non-résidents	2 758,8	2 625,5	2 927,6
Engagements envers les non-résidents	-1 176,3	-1 633,0	-1 270,4
Créances sur la banque centrale	2 403,7	1 618,5	2 380,9
Créances nettes sur l'administration centrale	4 435,0	4 401,2	5 162,0
Créances sur les autres secteurs	9 806,7	11 396,6	12 707,9
Créances sur les autres sociétés financières	164,2	269,7	317,4
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	3,7	3,4	28,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	421,0	399,1	476,5
Créances sur le secteur privé	9 217,7	10 724,3	11 886,0
TOTAL ACTIF	18 227,7	18 408,8	21 907,9
Engagements envers la banque centrale	2 545,2	2 049,1	2 464,9
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	8 192,2	8 340,5	9 730,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	4 709,0	5 076,3	5 266,9
Dépôts exclus de la masse monétaire	738,3	776,2	800,5
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,1	0,0	0,0
Emprunts	202,9	216,9	337,0
Actions et autres titres de participation	1 829,3	2 135,5	4 049,6
Autres postes (net)	10,7	-185,6	-741,4
TOTAL PASSIF	18 227,7	18 408,8	21 907,9

Source : BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

GUINÉE-BISSAU - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	100,4	92,9	68,2
Créances sur les non-résidents	183,6	147,6	140,1
Engagements envers les non-résidents	-83,3	-54,6	-71,9
Créances sur la banque centrale	29,7	19,8	28,3
Créances nettes sur l'administration centrale	32,6	67,3	97,8
Créances sur les autres secteurs	186,5	168,3	147,0
Créances sur les autres sociétés financières	2,6	0,3	5,6
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	7,4	4,8	1,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	11,9	9,4	2,3
Créances sur le secteur privé	164,6	153,9	138,1
TOTAL ACTIF	349,1	348,3	341,3
Engagements envers la banque centrale	89,9	83,1	65,5
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	120,5	129,3	143,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	80,8	76,9	88,5
Dépôts exclus de la masse monétaire	22,5	20,2	8,5
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	1,6	8,4	3,9
Actions et autres titres de participation	42,6	45,6	40,6
Autres postes (net)	-8,7	-15,1	-9,3
TOTAL PASSIF	349,1	348,3	341,5

Source : BCEAO

MALI - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	500,0	263,9	473,5
Créances sur les non-résidents	1 204,6	1 129,2	1 150,8
Engagements envers les non-résidents	-704,6	-865,3	-677,3
Créances sur la banque centrale	494,2	343,5	360,5
Créances nettes sur l'administration centrale	904,7	1 392,4	1 470,6
Créances sur les autres secteurs	3 741,8	3 781,8	3 851,0
Créances sur les autres sociétés financières	41,4	44,1	26,6
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	55,9	23,8	0,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	168,9	227,0	188,9
Créances sur le secteur privé	3 475,7	3 486,9	3 635,4
TOTAL ACTIF	5 640,6	5 781,6	6 155,7
Engagements envers la banque centrale	1 231,6	1 262,2	1 401,3
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	2 272,9	2 298,8	2 163,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 302,3	1 395,7	1 454,9
Dépôts exclus de la masse monétaire	95,3	114,2	143,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	140,5	49,4	145,8
Actions et autres titres de participation	654,6	717,1	779,3
Autres postes (net)	-56,6	-55,8	67,4
TOTAL PASSIF	5 640,6	5 781,6	6 155,7

Source : BCEAO

NIGER - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	331,3	315,0	187,9
Créances sur les non-résidents	574,7	556,9	381,5
Engagements envers les non-résidents	-243,4	-241,9	-193,6
Créances sur la banque centrale	175,5	78,1	95,8
Créances nettes sur l'administration centrale	155,5	283,5	303,3
Créances sur les autres secteurs	1 354,0	1 250,2	1 353,4
Créances sur les autres sociétés financières	15,7	9,6	15,3
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	29,0	25,0	16,8
Créances sur les sociétés non financières publiques	110,7	98,7	96,2
Créances sur le secteur privé	1 198,7	1 117,0	1 225,0
TOTAL ACTIF	2 016,4	1 926,9	1 940,5
Engagements envers la banque centrale	384,7	476,1	522,9
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	823,1	767,4	714,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	380,9	359,1	373,6
Dépôts exclus de la masse monétaire	86,0	70,8	45,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	41,7	52,9	77,6
Actions et autres titres de participation	252,7	173,5	147,9
Autres postes (net)	47,2	27,0	58,5
TOTAL PASSIF	2 016,4	1 926,9	1 940,5

Source : BCEAO

SÉNÉGAL - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	859,6	1 003,3	777,5
Créances sur les non-résidents	2 032,5	2 063,8	1 965,8
Engagements envers les non-résidents	-1 172,9	-1 060,5	-1 188,3
Créances sur la banque centrale	1 057,5	916,8	1 044,2
Créances nettes sur l'administration centrale	2 078,1	2 362,5	2 622,6
Créances sur les autres secteurs	6 132,4	6 399,1	6 723,4
Créances sur les autres sociétés financières	159,7	84,6	141,1
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	5,6	45,3	219,2
Créances sur les sociétés non financières publiques	394,0	418,1	553,4
Créances sur le secteur privé	5 573,2	5 851,1	5 809,8
TOTAL ACTIF	10 127,7	10 681,7	11 167,7
Engagements envers la banque centrale	1 378,0	1 220,5	1 403,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	4 456,6	4 984,3	4 818,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	2 356,0	2 438,1	2 638,1
Dépôts exclus de la masse monétaire	610,3	486,2	707,7
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	13,7	6,9	0,0
Emprunts	216,5	200,5	185,9
Actions et autres titres de participation	972,4	1 149,1	1 410,7
Autres postes (net)	124,2	196,1	3,1
TOTAL PASSIF	10 127,7	10 681,7	11 167,7

Source : BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

TOGO - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	1 487,8	1 389,2	1 375,6
Créances sur les non-résidents	1 811,3	1 727,5	1 701,8
Engagements envers les non-résidents	-323,6	-338,3	-326,2
Créances sur la banque centrale	188,3	181,2	212,4
Créances nettes sur l'administration centrale	-73,2	-47,6	142,9
Créances sur les autres secteurs	1 636,4	1 702,3	1 789,4
Créances sur les autres sociétés financières	37,6	32,2	48,2
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,0	0,0	0,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	167,8	122,2	108,2
Créances sur le secteur privé	1 430,9	1 548,0	1 633,0
TOTAL ACTIF	3 239,3	3 225,0	3 520,4
Engagements envers la banque centrale	676,9	560,3	545,7
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 121,9	1 072,8	1 086,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 058,3	1 217,5	1 415,7
Dépôts exclus de la masse monétaire	94,7	97,8	146,9
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	23,1	29,0	27,0
Actions et autres titres de participation	245,3	272,0	345,9
Autres postes (net)	19,1	-24,4	-47,7
TOTAL PASSIF	3 239,3	3 225,0	3 520,4

Source : BCEAO

UMOA - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	3 128,8	6 470,4	6 412,4
Créances	5 100,1	8 057,4	8 393,7
Crédits	5 083,9	6 020,8	6 611,5
Concours adossés aux DTS	1 312,5	1 312,5	1 312,5
Concours consolidés	218,0	262,9	272,8
Concours du FMI	3 311,1	4 248,0	4 838,7
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	242,3	242,3	242,3
Portefeuille de titres du Trésor	0,0	2 020,0	1 765,5
Autres créances	16,2	16,6	16,8
Engagements	1 971,3	1 587,0	1 981,3
Encaisses du Trésor	30,6	30,2	33,5
Dépôts	1 834,0	1 451,4	1 844,2
Autres engagements	106,7	105,4	103,6
Créances nettes des banques	17 251,0	17 279,8	19 467,5
Créances	22 000,1	22 137,5	24 729,6
Crédits	4 362,4	4 318,4	4 451,6
Portefeuille de titres du Trésor	17 637,7	17 819,1	20 278,0
Engagements	4 749,1	4 857,7	5 262,1
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	20 379,8	23 750,2	25 879,9

Source : BCEAO

(*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

BÉNIN - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	53,3	348,7	461,6
Créances	526,6	641,1	687,9
Crédits	526,6	641,1	687,9
Concours adossés aux DTS	94,2	94,2	94,2
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	432,4	546,9	593,7
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	473,4	292,3	226,3
Encaisses du Trésor	6,5	6,5	6,5
Dépôts	466,9	285,8	219,7
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	-49,9	-372,7	-299,4
Créances	779,0	810,8	846,4
Crédits	236,5	221,2	238,1
Portefeuille de titres du Trésor	542,5	589,7	608,3
Engagements	828,9	1 183,6	1 145,8
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	3,4	-24,0	162,3

Source : BCEAO

(*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

BURKINA - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	60,6	199,8	171,7
Créances	276,1	333,2	359,3
Crédits	276,1	333,2	359,3
Concours adossés aux DTS	91,6	91,6	91,6
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	184,4	241,5	267,7
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	215,5	133,4	187,6
Encaisses du Trésor	6,6	6,6	6,6
Dépôts	208,9	126,8	181,0
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	221,1	243,7	468,0
Créances	1 158,8	1 154,7	1 408,2
Crédits	277,6	295,9	322,6
Portefeuille de titres du Trésor	881,2	858,8	1 085,6
Engagements	937,7	911,0	940,3
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	281,6	443,5	639,7

Source : BCEAO (*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

CÔTE D'IVOIRE - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	1 456,5	1 860,6	1 967,1
Créances	2 105,1	2 511,7	3 063,5
Crédits	2 105,1	2 511,7	3 063,5
Concours adossés aux DTS	495,0	495,0	495,0
Concours consolidés	216,7	216,7	210,2
Concours du FMI	1 251,5	1 658,1	2 216,4
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	141,9	141,9	141,9
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	648,6	651,1	1 096,5
Encaisses du Trésor	2,2	2,2	2,2
Dépôts	646,4	648,8	1 094,2
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	4 435,0	4 401,2	5 162,0
Créances	5 594,9	5 415,3	6 408,5
Crédits	1 525,0	1 154,5	1 108,1
Portefeuille de titres du Trésor	4 069,9	4 260,7	5 300,3
Engagements	1 159,9	1 014,0	1 246,4
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	5 891,5	6 261,9	7 129,1

Source : BCEAO (*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

GUINÉE-BISSAU - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	64,8	75,0	75,0
Créances	70,6	78,3	88,7
Crédits	70,6	78,3	88,7
Concours adossés aux DTS	31,5	31,5	31,5
Concours consolidés	1,3	1,3	1,3
Concours du FMI	24,2	31,8	42,3
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	13,6	13,6	13,6
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	5,8	3,3	13,6
Encaisses du Trésor	0,0	0,0	0,0
Dépôts	5,8	3,3	13,6
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	32,6	67,3	97,8
Créances	56,1	83,2	119,4
Crédits	31,8	53,0	79,9
Portefeuille de titres du Trésor	24,3	30,1	39,5
Engagements	23,5	15,8	21,6
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	97,4	142,3	172,9

Source : BCEAO (*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

MALI - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	435,0	416,5	340,6
Créances	459,1	437,6	408,6
Crédits	459,1	437,6	408,6
Concours adossés aux DTS	142,0	142,0	142,0
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	317,1	295,6	266,5
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	24,1	21,1	68,0
Encaisses du Trésor	7,9	7,9	7,9
Dépôts	16,1	13,2	60,0
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	904,7	1 392,4	1 470,6
Créances	1 362,1	1 744,1	1 922,9
Crédits	177,1	244,9	96,7
Portefeuille de titres du Trésor	1 185,0	1 499,2	1 826,3
Engagements	457,4	351,8	452,3
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 339,7	1 808,8	1 811,2

Source : BCEAO (*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

NIGER - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	70,0	229,5	349,8
Créances	397,4	393,1	415,2
Crédits	397,4	393,1	415,2
Concours adossés aux DTS	100,2	100,2	100,2
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	297,2	292,9	287,7
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	27,3
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	327,4	163,5	65,4
Encaisses du Trésor	2,8	2,8	2,8
Dépôts	324,6	160,7	62,6
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	155,5	283,5	303,3
Créances	342,9	441,6	470,1
Crédits	58,7	87,0	83,3
Portefeuille de titres du Trésor	284,1	354,6	386,8
Engagements	187,3	158,1	166,8
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	225,5	513,1	653,1

Source : BCEAO (*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SÉNÉGAL - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	733,7	1 055,9	968,6
Créances	852,2	1 239,1	1 133,6
Crédits	852,2	1 239,1	1 133,6
Concours adossés aux DTS	246,3	246,3	246,3
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	606,0	992,8	887,4
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	118,6	183,1	165,0
Encaisses du Trésor	3,1	3,1	3,1
Dépôts	115,5	180,0	161,9
Autres engagements	0,1	0,1	0,1
Créances nettes des banques	2 078,1	2 362,5	2 622,6
Créances	2 567,7	2 931,7	3 373,2
Crédits	1 249,2	1 525,8	1 627,5
Portefeuille de titres du Trésor	1 318,5	1 405,9	1 745,7
Engagements	489,6	569,2	750,7
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 811,7	3 418,5	3 591,2

Source : BCEAO (*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

TOGO - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2022	2023	2024
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	257,5	263,9	305,4
Créances	310,1	300,0	361,4
Crédits	310,1	300,0	361,4
Concours adossés aux DTS	111,7	111,7	111,7
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	198,4	188,3	249,7
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	52,6	36,1	56,0
Encaisses du Trésor	1,5	1,1	4,4
Dépôts	51,1	35,0	51,6
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	-73,2	-47,6	142,9
Créances	607,7	579,9	702,1
Crédits	109,1	147,8	195,0
Portefeuille de titres du Trésor	498,6	432,1	507,1
Engagements	680,9	627,5	559,2
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	184,3	216,2	448,4

Source : BCEAO (*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

UMOA - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A COURT TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	375 044	398 479	408 736
- Agriculture, chasse	330 028	350 918	361 544
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	45 015	47 562	47 192
Industries extractives	233 295	248 684	327 722
- Pétrole brut et gaz naturel	65 556	69 732	25 961
- Autres	167 739	178 951	301 761
Industries manufacturières	1 373 358	1 476 552	1 659 873
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	567 679	605 651	636 113
- Textiles, habillement, cuir	134 488	140 986	208 421
- Industries chimiques	315 142	343 227	364 709
- Autres	356 049	386 688	450 630
Electricité, gaz, eau	761 996	798 593	661 219
Bâtiment, travaux publics	1 122 470	1 214 539	1 146 671
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	3 894 575	4 137 807	4 817 787
- Commerce de gros	3 044 866	3 220 414	3 731 785
- Commerce de détail	780 368	841 405	1 028 311
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	69 341	75 987	57 694
Transports, entrepôts et communications	768 132	829 132	830 050
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	613 445	673 005	854 123
- Etablissements financiers, assurances	126 764	136 770	187 119
- Affaires immobilières, services aux entreprises	486 681	536 234	667 004
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	1 394 823	1 488 417	1 574 042
- Services divers fournis à la collectivité	118 539	129 431	156 053
- Prêts aux particuliers	299 836	330 825	461 375
- Autres	976 448	1 028 161	956 614
TOTAL	10 537 137	11 265 207	12 280 223

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO.

UMOA - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	207 508	228 703	160 177
- Agriculture, chasse	90 520	98 690	135 274
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	116 988	130 013	24 903
Industries extractives	151 450	155 874	171 367
- Pétrole brut et gaz naturel	25 575	26 938	13 036
- Autres	125 875	128 936	158 331
Industries manufacturières	626 043	668 830	716 772
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	218 592	232 317	225 706
- Textiles, habillement, cuir	41 563	43 671	38 734
- Industries chimiques	151 359	165 500	111 478
- Autres	214 528	227 342	340 854
Electricité, gaz, eau	364 870	397 663	391 092
Bâtiment, travaux publics	628 264	660 435	506 473
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	1 025 330	1 118 496	1 049 797
- Commerce de gros	767 310	804 162	777 470
- Commerce de détail	185 916	201 376	205 790
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	106 104	112 958	66 537
Transports, entrepôts et communications	858 930	922 434	851 340
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	1 085 783	1 149 050	984 271
- Etablissements financiers, assurances	336 018	367 660	273 232
- Affaires immobilières, services aux entreprises	749 766	781 390	711 039
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	2 286 537	2 450 842	2 766 806
- Services divers fournis à la collectivité	307 967	328 043	285 933
- Prêts aux particuliers	1 067 857	1 159 533	1 383 208
- Autres	910 713	963 266	1 097 665
TOTAL	7 234 716	7 752 327	7 598 095

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

BÉNIN - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A COURT TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	7 146	7 866	48 690
- Agriculture, chasse	7 082	7 796	48 580
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	64	70	110
Industries extractives	11 318	12 457	11 098
- Pétrole brut et gaz naturel	6 622	7 289	8 110
- Autres	4 696	5 168	2 988
Industries manufacturières	76 001	83 651	72 384
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	41 063	45 196	36 213
- Textiles, habillement, cuir	8 633	9 502	15 529
- Industries chimiques	3 009	3 312	3 362
- Autres	23 296	25 641	17 280
Electricité, gaz, eau	2 831	3 116	17 121
Bâtiment, travaux publics	83 400	91 794	102 939
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	199 298	219 358	226 699
- Commerce de gros	148 330	163 260	165 392
- Commerce de détail	41 138	45 279	59 028
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	9 830	10 819	2 279
Transports, entrepôts et communications	41 733	45 934	40 080
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	51 943	57 171	101 375
- Etablissements financiers, assurances	22 534	24 802	17 793
- Affaires immobilières, services aux entreprises	29 409	32 369	83 582
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	167 878	184 775	102 779
- Services divers fournis à la collectivité	2 696	2 967	9 178
- Prêts aux particuliers	21 729	23 916	29 633
- Autres	143 453	157 892	63 968
TOTAL	641 548	706 122	723 165

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

BÉNIN - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	5 457	5 760	34 778
- Agriculture, chasse	5 419	5 720	34 737
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	38	40	41
Industries extractives	4 638	4 896	6 929
- Pétrole brut et gaz naturel	355	375	1 129
- Autres	4 283	4 521	5 800
Industries manufacturières	44 534	47 008	50 400
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	18 316	19 334	23 606
- Textiles, habillement, cuir	9 980	10 533	10 784
- Industries chimiques	1 397	1 475	1 518
- Autres	14 841	15 666	14 492
Electricité, gaz, eau	43 728	46 157	28 723
Bâtiment, travaux publics	159 524	168 387	198 226
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	76 050	80 275	163 137
- Commerce de gros	19 790	20 889	114 577
- Commerce de détail	5 841	6 166	38 311
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	50 419	53 220	10 249
Transports, entrepôts et communications	75 854	80 068	152 059
Assurances, aff. Immob., serv. aux entreprises	361 528	381 614	182 450
- Etablissements financiers, assurances	35 224	37 180	14 587
- Affaires immobilières, services aux entreprises	326 304	344 434	167 863
Services fournis à la collec., serv. Soc. et pers.	302 604	319 416	446 653
- Services divers fournis à la collectivité	61 347	64 755	47 521
- Prêts aux particuliers	133 686	141 113	234 610
- Autres	107 571	113 548	164 522
TOTAL	1 073 917	1 133 581	1 263 355

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union A1

Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International A2 à A3

Transferts nets des ressources du FMI A4

Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB) A5 à A9

Production des principales cultures d'exportation A10

Production des principales cultures vivrières A11

Productions minières A12

Indice harmonisé des prix à la consommation A13

Tableaux des opérations financières des Etats A14 à A22

Balance des paiements A23 à A27

Agrégats de monnaie A28 à A32

Situation résumée de la Banque Centrale A33 à A37

Situation résumée des Banques A38 à A42

Créances nettes sur l'administration centrale A43 à A47

Utilisations déclarées aux Centrales des risques A48 à A56

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO A57

Adresses des sites de la BCEAO A58 à A63

BURKINA - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A COURT TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	55 205	57 597	40 560
- Agriculture, chasse	54 890	57 268	40 523
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	314	329	37
Industries extractives	106 012	110 605	118 067
- Pétrole brut et gaz naturel	45 087	47 040	4 836
- Autres	60 925	63 565	113 231
Industries manufacturières	262 130	273 486	279 612
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	61 251	63 905	35 391
- Textiles, habillement, cuir	105 997	110 589	160 254
- Industries chimiques	37 259	38 873	22 176
- Autres	57 623	60 119	61 791
Electricité, gaz, eau	19 246	20 080	23 038
Bâtiment, travaux publics	207 936	216 944	269 111
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	696 165	726 323	812 142
- Commerce de gros	629 484	656 754	662 183
- Commerce de détail	58 672	61 213	138 544
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 009	8 356	11 415
Transports, entrepôts et communications	109 189	113 919	116 914
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	71 393	74 486	112 570
- Etablissements financiers, assurances	10 824	11 293	16 705
- Affaires immobilières, services aux entreprises	60 569	63 193	95 866
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	106 633	111 250	151 311
- Services divers fournis à la collectivité	29 677	30 960	44 109
- Prêts aux particuliers	40 445	42 197	55 784
- Autres	36 511	38 093	51 417
TOTAL	1 633 908	1 704 690	1 923 325

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

BURKINA - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	25 810	26 893	23 179
- Agriculture, chasse	25 012	26 062	22 533
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	798	831	646
Industries extractives	106 015	110 463	129 187
- Pétrole brut et gaz naturel	17 454	18 186	11 076
- Autres	88 561	92 277	118 111
Industries manufacturières	112 916	117 654	135 114
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	24 651	25 685	31 939
- Textiles, habillement, cuir	28 069	29 247	21 138
- Industries chimiques	6 532	6 806	9 771
- Autres	53 663	55 916	72 266
Electricité, gaz, eau	51 620	53 786	46 481
Bâtiment, travaux publics	206 800	215 478	100 773
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	227 922	237 486	223 989
- Commerce de gros	195 043	203 227	187 803
- Commerce de détail	16 847	17 554	23 946
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	16 032	16 705	12 240
Transports, entrepôts et communications	190 573	198 570	148 872
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	145 907	152 030	169 917
- Etablissements financiers, assurances	49 504	51 581	49 096
- Affaires immobilières, services aux entreprises	96 404	100 449	120 821
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	858 478	894 501	797 631
- Services divers fournis à la collectivité	172 263	179 491	148 231
- Prêts aux particuliers	321 359	334 844	297 809
- Autres	364 856	380 166	351 591
TOTAL	1 926 042	2 006 861	1 775 143

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

CÔTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A COURT TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	95 353	98 623	66 517
- Agriculture, chasse	60 045	62 104	32 137
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	35 308	36 519	34 380
Industries extractives	8 984	9 292	25 093
- Pétrole brut et gaz naturel	4 429	4 581	1 177
- Autres	4 555	4 711	23 916
Industries manufacturières	423 634	438 163	555 640
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	255 143	263 893	312 135
- Textiles, habillement, cuir	13 065	13 513	16 660
- Industries chimiques	84 658	87 561	124 931
- Autres	70 768	73 195	101 914
Electricité, gaz, eau	531 623	549 855	379 942
Bâtiment, travaux publics	166 874	172 597	174 740
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	1 100 807	1 138 560	1 424 296
- Commerce de gros	754 302	780 171	1 045 438
- Commerce de détail	340 531	352 210	374 458
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	5 974	6 179	4 403
Transports, entrepôts et communications	177 244	183 323	178 646
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	129 839	134 292	176 673
- Etablissements financiers, assurances	51 506	53 272	94 759
- Affaires immobilières, services aux entreprises	78 333	81 019	81 914
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	157 987	163 405	147 226
- Services divers fournis à la collectivité	28 215	29 183	20 196
- Prêts aux particuliers	29 969	30 997	14 866
- Autres	99 803	103 225	112 164
TOTAL	2 792 345	2 888 110	3 128 774

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

CÔTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	145 196	161 495	42 755
- Agriculture, chasse	32 481	36 127	20 508
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	112 715	125 368	22 247
Industries extractives	75	83	8 350
- Pétrole brut et gaz naturel	75	83	0
- Autres	0	0	8 350
Industries manufacturières	230 317	256 172	202 107
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	114 807	127 695	107 133
- Textiles, habillement, cuir	3 066	3 410	2 900
- Industries chimiques	88 503	98 438	59 969
- Autres	23 941	26 629	32 105
Electricité, gaz, eau	139 074	154 686	115 029
Bâtiment, travaux publics	82 148	91 372	73 842
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	218 315	242 822	242 398
- Commerce de gros	161 003	179 077	216 285
- Commerce de détail	56 178	62 484	23 356
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 134	1 261	2 757
Transports, entrepôts et communications	213 041	236 956	264 668
Assurances, aff. immob, serv. aux entreprises	259 238	288 339	350 735
- Etablissements financiers, assurances	187 078	208 079	176 220
- Affaires immobilières, services aux entreprises	72 160	80 260	174 515
Services fournis à la collec., serv. soc. et pers.	112 610	125 251	294 084
- Services divers fournis à la collectivité	13 383	14 886	19 037
- Prêts aux particuliers	61 675	68 598	102 773
- Autres	37 552	41 767	172 274
TOTAL	1 400 014	1 557 176	1 593 968

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO ... XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union A1

Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International A2 à A3

Transferts nets des ressources du FMI A4

Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB) A5 à A9

Production des principales cultures d'exportation A10

Production des principales cultures vivrières A11

Productions minières A12

Indice harmonisé des prix à la consommation A13

Tableaux des opérations financières des Etats A14 à A22

Balance des paiements A23 à A27

Agrégats de monnaie A28 à A32

Situation résumée de la Banque Centrale A33 à A37

Situation résumée des Banques A38 à A42

Créances nettes sur l'administration centrale A43 à A47

Utilisations déclarées aux Centrales des risques A48 à A56

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO A57

Adresses des sites de la BCEAO A58 à A63

GUINÉE-BISSAU - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A COURT TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	1 551	1 569	2 115
- Agriculture, chasse	1 280	1 295	418
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	271	274	1 697
Industries extractives	1 293	1 308	807
- Pétrole brut et gaz naturel	504	510	0
- Autres	788	797	807
Industries manufacturières	30 882	31 244	6 982
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	799	808	4 416
- Textiles, habillement, cuir	0	0	7
- Industries chimiques	151	153	99
- Autres	29 932	30 283	2 460
Electricité, gaz, eau	19	19	10 550
Bâtiment, travaux publics	9 259	9 367	10 801
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	67 614	68 408	43 605
- Commerce de gros	65 116	65 880	40 842
- Commerce de détail	219	222	2 157
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	2 279	2 306	606
Transports, entrepôts et communications	7 100	7 183	10 301
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	1 143	1 156	2 028
- Etablissements financiers, assurances	44	45	761
- Affaires immobilières, service aux entreprises	1 099	1 112	1 266
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	18 679	18 898	59 109
- Services divers fournis à la collectivité	2 866	2 900	9 544
- Prêts aux particuliers	13 186	13 340	44 714
- Autres	2 627	2 658	4 851
TOTAL	137 540	139 153	146 298

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

GUINÉE-BISSAU - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	1 807	3 448	901
- Agriculture, chasse	1 587	3 028	880
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	220	420	21
Industries extractives	0	0	82
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	0	0	82
Industries manufacturières	367	700	1 021
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	0	0	920
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	57	109	9
- Autres	310	592	92
Electricité, gaz, eau	1 433	2 734	5 621
Bâtiment, travaux publics	133	254	398
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	4 665	8 902	4 614
- Commerce de gros	6 792	5 328	3 863
- Commerce de détail	114	218	198
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 759	3 356	553
Transports, entrepôts et communications	2 840	5 419	1 746
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	422	805	3 326
- Etablissements financiers, assurances	0	0	2 742
- Affaires immobilières, service aux entreprises	422	805	584
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	15 087	28 788	24 199
- Services divers fournis à la collectivité	0	0	869
- Prêts aux particuliers	12 286	23 443	19 818
- Autres	2 801	5 345	3 512
TOTAL	26 754	51 050	41 908

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO.

MALI - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A COURT TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	146 146	153 880	155 106
- Agriculture, chasse	145 105	152 784	153 699
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	1 041	1 096	1 407
Industries extractives	70 014	73 719	98 477
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	70 014	73 719	98 477
Industries manufacturières	197 521	207 974	201 500
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	99 348	104 605	85 124
- Textiles, habillement, cuir	4 454	4 690	6 955
- Industries chimiques	61 769	65 038	70 644
- Autres	31 950	33 641	38 777
Electricité, gaz, eau	51 939	54 688	48 656
Bâtiment, travaux publics	142 736	150 289	114 455
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	878 226	924 701	993 935
- Commerce de gros	813 614	856 670	930 993
- Commerce de détail	51 531	54 258	58 779
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	13 081	13 773	4 164
Transports, entrepôts et communications	148 169	156 010	195 788
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	80 437	84 694	110 585
- Etablissements financiers, assurances	6 269	6 601	12 385
- Affaires immobilières, services aux entreprises	74 168	78 093	98 200
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	112 981	118 960	85 915
- Services divers fournis à la collectivité	4 173	4 394	13 884
- Prêts aux particuliers	14 297	15 054	4 254
- Autres	94 511	99 512	67 777
TOTAL	1 828 169	1 924 914	2 004 416

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

MALI - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	2 077	1 865	6 713
- Agriculture, chasse	1 445	1 298	6 358
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	632	567	355
Industries extractives	20 243	18 180	11 005
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	20 243	18 180	11 005
Industries manufacturières	55 184	49 561	27 529
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	34 862	31 310	20 317
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	5 011	4 500	2 359
- Autres	15 311	13 751	4 853
Electricité, gaz, eau	11 595	10 414	120 364
Bâtiment, travaux publics	71 736	64 426	37 052
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	163 910	147 208	96 034
- Commerce de gros	145 067	130 285	85 766
- Commerce de détail	7 795	7 001	4 583
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	11 048	9 922	5 685
Transports, entrepôts et communications	82 389	73 994	30 827
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	132 757	119 230	69 786
- Etablissements financiers, assurances	3 400	3 054	1 188
- Affaires immobilières, services aux entreprises	129 357	116 176	68 598
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	57 275	51 439	31 013
- Services divers fournis à la collectivité	5 075	4 558	2 017
- Prêts aux particuliers	26 882	24 143	17 908
- Autres	25 318	22 738	11 088
TOTAL	597 166	536 317	430 323

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES..... 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

NIGER - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A COURT TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	7 186	6 670	11 187
- Agriculture, chasse	7 180	6 665	11 182
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	6	6	5
Industries extractives	48	45	4 568
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	48	45	4 568
Industries manufacturières	10 063	9 341	20 160
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	1 157	1 074	1 085
- Textiles, habillement, cuir	58	54	9
- Industries chimiques	1 712	1 589	1 408
- Autres	7 136	6 624	17 658
Electricité, gaz, eau	44 674	41 468	40 606
Bâtiment, travaux publics	98 785	91 696	75 734
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	197 371	183 207	166 122
- Commerce de gros	169 283	157 135	132 941
- Commerce de détail	26 322	24 433	30 652
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 766	1 639	2 528
Transports, entrepôts et communications	32 467	30 137	38 462
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	6 781	6 294	8 351
- Etablissements financiers, assurances	2 434	2 259	1 099
- Affaires immobilières, services aux entreprises	4 347	4 035	7 252
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	308 931	286 761	316 898
- Services divers fournis à la collectivité	1 737	1 612	2 746
- Prêts aux particuliers	14 979	13 904	29 429
- Autres	292 215	271 245	284 724
TOTAL	706 306	655 619	682 088

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO.

NIGER - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	4 896	5 217	5 528
- Agriculture, chasse	4 896	5 217	5 528
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	0
Industries extractives	5 439	5 796	5 195
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	5 439	5 796	5 195
Industries manufacturières	16 885	17 992	11 492
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2 366	2 521	2 630
- Textiles, habillement, cuir	96	102	68
- Industries chimiques	1 273	1 356	4 711
- Autres	13 150	14 012	4 083
Electricité, gaz, eau	36 090	38 456	27 014
Bâtiment, travaux publics	25 571	27 248	35 856
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	86 784	92 475	73 482
- Commerce de gros	79 518	84 732	57 120
- Commerce de détail	5 809	6 190	10 731
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 457	1 553	5 631
Transports, entrepôts et communications	57 374	61 136	50 148
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	7 662	8 164	3 765
- Etablissements financiers, assurances	1 388	1 479	1 887
- Affaires immobilières, services aux entreprises	6 274	6 685	1 878
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	281 980	300 470	236 419
- Services divers fournis à la collectivité	4 435	4 726	2 783
- Prêts aux particuliers	78 124	83 247	50 889
- Autres	199 421	212 497	182 747
TOTAL	522 681	556 954	448 899

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

SÉNÉGAL - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A COURT TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	61 370	70 995	84 065
- Agriculture, chasse	53 359	61 727	74 509
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	8 011	9 268	9 556
Industries extractives	33 388	38 624	67 374
- Pétrole brut et gaz naturel	8 914	10 312	11 838
- Autres	24 475	28 312	55 536
Industries manufacturières	320 637	370 923	466 542
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	100 418	116 167	136 692
- Textiles, habillement, cuir	2 281	2 638	9 007
- Industries chimiques	113 357	131 135	123 627
- Autres	104 581	120 983	197 216
Electricité, gaz, eau	102 134	118 152	134 351
Bâtiment, travaux publics	236 928	274 086	223 130
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	568 168	657 276	939 433
- Commerce de gros	318 417	368 355	590 129
- Commerce de détail	224 260	259 431	318 296
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	25 491	29 489	31 008
Transports, entrepôts et communications	210 234	243 205	206 003
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	254 003	293 840	295 282
- Etablissements financiers, assurances	25 839	29 891	38 605
- Affaires immobilières, services aux entreprises	228 164	263 948	256 677
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	481 255	556 732	665 835
- Services divers fournis à la collectivité	22 731	26 296	51 523
- Prêts aux particuliers	151 630	175 411	270 337
- Autres	306 894	355 025	343 975
TOTAL	2 268 117	2 623 832	3 082 015

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

SÉNÉGAL - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	22 141	23 876	38 602
- Agriculture, chasse	19 556	21 089	37 010
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	2 585	2 787	1 592
Industries extractives	13 143	14 173	7 732
- Pétrole brut et gaz naturel	7 691	8 294	831
- Autres	5 452	5 879	6 901
Industries manufacturières	158 613	171 045	254 066
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	20 928	22 568	19 796
- Textiles, habillement, cuir	352	379	3 844
- Industries chimiques	45 214	48 758	29 579
- Autres	92 119	99 340	200 847
Electricité, gaz, eau	51 551	55 592	30 846
Bâtiment, travaux publics	46 680	50 339	32 142
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	168 712	214 287	152 185
- Commerce de gros	96 329	103 880	49 626
- Commerce de détail	84 406	91 021	79 298
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	17 977	19 386	23 261
Transports, entrepôts et communications	150 000	161 758	129 414
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	125 311	135 134	131 344
- Etablissements financiers, assurances	41 808	45 086	13 878
- Affaires immobilières, services aux entreprises	83 503	90 048	117 466
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	491 794	530 346	743 344
- Services divers fournis à la collectivité	18 460	19 907	30 865
- Prêts aux particuliers	303 609	327 409	511 782
- Autres	169 725	183 030	200 697
TOTAL	1 227 945	1 356 550	1 519 675

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

TOGO - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A COURT TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	1 087	1 279	496
- Agriculture, chasse	1 087	1 279	496
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	0
Industries extractives	2 238	2 634	2 238
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	2 238	2 634	2 238
Industries manufacturières	52 490	61 770	57 053
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	8 500	10 003	25 057
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	13 227	15 566	18 462
- Autres	30 763	36 202	13 534
Électricité, gaz, eau	9 530	11 215	6 955
Bâtiment, travaux publics	176 552	207 766	175 761
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	186 926	219 974	211 555
- Commerce de gros	146 320	172 189	163 867
- Commerce de détail	37 695	44 359	46 397
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	2 911	3 426	1 291
Transports, entrepôts et communications	41 996	49 421	43 856
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	17 906	21 072	47 259
- Etablissements financiers, assurances	7 314	8 607	5 012
- Affaires immobilières, services aux entreprises	10 592	12 465	42 247
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	40 479	47 636	44 969
- Services divers fournis à la collectivité	26 444	31 119	4 873
- Prêts aux particuliers	13 601	16 006	12 358
- Autres	434	511	27 738
TOTAL	529 204	622 767	590 142

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO.

TOGO - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2022	2023	2024(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	124	149	7 721
- Agriculture, chasse	124	149	7 720
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	1
Industries extractives	1 897	2 283	2 887
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	1 897	2 283	2 887
Industries manufacturières	7 227	8 698	35 043
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2 662	3 204	19 365
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	3 372	4 058	3 562
- Autres	1 193	1 436	12 116
Électricité, gaz, eau	29 779	35 838	17 014
Bâtiment, travaux publics	35 672	42 931	28 184
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	78 972	95 041	93 958
- Commerce de gros	63 768	76 744	62 430
- Commerce de détail	8 926	10 742	25 367
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	6 278	7 555	6 161
Transports, entrepôts et communications	86 859	104 533	73 606
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	52 958	63 734	72 948
- Etablissements financiers, assurances	17 616	21 201	13 634
- Affaires immobilières, services aux entreprises	35 342	42 533	59 314
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	166 709	200 631	193 463
- Services divers fournis à la collectivité	33 004	39 720	34 610
- Prêts aux particuliers	130 236	156 736	147 619
- Autres	3 469	4 175	11 234
TOTAL	460 197	553 838	524 824

(*) Les données à fin décembre 2024 sont des estimations
Source : BCEAO

UMOA - MOUVEMENTS DE BILLETS ET PIÈCES AUX GUICHETS DE LA BCEAO

Coupures	Retraits		Versements	
	31/12/23	31/12/24	31/12/23	31/12/24
	Milliers de signes monétaires			
Billets	3 367 868	3 506 552	3 309 926	3 258 198
10 000	2 052 940	2 086 759	2 050 954	1 930 918
5 000	684 855	807 712	644 952	725 041
2 500	0	0	0	0
2 000	199 137	215 212	197 085	201 963
1 000	221 197	209 949	224 511	210 972
500	209 739	186 920	192 424	189 304
Pièces	219 319	230 284	7 838	13 364
5 000	1	1	0	0
500	1	5	1 485	3 243
ANC 500 BC	0	0	18	7
250	7	1	368	399
200	263	107	2 264	3 281
100	94 068	114 140	2 083	3 556
50	82 926	78 372	641	1 185
25	16 162	14 529	398	742
10	14 218	13 587	489	874
5	11 533	9 421	40	39
1	140	121	52	38
Total	3 587 187	3 736 836	3 317 764	3 271 562

	Millions de FCFA			
Billets	24 678 018	25 639 987	24 449 190	23 643 927
10 000	20 529 404	20 867 592	20 509 538	19 309 175
5 000	3 424 274	4 038 562	3 224 760	3 625 203
2 500	0	0	0	0
2 000	398 274	430 424	394 169	403 925
1 000	221 197	209 949	224 511	210 972
500	104 869	93 460	96 212	94 652
Pièces	14 220	15 910	1 551	2 825
5 000	7	8	0	0
500	1	2	742	1 622
ANC 500 BC	0	0	9	4
250	2	0	92	100
200	53	21	453	656
100	9 407	11 414	208	356
50	4 146	3 919	32	59
25	404	363	10	19
10	142	136	5	9
5	58	47	0	0
1	0	0	0	0
Total	24 692 238	25 655 897	24 450 741	23 646 752

Source : BCEAO

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO ... XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

ADRESSES DES DIFFÉRENTS SITES DE LA BCEAO

SIÈGE SOCIAL

Avenue Abdoulaye FADIGA
Boîte Postale : n° 3108 - Dakar (Sénégal)
Téléphone : (+221) 33 839 05 00
Télécopie : (+221) 33 823 93 35
Site internet : <https://www.bceao.int>
Courriel : courrier.bceao@bceao.int

BÉNIN

Cotonou

Avenue Jean-Paul II
01 Boîte Postale : n° 325 RP - Cotonou (Bénin)
Téléphone : (+229) 21 36 46 00 / 21 31 24 66 / 21 31 24 67
Télécopie : (+229) 21 31 24 65
Courriel : courrier.bdn@bceao.int
Conseiller du Directeur National : M. Ayedjo Brice ONODJE
Directeur de l'Agence Principale : M. Matinou SOURADJOU

Parakou

Boîte Postale : n° 201 - Parakou (Bénin)
Téléphone : (+229) 23 61 03 25 / 29
Télécopie : (+229) 23 61 10 91
Courriel : courrier.b01@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Didier N'Komakan HOUNDONOUGBO

BURKINA

Ouagadougou

Avenue Gamal Abdel NASSER
Boîte Postale : 01 BP 356 - Ouagadougou (Burkina Faso)
Téléphone : (+226) 25 49 05 00 / 01
Courriel : courrier.cdn@bceao.int
Conseiller du Directeur National : M. Richard KIMA
Directeur de l'Agence Principale : M. Guillaume A. Camille KABORE

Bobo-Dioulasso

Avenue Mamadou KONATE
Boîte Postale : 01 BP 603 - Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)
Téléphone : (+226) 20 97 04 44 / 45 / 46
Courriel : courrier.c01@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Benjamin NIKIEMA

CÔTE D'IVOIRE

Abidjan

Avenue Abdoulaye FADIGA angle Bd. ROUSSEL
Boîte Postale : 01 BP 1769 - Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)
Téléphone : (+225) 27 20 20 84 00 et 27 20 20 85 00
Télécopie : (+225) 27 20 22 00 40 et 27 20 22 28 52
Courriel : courrier.adn@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Jacques Gnelbin Ningou HLYH

Abengourou

Voie Triomphale - Plateau
Boîte Postale : n° 905 - Abengourou (Côte d'Ivoire)
Téléphone : (+225) 27 35 91 37 15 et 27 35 91 38 15
Télécopie : (+225) 27 35 91 31 76
Courriel : courrier.a05@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Noël Assémien ACKAH

Bouaké

Boîte Postale : n° 773 - Bouaké (Côte d'Ivoire)
Téléphone : (+225) 27 31 65 87 00 et 27 31 65 87 01
Télécopie : (+225) 31 63 38 31
Courriel : courrier.a01@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : -

Daloa

Route de Man Angle Rue du stade
Boîte Postale : n° 46 - Daloa (Côte d'Ivoire)
Téléphone : (+225) 27 32 78 38 85
Télécopie : (+225) 27 32 78 13 10
Courriel : courrier.a02@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M^{me} Kanidana KONE épouse DOUHE

Korhogo

Avenue Peleforo GBON COULIBALY
Boîte Postale : n° 54 - Korhogo (Côte d'Ivoire)
Téléphone : (+225) 27 36 86 01 10 et 27 36 86 01 11
Télécopie : (+225) 27 36 86 15 30
Courriel : courrier.a06@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. N'goran Hyacinthe ZADJEHI

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

Man

Rue du Commerce
Boîte Postale : n° 1017 - (Côte d'Ivoire)
Téléphone : (+225) 27 33 79 02 67
Télécopie : (+225) 27 33 79 02 28
Courriel : courrier.a03@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : -

San Pedro

Avenue Félix HOUPHOUET BOIGNY
Boîte Postale : n° 387 - San Pédro (Côte d'Ivoire)
Téléphone : (+225) 27 34 71 21 84
Télécopie : (+225) 27 34 71 24 48
Courriel : courrier.a04@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Stéphane Alluy Henri FOFANA

Centre de Traitement Fiduciaire

Yamoussoukro

Zone administrative - TF n° 18695 des Lacs
Boîte Postale : 445 - Yamoussoukro (Côte d'Ivoire)
Téléphone : (+225) 27 30 6182 00
Courriel : courrier.z4dctf@bceao.int
Directeur : M. Florent Boniface AGBOTON

GUINÉE BISSAU

Bissau

Avenida Combatentes da Liberdade da Pátriá
Boîte Postale : n° 38 - Bissau (Guinée Bissau)
Téléphone : (+245) 95 565 04 20/95 565 08 32
Télécopie : (+245) 325 63 00
Courriel : courrier.sdn@bceao.int
Conseiller du Directeur National : M. Cheikh Ahmet Tidiane SALL
Directeur de l'Agence Principale : M. Wilson ALVES CARDOSO

MALI

Bamako

94, Avenue Moussa TRAVELE
Boîte Postale : n° 206 - Bamako (Mali)
Téléphone : (+223) 20 22 37 56
Télécopie : (+223) 20 22 47 86
Courriel : courrier.ddn@bceao.int
Conseiller du Directeur National : -
Directeur de l'Agence Principale : M^{me} Oumou TOURE TOUNKARA

Mopti

Komoguel II, route de Sévaré
Boîte Postale : n° 182 - Mopti (Mali)
Téléphone : (+223) 21 43 01 02
Télécopie : (+223) 21 43 05 07
Courriel : courrier.d01@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Adama DOUMBIA

Sikasso

Rue Mamadou TRAORE
Boîte Postale : n° 453 - Sikasso (Mali)
Téléphone : (+223) 21 62 00 77
Télécopie : (+223) 21 62 08 79
Courriel : courrier.d02@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Gaoussou BALLO

NIGER

Niamey

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau
Boîte Postale : n° 487 - Niamey (Niger)
Téléphone : (+227) 20 72 24 91 / 92 / 93 et 20 72 33 40
Télécopie : (+227) 20 73 47 43
Courriel : courrier.hdn@bceao.int
Conseiller du Directeur National : M. Salifou HAMANI
Directeur de l'Agence Principale : M^{me} Oumou BEMBELLO

Maradi

Boîte Postale : n° 265 - Maradi (Niger)
Téléphone : (+227) 20 41 03 95
Télécopie : (+227) 20 41 00 45
Courriel : courrier.h02@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ganaye ALACHI

Zinder

Boîte Postale : n° 133 - Zinder (Niger)
Téléphone : (+227) 20 51 00 92
Télécopie : (+227) 20 51 07 24
Courriel : courrier.h01@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Daouda BOUKARI

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D'ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Indice harmonisé des prix à la consommation	A13
Tableaux des opérations financières des Etats	A14 à A22
Balance des paiements	A23 à A27
Agrégats de monnaie	A28 à A32
Situation résumée de la Banque Centrale	A33 à A37
Situation résumée des Banques	A38 à A42
Créances nettes sur l'administration centrale	A43 à A47
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A48 à A56
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A57
Adresses des sites de la BCEAO	A58 à A63

SÉNÉGAL

Dakar
Boulevard du Général De Gaulle x Rue 11
Boîte Postale : n° 3159 - Dakar (Sénégal)
Téléphone : (+221) 33 889 45 45
Télécopie : (+221) 33 823 57 57
Courriel : courrier.kdn@bceao.int
Conseiller du Directeur National : -
Directeur de l'Agence Principale : M. Babacar SENE

Kaolack
Léona Escale, Rue de France X Daloa
Boîte Postale : n° 79 - Kaolack (Sénégal)
Téléphone : (+221) 33 938 40 00
Télécopie : (+221) 33 941 33 23
Courriel : courrier.k01@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. El Hadji NIANE

Saint-Louis
Route de KHOR
Boîte Postale : n° 1460 - Saint-Louis (Sénégal)
Téléphone : (+221) 33 989 02 00
Télécopie :
Courriel : courrier.k03@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ismaïla LOUM

Ziguinchor
Rue de Carabane
Boîte Postale : n° 317 - Ziguinchor (Sénégal)
Téléphone : (+221) 33 991 10 39 et 33 938 80 35
Télécopie : (+221) 33 991 16 59
Courriel : courrier.k02@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Papa Birahime SOW

TOGO
Lomé
Rue Abdoulaye FADIGA
01 BP 120 Lomé 01 (Togo)
Téléphone : (+228) 22 23 50 00
Télécopie : (+228) 22 23 50 50
Courriel : courrier.tdn@bceao.int
Conseillers du Directeur National : M^{me} Adjatougbe Améyo FIOKLOU
M. Agossa APEDASSOU
Directeur de l'Agence Principale : M. Komlan AHADJI

Kara
400 BP 75 - Kara (Togo)
Téléphone : (+228) 26 60 10 79
Télécopie : (+228) 26 60 14 69
Courriel : courrier.t01@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Kokouvi NYABO

REPRÉSENTATION DE LA BCEAO AUPRÈS DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES DE COOPÉRATION
29, rue du Colisée, 75008 - Paris (France)
Téléphone : (+33) 1 42 25 71 60
Télécopie : (+33) 1 42 56 00 37
Courriel : bceao.riec-paris@bceao.int
Adjoint au Représentant : M. Gbè Alphonse SAMADE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (SGCB-UMOA)
Boulevard Botreau ROUSSEL (Rue privée CRRAE-UMOA)
01 BP 7125 - Abidjan (Côte d'Ivoire)
Téléphone : (+225) 27 20 25 57 57
Télécopie : (+225) 27 20 22 45 52
Site web : www.cb-umoa.org
Courriel : courrier.z02sg@bceao.int

SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR XI

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XV

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXIII

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2024 XXXIX

VUE D’ENSEMBLE LIX

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L’UEMOA..... 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 31

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 43

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 57

V INCLUSION FINANCIÈRE, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 63

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 73

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 85

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 103

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 123



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int

